

هكذا من الأصل



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12680 — 4,50 F.

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 5 NOVEMBRE 1985

## Répression sans témoins à Pretoria

Réprimer sans témoins : c'est en substance le sens de la décision du gouvernement de Pretoria d'interdire dorénavant à la presse sud-africaine et étrangère le droit de filmer et de diffuser des images de violence sans autorisation préalable. Les autorités sud-africaines, qui, parallèlement, affirment qu'elles n'ont pas l'intention de « réduire le droit du public à être informé », justifient cet acte de censure en affirmant que la présence sur les lieux d'émeutes des correspondants de la presse ne fait qu'« exciter » davantage les manifestants et prolonger les affrontements.

La réalité est tout autre. Incapable de mettre fin à une violence qui ne cesse de s'étendre, le régime de Pretoria, conscient de la dégradation croissante de son image, espère restaurer son crédit en interdisant à l'opinion internationale de connaître les faits qui provoquent son indignation. Plus de films, plus de photos montrant les forces de l'ordre mettant en joue et tuant des manifestants noirs, plus de dénonciations du régime « raciste » de Pretoria ? Le calcul est évidemment dérisoire. D'abord parce qu'une telle décision n'empêchera pas certains témoignages de la violence de passer au travers des mailles de la censure, ensuite, parce qu'elle va encourager, comme l'ont immédiatement souligné les journaux sud-africains indépendants, une information clandestine et incontrôlable de nature à répandre les rumeurs, les plus folles, et donc à favoriser les mouvements de foule, la panique.

Mais cette décision est avant tout symbolique. Partout, sous n'importe quel régime, un pouvoir qui ne peut se faire respecter commence par museler la presse. C'est le propre des dictatures. Elle constitue donc pour le chef de l'Etat sud-africain un aveu d'échec. Contesté par ses propres amis, enfoncé dans une spirale de la répression, M. Pieter Botha choisit la fuite en avant, en faisant de la presse le bouc émissaire de son incapacité à surmonter la crise, à gouverner. Ce faisant, il donne des gages aux « ultras », qui demandent encore plus de répression au moment où les violences atteignent les quartiers blancs des grandes villes. Pour ceux-là, la décision de M. Botha est populaire, tout comme la mesure prise ce week-end consistant à décréter — avec effet rétroactif — qu'aucune poursuite judiciaire, pénale ou civile ne pourra être lancée contre les forces de l'ordre.

En rendant ainsi les « porteurs de fausses nouvelles » responsables de la dégradation de la situation, M. Botha cherche, en outre, à discréditer l'ensemble des médias aux yeux de l'opinion sud-africaine. La presse, qui a fait la preuve de son indépendance à l'égard du pouvoir et a pris la tête d'une campagne visant à réclamer le départ d'un chef de l'Etat jugé « au bout du rouleau », est devenue terriblement dangereuse pour M. Pieter Botha. D'autant qu'elle ne fait qu'abonder dans le sens des milieux d'affaires sud-africains, de plus en plus conscients de l'impasse à laquelle mène une politique de refus du dialogue.

Jusqu'où ira M. Botha ? L'état d'urgence, la censure, l'immunité totale accordée aux forces de l'ordre, quoi encore ? Quel espoir peuvent encore caresser les dirigeants sud-africains en s'enfermant davantage dans l'intransigeance ? N'ont-ils rien appris, rien compris, d'un rapport de forces qui leur est défavorable et qui porte en germe la fin d'une domination contre nature ?

## VICTOIRE DES RADICAUX AUX ÉLECTIONS

### Le président Alfonsín renforcé en Argentine

19 millions d'Argentins se sont rendus aux urnes le dimanche 3 novembre pour renouveler la moitié des 254 députés de l'Assemblée.

Les premiers résultats enregistrés pour ces élections législatives font apparaître une avance importante du Parti radical de M. Alfonsín, ce qui renforce la position du président.

#### De notre correspondante

Buenos-Aires. — « C'est une grande victoire de la démocratie » : cette phrase reprise par la plupart des dirigeants politiques argentins, à l'issue des élections législatives partielles du dimanche 3 novembre, paraît être plus qu'une profession de foi.

L'analyse du scrutin montre en effet que les électeurs ont non seulement renouvelé leur confiance aux radicaux du président Raul Alfonsín, mais qu'ils ont aussi manifesté leur soutien au courant rénovateur du parti justicialiste (PJ, péroniste). Faute modérée et démocrate du mouvement fondé par Juan Domingo Peron. Ils se sont ainsi donnés les possibilités d'une véritable alternance démocratique, ce qui, pour l'avenir du pays, est peut-être le plus important.

Les opérations de vote se sont déroulées sans incident, et l'état de siège, proclamé il y a dix jours, n'a pas gêné les électeurs. La participation a été d'environ 85 %, ce qui est habituellement dans ce pays où le vote est obligatoire. Selon les projections officielles, ce lundi 4 novembre, sur 50 % des suffrages exprimés,

l'Union civique radicale (UCR, parti au pouvoir) a obtenu 45 % des suffrages et, avec cent trente et un députés, augmente de deux sièges la majorité absolue dont elle dispose au Parlement (deux cent cinquante-quatre députés) depuis 1983.

Les péronistes, dans leur ensemble, devraient perdre quatre sièges, mais resteront, avec cent sept députés, l'interlocuteur quasi unique du gouvernement au Parlement. Le parti intransigeant (gauche non marxiste) ne semble, en effet, pas avoir réussi la percée annoncée par les sondages et, avec 6 % des suffrages, il n'envoie que sept députés au Parlement.

La principale surprise vient de l'électorat péroniste. Avec plus de 30 % des voix, le mouvement justicialiste a limité la perte d'audience que prévoyaient les sondages. Et, surtout, avec 25 % des suffrages, le courant rénovateur dirigé par Antonio Cafiero et par Carlos Grosso a écarté les traditionalistes du parti. Le secrétaire général du PJ, M. Herminio Iglesias, qui n'a obtenu qu'environ 7 % des voix, a d'ailleurs reconnu sa défaite.

CATHERINE DENIVERY.

(Lire la suite page 6.)

## « Ne soyez pas menteurs... »

par PIERRE DROUIN

« Soyez libéraux, soyez socialistes, mais ne soyez pas menteurs. » (JACQUES RUEFF.)

Christo avait embelli le Pont-Neuf. Avec la toile du libéralisme on se dépêche d'envelopper, à droite comme à gauche, des structures et des politiques. Pour quelles raisons ? La mode ? Elle joue, bien sûr, un rôle dans l'évolution des idées, même si la France — et pour cause — prend avec un sérieux retard le train lancé il y a dix ans en Californie.

Mais l'opinion publique a sans doute d'autres raisons qu'une conversion aux idées de l'économiste américain Laffer pour retrouver une jeunesse à l'idéologie libé-

rale. En fait, ce n'est même pas cette idéologie qui l'intéresse, mais la tendance à desserrer d'une manière ou d'une autre le carcan de l'Etat.

La crise a sûrement fait beaucoup plus que la mode pour pousser dans ce sens. Dans un premier temps, en France surtout, les citoyens se sont retournés vers les pouvoirs publics pour qu'ils leur évitent les conséquences des divergences monétaires et du premier choc pétrolier qui ont fait basculer le monde dans une autre ère.

Le gouvernement d'alors a parfaitement entendu cet appel qui a détourné vers les entreprises le typhon qui aurait dû normalement toucher les consommateurs et leur pouvoir d'achat. L'Etat-bouclier n'a pas suffi. Bien plus, il a montré son impuissance — et pas seulement en France — à amortir les fluctuations

conjoncturelles, à endiguer la montée du chômage, à montrer la sortie du tunnel.

La déconfiture de l'Etat régulatoire a été si patente que de plus en plus de gens — quelles que soient leurs options politiques — se sont dit qu'après tout l'initiative individuelle, l'imagination créatrice, les cellules micro-économiques, dont l'entreprise était le fleuron, pourraient sans doute mieux faire.

Plus grave encore : l'Etat est apparu en ces circonstances comme un monstre à quatre pattes, une fois lancé, pourvu qu'il course sur son erra pendant des années. Alors que la croissance ralentissait considérablement, on constatait une forte augmentation de la dépense publique. Et cela, dans tous les pays de l'OCDE.

Pour le tiers d'entre eux, le rapport de cette dépense au produit

intérieur brut augmentait plus entre 1973 et 1975 qu'au cours des trois années précédentes (1) ! Ce manque de souplesse, déjà regrettable en soi, faisait en outre obstacle au processus d'ajustement de l'économie, dont la nécessité se faisait cruellement sentir.

(Lire la suite page 37.)

(1) Revue économique de l'OCDE, numéro spécial sur « Le rôle du secteur public », juin 1985.

## AU PROCÈS D'AUCKLAND

### Les Néo-Zélandais minimisent la responsabilité des « Turenge »

Une brève audience aura suffi, lundi 4 novembre, pour mettre fin aux spéculations qui avaient précédé la comparution des « Turenge » devant le tribunal d'Auckland. Les Néo-Zélandais n'accusent plus les deux agents de la DGSE que d'homicide involontaire, leurs avocats ont aussitôt décidé de plaider coupable. L'audience a, de ce fait, tourné court. Verdict le 22 novembre.

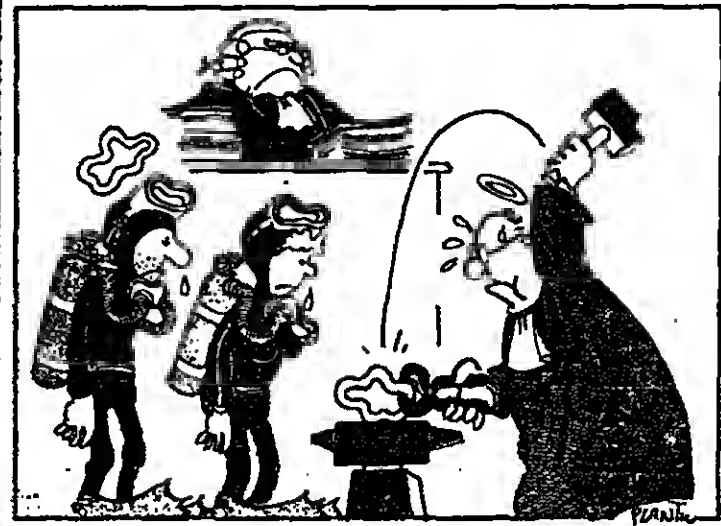
Le Rainbow Warrior ayant été coulé par une « troisième équipe » de militaires français qui ont échappé aux recherches, les « Turenge » ne pouvaient être aussi coupables que la Nouvelle-Zélande le prétendait.

La justice et le pouvoir politi-

que néo-zélandais ont fini par l'admettre, dans des termes sans ambiguïté. Je suis persuadé que

les « Turenge » ne sont pas directement impliqués dans l'attentat, a ainsi déclaré en substance le premier ministre, M. David Lange, devant la télévision australienne.

(Lire la suite page 11 ainsi que l'article de notre envoyé spécial à Auckland FRÉDÉRIC FILLOUX.)



## Une banque d'émission en Chine

Ruée sur les obligations à l'ouverture des guichets.

PAGE 40

## M. Shultz à Moscou

L'URSS souhaite mettre l'idéologie entre parenthèses.

PAGE 6

## Le monarque imaginaire

« Portrait du président », le dernier livre de Jean-Marie Colombani présenté par René Rémond.

PAGE 9

## Démographie horizon 2000

Un vieillissement inéluctable de la France.

PAGE 38

## Le Monde

### ÉCONOMIE

La réglementation du temps de travail

La chronique de Paul Fabra (Pages 29 à 32)

Débats : dynamique (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (7 à 9) • Société (10 et 11) • Sports (12 et 13) • Culture (14) • Communication (17) • Economie (33 à 39)

Echecs (13) • Programmes des spectacles (15) • Radiotélévision (17) • Informations Services : Journal officiel : Météorologie : Mots croisés : Lutin (28) • Carnet (28) • Annonces classées (18 à 27)

## CENT TRENTE-CINQ MORTS SUR LES ROUTES DE LA TOUSSAINT

### Les menaces de M. Auroux

M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, n'a pas réussi son opération « Bonne conduite » destinée à réduire le nombre des victimes de la route pendant la Toussaint. Avec cent trente-cinq morts, le bilan du week-end n'est pas meilleur que celui du week-end correspondant de 1984 qui faisait apparaître cent quarante tués.

Il pouvait difficilement en être autrement. La météo et les habitudes de conduite des Français ne se modifient pas à coups de campagne médiatique de dernière heure. M. Jean Auroux avait décidé de se lancer dans l'opération « Bonne conduite » à la fois pour souligner ses nouvelles responsabilités en matière de sécurité routière et pour contrebalancer une tendance à l'augmentation des accidents apparue au mois d'août dernier : + 6,7 % des accidents corporels et + 11,4 % du nombre des tués.

Le week-end de la Toussaint 1985 aura connu les mêmes catas-

trophes stupides que ceux des années précédentes. Un poids lourd irlandais se déporte sur la gauche à Biniville (Manche) et percute un véhicule venant en sens inverse : cinq morts de la même famille. Un automobiliste ivre emprunte l'autoroute A6 à contre-sens dans l'Yonne et heurte une voiture : trois morts.

M. Auroux s'est déclaré déçu de ce résultat. Il a même baissé le ton en déclarant : « Un Individu qui prend la route en état d'ivresse confond son permis de conduire avec le permis de port d'arme. » Il a aussi annoncé son intention de demander au premier ministre une réunion du comité interministériel pour la sécurité routière afin d'agir sur les trois causes principales d'accident, c'est-à-dire l'alcoolisme, l'excès de vitesse et l'absence de ceinture de sécurité.

Dans tous les cas, une action efficace passe par une répression accrue. M. Paul Quilès, ministre en charge de la sécurité routière

jusqu'au mois de septembre, répugnait à brandir des sanctions pour ne pas conforter l'opinion publique dans son impression que le gouvernement socialiste restreignait les libertés. Il préférait faire appel au sens des responsabilités des conducteurs. Les dernières déclarations de M. Auroux laissent à penser que ce temps de libéralisme a vécu et que le gouvernement a entendu les résultats des sondages qui démontrent tous l'exigence de sécurité routière des Français.

En effet, selon une enquête réalisée il y a quatorze mois par le ministère, 89 % des personnes interrogées sont favorables à une répression renforcée de l'alcoolisme au volant et 67 % souhaitent une multiplication des contrôles des limitations de vitesse. Cette demande collective de sanctions sera-t-elle complétée par une accoutumée de ces mêmes sanctions par les individus ? Telle est la vraie question.

ALAIN FAUJAS.

Annie Cohen-Solal

# Sartre

1905-1980

«Voilà un privilège jusqu'ici réservé à l'entourage de Sartre : rencontrer un homme».

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

«Une belle biographie, rigoureuse, pétulante, complète, lucide. Une performance».

L'Express

GALLIMARD *nrf*







مكتبة الأمل

Etat

# étranger

## AFRIQUE

### République sud-africaine

#### La censure imposée à la presse provoque de très vives protestations

De nombreuses protestations ont été émises, dimanche 3 novembre, à la suite de la décision des autorités sud-africaines d'interdire à la presse étrangère et étrangère le droit de filmer, de photographier ou d'enregistrer des manifestations de violence sans autorisation préalable de la police dans les zones soumises à l'état d'urgence (le *Mandé* daté 3-4 novembre). L'association des correspondants de la presse étrangère en Afrique du Sud a qualifié cette décision de « forme de censure très sévère », ajoutant : « Il est absurde de rendre un groupe de journalistes responsables d'un conflit politique qui dure depuis plus d'un an, et a causé la mort de huit cents personnes et a placé un tiers de la population sous le régime de l'état d'urgence. Nous considérons la réglementation annoncée comme le début d'un dangereux dérapage vers une presse totalement contrôlée ».

Sous le titre « La folie aveugle », le journal libéral *Sunday Star* estime pour sa part que cette censure risque d'aggraver encore la portée des émeutes, dans la mesure où elle aura notamment pour

conséquence d'amplifier les rumeurs. De son côté, M. Louis Nel, vice-ministre sud-africain de l'information, s'est élevé contre la réaction de l'association de la presse étrangère, estimant qu'elle est « un exemple des réactions émotionnelles de la presse étrangère, qui en général ignore au départ certains faits significatifs », et qu'elle illustre à nouveau un « non-professionnalisme qui mêle commentaires et demi-vérités au détriment de l'Afrique du Sud ».

Outre de nombreuses réactions en Afrique du Sud, les trois grandes chaînes américaines de télévision, ABC, CBS et NBC, ont officiellement protesté contre la décision du gouvernement de Pretoria. Dans une lettre adressée au chef de l'Etat sud-africain, M. P. W. Botha, le président d'ABC, M. Rooney Arledge, estime que « cet acte de censure » est « particulièrement choquant de la part d'une nation affirmant être libre et ouverte ». Le président de NBC, M. Lawrence Grossman, pour sa part, compare ces restrictions à celles en vigueur dans les pays communistes.

A Paris, le Quai d'Orsay a publié, ce lundi, un communiqué indiquant « que la France déplore les graves restrictions apportées à l'exercice des droits d'information en Afrique du Sud ». A Londres, le Foreign Office s'est déclaré « très troublé » par cette décision. Un porte-parole du ministère britannique des affaires étrangères a estimé, samedi, que les restrictions imposées à la presse « ne feront rien pour faire avancer l'objectif essentiel qui est de promouvoir le dialogue et le changement pacifique dans ce pays ».

#### Importante manifestation à Londres

Le gouvernement sud-africain a, en outre, étendu à tout le pays l'immunité qui protège les forces de sécurité et les agents de l'Etat et tous pouvoirs judiciaires pénale ou civile. Notre correspondant à Johannesburg, Michel Bile-Richard, nous précise que les forces de l'ordre sont ainsi préservées avoir agi de bonne foi. La charge de la preuve incombe désormais à la victime. Cette décision

est applicable avec effet rétroactif au 26 octobre. Jusqu'à présent cette mesure ne concernait que les zones placées sous état d'urgence, soit 38 districts sur 265.

A Londres, une importante manifestation contre l'apartheid s'est déroulée samedi, rassemblant de 25 000 (selon la police) à 100 000 personnes (selon le mouvement anti-apartheid).

Trois défilés, composés essentiellement de jeunes, ont convergé vers Trafalgar Square, où est située l'ambassade sud-africaine. MM. Oliver Tambo, président de l'ANC (Congrès national africain), et Jesse Jackson, ancien candidat à l'investiture démocrate pour la présidence des Etats-Unis, ont pris la parole pour demander à M. Thatcher de réviser sa politique à l'égard de l'Afrique du Sud. Une partie des manifestants ont lancé divers projectiles (bouteilles, pierres, feux d'artifice, etc.) sur les policiers postés devant l'ambassade et de violentes échauffourées se sont produites. La police britannique a procédé à 114 arrestations et 10 policiers ont été blessés. — (AFP, Reuters, UPI.)

## EUROPE

### République d'Irlande du Nord

A LA VEILLE D'UN ACCORD ENTRE LONDRES ET DUBLIN

#### Le Sinn Fein craint d'être mis hors la loi

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique refusait lundi 4 novembre d'apporter le moindre commentaire aux déclarations faites la veille à Dublin par le président du Sinn Fein, M. Gerry Adams. Au cours du congrès annuel de l'organisation — qui est la branche politique des gouvernements de Londres et de Dublin de préparer une série de mesures répressives à l'encontre du Sinn Fein. Selon le leader du mouvement, ces dispositions seraient l'une des conséquences (ou des conditions) de l'accord qu'il a conclu au cours de longues et difficiles discussions les deux gouvernements seraient sur le point de conclure pour instituer une consultation permanente sur la gestion des affaires d'Irlande du Nord.

été rejetée dans le passé, car elle ne pourrait avoir pour effet que de renforcer l'audience du Sinn Fein dans les milieux nationalistes de la province.

Depuis que le Sinn Fein a décidé en 1981 de participer aux diverses élections en Irlande du Nord, avec pour slogan « le fusil dans une main, le bulletin de vote dans l'autre », le mouvement a remporté d'appréciables succès, concurrençant le parti modéré catholique (Parti social-démocrate et travailliste, SDLP) et s'assurant, cette année, pour la première fois, la présence de ses représentants dans les principaux conseils locaux.

D'après M. Adams, l'extrémisme envers le Sinn Fein serait le résultat d'une sorte de marche visant à apaiser la très forte opposition des partis unionistes à toute forme d'accord avec Dublin.

D'ultimes négociations doivent avoir lieu au cours des prochains jours entre les deux gouvernements, et le document lui-même pourrait être signé avant la fin du mois lors d'un sommet — longtemps différé — réunissant les deux premiers ministres britannique et irlandais. Mais la date de cette rencontre, pour des raisons de sécurité, ne devrait être annoncée qu'au tout dernier moment.

FRANCIS CORNU.

### Tunisie

#### L'offensive contre l'UGTT se heurte à une résistance dans le Sud

(De notre correspondant.)

Tunis. — Les dirigeants de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) ont annoncé dimanche 3 novembre que le gouvernement les avait avisés qu'ils devaient reprendre normalement ce lundi leurs activités au siège de la centrale qui avait été fermé le 31 octobre. Aucune confirmation n'a été donnée par les milieux gouvernementaux, qui n'avaient d'ailleurs jamais précisé les raisons de cette fermeture.

Cependant, la tension persiste dans le Sud tunisien où plusieurs locaux syndicaux demeurent encore sous le contrôle des parajustices de l'actuelle direction de l'UGTT. Dans les deux plus importants bastions de ce dernier camp, à Gabès et à Gafsa, les syndicalistes joints au téléphone se déclarent décidés à faire face à tout assaut.

Une grève générale est prévue pour mardi à Gabès et dans d'autres gouvernorats du Sud, Tizer et Medenine, notamment. Dans la région minière de Gafsa, la grève observée vendredi et samedi a été suivie, selon les syndicalistes, à 90 %, non seulement dans les mines, mais aussi dans l'enseignement primaire et secondaire, les industries chimiques, les chemins de fer, les PTT, l'agriculture, etc. Les responsables locaux de l'UGTT affirment qu'une centaine de licenciements de grévistes ont eu lieu à la Compagnie des phosphates et 180 à la société des chemins de fer.

Le travail devrait en principe reprendre ce lundi, mais certains, comme à Medenine, demandent la poursuite du mouvement jusqu'à ce que satisfaction soit donnée à leurs revendications : évacuation des locaux de la centrale ouvrière ; libération des syndicalistes arrêtés ; reconnaissance de la légitimité du bureau exécutif sous la direction de M. Habib Achour.

MICHEL DEURÉ.

### Algérie

#### Agitation en Kabylie pour la fête du 1<sup>er</sup> novembre

Pour la fête du 1<sup>er</sup> novembre, anniversaire de l'insurrection, les autorités algériennes n'ont pas réussi à imposer chez elles ce qu'elles avaient obtenu de la France : le silence des contestataires. Pour ne pas « porter atteinte aux relations internationales de la République », comme le dit sans ambages l'arrêté notifié aux intéressés, les responsables français avaient interdit un rassemblement par ceux des Algériens immigrés qui s'opposent à l'Armée des Algériens en Europe, organe du FLN à l'étranger (le *Mandé* daté 3-4 novembre). Comme d'habitude, les plus décidés des contestataires étaient des Kabyles ; ce qu'ils n'ont pas pu faire sur l'« esplanade de la liberté », place du Tricardéro, leurs parents et leurs amis l'ont fait à Tizi-Ouzou.

L'agence officielle Algérie-Presse Service indique que cette ville « a connu une agitation inter-militaire provoquée par de petits groupes d'adolescents et de jeunes à la sortie d'un match de football » ; elle déplore « l'incontestable responsabilité des parents de ces jeunes manifestants dont le passé violent compte ne peut que porter préjudice à l'avenir même de leurs enfants ».

En fait ces « enfants » sont souvent des orphelins de guerre, aujourd'hui adultes, qui constituent le noyau dur de la contestation kabyle sous l'égide de « comités de fils de Chouhada » (quartiers) non reconnus par les autorités. Ces jeunes hommes, dont le plus connu, aujourd'hui incarcéré, est le fils du

« colonel Amirouch », estiment que « la révolution a été trahie » et contestent au FLN le droit de parler au nom des morts. Selon leur habitude, depuis deux ans, à chaque fête officielle, ils ont tenté de déposer leur propre gerbe devant le monument aux morts.

Cette fois-ci, l'intervention des forces de l'ordre a suscité une réaction plus vive que précédemment. Des milliers de lycéens et d'étudiants se sont joints aux contestataires pour protester contre les arrestations opérées ces derniers mois au sein de ces « comités de fils de Chouhada » et de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH). Un des facteurs de cette mobilisation a été la condamnation à trois ans de prison du chanteur M. Meouguet, très populaire dans la région.

#### De violents affrontements

Selon les milieux proches de la Ligue à Paris, les affrontements, qui ont opposés les forces de l'ordre à la population, ont été violents. Il y aurait eu de nombreuses arrestations, et, samedi, la ville était isolée du reste du pays par les forces de l'ordre. Selon une information téléphonique en provenance de Tizi-Ouzou, il y aurait deux blessés par balles à l'hôpital de la ville. L'agitation s'est étendue à d'autres localités en Kabylie dimanche.

A Alger, un des rares membres du comité directeur de la Ligue encore en liberté, M. Rachid Bellil, un sociologue, a été arrêté samedi à son

domicile. Cela porte à onze le nombre de membres de cette Ligue incarcérés sans jugement depuis juillet. Décapitée en Algérie, la Ligue a obtenu un sursis à l'extérieur dimanche : le bureau international de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), réuni à Paris, a donné un avis favorable à l'affiliation de la Ligue algérienne. Le bureau demande, en outre aux « leaders algériens militant dans les organisations séparées de se regrouper d'ici au congrès de 1986 de la FIDH dans une organisation unique dont la diversité sera le gage de l'indépendance ».

Cet avis favorable à l'affiliation n'est pas encore la reconnaissance, qui ne peut être le fait que du congrès, selon les statuts de la Fédération internationale. Néanmoins, cette décision constitue un échec pour les autorités algériennes, qui avaient tout fait pour l'éviter. Des personnalités, tel le président de l'Assemblée populaire, M. Rabah Biat, avaient écrit personnellement à des avocats membres de la Fédération internationale de l'égard de l'Algérie parce qu'ils sont d'anciens démissionnaires du FLN.

D'autre part, une Ligue algérienne concurrente de celle fondée en juillet s'est manifestée début octobre auprès de la Fédération. « Il s'agit de fêter le trouble », assure un responsable en France du mouvement initié par Mr. Abdour Ali Yahia, le plus résolu des militants pour les droits de l'homme, incarcéré.

Cette Ligue concurrente, qui, officiellement, n'est pas encore reconnue, par les autorités, reproche à la LADH d'être « sortie de la légalité » et se passant de l'agrément du ministère de l'Intérieur pour exister et surtout de « compromettre l'unité du mouvement des Kabyles ». Ce à quoi ceux-ci rétorquent que leur mouvement est ouvert à tous et que « ce n'est pas leur faute si ceux qui acceptent de prendre des risques sont bérés ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### Tchad

#### M. HASSANE DJAMOUS EST NOMMÉ COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE

Le président tchadien, M. Hissène Habré, a nommé, samedi 2 novembre, M. Hassane Djamous, en poste de commandant en chef des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), en remplacement de M. Idriss Debi qui effectuait actuellement un stage en France, à l'école de guerre. M. Djamous, qui est originaire d'Idria, localité du Borkou-Emed-Tibesti (BET, nord du Tchad), était jusqu'à ministre de la fonction publique. Il était l'un des principaux responsables des Forces armées du nord (FAN) de M. Habré avant que celui-ci, en juin 1982, ne prenne le pouvoir.

D'autre part, une rencontre entre une délégation gouvernementale tchadienne, conduite par le ministre des affaires étrangères, M. Goumar Lassou, et des représentants d'un groupe de l'opposition, le Comité d'action et de concertation du Conseil démocratique révolutionnaire (CAC-CDR) devait avoir lieu lundi à Libreville. Le CAC-CDR s'est signalé récemment par des prises de position violemment antilibyennes et s'est prononcé pour un dialogue avec le président Hissène Habré. — (AFP, Reuters.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :  
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Imprimés :  
Le Monde, 7, rue des Italiens,  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57-137  
ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 854 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires (deux semaines ou plus) : nos  
abonnés sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins avant leur  
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à  
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,  
400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche,  
17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ;  
Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark,  
7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-M., 1,20 \$ ;  
G.-B., 50 p. ; Grèce, 90 dr. ; Hongrie, 85 p. ;  
Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ;  
Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 5,00 kr. ;  
Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie,  
25 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,50 F ;  
Yougoslavie, 110 nd.

Le 4 NOVEMBRE 1985

L'équipe publicitaire du MONDE se regroupe

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : 45-55-91-82/45-55-91-71

Télex MONDPUB 206 136 F

### Grande-Bretagne

#### Les trotskistes saisis par la débauche

De notre correspondant

Londres. — Avec des mots tels que « débauche » et « agressions sexuelles » s'élevant à la « une », *New Line*, l'austère organe du Parti révolutionnaire des travailleurs, a soudain gagné de nombreux lecteurs. En l'espace de quelques jours, son audience a largement dépassé celle des six mille ou sept mille membres que compte le mouvement trotskiste britannique, dont le notoriété tenait surtout jusqu'ici à la présence de la comédienne Vanessa Redgrave au sein de son comité central.

Le parfum de scandale est d'autant plus provocant que l'affaire de meurs en question implique l'ancien leader et fondateur du Workers Revolutionary Party (WRP), M. Jerry Healy, soixante-trois ans, le vieux roulier de la lutte des classes en Grande-Bretagne vient d'être exclu parce que la tendance actuellement majoritaire au comité central l'accuse d'avoir abusé de son autorité pour attirer dans son lit de jeunes militantes du parti — vingt-six, indique *New Line*.

Devant les dénégations des amis de M. Healy, au nombre desquels figure Vanessa Redgrave, les anti-Healy n'ont pas hésité à publier une lettre dans laquelle l'accusé se fait en quelque sorte son autocritique, en écrivant : « Je m'engage sans réserve à mettre immédiatement un terme à ma conduite à l'égard des jeunes. » Un « faux », ripostent les pro-Healy.

Dans une longue histoire d'exclusions réciproques pour déviances diverses, on n'avait encore jamais connu la dénonciation officielle de conduites aussi scandaleuses. Pour ajouter à la confusion des militants, on note l'apparition, le 2 novembre, de deux publications concurrentes pour le même titre. La *New Line* des fidèles de M. Healy contre-attaque en affirmant que les nouveaux dirigeants n'ont monté leur « coup scandale » que pour mieux engager le mouvement sur la voie de la « trahison », qui consisterait à apporter un « soutien critique » au Parti travailliste lors des prochaines élections. Les frôles anonymes sont prêts à en découdre devant les tribunaux pour se disputer le contrôle des avoies du parti, qui s'élèverait à près de 1,5 million de livres (environ 18 millions de francs).

F. C.

#### LA MUSIQUE DES LUMIÈRES

Par Béatrice Didier

Il s'agit essentiellement, dans ce livre, de la musique sentie et dite par des écrivains. On y écoute la musique à travers les textes littéraires. Ce filtre des mots amène à imaginer une autre musique, celle que crée le Neveu de Rameau, que rêve le jeune Rousseau.

Collection « Écriture »  
480 pages - 180 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



# EUROPE

## Turquie Fusion des deux partis de gauche

De notre correspondant

Ankara. - Un nouveau tournant important dans le processus de normalisation et de renforcement de l'opposition a été franchi en Turquie durant le week-end par la création du Parti populaire social-démocrate (PPSD), né de la fusion entre le Parti populiste (PP) et le Parti de la social-démocratie (SODEP), entrainés presque unanimement par les congrès extraordinaires respectifs de ces formations tenus dans la capitale turque les 2 et 3 novembre.

Ainsi, « l'anomalie » des élections législatives du 6 novembre 1983, auxquelles, à gauche, seul le Parti populiste avait été autorisé par le pouvoir militaire d'aller à participer, avec deux autres formations de droite, est-elle en passe d'être corrigée. Le SODEP, qui fut aussi le révélateur de l'ancien Parti républicain dissous en 1981, n'avait pu jusqu'à s'introduire dans le jeu politique qu'à l'occasion des élections locales de 1984 (tout comme le parti dit de « la juste voie », héritier, lui, de l'ancien Parti de la justice de M. Demirel).

Cette fusion a été rendue possible surtout grâce à « l'abnégation réelle » des dirigeants du SODEP, le président Inönü et ses amis, dont la formation, bien que non représentée à l'Assemblée, était néanmoins présente dans l'ensemble du pays. Le Parti populiste, qui avait obtenu 30,5 % des voix en novembre 1983, mais qui devait descendre à 8 % lors des élections locales de 1984, tandis que le SODEP recueillait 23,4 %, était en

perte de vitesse constante et il avait besoin de ce « bain de jeunesse ».

Le premier congrès national du PSDS se tiendra dans le courant de l'année prochaine. En attendant, M. Gülen, président du PP, assurera la présidence du parti, mais M. Inönü, qui s'est provisoirement effacé, indique qu'il sera candidat à ce poste à l'avenir.

Environ un tiers d'élus de l'ancien Parti populiste, appartenant pour la plupart à l'aile droite, ont démissionné de leur formation durant ces derniers jours pour protester contre cette fusion.

Selon un sondage réalisé dans dix-sept départements représentatifs (sur soixante-dix-sept) publié par le quotidien *Milliyet* du 3 novembre, le mouvement social-démocrate arriverait désormais en tête des intentions de vote, avec 39,2 %, alors que le Parti de la juste voie, au pouvoir, et qui avait obtenu 45 % des voix en novembre 1983, serait descendu à 30 %. Mais les prochaines élections n'auront lieu qu'en 1988.

Malgré la fusion qui vient de s'opérer, la situation ne s'est pas totalement clarifiée « à gauche ». L'opinion suit attentivement ce que fera l'ancien président du Parti républicain, M. Ecevit, qui semble garder une certaine influence — même s'il reste privé de ses droits politiques — et dont la femme s'appareille depuis plusieurs mois à lancer le Parti de la gauche démocratique. Les Ecevit ont catégoriquement repoussé les appels répétés, surtout ceux de M. Gürkan, président du PP, à une réunion de toutes les forces sociales démocratiques dans un même parti.

ARTUR UNSEL.

## Italie

### CONDAMNÉ EN SEPTEMBRE A DIX ANS DE PRISON M. Enzo Tortora a été élu président du Parti radical

De notre correspondant

Rome. - L'ancien présentateur vedette de la télévision italienne, M. Enzo Tortora, condamné le 18 septembre dernier à dix ans de prison pour trafic de drogue et association à la « bande criminelle », a été élu président du Parti radical le 3 novembre, en remplacement de M. Tortora lui-même, dont il est par ailleurs député européen depuis juin 1984.

Cette décision a été prise par la petite formation cactus : la vie politique péennulaire lors de son congrès réuni la semaine dernière à Florence. Le 2 PR, né dans les années 50, avait déjà attiré l'attention sur lui en faisant élire député en 1979 un autre accusé de marque, le philosophe Toni Negri, soupçonné d'être l'inspirateur du mouvement de lutte armée Prima Linea, aujourd'hui réfugié en France.

M. Tortora avait annoncé son intention de se démettre très prochainement de son mandat européen pour faire face à ce qu'il considère comme une condamnation injuste : le nouveau président des radicaux a, en effet, été impliqué dans le gigantesque procès mené à Naples contre

la Camorra, à partir d'accusations portées par des « repents », c'est-à-dire des criminels de droit commun ayant décidé de collaborer avec la justice en vue d'obtenir une amélioration de leur propre situation. Le PR, engagé dans une véritable croisade pour une « justice juste », comptait en particulier un réexamen du rôle devenu envahissant des repents, ne pouvant manquer de blesser M. Tortora sur le pavé.

Le PR est une formation minuscule comptant moins de trois mille inscrits. Néanmoins, son impact sur la société italienne est loin d'être négligeable. Il a recueilli 2,2 % des voix lors des législatives de 1983, ce qui lui vaut 11 députés (sur 630) généralement très actifs. Ses mots d'ordre sont en particulier très écoutés dans la jeunesse.

Considéré comme le « gourou » du parti, le député Marco Pannella a à ses côtés une surprenante ascendance : un oncle, durant le congrès, qu'il considérait de désordre dans la jeunesse.

J.-P. C.

## Belgique

### UN BLESSÉ DANS UN ATTENTAT CONTRE LA BANQUE BRUXELLES-LAMBERT

(De notre correspondant.)

Bruxelles. - Un attentat terroriste a causé, lundi 4 novembre à Bruxelles, d'importants dégâts au siège central d'une des principales banques du pays, la banque Bruxelles-Lambert. Il était environ 2 h 30 du matin, lorsqu'une camionnette s'est arrêtée devant la banque. Plusieurs personnes en sont sorties et se sont dirigées vers un véhicule qui devait assurer leur fuite.

A ce moment précis, la voiture d'une société de gardiennage est arrivée également et, pour la première fois depuis qu'a commencé la série des attentats en Belgique, des coups de feu ont été échangés.

Un des gardiens a été légèrement blessé au bras. Le scénario s'est ensuite déroulé d'une manière désormais classique : un message préenregistré a été diffusé à partir de la camionnette, avertissant que celle-ci allait s'en aller. Quelques minutes plus tard, deux bombes à gaz explosèrent et un étage de la banque était fortement endommagé.

L'attentat n'était toujours pas revendiqué lundi au fin de matinée. Il semble cependant — compte tenu de son scénario et de sa cible — porter la signature des Cellules communistes combattantes (CCC), qui ont, en un peu plus d'un an, commis près de vingt actions de ce type contre des sociétés multinationales, le siège du patronat, l'Office des contributions et une société de distribution de gaz. Deux pompiers avaient trouvé la mort le 1<sup>er</sup> novembre au cours d'un de ces attentats.

JOSÉ-ALAIN FALON.

## URSS

### NOUVELLES NOMINATIONS

M. Vsevolod Mourakhovsky, jusqu'à présent premier secrétaire du parti pour la région de Stavropol (l'ancien fief territorial de M. Gorbatchev), a été nommé, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, premier vice-premier ministre. M. Mourakhovsky est âgé de cinquante-neuf ans et occupe ses fonctions à Stavropol, dans le Caucase du Nord, depuis 1968. D'autre part, M. Ivan Silov, précédemment ministre de l'Industrie aéronautique, a reçu une promotion au sein du gouvernement, dont il devient vice-premier ministre.

Le gouvernement soviétique est un organisme extrêmement lourd, qui ne compte pas moins de quatre « premiers vice-premiers ministres », huit « vice-premiers ministres » et un nombre considérable de ministres étroitement spécialisés. Le nouveau titulaire de l'Industrie aéronautique est M. Apollon Syrov, lui-même jusqu'à présent premier vice-premier ministre. D'autre part, M. Alexei Antonov (soixante-trois ans) — encore un vice-premier ministre — a été nommé représentant permanent de l'URSS auprès du COMECON (l'organisation de coopération économique du bloc soviétique), en remplacement de M. Nikolai Talizin, chargé depuis le mois d'octobre de la planification (Gouplan).

Enfin, au Kirghizie, le premier secrétaire local du parti, M. Tondouk Ousoubaliyev (soixante-six ans), a « pris sa retraite », pour être remplacé par M. Abesmat Messaliyev (cinquante-deux ans). M. Ousoubaliyev était à la tête du parti kirghize depuis vingt-quatre ans, c'est-à-dire qu'il avait reçu ce poste à l'époque de Nikita Khrouchtchev. — (AFP, Reuters.)

# PROCHE-ORIENT

## LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT DU CONFLIT

### Israël s'interroge sur les intentions jordaniennes

De notre correspondant

Jérusalem. - Dans la délicate partie diplomatique en cours au Proche-Orient, Israël teste une nouvelle fois de scruter les véritables intentions du roi Hussein. Les deux interventions publiques du monarque depuis sa « franchise explicite » avec M. Arafat — le discours devant le Parlement d'Amman samedi et l'interview accordée dimanche 3 novembre à la chaîne américaine NBC — ne permettant pas de se faire une idée exacte de la stratégie qu'il entend suivre à l'égard de l'OLP pendant les semaines à venir. Faute de certitudes, les responsables israéliens décryptent les propos du souverain en tenant compte de leurs arrières ou de leurs espérances. Selon qu'ils appartiennent au Parti travailliste ou au Likoud, leurs réactions, pleines de prudence, se tiennent en un d'un optimisme de principe. Chacun relève dans les paroles du

roi celles qui confortent sa propre position.

Dans l'entourage du premier ministre, M. Shimon Pérès, on s'est empressé de souligner qu'Hussein, dans son adresse au Parlement, n'avait mentionné qu'une seule fois l'OLP. Une unique référence à la centrale palestinienne, pourtant l'alliée principale, au fil d'un discours de soixante-dix minutes : cette indélicatesse ne témoigne-t-elle pas de l'irritation jordanienne envers M. Arafat ? Peut-être. Mais le souverain, dans son interview télévisée, a accordé une place de choix à l'OLP, « seul représentant du peuple palestinien », tout en pressant son chef de faire le nécessaire pour pouvoir être associé au processus de paix.

## Rhétorique

Surtout, le roi, devant le Parlement, a totalement passé sous silence les récentes offres de paix de

M. Pérès. Les chefs du Likoud, M. Shamir en tête, ont bien joué d'un tel argument pour constater qu'il n'y a décidément, « à l'Est, rien de nouveau ». Et l'éditorialiste d'*Haaretz*, d'ordinaire moins péremptoire, affirme qu'« Hussein a bel et bien décidé de rejeter l'initiative d'Israël ».

Et les attaques d'Hussein contre « la plus brutale occupation de l'histoire contemporaine » ? Un haut fonctionnaire les balayait dimanche en les tenant pour insignifiantes : « C'est une rhétorique destinée au monde arabe et non aux oreilles des Israéliens ». M. Shamir, qui n'a aucune raison de mésestimer le roi Hussein, lui a répliqué dimanche sans amertume : « Le régime jordanien, si il dit, s'est montré infiniment plus cruel que nous envers ses frères arabes. Il n'a pas hésité à faire assassiner des milliers de Palestiniens ». Le chef du Likoud a rappelé la doctrine traditionnelle de son parti, selon laquelle « l'échange des territoires contre la paix est un slogan trompeur ».

Alors, est-ce toujours l'impasse ? « Il est vrai, poursuivait le même haut fonctionnaire, que les deux principaux problèmes en suspens, la participation palestinienne à une éventuelle négociation et le cadre international à lui donner, restent à régler. Mais ils relèvent d'une diplomatie tranquille et quotidienne que nous espérons voir aboutir, avant la fin de l'année ».

L'éditorialiste du *Jerusalem Post* résume assez bien, lundi, les attitudes d'Israël : « M. Pérès, écrit-il, a dit que la paix n'était pas dans la poche. Le discours du roi montre à l'inverse, qu'elle est loin, en effet, d'être dans la poche. Si Hussein aspire vraiment à une négociation de paix, son langage et sa propagande officielle devraient le refléter. Le temps est venu pour lui de parler clairement. Car, pour le moment, il ne fait qu'apporter de l'eau au moulin des « Israéliens du Jeûne » qui souhaitent voir échouer l'actuelle initiative de paix ».

JEAN-PIERRE LANGELE.

### Le roi Hussein souligne la responsabilité de « tous » les pays arabes

Le roi Hussein de Jordanie a indiqué ce week-end qu'il entendait poursuivre son action « au service de la question palestinienne sur les bases des résolutions internationales et dans le cadre d'une conférence internationale à laquelle participeraient toutes les parties concernées ». Dans son discours traditionnel, samedi 2 novembre, devant le Parlement, le roi a souligné que « les problèmes arabes majeurs [la question palestinienne] étaient de la responsabilité commune de tous les pays arabes ».

S'il a évoqué le droit de l'OLP à participer au processus de paix, le souverain n'a pas mentionné l'initiative commune lancée en février dernier par la Jordanie et l'organisation de M. Arafat. Tout se passe, souligne notre correspondant à Amman, Emmanuel Jarry, comme si, réalisant les limites de leur coopération avec l'OLP, les dirigeants jordanien cherchaient à en élargir le cadre à l'ensemble des pays arabes. C'est dans cette perspective qu'intervient le rapprochement entre la Jordanie et la Syrie. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine NBC, le roi a annoncé, dimanche 3 novembre, que le premier ministre, M. Zaïd Rifai, se rendrait prochainement à Damas et que le souverain a évoqué la possibilité d'un sommet entre lui-même et le président syrien, M. Hafez El Assad.

Dans cette même interview, le roi a précisé : « Pour que l'OLP participe au processus de paix, comme

c'est son droit, les dirigeants palestiniens doivent évidemment déterminer les mesures à prendre pour pouvoir jouer leur rôle ». Il a ajouté qu'il attendait « une réponse bien sûr ».

● AU CAIRE, où M. Arafat était attendu ce lundi 4 novembre, le président Mubarak a insisté sur l'importance d'associer l'OLP à toute tentative de règlement.

● A JÉRUSALEM, un sondage publié dimanche indique que la cote de popularité du premier ministre, M. Shimon Pérès, est actuellement la plus élevée depuis son entrée en fonctions, avec 67,2 % des personnes interrogées qui se déclarent satisfaites de son action. — (AFP, Reuters.)

● Pas de changement dans la politique française vis-à-vis des Palestiniens, selon Yasser Arafat. « Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a indiqué, samedi 2 novembre à Abou-Dhabi, que la France « n'avait pas modifié sa politique vis-à-vis des Palestiniens ». Dans une conférence de presse, M. Arafat a évoqué une récente rencontre à Amman avec l'ambassadeur de France dans la capitale jordanienne, au cours de laquelle ce dernier lui aurait remis « une lettre officielle du gouvernement français affirmant que les informations faisant état de changements dans la politique française vis-à-vis du peuple palestinien étaient erronées ». — (AFP.)

### Washington pourrait extraditer vers Israël un ancien criminel de guerre nazi

Un criminel de guerre nazi, John Demjanjuk, accusé d'avoir aidé à tuer « des dizaines de milliers de juifs et de non-juifs » pendant le dernier conflit mondial, pourrait être extradé vers Israël, a annoncé, dimanche 3 novembre, à Jérusalem, le quotidien indépendant *Haaretz* citant des sources de Washington.

Une cour d'appel fédérale a décidé, le 31 octobre, à Cincinnati (Ohio), que Demjanjuk, en qui plusieurs témoins ont reconnu un ancien gardien des camps de Treblinka et de Sobibor en Pologne, devait être remis au gouvernement israélien, qui a formulé une demande en ce sens il y a près de deux ans. La décision définitive à ce sujet doit être toutefois prise par le gouvernement américain. D'autre part, Demjanjuk a introduit un recours auprès de la Cour suprême contre un autre arrêt, qui autorise son renvoi en Union soviétique, son pays natal.

Surnommé par d'anciens détenus « Ivan le terrible », en raison de son surnom, John Demjanjuk est entré aux États-Unis en 1951. Trente ans plus tard, un juge devait lui retirer sa citoyenneté américaine en raison de fausses déclarations lors de sa demande de naturalisation. A la fin de 1983, Israël a demandé son extradition en vertu d'un traité bilatéral signé avec les États-Unis en 1963. Cette requête était la première de ce genre présentée par le gouverne-

ment israélien contre un ancien criminel de guerre installé aux États-Unis.

Agé de soixante-cinq ans, Demjanjuk, qui se trouve depuis le mois d'avril à l'hôpital de la prison fédérale de Springfield (Missouri), nie être « Ivan le terrible ». Il prétend avoir servi pendant la guerre dans l'armée soviétique, avoir été fait prisonnier par les Allemands et être parti aux États-Unis après la fin de la guerre.

La justice américaine affirme au contraire qu'il fut gardien au camp de concentration de Treblinka, où ont péri des centaines de milliers de juifs et où il se serait particulièrement distingué par la cruauté de ses actions. — (AFP, Reuters.)



EN VENTE PARTOUT

## DÉÇU PAR LES ATTERMOIEMENTS AMÉRICAINS

### Amman se dit prêt à acheter des armes en URSS

Correspondance

Amman. - En dépit des récentes déclarations de hauts responsables américains affirmant que le président Reagan n'avait pas l'intention de retirer son projet de vente d'armes à la Jordanie, le roi Hussein a annoncé à deux reprises ce week-end qu'il était prêt à se tourner vers l'Union soviétique pour acquérir les équipements militaires nécessaires à la sécurité de son royaume. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine NBC, il a même précisé qu'il s'attendait « à des contacts à ce sujet entre Amman et Moscou ces prochains jours ». Le roi Hussein avait déjà manifesté son irritation lorsque le Sénat américain avait voté le 24 octobre l'ajournement du projet en question.

Ce n'est pas la première fois que le souverain jordanien menace ainsi de s'adresser à l'URSS. Ce ne serait pas non plus la première fois qu'il passerait à l'acte. En 1981, Amman a acheté à Moscou vingt batteries de missiles SAM-3 et dix batteries de canons anti-aériens Shilka-ZSU 23-4. Au début de cette année, la Jordanie a aussi passé commande de missiles anti-aériens soviétiques. Par ailleurs, le royaume hachémite a décidé d'équiper son « armée populaire », actuellement en cours de formation, de fusils d'assaut Kalachnikov, de lance-roquettes RPG, de mortiers de 82 mm et de mitrailleuses lourdes également de fabrica-

tion soviétique. Enfin, ces dernières années, Amman a envoyé en URSS un certain nombre de militaires jordaniens afin qu'ils se familiarisent avec les armes fournies par Moscou.

La commande de 1,9 milliard de dollars que la Jordanie a passée auprès de Washington comprend quarante chasseurs-bombardiers F-16 ou F-20, trois cents missiles sol-air Hawk « améliorés », soixante-douze missiles anti-aériens portables Stinger et treize-dix véhicules blindés. Il n'est pas sûr que la Jordanie puisse trouver l'équivalent à Moscou, notamment en ce qui concerne les avions. En outre, les Jordaniens n'ont guère envie d'avoir sur leur territoire les conseillers militaires soviétiques généralement associés à ce genre de marché.

Mais le choix d'Amman est limité. Le royaume pourrait certes s'adresser à deux autres de ses fournisseurs habituels, la France et la Grande-Bretagne, avec lesquelles il a d'ailleurs signé, en septembre dernier, deux protocoles financiers (respectivement de 2,350 milliards de francs et de 270 millions de livres sterling) pour l'achat d'équipements militaires, mais il faudrait alors surmonter le difficile problème du financement. A moins, bien sûr, que les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, acceptent d'aider la Jordanie.

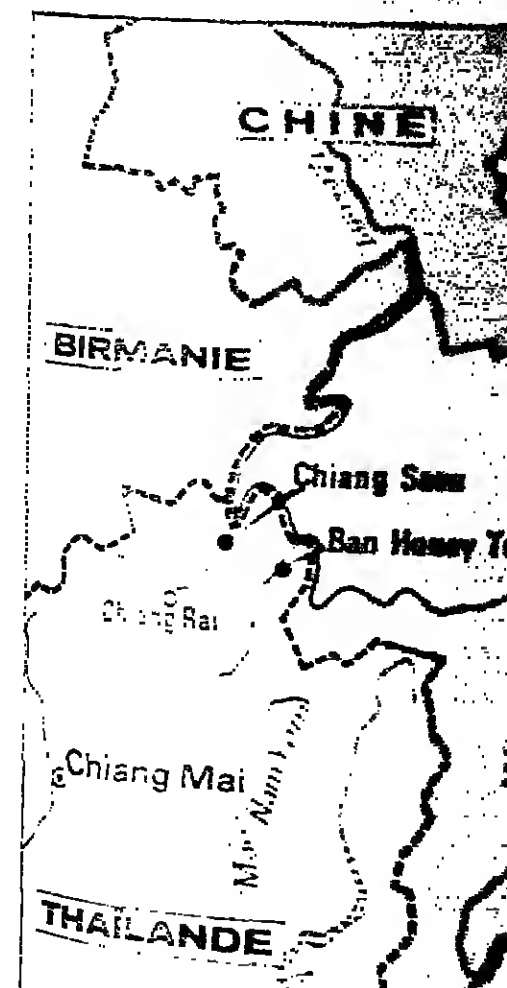
EMMANUEL JARRY.

**E.G.P.**  
**Ecole de Gestion de Paris**  
**SÉMINAIRES PROFESSIONNELS**  
Gestion Financière, Comptabilité, Fiscalité (3 mois)  
Préparation B.T.S. comptable et D.E.C.S.  
Informations - Inscriptions  
Mme BEN BAH E.G.P.  
3, impasse Royer Collard, 75005 Paris (9<sup>ème</sup> Louvre)  
Tél. : (1) 46 34 66 06  
Association d'éducation à l'art son conseil - Enseignement Libre d'Enseignement Supérieur

**Bernard d'ESPAGNAT**  
**UNE INCERTAINE REALITE**  
Le monde quantique, la connaissance et la durée.  
Une analyse des trois grands concepts fondamentaux pour l'homme, de réel, de cause et de temps.  
96 F.

## DANS LA HAUTE F... Une guérill...

...de cette déba...  
...de la Haute F...  
...une guérill...  
...à la tête de...  
...guérill...  
...Cham...  
...offici...  
...rése...  
...les collines...  
...c'est de l...



هكذا من الأصل



## Une guérilla oubliée

# SEUIL



# AMÉRIQUES

## DEUX SCRUTINS EN AMÉRIQUE LATINE

### Argentine : le président Alfonsín sort renforcé des élections législatives

(Suite de la première page.)

« S'il faut partir, je partirai », dit M. Iglesias. Une évolution importante, dans la mesure où les rénovateurs, s'ils se sont évidemment réjouis de leur succès, ont également tiré les enseignements démocratiques du scrutin et se sont déclarés prêts à se comporter en opposition « loyale » du gouvernement.

La droite libérale, représentée par l'Union du centre démocratique de M. Alvaro Alsogaray, n'a pas réussi à faire plus que les 5 % attendus. Elle pourrait toutefois avoir trois députés, contre deux dans la Chambre sortante.

Les autres, notamment le Front du peuple, regroupant communistes, socialistes, trotskistes et péronistes de gauche, devront se cantonner dans le rôle marginal qui était prévu par les sondages. Parmi les premiers enseignements du scrutin, on note également la progression géographique des radicaux qui arrivent en tête dans vingt-deux des vingt-quatre provinces du pays. Un résultat que le ministre de l'Intérieur, Antonio Troccoli, s'est plu à mettre en évidence tant, selon lui, il témoigne de la pénétration en profondeur du mouvement radical.

Dès que les radios et les télévisions eurent annoncé leur victoire, les partisans du président ont commencé à envahir les rues du centre de Buenos-Aires en scandant le nom d'Alfonsín. Les cris ont semblé faire entendre une ville qui, tout le jour durant, était restée quasi déserte. Les week-ends sont toujours calmes à Buenos-Aires mais, cette fois, la capitale était pratiquement morte en raison de la loi électorale qui oblige cinémas et débits de boissons à fermer jusqu'à 21 heures les jours de vote.

■ **M. Paul Volker à Buenos-Aires.** — Le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volker, se rendra prochainement en Argentine pour étudier la possibilité d'accorder à Buenos-Aires un prêt d'urgence dans le cadre de la nouvelle politique américaine vis-à-vis des pays endettés. A indiqué, samedi 2 novembre, le New York Times. Le ministre des affaires étrangères argentin, M. Dante Caputo, a déclaré pour sa part que le gouvernement de Buenos-Aires confirmera dans les prochains jours cette visite et l'a qualifiée de « fait positif et très utile ». — (AFP.)

Le président Alfonsín a voté dans sa ville natale de Chascomus (120 kilomètres au sud de Buenos-Aires). A un journaliste qui lui demandait pourquoi il ne s'était pas fait inscrire sur les listes électorales de la capitale, il a répondu qu'il n'y était que « temporairement, pour que ». « Je n'ai plus ni maison », une manière de dire qu'il a bien l'intention d'aller au bout de son mandat. A moins qu'il n'ait voulu suggérer que, contrairement aux intentions qui lui sont périodiquement prêtées, il ne fera pas réviser la Constitution pour se représenter en 1989.

La prochaine session parlementaire ordinaire doit s'ouvrir en mai 1986. Mais on s'attend pas que le Congrès soit convoqué en session extraordinaire début décembre. Si cela était le cas, les élus auraient à se prononcer sur l'état de siège instauré le 25 octobre pour deux mois.

Le vice-président, Victor Martínez, a laissé entendre que la vague de terrorisme attribuée à l'extrême droite, qui sévit dans le pays depuis un mois, avait essentiellement pour but de perturber le processus électoral. Elle devrait donc, selon lui, se calmer après les élections.

Si l'actualité semble lui donner raison — aucun attentat n'a été signalé depuis jeudi dernier — l'enquête, ou du moins ce que l'on en sait, ne semble pas pour autant avoir progressé. Aucun nouvel ordre d'arrestation n'a été lancé en dehors des douze personnes que le gouvernement tient pour responsables du « complot ». Mais, si le président Alfonsín est désormais certain que l'autorité dont il a fait preuve, en décrétant l'état de siège, a été largement approuvée par la population, il ne peut ignorer que ses ennemis ne sont pas disposés à se laisser impressionner par l'opinion publique.

CATHERINE DERIVERY.

### Guatemala : nette avance du candidat démocrate-chrétien dans la capitale

Guatemala (AFP, Reuter, AP, UPI). — M. Vinicio Cereto, candidat de la démocratie chrétienne à la présidence, arrive nettement en tête dans la capitale selon les premiers résultats sur les officiels connus ce lundi 4 novembre, au lendemain des élections générales — présidentielle, législatives et communales, — qui se sont déroulées dans le calme.

Son avance ne lui permettra pas cependant d'atteindre la majorité absolue et un deuxième tour aura sans aucun doute lieu le 8 décembre, ainsi qu'on le prévoyait généralement. L'adversaire de M. Cereto, le 8 décembre, devrait être M. Carpio Nicols, un centriste, qui fait le second meilleur score dans la capitale. Ce duel pour la présidence était également prévu.

La tendance signalée dans la capitale se retrouve dans les campagnes, encore que les résultats soient très partiels. D'autre part, la participation a été nettement plus faible qu'espérée à l'intérieur du pays, tout particulièrement dans le sud, où de très fortes pluies ont gêné le scrutin.

Selon certaines stations de télévision, on enregistrerait jusqu'à 60 % d'abstentions dans certaines régions. Environ 2 700 000 électeurs devaient être un président, un vice-président, cent députés, des maires et des conseillers régionaux. L'apathie, le scepticisme de la population, les difficultés de transport, les intempéries, expliqueraient cette faible participation. Mais il semble également que les militaires — peu soucieux de voir le retour des civils au pouvoir — n'aient pas, comme ils en ont l'habitude, fait pression pour inciter les paysans à aller voter.

■ **République dominicaine.** — Expulsion de neuf exilés haïtiens. — Neuf exilés haïtiens qui occupaient les ambassades du Venezuela et d'Italie à Saint-Domingue ont été expulsés samedi 2 novembre sans opposer de résistance. Ils réclamaient depuis la mi-octobre l'asile politique dans un pays tiers, assurant qu'ils étaient persécutés par les policiers dominicains et haïtiens. — (AFP.)

## Etats-Unis

### Le « Washington Post » prête à la CIA un projet de déstabilisation du régime du colonel Kadhafi

Washington (AFP). — Le président Reagan a ordonné, dimanche 3 novembre, l'ouverture d'une enquête afin de déterminer l'origine d'une « fuite » ayant abouti à la publication par le Washington Post d'informations indiquant que la CIA avait été autorisée à mener une opération de déstabilisation contre le colonel Kadhafi.

Un porte-parole de la Maison-Blanche, M. Bill Hart, qui, dans un premier temps, avait refusé de commenter l'article du journal, n'a ni confirmé ni démenti l'existence ou la crédibilité des documents mentionnés par le Washington Post. L'ouverture d'une enquête, a-t-il précisé, ne signifie pas pour autant que le président « accorde une quel-

conque foi aux allégations et conclusions » du quotidien.

Le projet consisterait, selon le Post, à faire commettre une erreur au colonel Kadhafi pour donner l'occasion à ses opposants au sein de l'armée libyenne de prendre le pouvoir ou pour justifier de la part d'un pays voisin une riposte militaire. Toujours selon le journal, le président et le vice-président de la commission du Sénat sur le renseignement ont récemment écrit à M. Reagan pour lui faire part de leur opposition à l'opération. Celle-ci aurait cependant reçu le soutien, à une faible majorité, des membres des commissions de la Chambre et du Sénat chargées de ces questions.

ment a accusé samedi Moscou d'être à l'origine de la publication par le quotidien à grand tirage Bild Zeitung d'extraits d'une lettre de M. Gorbatchev au chancelier Kohl que les deux parties étaient convenues de garder secrète. Dans cette lettre, M. Gorbatchev demandait à la République fédérale de modifier son attitude envers les initiatives soviétiques de réduction de 50 % des arsenaux nucléaires de l'Est et de l'Ouest.

mais persuadés du désir de l'autre d'éviter un échec à Genève. La presse soviétique, qui n'avait cessé d'accuser ces dernières semaines l'administration américaine de chercher à « torpiller » le sommet, a adopté un ton plus servile. « L'Union soviétique se prononce honnêtement et sincèrement en faveur des négociations avec les Etats-Unis et d'autres partenaires occidentaux et pour un dialogue politique », lit-on ce lundi dans l'éditorial non signé figurant en première page de la Pravda. Le tonne très inhabituel de « partenaire » pour qualifier les Occidentaux a été noté. Le quotidien du parti avait développé le même thème la veille.

Un journaliste de la télévision soviétique est allé jusqu'à affirmer, samedi soir, que l'idéologie devait être de suite obliée lorsqu'il s'agit de la survie de l'humanité. « Les rapports interétatiques doivent être libérés des préjugés idéologiques. Au stade nucléaire, ces rapports doivent s'appuyer sur l'intérêt réciproque à survivre », a déclaré le commentateur. Le propos ne manque pas de sel quand on connaît le poids de l'idéologie dans tous les aspects de la vie institutionnelle soviétique, y compris la diplomatie. Il correspond cependant assez bien au climat actuel.

DOMINIQUE DHOMBRES.

# A TRAVERS LE MONDE

## MEXIQUE

### Vingt et un policiers assassinés par des trafiquants de drogue

Mexico. — Vingt et un policiers mexicains ont été assassinés, samedi 2 novembre, par des trafiquants de drogue qui les avaient capturés à la suite d'une embuscade dans un village de l'état de Vera-Cruz, au sud-est de Mexico. Les policiers avaient investi le village de Sanchez-Taboada pour saisir un important chargement de marijuana quand ils sont tombés dans une embuscade tendue par une cinquantaine de personnes armées de pistolets mitrailleurs et de fusils automatiques. Après deux heures de combat, deux policiers ont réussi à s'échapper, mais les vingt et un autres ont été faits prisonniers par les trafiquants, qui les ont ensuite abattus froidement. Le responsable d'Interpol au Mexique, M. Fiorentino Ventura, s'est rendu, dimanche, dans la région pour enquêter, et des centaines de policiers et de militaires se sont lancés à la poursuite des trafiquants. — (AFP, Reuter.)

## PAKISTAN

### M. Bhutto a quitté le pays

Karachi. — M. Benazir Bhutto a quitté le Pakistan ce lundi 4 novembre pour Londres via Zurich. Elle a été conduite directement de son domicile, où elle était en résidence surveillée depuis le 29 août, à l'aéroport par la police. Dans un communiqué signé de sa main et publié après son départ, la dirigeante du PPP (Parti du peuple pakistanais, interdit) a accusé les responsables du Pakistan de « hystérophobie obsessionnelle » et annoncé son intention de regagner son pays « dans trois mois », soit après la levée de la loi martiale promise pour le 31 décembre par le général Zia Ul Haq.

La fille de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, qui a été exécuté, doit se rendre à Nice, à la demande du magistrat français chargé de l'enquête sur le décès de son frère Shah Nawaz en juillet dernier. Sa déposition devant le tribunal doit avoir lieu mercredi. La veuve de Shah Nawaz, inculpée de non-assistance à personne en danger, est actuellement détenue dans le cadre de cette enquête. — (Reuter.)

## PHILIPPINES

### M. Marcos envisage des élections anticipées

Manille. — Le chef de l'Etat philippin a annoncé, dimanche 3 novembre, son intention de procéder à une élection présidentielle anticipée, en janvier ou février 1986. Elle était initialement prévue en 1987.

Cette déclaration a été faite à la chaîne de télévision américaine ABC. Elle fait suite à des semaines d'intenses pressions et mises en garde des Etats-Unis, inquiets des progrès de la guérilla communiste et de la détérioration des positions de leur allié. M. Marcos a été récemment avisé que la poursuite du soutien américain à son régime dépendrait de sa capacité à promouvoir, sans tarder, des réformes, au premier rang desquelles figurent des élections anticipées, démocratiques et crédibles. M. Marcos avait promis de s'y résoudre pour, dit-il, répondre aux « aspirations infantiles » de l'opposition. Des observateurs étrangers seraient invités à contrôler le déroulement des opérations de vote. (AFP, Reuter, AP, UPI.)

## POLOGNE

### Mort d'un étudiant interpellé par la police

Varsovie. — Un étudiant de dix-neuf ans, Marcin Antonowicz, est mort, samedi 2 novembre, des suites de son interpellation par la police, dans la ville d'Olsztyn, dans le nord du pays. Le jeune homme souffrait de graves lésions à la tête, et se trouvait depuis quatorze jours dans le coma. Selon sa famille, il a été victime, après son interpellation, d'un violent passage à tabac. La police affirme, pour sa part, qu'il a voulu s'échapper du fourgon cellulaire et qu'il s'est heurté à la chaussure. M. Lech Walesa s'est déclaré « bouleversé » par ce « crime », qui rappelle à certains égards la mort, au printemps 1984, d'un autre étudiant, Grzegorz Przemyk, roué de coups dans un commissariat de Varsovie.

D'autre part, soixante-dix-sept personnalités, parmi lesquelles M. Lech Walesa, ses anciens conseillers, MM. Giermek et Mazowiecki, le cinéaste Andrzej Wajda, l'écrivain Tadeusz Konwicki, l'ancien recteur de l'université de Varsovie, M. Samsonowicz, ont adressé aux autorités de Varsovie, à l'ONU et au pape une pétition réclamant la mise en liberté des prisonniers de conscience et la reconnaissance d'un statut du prisonnier politique en Pologne. Cette pétition a coïncidé avec l'ouverture, dimanche 3 novembre, d'une Semaine du prisonnier politique, une initiative nouvelle en Pologne. — (AFP, AP, UPI, Reuter.)

## SUÈDE

### Assassinat d'un communiste kurde

Stockholm. — Un Kurde de vingt-neuf ans a été assassiné de trois balles de revolver dans la nuque, dans la soirée du samedi 2 novembre, à Stockholm. Il était, selon la police suédoise, ancien membre du comité central du Parti communiste du Kurdistan, un mouvement clandestin qui a déjà mené à plusieurs reprises d'été-automne les militants dissidents. L'attentat a été commis lors d'une manifestation culturelle organisée à la Maison des citoyens par un mouvement rival, de tendance social-démocrate, et à laquelle participaient environ 600 personnes.

Lundi matin, les enquêteurs n'avaient toujours pas réussi à déterminer l'identité exacte de la victime, qui résidait illégalement en Suède, ni celle du meurtrier, qui était en possession d'un passeport français et d'autres papiers d'identité portant différents noms. Il ne parle apparemment que le turc. Le 20 juin 1984 déjà, un Kurde de vingt-six ans, Enver Ata, avait été abattu en pleine rue dans la ville d'Upsal. — (Corresp.)

## SUISSE

### Bagarres à Bâle

Bâle. — De violentes bagarres ont opposé, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, dans la soirée, deux bandes rivales de plusieurs centaines de jeunes gens, pour le plupart mineurs.

Les hostilités ont été déclenchées alors que l'une des bandes, qui se réunit habituellement dans une maison des jeunes de la banlieue bâloise, se fait une incursion sur le « territoire » d'une bande rivale qui fréquente la boîte de nuit Fairy Tale.

L'affrontement a eu lieu à coups de barres de fer, de pétards, de matraques et de projectiles divers, sous les yeux d'une population nullement habituée à de tels débordements.

Les policiers ont eu beaucoup de mal à maîtriser les jeunes gens, dont certains, armés de couteaux, crevaient les pneus des véhicules de police. Huit personnes ont été appréhendées, dont le chef de l'une des bandes. Un policier a été légèrement blessé et un photographe de presse a été sérieusement atteint. — (AFP, AP.)

# DIPLOMATIE

## Moscou affirme vouloir mettre l'idéologie entre parenthèses lors du sommet Reagan-Gorbatchev

Alors que le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, venait de quitter Washington pour Moscou, où il est arrivé ce lundi 4 novembre, le président Reagan a confié, samedi, que les dernières propositions des Etats-Unis sur le désarmement rendues la veille aux Soviétiques à Genève représentaient l'idée d'une réduction de 50 % des arsenaux nucléaires avancée par M. Gorbatchev. Une telle réduction, a-t-il précisé, devrait s'appliquer à

des armes « comparables, notamment aux systèmes qui donneraient à l'une ou l'autre des parties une capacité déstabilisatrice de première frappe ».

Les nouvelles propositions américaines impliqueraient aussi l'abandon par les Etats-Unis et l'Union soviétique du déploiement de missiles solaires basés à terre, SS-24 et SS-25 pour les Soviétiques, MiG-29 pour les Américains. A Bonn, le porte-parole du gouverne-

ment a accusé samedi Moscou d'être à l'origine de la publication par le quotidien à grand tirage Bild Zeitung d'extraits d'une lettre de M. Gorbatchev au chancelier Kohl que les deux parties étaient convenues de garder secrète. Dans cette lettre, M. Gorbatchev demandait à la République fédérale de modifier son attitude envers les initiatives soviétiques de réduction de 50 % des arsenaux nucléaires de l'Est et de l'Ouest.

ment a accusé samedi Moscou d'être à l'origine de la publication par le quotidien à grand tirage Bild Zeitung d'extraits d'une lettre de M. Gorbatchev au chancelier Kohl que les deux parties étaient convenues de garder secrète. Dans cette lettre, M. Gorbatchev demandait à la République fédérale de modifier son attitude envers les initiatives soviétiques de réduction de 50 % des arsenaux nucléaires de l'Est et de l'Ouest.

ment a accusé samedi Moscou d'être à l'origine de la publication par le quotidien à grand tirage Bild Zeitung d'extraits d'une lettre de M. Gorbatchev au chancelier Kohl que les deux parties étaient convenues de garder secrète. Dans cette lettre, M. Gorbatchev demandait à la République fédérale de modifier son attitude envers les initiatives soviétiques de réduction de 50 % des arsenaux nucléaires de l'Est et de l'Ouest.

ment a accusé samedi Moscou d'être à l'origine de la publication par le quotidien à grand tirage Bild Zeitung d'extraits d'une lettre de M. Gorbatchev au chancelier Kohl que les deux parties étaient convenues de garder secrète. Dans cette lettre, M. Gorbatchev demandait à la République fédérale de modifier son attitude envers les initiatives soviétiques de réduction de 50 % des arsenaux nucléaires de l'Est et de l'Ouest.

## De notre correspondant

Moscou. — M. Shultz est arrivé lundi 4 novembre, en fin de matinée,

à Moscou, venant d'Helsinki. Il a été accueilli par M. Chevardenne, le ministre soviétique des affaires étrangères, avec lequel il devait

### Un soldat soviétique s'est réfugié à l'ambassade américaine à Kaboul

Un jeune soldat soviétique réfugié à l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul a été libéré, ce lundi 4 novembre, un deuxième entretien avec des diplomates soviétiques. Des négociations à son sujet se poursuivent depuis quatre jours, les Américains s'efforçant de « savoir ce qu'il veut au juste ».

Dans l'entourage de M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, on déclarait dimanche soir que le soldat, âgé de 19 ans mais dont l'identité n'a pas été révélée, avait eu, un peu plus tôt dans la journée, un entretien « peu concluant » de 75 minutes avec l'ambassadeur soviétique à Kaboul. Une deuxième rencontre a alors été fixée pour ce lundi, le soldat ayant demandé du temps pour réfléchir à « toute décision qu'il pourrait prendre », ont fait savoir les Américains à Helsinki, où M. Shultz n'a fait escale sur la route de Moscou.

Le secrétaire d'Etat américain avait indiqué samedi que l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul avait été encerclée par des soldats afghans

et quelques soviétiques. Le soldat s'y était réfugié la veille, sans qu'on sache comment il avait réussi à franchir le cordon de police autour de l'ambassade. « Je n'ai pas cette guerre et je veux rentrer chez moi », aurait-il expliqué à ses interlocuteurs américains. (Reuter.)

[En avril 1984, un jeune soldat soviétique qui avait déserté trois ans plus tôt, alors qu'il se trouvait en garnison en Pologne, et s'était caché pendant tout ce temps avec l'aide des réseaux clandestins de Solidarité s'est réfugié à l'ambassade des Etats-Unis à Varsovie. Le jeune homme a fait ainsi d'une lettre en anglais expliquant qu'il sollicitait une assistance pour se rendre en Occident. Il fut éconduit par un diplomate américain qui lui expliqua que l'ambassade ne pouvait rien faire pour lui, d'autant plus que « les bruits malséants étaient en train de se répandre » par les experts avant le sommet. M. Shultz vient plutôt mettre au point l'ordre du jour concret des conversations, et peut-être même la communication finale qui pourrait être publiée.

L'exercice est difficile, mais Moscou et Washington semblent désor-

avoir dans la journée deux séances d'entretiens et un déjeuner de travail.

Eu fin d'après-midi, le secrétaire d'Etat américain devrait avoir en mains l'exemplaire des *Investia* reproduisant l'interview accordée le 31 octobre par le président Reagan à quatre journalistes soviétiques. Il faut remonter à l'entrevue accordée par John Kennedy à Alexis Adjobe, le gendre de Khroutchev, le 26 novembre 1961, pour trouver un événement comparable. L'interview aurait dû paraître dimanche, mais les Soviétiques ont invoqué des raisons techniques pour expliquer le retard de publication.

## « Partenaires »

Après le déluge de propositions du Kremlin en matière de désarmement, la tentative du président Reagan de « recréer » la rencontre de Genève sur les « crises régionales » et la contre-offensive américaine de dernière heure sur le terrain même choisi par Moscou, les propagandistes semblent s'être pausés. Il est sans doute trop tard pour que les ouvertures faites de part et d'autre dans le domaine stratégique puissent être « digérées » par les experts avant le sommet. M. Shultz vient plutôt mettre au point l'ordre du jour concret des conversations, et peut-être même la communication finale qui pourrait être publiée.

L'exercice est difficile, mais Moscou et Washington semblent désor-

# L'UDF face à la

... d'abord, dans le cadre de la loi électorale, les candidats à la présidence de la République doivent être citoyens français, nés de parents français, ou avoir acquis la nationalité française. M. Le Pen, qui n'est pas français, ne peut donc pas se présenter à la présidence de la République. Cependant, il peut se présenter à la présidence du conseil régional de la région parisienne, car la loi électorale ne prévoit pas de restrictions de nationalité pour ces élections. M. Le Pen a donc annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

M. Le Pen a également annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national. Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

M. Le Pen a également annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national. Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

M. Le Pen a également annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national. Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

M. Le Pen a également annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national. Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

M. Le Pen a également annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national. Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

M. Le Pen a également annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national. Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

M. Le Pen a également annoncé qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national. Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence du conseil régional de la région parisienne, ce qui lui permettra de continuer à exercer son rôle de chef de file du mouvement Front national.

تكونا من الأصل



حکومت الاصل

LE MONDE

... LE MONDE - Mardi 5 novembre 1985 - Page 7

# politique

## L'UDF face à la perspective d'une cohabitation Mitterrand-Chirac

L'opposition s'est sans aucun doute sentie ragailardée par le face-à-face télévisé Chirac-Fabius du dimanche 27 octobre. Le succès du président du RPR a renforcé la confiance de l'opposition dans sa victoire en mars 1986. Carousement d'ailleurs, alors que M. Chirac et les responsables du RPR affectaient depuis une semaine une certaine modestie et évitaient tout triomphalisme abusif, c'est du côté de l'UDF que sont venues les marques de satisfaction. Coup sur coup, dimanche 3 novembre, trois leaders de cette formation, MM. Jean Lecanuet, président de l'UDF, François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, et Alain Madelin, député général de PR, ont insisté sans aucune charité sur la défaite non seulement oratoire mais, selon eux, politique de M. Laurent Fabius. M. Lecanuet, qui conduira en

Seine-Maritime la liste d'union de l'opposition face à M. Fabius, n'a pas lésiné sur les adjectifs pour souligner le peu d'estime dans lequel il tient le premier ministre. M. Léotard, qui fut, en 1973, le condisciple du futur premier ministre à l'Ecole nationale d'administration, n'a pas été moins sévère. Tous considèrent en quelque sorte que M. Fabius est désormais en surris. Il est vrai qu'aucun d'eux ne doute de la victoire en mars prochain. Une victoire dont l'opposition espère qu'elle sera acquise sans l'appoint du Front national. Tous ont donc condamné le comportement de M. Jean-Marie Le Pen, mais tous ont aussi rappelé que, avec l'instauration de la représentation proportionnelle, la responsabilité de M. Mitterrand se trouve engagée dans le succès relatif que remporterait l'extrême droite.

Chacun aussi s'attend désormais, pour peu que le RPR emporte un siège de plus que l'UDF, que M. Chirac se voit offrir par M. Mitterrand le poste de premier ministre après mars 1986.

Car la cohabitation semble inévitable. Plus précisément, les responsables de l'UDF ne voient pas comment elle ne se produirait pas, puisque M. Mitterrand a annoncé sa volonté de terminer son septennat. Tous ont dit aussi qu'elle ne devrait pas se traduire par un compromis sur le programme. M. Lecanuet n'a toutefois rappelé qu'il souhaite, comme M. Barre, le départ du chef de l'Etat.

En réalité, le président de l'UDF est contraint de ménager les divers courants qui animent sa confédération, et notamment les « baristes », dont l'inspiration est toujours hostile à toute cohabitation. Mais

M. Lecanuet n'en a pas moins souhaité que la plateforme de gouvernement commune à l'UDF et au RPR soit publiée dès le début de l'année prochaine, aussitôt après la « trêve des confiseurs ». Pour lui comme pour les autres membres de l'UDF qui se sont exprimés pendant ce week-end, la cohabitation sera certes difficile et sans doute conflictuelle, mais néanmoins tout à fait possible. Aucun d'eux n'a, cette fois-ci, évoqué l'avenir plus lointain, c'est-à-dire l'élection présidentielle prévue officiellement pour 1988, alors que tout le comportement de MM. Barre, Chirac - et d'autres - est en réalité tendu vers cette échéance.

ANDRÉ PASSERON.

### M. LÉOTARD : l'opposition doit être coresponsable

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, invité du « Forum » de RMC le 3 novembre, a évoqué le face-à-face Chirac-Fabius en disant : « C'est vrai que Fabius a été mauvais. Mais il a été mauvais parce qu'il s'est révélé dans un des aspects de son personnage qui est un aspect très méchant, très cruel. Et, hélas ! très authentique. Et Chirac a été bon. Il a bien défendu les thèses de l'opposition. Chirac est le responsable du RPR. Il y a l'UDF. Et je souhaite pour ma part qu'il y ait dans l'opposition coresponsabilité dans le succès de 1986, comme il faudrait qu'il y ait coresponsabilité dans les conséquences du succès. C'est-à-dire dans l'exercice du pouvoir après 1986. »

Évoquant l'attitude de M. Barre, hostile à la cohabitation, M. Léotard déclare : « A partir du moment où l'ensemble de l'opposition fait des propositions, elle ne peut pas dire — et personne ne peut dire, je dis bien personne, et certainement pas M. Barre — « Voilà mes propositions », première partie de la phrase, et deuxième partie de la phrase : « Attention, vous savez, je ne vais pas les appliquer. » Ce n'est pas possible. Donc, il y a des propositions. Il faudra bien les appliquer. Et je souhaite bien du plaisir à ceux qui s'opposeraient à l'application des propositions qu'ils auraient eux-mêmes formulées. Ils seraient dans une étrange situation de contradiction. »

### M. Lecanuet : il vaudrait mieux que M. Mitterrand s'en aille

Au « Grand-Jury RTL-le Monde », dimanche 3 novembre, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF et maire de Rouen, a évoqué le face-à-face Chirac-Fabius en disant que les gens de la Seine-Maritime qui l'avaient vu s'étaient dit : « Mais le voilà au naturel », en parlant du premier ministre. M. Lecanuet a ajouté : « M. Fabius est un homme assez implacable très soucieux et uniquement de sa carrière. »

Le maire de Rouen « approuve entièrement » M. Chirac d'avoir voulu parler des problèmes de l'avenir. Il soutient ses propositions concernant « la libéralisation générale de l'économie et la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ».

A propos de la réduction du nombre des fonctionnaires, il précise :

« Je suggérerais plutôt d'imposer aux ministères une réduction au départ de 2 % ou 3 % de ce qu'on appelle les « services votés », c'est-à-dire les dépenses revenant chaque année avec les majorations d'usage. La solution qu'avance M. Chirac mérite étude et examen. Elle suppose probablement des exceptions. »

A propos de l'immigration M. Lecanuet estime : « Les mesures qui sont à prendre concernent tous de même les limitations d'entrées en France. On ne peut pas se laisser déborder. Il faut limiter le nombre des entrées, avoir en même temps une politique extrêmement humaine et fuir toutes les tentations racistes ».

qu'en effet M. Le Pen, quoi qu'il dise, nourrit et entretient. Nous avons élaboré avec le RPR une série de mesures qui me paraissent humaines, modérées mais fermes, pour éviter que la France ne perde son identité. J'ajouterais une autre idée : il ne faut pas qu'il y ait de naturalisations quasi automatiques, à la suite d'une certaine durée de séjour. Il faut que l'étranger qui demande à devenir Français fasse une affirmation d'identité aux valeurs françaises et d'attachement à la patrie française. Il faut aussi reconduire à la frontière les étrangers condamnés chez nous ou qui sont en situation irrégulière et punir les organisateurs et les bénéficiaires du travail clandestin. »

M. Lecanuet, évoquant les élections de mars 1986, estime : « Si le RPR ou un député de plus que l'UDF, je trouverai en effet naturel que, en cas de cohabitation, le président de la République fasse appel au leader du parti qui a le plus grand nombre de députés. »

Il rappelle qu'il a déclaré à Strasbourg lors de la réunion UDF du 16 septembre qu'« un président de la République qui s'est fait élire sur une alliance entre les socialistes et les communistes, sur un programme de rupture de société, comme l'homme de gauche et non pas comme le président de tous les Français, ne peut pas brusquement se travestir en homme de synthèse, »

ne peut pas abandonner sa politique et en choisir une autre de type libéral et social. Il y a là quelque chose d'incompossible. Par conséquent, j'approuve M. Barre quand il déclare que M. Mitterrand, plutôt que d'avoir à se renier et d'humilier sa conviction, ferait mieux de se retirer. (...) »

Le problème est tranché : « M. Mitterrand a déclaré qu'il resterait quoi qu'il advienne. Toutefois, c'est ce qu'il dit avant ; nous verrons après. Quoi qu'il en soit, il ne sert de rien de débattre de la cohabitation jusqu'au soir du 17 mars. Il serait bon pour la France que M. Mitterrand se retire s'il perd les élections. »

M. Lecanuet, qui ne place à droite que M. Le Pen, estime que M. Chirac est « dans une catégorie toute particulière. M. Chirac est un homme de rassemblement pour une République démocratique. Il ne rejette pas la volonté sociale qui nous anime. Notre alliance est fondée sur l'essentiel : rétablir le dynamisme de l'économie par les voies libérales et assurer une meilleure sécurité des Français. »

Au total pour lui, « le redressement sera rendu plus difficile si M. Mitterrand s'obstine à vouloir faire ses sept années mais il ne sera pas impossible. »

### M. MADELIN : M. Fabius a déposé le bilan

M. Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 3 novembre, a évoqué la cohabitation en ces termes : « On peut aborder en 1986 à la situation qui verra un battu à l'Elysée et un battant à Matignon. Il est possible de gérer une telle situation à condition qu'il n'y ait aucune compromission. La condition de la réussite, c'est l'union de l'opposition. De toute manière, l'habit du président sortira rétréci de la cohabitation. En libéral, je pense que ce n'est pas une mauvaise chose. Si nous réduisons les pouvoirs du président en 1986 et 1988, nous aboutirons à un meilleur équilibre entre exécutif et législatif. C'est une bonne chose. Dans une démocratie libérale, le président ne doit pas avoir le même rôle que dans un état dirigiste. »

A propos du libéralisme et du programme de l'opposition, il a estimé : « Quelle différence entre le libéralisme d'un Giscard, d'un Chirac ou d'un Barre ? Ils vont tous dans le même sens. Aujourd'hui, tout le monde est libéral. On ne se pose plus le problème du socialisme. Laurent Fabius l'a définitivement enterré lors de son face-à-face avec Jacques Chirac. C'était un peu le dépôt de bilan du socialisme. »

En vente chez votre libraire 59 F

PLANTU

BONNE ANNEE POUR TOUS !

la Découverte / Et Monde

## POUR QUE LE GAZ SIBERIEN NOUS CHAUFFE, USINOR DEFIE LE FROID.

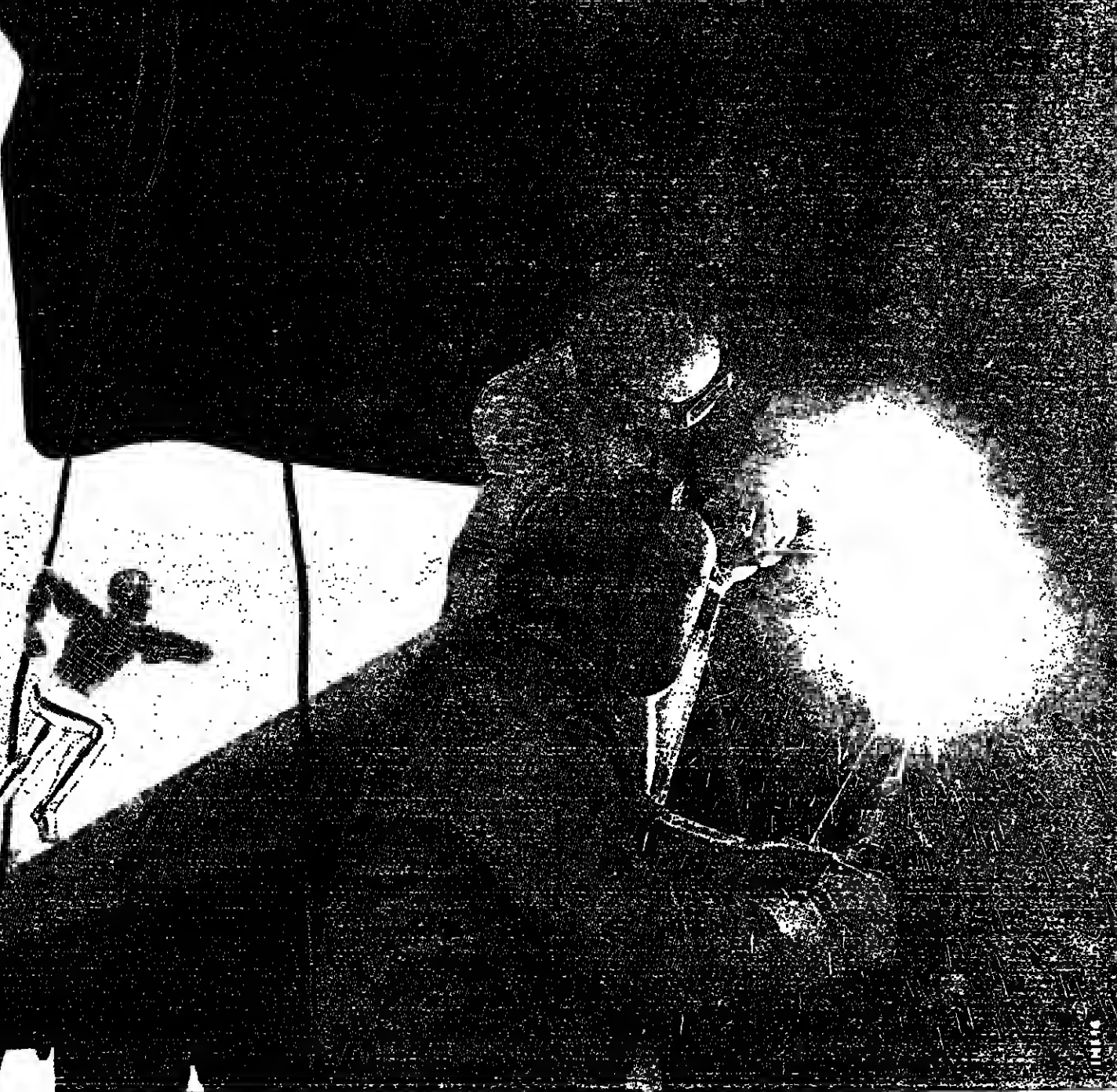
Quelque part entre Oural et Mongolie, dans le sous-sol gelé en permanence de la Sibirie occidentale, gisent 40 % des ressources mondiales de gaz naturel.

Un gigantesque réseau de gazoducs se développe, jour après jour, sur des milliers de kilomètres, pour l'exploiter. Depuis plus de 10 ans, des têtes fortes nécessaires à leur construction sont fournies par Usinor.

Grâce aux nouvelles installations de Dunkerque, notamment la cage Usinor Montit mise en service, Usinor et sa filiale BTS Industries (société département GTS-Tubes Soufflés de Vallourec) livrent aux fabricants, des plaques et des tubes de 56 pouces (les plus gros du monde), dans une qualité d'acier exceptionnelle, capable de résister par 45°C. Ainsi pourra être réalisé, de 86, le gazoduc qui reliera, sur 6 500 kilomètres, le gisement d'Urengoi au réseau français et nous fournira 8 milliards de m³ par an pendant 25 ans.

En Sibirie comme en Alaska, au Brésil comme au Moyen-Orient, chaque fois que les industries énergétiques ont besoin d'aciers hors du commun, elles font confiance aux technologies d'avant-garde du groupe Usinor.

**USINOR**  
Innover pour gagner









صحة من الأصل

## POLITIQUE

« PORTRAIT DU PRÉSIDENT », de Jean-Marie Colombani

### Le monarque imaginaire

Est-ce un effet de la personnalisation du pouvoir ? Aujourd'hui toute explication de la situation politique ou de l'héritage comme tout essai d'anticipation par l'analyse de la psychologie des acteurs qui partage l'attention avec le commentaire de la Constitution. Eclatant retour de fortune pour la biographie, revanche singulière du sujet individuel sur les systèmes qui l'absorbaient dans l'action des masses.

En choisissant de consacrer au chef de l'Etat un portrait en pied, Jean-Marie Colombani a pourtant obéi à d'autres motifs que cette mode intellectuelle : François Mitterrand ayant, bien avant d'avoir accédé à la magistrature suprême, la réputation d'être indéchiffrable, il s'est demandé si pour saisir le vrai Mitterrand, nous ne disposions pas désormais d'un miroir qui faisaient — et pour cause — défaut avant 1981 : son action à la tête de l'Etat.

Un homme politique s'exprime autant par ses actes que par ce qu'il livre de ses intentions. Le moment n'est-il pas venu de prendre acte de ce qui s'est fait sous son inspiration ? Quoi qu'il advienne en mars prochain, ces quatre années et demie forment déjà pour l'histoire un ensemble complet. Pénétrer l'homme à partir de l'exercice du pouvoir, telle est l'idée de départ : en politique aussi, le style c'est l'homme.

#### Bilan et avenir

Le livre n'est pas pour autant seulement le portrait d'un président : puisque la psychologie prend appui sur l'action de son gouvernement, c'est aussi une première contribution à une histoire du gouvernement de la gauche depuis 1981 : Jean-Marie Colombani en repère les tournants, y découpe des séquences, en dresse un bilan. Il s'attache même à l'inscrire dans une perspective plus ample : il évalue ce que ces années auront apporté à la France et il suppose ce qu'en seront les conséquences au-delà de l'occupation du pouvoir par la gauche sur la vie politique et pour le socialisme. L'intérêt du livre rebondit ainsi à l'intérieur du triangle que dessinent la personnalité du président de la République, l'avenir du socialisme et les transformations de la société française.

Le portrait se compose par touches successives dans une progression dont la subtilité est à l'image du modèle par une succession de balancements qui relancent l'interprétation et suspendent le jugement. Une plume aérée relève sans complaisance les erreurs d'analyse et d'appréciation qui ont hypothéqué en particulier la première année du

*Que retiendra l'histoire du « quinquennat », de François Mitterrand ?  
L'intérêt de cet ouvrage se situe aussi à l'intérieur de ce triangle :  
la personnalité du président,  
l'avenir du socialisme,  
les transformations de la société.*

septennat : trop de réformes en trop peu de temps et dont le président porte la responsabilité personnelle puisque souvent imposées à des ministres qui les jugeaient inopportunes ou erronées : la nationalisation à 100 %, les trente-neuf heures payées quarante, ou encore la décision de revenir sur l'abaissement du taux de l'intérêt servi aux épargnants. Il y a aussi, plus récentes, les fautes stratégiques, celles commises à propos de la querelle scolaire ainsi que le référendum manqué...

Jean-Marie Colombani fait ressortir un autre type de fautes auxquelles on prête ordinairement moins d'attention : celles qui résultent de l'indécision ou de la temporisation et qui condamnent à subir au lieu de prendre l'initiative. François Mitterrand esquivait plus qu'il ne tranchait ; pratiquement à ce qu'on croit, il pratique souvent la valso-hésitation. Autant par fidélité à ses convictions que par tempérament : le portrait fait surgir les contradictions qui font la richesse et la complexité de l'homme : entre une culture de droite et une morale de gauche, entre des sentiments profondément républicains et un style monarchique, qui affecte moins l'étiquette que le comportement.

Si François Mitterrand se refuse souvent à trancher, c'est par un trait hérité pour partie de la IV<sup>e</sup> République, le respect du biophasisme : il en tend laisser le gouvernement gouverner. Cet aspect que Jean-Marie Colombani éclaire, apporte à la controverse sur les chances d'une éventuelle cohabitation un élément généralement négligé : habitué à la pratique de la IV<sup>e</sup> République, conservant toutes ses réserves à l'égard d'un régime dont il a redit qu'avec un autre président il comporterait des risques pour la démocratie, François Mitterrand se précipite peut-être mieux qu'on ne croit à un partage des compétences et à une expérience insolite de nos institutions. Et pourtant, il a multiplié les interventions inopinées, les initiatives qui venaient subitement à la traversée des projets sur lesquels les ministres s'étaient accordés, au risque d'affaiblir l'autorité du chef du gouvernement.

Pierre Mauroy — et c'est une des surprises de ce livre — sort à son avantage de la comparaison. Jean-Marie Colombani fait ressortir son aménagement et sa loyauté, sa lucidité pour comprendre l'urgence en 1982 d'un changement de politique et son courage pour arracher le consentement d'un François Mitterrand qui tardait à en reconnaître la nécessité et à en accepter la responsabilité.

#### Du Parti à la présidence

De ces faux pas comme de ces contradictions, quelle part incombe aux institutions et quelle responsabilité revient-elle à la personnalité de François Mitterrand ? La pente monarchique découle-t-elle du système tel que l'ont façonné les prédécesseurs ? Mais le premier secrétaire du Parti socialiste ne pratiquait-il pas déjà à la tête du parti qui lui devait sa résurrection un style tout monarchique ? A-t-il fait autre chose que transporter à la direction du pays la tactique et les méthodes qui lui avaient fort bien réussi pendant dix ans dans l'opposition ?

François Mitterrand est le premier président de la V<sup>e</sup> République à être passé sans transition de la direction d'un grand parti à la présidence de la République. Pour l'exercice de la fonction, fut-ce une bonne ou une mauvaise chose ? Mauvaise dans la mesure où les affrontements qui avaient opposé les personnes avant 1981 et les tensions entre les factions ont été projetés au sommet de l'Etat : telle la zizanie avec Michel Rocard : pour qualifier les relations entre eux J.-M. Colombani n'hésite pas à parler de gâchis. Les institutions de la V<sup>e</sup> République ne font qu'aggraver les choses : « dans ce système solitaire les rivalités s'accroissent pour le plus grand bien de l'astre central. »

Ce portrait, tout en contradictions, ne ménage pas les hommages aux éclatantes qualités de l'homme politique : après d'autres Jean-Marie Colombani loue son intuition, son aptitude à prévoir de loin le comportement de l'adversaire et à deviner les effets, proches et lointains, de ses propres initiatives. A cet égard, la remontée des profondeurs du Parti socialiste restera une extraordinaire réussite qui atteste l'intelligence stratégique de l'homme : des premiers, il avait perçu le parti que la gauche pourrait tirer des nouvelles institutions, c'est sa supériorité sur un Mendès France.

Mais cette prescience ne s'est-elle pas éteinte avec la présence prolongée à la présidence comme si l'usage du pouvoir, par l'isolement auquel il condamne le responsable, restreignait sa faculté de prévoir ? Il n'a pas pressenti qu'en laissant à la fraction intransigente du Parti socialiste la liberté de défaire l'équilibre précaire du projet Savary il donnait à l'opposition l'occasion de marquer un point décisif et de lui ravir celle de régler conformément à ses aspirations un problème historique.

L'homme d'Etat, aux yeux du journaliste, vaut l'homme politique : il approuve à peu près sans réserves la conduite de la politique étrangère : choix clairs, décisions courageuses, initiatives de portée historique.

Anticipant sur le jugement de l'histoire, Jean-Marie Colombani estime qu'il a, comme chacun de ses

prédécesseurs, fait progresser la construction européenne et qu'il aura influé sur le destin du continent de façon positive à une heure décisive de son histoire. Les contrastes ne sont pas moins prononcés dans l'ordre des convictions. C'est le même homme qui a imposé en 1981, au lendemain de la victoire, des décisions maximalistes par le souci de tenir ses engagements et par volontarisme, et qui, après avoir tardé à cautionner la politique de rigueur, en a fait l'axe de sa politique avant de voir dans la modernisation de l'économie la clé de toute son action.

On goûtera les observations pénétrantes concernant la fascination qu'exerce la modernité technologique sur cet homme dont la culture est essentiellement littéraire : elle a entraîné le glissement dans les objectifs : on est, en quatre ans, passé à propos de l'Europe du projet d'un espace social au projet Eureka, et le rattrapage du retard technique a pris le relais de la réduction des inégalités. François Mitterrand aurait donc trahi à la fois ses convictions et ses électeurs ? L'explication est moins simple que l'alternative trahison ou fidélité.

Imbu, au départ, d'une confiance absolue dans le pouvoir de la volonté pour renverser les situations, le président s'est convaincu, à l'épreuve du pouvoir, de la résistance des choses : le maximalisme a rendu les armes au principe de réalité, et il a entrepris de moderniser à la fois la gauche et la société. Qu'un tel changement déconcerte des militants qui s'étaient mobilisés autour d'une idéologie, la chose est assez naturelle. Sur quel objectif retrouver une identité ? Outre que le programme est un peu court, la modernisation n'appartient pas à la gauche en propre.

#### Le principe de modernisation

L'histoire, qui a continué de courir après que l'auteur eut posé la thèse, a apporté, avec le concours de Toulouse, deux éléments dont l'un confirme son analyse et l'autre tranche une question : Laurent Fabius a pris une sérieuse option sur la direction de l'appareil, et le parti a amorcé à son tour l'évolution opérée par son ancien premier secrétaire vers l'abandon d'une idéologie purement revendicative et l'acceptation de sa propre modernisation. Par son insistance à faire de la modernisation le principe de sa politique, François Mitterrand rejoint ses prédécesseurs : Charles de Gaulle n'a-t-il pas été le premier à proposer à la France d'épouser son temps ? Georges Pompidou l'a engagée ensuite dans un grand projet industriel, et Valéry Giscard d'Estaing aspirait à conduire le changement.

La conclusion, où Jean-Marie Colombani s'interroge sur ce que l'histoire retiendra de ce quinquennat en surprenant plus d'un, et pourtant, à la réflexion, elle ne paraît pas invraisemblable. Il estime que François Mitterrand aura préparé les esprits à une pratique douce de l'alternance, qui devrait éteindre les vestiges de guerre civile froide hérités du passé. Il aura contraint la gauche socialiste à donner congé à ses utopies archaïques et à répudier ses mystiques révolutionnaires ; en ce sens, Mitterrand aura fini d'enterrer 1968. Enfin, il aurait contribué à réintégrer dans la société les éléments sociaux ou idéologiques qui vivaient en marge, et, par-là, il aurait efficacement concouru à la stabilisation de la société. Ainsi chacun des présidents qui se sont succédé aurait apporté sa pierre à l'édifice d'une société plus démocratique.

RENÉ RÉMOND.

\* Portrait du président, de Jean-Marie Colombani, Gallimard, « Le monde actuel », 221 p., 70 F.

Mohamed L. Bouquena  
**LES POISONS DU TIERS MONDE**

*Bhopal n'est pas une exception*

Les pesticides tuent chaque année de 10 à 20 000 personnes dans le tiers monde. Principales responsables les multinationales.

La Découverte

**Le théoricien de Frankfurt tente une reconstruction du marxisme.**

Le Nouvel Observateur

**Jürgen Habermas**

*Après Marx*

Fayard

L'espace du politique

120 F.

**FAYARD**

**MESSIEURS**

ne perdez plus vos cheveux

Le centre de régénération cellulaire

**DOMINIQUE LAVIGNE**

vous apporte la solution

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRES 251, rue Saint-Hippolyte, 75001 PARIS - 42-60-80-81

**Appel aux anciens jocistes**

Dans le but d'écrire une histoire de la JOC de la Région parisienne entre 1940 et 1947 nous recherchons des témoignages. Vous qui avez été jociste sous l'occupation allemande. Vous qui avez été mobilisé en 1940 et prisonnier. Vous qui avez été déportés du travail (STO). Vous qui avez été emprisonnés ou déportés pour faits de résistance. Votre témoignage appartient à l'HISTOIRE.

Ecrivez à : Histoire de la JOC, 49 Faubourg Poissonnière, 75008 PARIS, vous recevrez un questionnaire qui vous aidera à rédiger votre témoignage.

**Florde à partir de 4.570 F.**

**Place au soleil!!**

Vols quotidiens de Paris CDG 1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif Loisirs a/r 14-60 jours. Selon la saison.



## Les « communautés de base » françaises ne veulent plus vivre en marge

100

مَكْذَا مِنْ الْأَصْلِ



## LE PROCÈS DES DEUX OFFICIERS FRANÇAIS EN NOUVELLE-ZÉLANDE

### D'intenses négociations ont précédé l'audience du 4 novembre

De notre envoyé spécial

Auckland. — Les pessimistes prévoyaient une interminable et incertaine procédure judiciaire. Les optimistes imaginaient une audience préliminaire (*preliminary hearing*) à l'issue tout aussi hasardeuse. Entre eux, un système juridique néo-zélandais qui permet à un accusé de choisir la manière dont on va le juger. En fait, dès la veille de l'audience, M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, avait donné le ton en indiquant qu'il était « presque certain que ces deux là [Alain Mafart et Dominique Prieur] n'avaient physiquement rien eu à faire dans la nuit du 10 juillet ».

Une manière de donner un blanchet gouvernemental à une éventuelle clemence du pouvoir judiciaire dont M. Lange, en qualité d'ancien avocat, connaît la jalouse indépendance vis-à-vis de l'appareil politique.

A la sortie de l'audience, M. Rod Hanson, avocat-conseil du président de Greenpeace, envisageait, lui, la possibilité d'un accord entre les différentes parties judiciaires : « La décision de plaider coupable sur des charges réduites, a-t-il indiqué, n'est obtenue après des négociations entre la police, les autorités judiciaires et la défense ».

Officiellement, de telles négociations sont impossibles en Nouvelle-Zélande, où l'articulation entre le politique et le judiciaire est considérée comme inconcevable, de même que d'éventuels « arrangements », par exemple entre le ministère public et la défense. Dans le droit anglo-saxon, pourtant, de telles négociations, pour juger une affaire au mieux des intérêts de tous, sont

fréquentes, voire institutionnalisées. Aux États-Unis, on nomme cette pratique de *plea bargaining*, que l'on pourrait traduire, en lui ajoutant sa connotation péjorative, par marchandage. Elle consiste, pour les deux principales parties, à aboutir à un accord sur une évaluation optimale des charges d'un accusé à partir d'un dossier d'accusation examiné officiellement par l'accusation et les avocats de la défense.

On parvient, dans nombre de cas, à une réduction des charges en échange de l'assuétude, donnée par la défense, de plaider coupable du chef d'accusation nouvellement défini.

#### Du meurtre à l'homicide involontaire

Dans la salle d'audience, lundi matin, la fébrilité laisse percevoir la possibilité de contacts positifs entre la défense et l'accusation.

A 10 h 26, on introduit les accusés : Dominique Prieur, alias Sophie Turange, et Alain Mafart. Alias Alain Turange. Elle, est vêtue d'un tailleur pantalon marron et beige et porte de grosses lunettes, teintées, qui rendent son visage incernable sauf lorsqu'elle adresse un signe de la main à son mari. Elle a les traits un peu tirés. Le commandant Mafart a son habituelle veste de tweed gris et arbore un air plus détaché que jamais. Immédiatement, Dominique Prieur prend les écouteurs de la traduction simultanée. Alain Mafart, lui, s'en passera. Puis le juge Ron Gilbert fait son entrée.

Un bref échange permet de régler, une bonne fois pour toutes,

l'identité des deux accusés. Pour la première fois depuis le début de l'affaire, on les appelle par leur vrai nom. Cette formalité expéditive, la parole est à la défense. Officiellement, celle-ci est assurée par M. Gerald Curry. D'entrée de jeu, celui-ci présente une requête pour que la charge principale retenue contre les Turange passe de meurtre (meurtre) à *man's laughter* (homicide involontaire), le dossier ne permettant pas, selon M. Curry, de mentionner le principal chef d'accusation. C'est le suspense. Le juge prend acte et donne la parole à l'accusation.

Fait exceptionnel dans les annales judiciaires néo-zélandaises, la couronne est représentée par l'un des plus hautes autorités judiciaires du pays, le *solicitor general*, Paul Neazor. Dans le système français, son rang équivaut à celui de directeur

des affaires criminelles et des grâces sur le plan national. M. Neazor est venu spécialement de la capitale, Wellington, pour l'accusation.

M. Neazor donne à la cour son accord à la requête de la défense et, commentant, lui aussi brièvement, le dossier dont il fait percevoir l'insuffisance, il prononce un « *reassessing of charges in the light of the evidence* », autrement dit, un réexamen — à la baisse — des charges après examen des preuves. La défense a gagné la première manche. Vient ensuite le second acte : les accusés choisissent-ils ou non de plaider coupables ? La question est d'abord posée au capitaine Prieur qui, après une brève hésitation, libérée par un signe de tête de l'assistante de l'avocat, lance un « *couple* » timide. Le commandant Mafart fait de même et tous deux signent le procès-verbal.

#### Pas la preuve

L'audience préliminaire est terminée. Pour la forme, le représentant de la couronne prend la parole pour lire le résumé des faits. En dix minutes, il évoque le rôle de chacun des agents français dont l'identité n'est formellement établie : Frédéric que Bonheur alias Christine Cabon pour sa mission d'infiltration de Greenpeace ; l'équipage du voilier *Ouvéa* avec la forte probabilité, mais pas la preuve, d'une rencontre avec les « Turange » dans le nord du pays et, enfin, la présence de Jean-Louis Domest, alias Pierre-Louis Dillias au moment des faits.

La version présentée par l'accusation exclut le capitaine Prieur et le commandant Mafart de toute participation directe au sabotage du *Rainbow Warrior* : « Il ne fait

aucun doute, explique M. Neazor, que l'installation des explosifs et leur mise à feu ont été opérées par des personnes très entrainées aux opérations sous-marines. En dépit d'une enquête systématique de la police, personne n'a aperçu ces individus ni n'a relevé une activité suspecte autour du navire cette nuit-là. (...) De son côté, poursuit alors le *solicitor general*, l'enquête de la couronne n'établit pas d'autre rôle pour les accusés que celui qui a consisté à servir de support logistique à ceux qui ont réellement placé les explosifs. A part cela, conclut-il, les accusés étaient sans doute responsables de la récupération des explosifs du sabotage ».

Ensuite, il ne reste plus au juge Gilbert qu'à fixer les dates pour le *sentencing*, audience au cours de laquelle seront évaluées les condamnations après les plaidoiries des avocats en faveur des circonstances atténuantes au cours d'une procédure appelée *mitigation*. Celle-ci

aura lieu en deux temps : le 22 novembre pour la charge principale (homicide involontaire) et le 25 novembre pour les charges mineures (infractions aux lois d'immigration), dont les peines sont en principe couvertes par la détention préventive.

Lors de l'énoncé des condamnations, le juge aura la possibilité d'associer les peines d'emprisonnement d'une expulsion dont il pourra ou non fixer la date ; mais doute qu'il laissera ce soin à l'autorité administrative — en l'occurrence le ministre de l'Immigration, M. Kerry Burke, qui agit sur instructions du premier ministre, M. Lange. Cette précaution permettra de laisser toute latitude au pouvoir politique de choisir le moment opportun pour l'éventuelle libération des deux agents français, qui pourraient intervenir d'ici à la fin de l'année lorsque auront abouti les négociations diplomatiques qui auront pris le relais sur la procédure judiciaire.

FREDERIC FILLOUX.

## L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

### Michael Plunkett confirme les déclarations de Bernard Jégat

Dans un entretien accordé, samedi 2 novembre, à Gamma-Télévision, Michael Plunkett, l'un des trois Irlandais arrêtés à Vincennes en août 1982, ne contredit à aucun moment le témoignage de Bernard Jégat, qui accuse le capitaine Paul Barril d'avoir apporté lui-même les pièces à conviction lors de l'arrestation (le Monde du 31 octobre).

Michael Plunkett reconnaît avoir connu Bernard Jégat dans les réseaux français de soutien à la cause irlandaise, et réaffirme que les armes et l'explosif saisis n'étaient pas dans l'appartement de Vincennes avant l'opération de « *garage* » de l'Elisée. Il se refuse toutefois à confirmer ou infirmer les affirmations de Bernard Jégat selon lesquelles les armes et l'explosif provenaient d'un lot qu'il aurait lui-même remis à Jégat, et que ce dernier aurait donné au capitaine Barril, qui les aurait, ensuite, apporté à Vincennes.

« Comme ancien président du Parti socialiste républicain irlandais (IRSP), explique Michael Plunkett, quand je suis arrivé en France, j'ai rencontré beaucoup de gens impliqués dans les affaires irlandaises. J'ai rencontré Bernard Jégat et je lui ai été présenté par l'un de mes amis, Roger Falgot, l'un des meilleurs spécialistes de l'Irlande. » « Je le connaissais. Nous avons été très liés », ajoute-t-il à propos de Bernard Jégat, qu'il se refuse à seul instant à critiquer,

bien qu'il ait été l'informateur du capitaine Barril.

« A propos des relations de Jégat avec la résistance irlandaise, je n'ai pas grand-chose à dire, insiste-t-il. Je crois que c'est un devoir, presque une obligation, pour la gauche française d'aider le combat irlandais comme elle le peut. Par loyauté envers ceux qui nous aident, je ne vais donc pas commencer à parler à qui que ce soit de ceux qui ont pu aider la résistance irlandaise. Quant aux relations de Jégat avec le capitaine Barril, Proust, etc., c'est une affaire politique française. Nous ne connaissons rien de cet aspect de l'affaire. »

Sur les « pièces à conviction » saisies, Michael Plunkett répond : « J'étais à Vincennes, j'ai été arrêté. J'ai été présenté par la presse comme un superterroriste. Les armes et l'explosif n'appartenaient pas... n'étaient pas dans l'appartement, ils ont été transportés là par quelqu'un. Par M. X... Cela relève d'une information judiciaire en cours et nous y sommes parties civiles. » Mais ces armes venaient d'appartenir-elles, demande Gamma TV ? « Je refusais de parler de quiconque aurait pu aider, de quelque manière, la résistance irlandaise », se contente de répondre Michael Plunkett, qui ajoute : « Tous ce que je peux dire est que quelque un a planté les armes dans mon appartement, que cela a été prouvé et que la preuve en est que nous avons été libérés de prison. »

Michael Plunkett se dit « *horri* », comme le peuple irlandais, par les accusations laissant entendre qu'il aurait pu être lié à l'attentat antisioniste de la rue des Rosiers d'août 1982 : « Je réaffirme que nous condamnons ces actions. Elles servent uniquement à étouffer tout débat réel sur le problème palestinien. Si on les lie à l'Irlande, c'est pour tuer toute discussion politique sur ce qui arrive dans notre pays. » Michael Plunkett et les deux autres Irlandais de Vincennes ont demandé l'asile politique en France, avec l'appui de M. Sean McBride, fondateur d'Amnesty International.

Michael Plunkett et ses amis, qui se sentent « comme une balle de football entre les différentes fractions du gouvernement français », est pessimiste, estimant que les Irlandais « veulent seulement se débarrasser de nous ». « Nous sommes très déçus par les réactions de la gauche française », ajoute-t-il, rappelant « l'affection historique qui existe entre les nationalistes républicains irlandais et la France ».

#### UNE MISE AU POINT DE L'INFORMATEUR

Cité dans un article intitulé : « Le capitaine Barril aurait apporté lui-même les pièces à conviction », publié dans notre numéro du 31 octobre 1985, M. Bernard Jégat nous demande beaucoup de gens impliqués dans les affaires irlandaises. J'ai rencontré Bernard Jégat et je lui ai été présenté par l'un de mes amis, Roger Falgot, l'un des meilleurs spécialistes de l'Irlande. » « Je le connaissais. Nous avons été très liés », ajoute-t-il à propos de Bernard Jégat, qu'il se refuse à seul instant à critiquer,

« Bernard Jégat tient à faire savoir aux lecteurs du Monde que, malgré les apparences, l'article intitulé : « Le capitaine Barril aurait apporté lui-même les pièces à conviction » et publié dans le Monde, daté du 31 octobre 1985, qui le mentionne à de nombreuses reprises, n'est pas la transcription d'une interview réalisée par les journalistes de Monde auprès de lui. Ceux-ci ont pu ailleurs leurs informations. »

#### LES DROITS ÉLÉMENTAIRES DE L'HOMME-GRENOUILLE

Créée par le groupe « Jealous », spécialiste de la délinquance, une nouvelle organisation, la Ligue des droits de l'homme-grenouille, appelée à une manifestation « *masquée et palquée* » qui doit avoir lieu, samedi 5 novembre à 18 heures, à « la Piscine », balle de nuit parisienne.

« Au cours de la manifestation, la Ligue veut exiger la « *Mécanisme immédiat* » du faux couple Turange et exprimer son indignation devant « les conditions d'emprisonnement et d'humiliation subies par les prisonniers de la convention de Genève et aux droits élémentaires de l'homme-grenouille » qui sont édictés aux deux officiers français de la DGSE emprisonnés en Nouvelle-Zélande.

### Auckland minimise la responsabilité des « Turange »

(Suite de la première page.)

Durant la brève audience de lundi, le *general solicitor* a exprimé une opinion identique : « Les « Turange » n'ont servi, a-t-il affirmé, que de support logistique à ceux qui ont posé les bombes. »

Il n'en fallait pas davantage pour inciter la justice néo-zélandaise à atténuer les lourdes charges pesant contre les « Turange ». Accusés d'abord de meurtre, ils ne sont plus, depuis lundi, qu'inculpés d'homicide involontaire. La différence est de taille : ils risquent la réduction criminelle à perpétuité ; ils seront condamnés à une peine qui ne dépassera pas quatorze ans d'emprisonnement.

Les avocats des « Turange », M. Gerald Curry et Daniel Soulez-Larivière, ont aussitôt saisi la balle au bond, acceptant de plaider coupable et abrégeant, du même coup, le procès, qui ne reprendra que pour le verdict, fin novembre. La condamnation une fois prononcée, il sera possible d'envisager l'expulsion des « Turange », une solution qu'il appartient aux diplomates de

négocier, estime aujourd'hui M. Soulez-Larivière.

Sans doute faut-il attribuer l'heureux dénouement de lundi au savoir-faire des avocats. Cet honneur rendu, il faut cependant s'interroger sur la solidité du dossier néo-zélandais. Dès lors que les « Turange » n'ont pas directement participé au sabotage du *Rainbow Warrior* et que la mort du photographe apparaît comme accidentelle, était-il possible à la police néo-zélandaise de se montrer, au moment de la vérité, aussi assurée qu'aujourd'hui ?

Du coup, le gouvernement français peut envisager avec une relative sérénité la suite des événements. Encore quelques semaines, et, avec un peu de chance, on ne reparlera plus de l'affaire Greenpeace, qu'un long procès aurait relancé. M. Jean Lecanuet, François Léotard et Alain Madelin (UDF) avaient précisément tenté, à la veille de l'audience de dimanche, de relancer la polémique, le secrétaire général du PR demandant qu'on « ne tire pas sur des lampes électriques d'un socialisme à la fois malade et irresponsable ». Maladroit sans doute, mais, depuis lundi, soulagé.

## TERRORISME

### Plusieurs élus ont manifesté leur sympathie à la marche de soutien aux réfugiés basques

De notre correspondant

Bayonne. — La marche de huit jours à travers le Pays basque organisée par les comités de soutien aux réfugiés basques (le Monde du 29 octobre) est parvenue sans trop d'ennui à Hendaye samedi 2 novembre. L'interdiction préfectorale, appliquée avec plus ou moins de rigueur, n'a pas découragé les marcheurs, qui ont essayé, tout au long des 250 kilomètres du parcours, de s'attirer la sympathie des populations des villages traversés. Plusieurs élus n'ont pas craint de méconter le pouvoir en recevant les manifestants ou en mettant des salles à leur disposition. En revanche, l'accueil a été plus réservé dans des villes comme Saint-Jean-de-Luz ou Hendaye, deux cités où ont eu lieu la plupart des attentats du GAL visant des réfugiés basques.

Néanmoins, les réfugiés basques s'estiment satisfaits de leur démon-

stration. La participation d'une partie de la population ou du moins l'absence d'hostilité à leur rencontre renforce leur détermination à revendiquer « le droit de tous les Basques à vivre en Pays basque ».

L'avocat-écrivain Denis Langlois a accompagné les marcheurs tout au long de leur périple : « Je ne me sens pas libre dans un pays où on assassine impunément des réfugiés politiques, nous a-t-il déclaré. Je ne me sens pas libre dans un pays où on expulse et où on extrade des gens qui demandent asile pour avoir participé à la libération nationale de leur peuple. Tant que l'on continuera à torturer dans les commissariats espagnols et qu'existera à Madrid une Cour de sûreté de l'Etat, les réfugiés continueront d'affluer sur notre sol, et les propositions de réinsertion faites par Madrid ne résoudront pas le problème. »

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

### L'« attention personnelle » de M. Paul Quilès

M. Paul Quilès, ministre de la défense, a eu un long entretien téléphonique samedi 2 novembre à 20 h 30 (heure de Paris) avec le commandant Alain Mafart alias qu'il a appelé le capitaine Dominique Prieur, a indiqué le service d'informations et de relations publiques des armées. A la veille du procès, a précisé le SIRPA, le ministre « leur a fait savoir l'attention personnelle qu'il portait à l'évolution de leur situation, ce dont ils ont déclaré avoir été régulièrement informés par leurs avocats. »

Il s'est par ailleurs inquiété de leurs conditions matérielles de détention, lesquelles paraissent bonnes. Le capitaine Prieur a exprimé sa satisfaction d'avoir pu rencontrer son mari. Comme le commandant Mafart, elle a fait part au ministre de sa sérénité.

M. Paul Quilès, a indiqué le SIRPA, « a tenu à ce que l'un et l'autre sachent combien le gouvernement français s'efforçait d'agir au mieux de leurs intérêts, il a rendu hommage à leur courage militaire ainsi qu'à leur attitude digne des plus nobles traditions de l'armée française. »

#### « Elle a fait son métier »

Dans sa prison de Mount Eden, le capitaine Prieur a eu, dimanche, deux entretiens avec son mari, le capitaine Joël Prieur, arrivé la veille à Auckland. Celui-ci s'est déclaré « extrêmement surpris de sa bonne forme physi-

que : « Mon épouse, que j'ai vue aujourd'hui pour la première fois depuis quatre mois, a très bonne mine, un très bon visage. Je veux rassurer nos parents et nos amis : elle va très bien. »

Comme on lui demandait s'il est facile d'avoir une vie de couple normale avec un officier de renseignements, Joël Prieur a été catégorique : « Je connais bien sûr la nature des activités de ma femme. Mais j'ignorais tout des détails de son travail. Nous avions passé un accord : ne jamais parler de cela. Elle me disait parfois inconsciemment : je pars en mission. Je ne pouvais jamais le questionner. C'était la meilleure façon de protéger notre vie conjugale. »

« D'ailleurs, a-t-il ajouté, le soir où elle est partie pour la Nouvelle-Zélande, j'étais alors capitaine des sapeurs-pompiers de Paris. — J'étais en train d'intervenir sur un incendie, et je n'ai pas assisté à son départ (...). » « Ma femme, a-t-il déclaré, est un officier de l'armée française. On ne peut pas entrer dans le cadre d'officier sans envisager de sacrifices, même le sacrifice suprême. Elle est consciente de cela. Elle a fait son métier. »

Joël Prieur pense tout de même à l'avenir : « Ce futur enfant qui n'aura pas et dont tout le monde a parlé, nous allons peut-être le faire... quand elle sortira de prison. »

**POCKET-MEMOS: LA SECRETAIRE QUI VOUS SUIT**

**PARTOUT. PARTOUT. PARTOUT.**

Je désire recevoir :  
une documentation complète ☐  
la visite d'un attaché commercial ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_

Coupons à retourner à : Philips Data Systems  
Département bureautique  
5, square Mass-Hymans, 75201 Paris cedex 15.

**POCKET-MEMOS PHILIPS**



# sports

## AUTOMOBILISME

### LE GRAND PRIX D'AUSTRALIE DE FORMULE 1 Rosberg finit sur les chapeaux de roue

Disputé à guichets fermés devant plus de cent mille spectateurs, dimanche 3 novembre, à Adelaide, le premier Grand Prix d'Australie de formule 1 a permis au championnisme 1985 de s'achever sur un final étonnant.

Déjà vainqueur à Detroit, le Finlandais Keke Rosberg a confirmé sa maîtrise en conduite urbaine, en offrant à l'écurie britannique Williams et au molariste japonais Honda, qu'il quitte pour passer chez McLaren-Tag-Porsche, un troisième succès consécutif après ceux de Nigel Mansell aux Grands Prix d'Europe et d'Afrique du Sud.

Le revêtement très glissant de ce circuit, spécialement aménagé pour 15 millions de dollars australiens (90 millions de francs) dans les larges avenues et l'hippodrome de la capitale de l'Australie méridionale, a donné lieu à un extraordinaire chassé-croisé entre Rosberg, le roi de la glisse dans la tradition des rallyes finlandais, et le virtuose brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault). Traité par le Finlandais de « pilote de kart », après un accrochage au Grand Prix d'Europe, l'impétueux Brésilien lui a livré un impayable duel jusqu'à son abandon, sur ennemi de moteur, dans la dernière demi-heure.

Les principaux bénéficiaires de cette course-hécatombe, avec huit voitures à l'arrivée, sont les deux pilotes de Ligier-Renault, Jacques Laffite et Philippe Streiff, qui ont accédé au podium malgré un accrochage entre eux, dans le dernier tour.

Cette performance vient à point pour le constructeur vichyssois, qui espère encore, avec le concours de M. Alain Calmat, le ministre de la jeunesse et des sports, et Jean-Marie Balestre, le président des Fédérations française et internationale du sport automobile, convaincre la Régie de continuer à lui fournir des moteurs la saison prochaine. Renault, pionnier de turbo en formule 1, a disputé sans gloire son cent-vingt-troisième et dernier grand

prix, que Patrick Tambay et Derek Warwick n'ont pu terminer. Alain Prost, le premier champion du monde français, stoppé sur ennemi de turbo dès le vingt-septième tour, et son coéquipier Niki Lauda, trahi par

ses freins alors qu'il venait de prendre la tête et pouvait espérer une vingt-sixième victoire pour son dernier grand prix de formule 1, n'ont pas connu la réussite à Adelaide. Ces abandons n'ont pas empêché l'écurie McLaren-Tag-Porsche de

remporter, pour la deuxième fois consécutive, le titre mondial des constructeurs, doublé de celui des pilotes, avec Lauda en 1984 et Prost en 1985.

GÉRARD ALBOUY.

### McLaren et le péril Honda

Keke Rosberg, le bouillant Finlandais, doit se mordre les doigts. Sa victoire et plus encore la supériorité manifestée par la Williams-Honda lors des trois derniers grands prix de la saison ne peuvent qu'aviver ses regrets de s'être un peu précipité pour signer chez McLaren. Au moment de l'annonce officielle du retrait de Niki Lauda, au mois d'août, tout laissait pourtant supposer qu'il avait fait le bon choix en acceptant de devenir le prochain coéquipier d'Alain Prost.

Les monoplace rouge et blanc ne faisaient plus preuve de l'insolente domination de la saison précédente où elles avaient établi un record en remportant douze des seize grands prix, réussissant même cinq doublés. Mais Alain Prost, qui avait déjà triomphé au Brésil, à Monaco, en Grande-Bretagne et en Autriche, s'apprêtait, dès la mi-saison, à succéder à Lauda pour le titre mondial des pilotes. Pour Rosberg, qui n'avait alors pu terminer que trois grands prix, l'offre de transfert était tentante.

McLaren International, qui emploie moins de cent personnes à Woking, dans le Surrey, à une cinquantaine de kilomètres de Londres, ne bénéficie sans doute jamais du prestige de Ferrari. L'écurie britannique n'a découvert l'ambition qu'avec l'arrivée de Ron Dennis, son directeur général, en 1980. Mécanicien, et surtout gestionnaire de grande valeur, ce dernier forme, avec l'ingénieur John Barnard, le directeur technique, le meilleur duo à la tête des écuries de F1 actuellement.

Avec l'apport du moteur Porsche, financé par Mansour Ojeh, le directeur de Tag (Techniques d'avant-garde), les deux hommes avaient mis au point la saison dernière une voiture qui exerce une domination sans précédent. Les motoristes concurrents se devaient de redoubler d'efforts pour régir. Cette année, la supériorité des McLaren-Tag-Porsche a souvent été contestée. Sur les circuits sinués ou en ville, les moteurs Ferrari ou Renault offraient plus de souplesse. Dans les grandes lignes droites, la plus grande puissance des moteurs BMW ou Honda permettait d'atteindre des vitesses supérieures. Si les McLaren se sont encore imposés sur des circuits rapides comme ceux de Rio-de-Janeiro, de Silverstone, de Zeltweg, de Zandvoort ou de Monza, c'est en raison de leur fiabilité, de leur tenue de route supérieure dans les grandes courbes, en tirant avantage, selon Alain Prost, du meilleur compromis châssis, moteur et suspension.

Tout laisse supposer que la concurrence sera encore plus redoutable en 1986. Depuis la création du championnat du monde des constructeurs en 1958, cinq autres écuries ont réussi à se maintenir deux années consécutives au sommet : Cooper, en 1959 et 1960, Brabham en 1966 et 1967, Lotus en 1972 et 1973, Williams en 1980 et 1981 et Ferrari en 1982 et 1983. Mais seule l'écurie italienne a réussi un triplé en 1975, 1976 et 1977.

L'année 1986 pourrait consacrer la prépondérance des motoristes. Malgré le retrait des écuries Renault et Alfa-Romeo, les

gérants de l'automobile viendront en effet en décembre en F1 pour mettre à l'épreuve leur turbo. Ford effectuera son grand retour avec l'écurie Beatrice Lola. Renault restera fidèle à Lotus, à Tyrrell et peut-être à Ligier. BMW, qui équipait déjà Brabham et Arrows, fournira une troisième écurie, Toleman, rachetée par Benetton. La plus grosse percée viendra pourtant du Japon, avec Honda, dont le moteur surpasse et démontre la fiabilité devant souvent porter en tête les deux Williams de Nelson Piquet et de Nigel Mansell.

Porsche n'étant pas un partenaire, mais un fournisseur, McLaren ne disposera pas des mêmes avantages que ses adversaires pour développer ses moteurs, aux bancs d'essai. L'écurie britannique n'a pourtant pas attendu cette montée en force des motoristes pour régir. Pour accroître le potentiel financier de la société, Mansour Ojeh a acheté, en début d'année, la majorité des parts de McLaren International, dont il est devenu le président. Une nouvelle usine est en construction, avec piste d'essai privée, comme Ferrari, soufflerie et autoclaves pour conditionner sur place les coques en carbone.

Marbora, le plus gros commanditaire de la F1, a renouvelé son soutien pour trois ans. Le savoir-faire britannique résistera-t-il à la technologie et à la puissance financière du géant japonais ? Alain Prost a tenu le pari en 1985, en déclinant un contrat de trois ans avec McLaren. Un véritable quitta ou double, pour la suite de la carrière du nouveau champion du monde.

G. A.

## VOILE

### BIRCH VAINQUEUR DE MONACO-NEW-YORK

#### Retour à la bonace

Formule-Tag, le catamaran du Canadien Mike Birch, a remporté, dimanche 3 novembre, sa première grande victoire en gagnant la course Monaco-New-York après 21 jours 4 heures et 22 minutes de traversée. Financé par M. Aziz Ojeh, frère cadet de Mansour, le commanditaire des McLaren de formule 1, et dessiné par l'architecte britannique Nigel Irens, ce maxi-catamaran de 24,38 mètres avait été construit pour la traversée Québec-Saint-Malo, où il avait dû se contenter de la quatrième place. Ker-Cadillac, le trimaran à foils de François Bouchier n'a pris la deuxième place à un peu plus de douze heures du vainqueur.

Homme-orchestre de la voile open, Michel Etevenne avait d'énormes ambitions par un grand départ multicoques, ces nouveaux monstres des océans, racés et fins comme des léviathans. Les 100 sont les rescapés d'une flotte en déroute qui vont défilier devant l'ancien porte-avions *Intrepid*, devenu un musée de l'espace, ancré sur l'Hudson, à hauteur de la 46<sup>e</sup> Rue. Après l'été meurtrier de la course de l'Europe, marquée par l'abandon pour « dématage » de plus de la moitié des vingt-deux engagés, et surtout par la dislocation du catamaran *Flurry-Michon*, vainqueur de la Route de la découverte, beaucoup redoutaient que l'océan s'achève son travail de destruction, à l'occasion de Monaco-New-York.

Si l'anticyclone des Açores a longtemps veillé sur la course, au point d'empêcher les équipages, quelques caps de vent dépassant les 60 nœuds sur une mer très hâchée à l'approche de l'arrivée ont suffi pour provoquer de sérieux dégâts. Alors qu'il faisait déjà figure de vainqueur, *Jet-Service*, le dernier des maxi-catamarans, a cassé le rod de la martingale de la poutre avant, un câble d'acier pourtant prévu pour résister à une traction de 55 tonnes. *Ker-Cadillac*, le trimaran à foils de François Bouchier, révélateur de la course de l'Europe avec trois victoires d'étape, avait lui aussi réduit la cadence pour ne pas aggraver ses problèmes de structures de gréements.

Aucun des grands multicoques n'a donc terminé l'année 1985 sans connaître d'avaries plus ou moins graves et souvent répétées. De quoi faire réfléchir les architectes sur la

fiabilité de ces bateaux extrêmes, aussi fragiles que performants. De quoi surtout inquiéter un peu plus les commanditaires, déjà perplexes sur les retombées publicitaires de ces courses, et confrontés désormais aux réticences des assureurs, ou aux sommes exorbitantes réclamées par ces derniers pour couvrir les risques.

#### Querelles et rivalités

Après l'annulation de La Rochelle-Annapolis, la grande casse de la course de l'Europe, et la participation restreinte à Monaco-New-York, l'existence même de ces courses de multicoques d'obédience trop française pourrait sembler en péril (1). Cette accumulation de revers et de difficultés en 1985 aura pourtant servi à faire taire les querelles et les rivalités pour le contrôle de cette discipline entre les trois principaux protagonistes : l'Association fédérale internationale des promoteurs et organisateurs de courses océaniques (AFIPOCO), l'Association de courseurs internationaux de multicoques océaniques (ACIMO), et l'Association internationale des armateurs et commanditaires de compétitions (AIACC).

Réunis le 18 septembre et le 17 octobre, à l'initiative de M. Jean-Louis Monneron, le nouveau président de la Fédération française de voile, qui veillera désormais sur l'évolution de leur discipline, les principaux responsables de la voile open ont défini les grandes lignes d'un projet accord.

Un calendrier des courses open sera élaboré pour trois ans, à partir de 1987, après consultation de toutes les parties intéressées. Afin de freiner l'escalade des coûts pour la construction et la maintenance des bateaux, leur taille sera limitée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987, à deux classes : les 75 pieds (22,80 m), et les 60 pieds (18,28 m).

Les performances des petits trimarans *Ker-Cadillac* et *Apricot* (18,28 m), vainqueurs de la moitié des étapes de la course de l'Europe, avaient déjà porté un coup aux maxi-catamarans. Le calendrier 1986, qui comporte la Transat anglaise en double et la Route du Rhum en solitaire, se prête à un retour à des bateaux de taille plus humaine. Sans même attendre que ces décisions soient adoptées, Philippe Poupon, le probable successeur de Marc Pajot pour le titre de champion du monde des courses open, a déjà annoncé qu'il remplacera son maxi-catamaran de 25,90 m, par un trimaran de 22 m. Après le temps de la démesure, la voile open a peut-être atteint l'âge de la sagesse.

G. A.

## LES RÉSULTATS

### Automobilisme

#### GRAND PRIX D'AUSTRALIE DE FORMULE 1

1. Rosberg (Williams-Honda), 309.796 km en 2 h 0 min 40 s, (154.032 km/h) ; 2. Laffite (Ligier-Renault), à 46 s ; 3. Streiff (Ligier-Renault), à 1 min 28 s.

#### Championnat du monde des conducteurs

(Classement final)  
1. Prost (Fra.), 73 pts ; 2. Alboreto (Ita.), 52 ; 3. Rosberg (Fin.), 40 ; 4. Senna (Bré.), 38 ; 5. De Angelis (Ita.), 33 ; 6. Mansell (G-B), 31 ; 7. Johansson (Sué.), 26 ; 8. Piquet (Bré.), 21 ; 9. Laffite (Fra.), 16 ; 10. Lauda (Aut.), 14 ; 11. Tambay (Fra.) et Boutsen (Bel.), 11 ; 12. Suter (Sui.) et Warwick (G-B), 5 ; 13. Bolot (RFA) et Streiff (Fra.), 4.

#### Championnat du monde des constructeurs

(Classement final)  
McLaren-Tag, Porsche, 90 pts ; 2. Ferrari, 82 ; 3. Lotus-Renault et Williams-Honda, 71 ; 5. Brabham-BMW, 26 ; 6. Ligier-Renault, 23 ; 7. Renault, 16 ; 8. Arrows-BMW, 14 ; 9. Tyrrell (Renault et Ford), 7.

### Basket-ball

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Deuxième journée)

\*Villeneuve b. Antibes ..... 86-81  
\*Avignon b. Orléans ..... 92-84  
\*Monaco b. Caen ..... 97-91  
\*RCF Paris b. Limoges ..... 95-89  
\*Le Mans b. Stade Français ..... 95-96  
\*Châlons b. Vichy ..... 89-70  
Classement. - 1. Villeneuve, 20 pts ; 2. Monaco, 17 ; 3. Antibes et Orléans, 16 ; 5. Limoges et Le Mans, 15 ; 7. Avignon et RCF Paris, 14 ; 9. Châlons et Vichy, 13 ; 11. Stade Français et Caen, 12.

### Football

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Dix-huitième journée)

\*Monaco et Paris-SG ..... 1-1  
\*Nantes b. Rennes ..... 2-1  
\*Bordeaux b. Marseille ..... 2-1  
\*Strasbourg et Lens ..... 0-0  
\*Metz b. Nancy ..... 3-1  
\*Laval et Le Havre ..... 2-2  
\*Auxerre b. Lille ..... 1-0  
\*Toulouse et Nice ..... 0-0  
\*Bastia b. Brest ..... 2-2  
\*Toulon et Sochaux ..... 2-2  
Classement. - 1. Paris-SG, 31 ; 2. Nantes et Bordeaux, 25 ; 4. Lens, Mo-

naco et Auxerre, 20 ; 7. Metz, Laval, Nancy et Nice, 19 ; 11. Toulouse, 17 ; 12. Toulon, Rennes, Brest et Bastia, 15 ; 16. Le Havre et Lille, 14 ; 18. Sochaux et Strasbourg, 13 ; 20. Marseille, 12.

#### Deuxième division

(Dix-septième journée)

GROUPE A

\*Thonon et Saint-Etienne ..... 3-3  
\*Le Puy b. Alès ..... 3-1  
\*Sète b. Istres ..... 2-0  
\*Chamois et Montpellier ..... 2-2  
\*Nîmes b. Montceau ..... 3-1  
\*Béziers b. Grenoble ..... 3-0  
\*Martigues et Cannes ..... 1-1  
\*Gueugnon et Red Star ..... 1-1  
Classement. - 1. Saint-Etienne, 23 pts ; 2. Le Puy, Alès et Sète, 21 ; 5. Nîmes, Montpellier et Lyon, 19 ; 8. Thonon, 18 ; 9. Béziers, 17 ; 10. Tours et Montceau, 16.

#### GROUPE B

\*RC Paris b. Sedan ..... 3-0  
\*Valenciennes et Guingamp ..... 1-1  
\*Angers et Mulhouse ..... 1-1  
\*Reims b. Limoges ..... 2-1  
\*Rouen b. Abbeville ..... 2-1  
\*Nîmes b. Besançon ..... 1-0  
\*Caen et Lens ..... 1-1  
\*Orléans b. Besençon ..... 5-1  
\*Quimper b. Dunkerque ..... 1-0  
Classement. - 1. RC Paris, 29 pts ; 2. Guingamp, 26 ; 3. Mulhouse, 21 ; 4.

Reims, 20 ; 5. Limoges et Nîmes, 19 ; 7. Abbeville, Caen et Quimper, 17 ; 10. Orléans et Besençon, 16.

### COUPE DU MONDE

En battant le Japon par 1 but à 0, dimanche 3 novembre à Séoul, la Corée du Sud a assuré sa qualification pour la Coupe du monde 1986 au Mexique. La Corée du Sud est le dix-septième pays à se qualifier pour la Coupe du monde (après l'Argentine, l'Italie (tenant du titre), la RFA, l'Algérie, l'Angleterre, l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, l'Espagne, la Hongrie, le Maroc, la Pologne, le Portugal, l'Uruguay et l'URSS).

### Handball

#### COUPES D'EUROPE

En match aller des huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, Nîmes a été battu dans sa salle par les Roumains de Bata Mare (28 à 21).

### Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Sixième journée)

Poule 1  
\*Bordeaux b. Romans ..... 21-3  
\*Mont-de-Marsan et Narbonne ..... 18-18

\*Graulhet b. Bagnères ..... 21-7  
\*Toulouse b. Lombez-Sanatan ..... 34-15  
\*Béziers b. Brive ..... 14-12  
Classement. - 1. Béziers, 17 ; 2. Toulouse, 16 ; 3. Bagnères, 14 ; 4. Narbonne, Graulhet et Romans, 12.

#### Poule 2

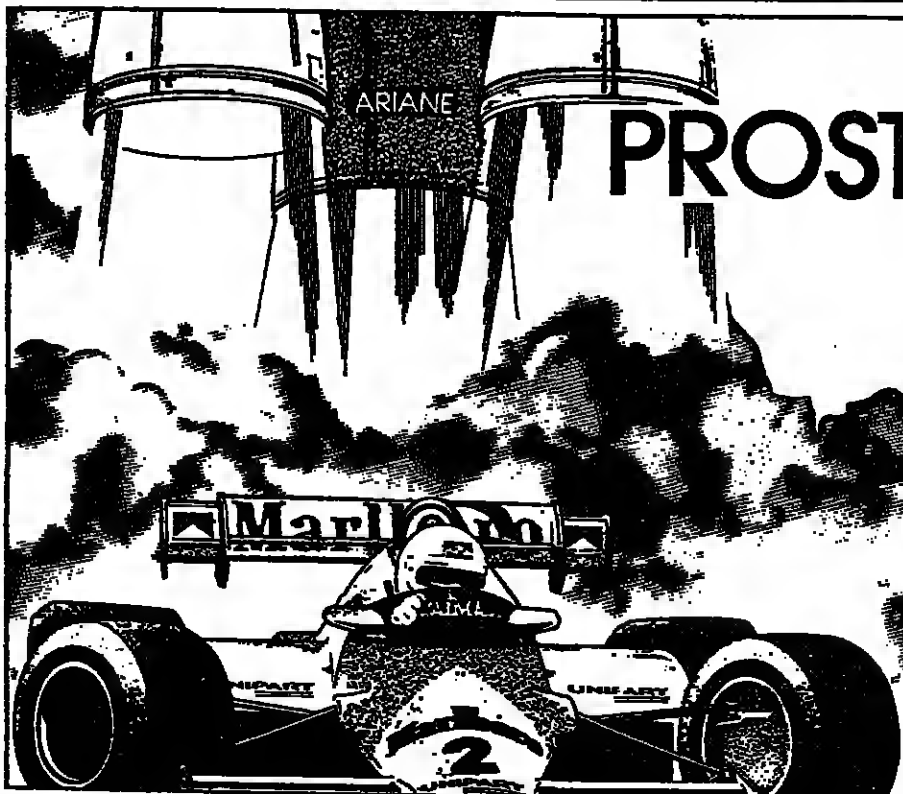
\*Biarritz b. Lavelanet ..... 37-4  
\*Oloron b. Toulon ..... 18-9  
\*La Voulte b. Bayonne ..... 27-17  
\*Valence b. Pau ..... 22-12  
\*Hyères b. Castres ..... 27-3  
Classement. - 1. Biarritz, 16 pts ; 2. La Voulte et Valence, 13 ; 4. Hyères, Toulon, Bayonne, Oloron et Pau 12.

#### Poule 3

\*Aurillac b. Montauban ..... 19-12  
\*Le Creusot b. Teyssie ..... 10-3  
\*Agen b. "Tulle" ..... 16-0  
\*Nîmes b. Hagetmau ..... 22-6  
\*Dax b. Lourdes ..... 12-9  
Classement. - 1. Agen, 18 pts ; 2. Nîmes, 16 ; 3. Aurillac, 14 ; 4. Dax et Hagetmau, 12.

#### Poule 4

\*Marmandes b. Bègles-Bordeaux ..... 16-9  
\*Tarbes b. Nice ..... 26-8  
\*Grenoble b. Racing-CP ..... 6-3  
\*Montfermeil b. Bourgoin ..... 19-0  
\*Perpignan b. Carcassonne ..... 29-6  
Classement. - 1. Perpignan, Tarbes et Montfermeil, 16 ; 4. Grenoble, 14 ; 5. Racing et Nice, 12.



## PROST CHAMPION DU MONDE, LA SEP AUSSI

### ALAIN PROST, CHAMPION DU MONDE. UNE VICTOIRE DE PLUS POUR LES TECHNIQUES SEP.

Fusée : 3000°C en sortie de moteur. Un matériau résiste, le composite carbone-carbone développé par la SEP.

Formule 1 Marlboro Mac Laren, 1000°C sur les disques. Un freinage à la limite toutes les 10 secondes. 300 km de course. Un matériau gagne, le composite carbone-carbone développé par la SEP.

A travers chacune de ces victoires, le leader européen de la propulsion atteint son objectif : être le meilleur.

Société Européenne de Propulsion  
Tour Roussel Nobel Cedex n° 3  
92080 PARIS LA DÉFENSE  
Tél. 47.67.40.00

**sep**  
les techniques de propulsion

Société Européenne de Propulsion

هكذا من الأصل



ص: امن الاصل

## ÉCHECS

### LE TOURNOI DES CANDIDATS

## Triomphe soviétique

Triomphe soviétique au Tournoi des candidats. Venu à Montpellier avec sept joueurs (près de la moitié des participants), ils en repartent avec trois qualifiés, et peut-être quatre... sur quatre possibles.

Artur Youssoupov, vingt-cinq ans, Rafail Vaganian, trente-quatre ans, et Andreï Sokolov, vingt-deux ans, ont terminé premiers ex aequo du Tournoi des candidats, qui s'est achevé le samedi 2 novembre à Montpellier. Après application du système de départage (1), ils ont été classés dans l'ordre précité. Ils sont qualifiés pour les demi-finales, qui auront lieu au début de l'année 1986.

Le quatrième qualifié ne sera connu qu'à l'issue du match de barrage, en six parties, qui opposera, toujours à Montpellier, à partir du mercredi 6 novembre, l'ancien champion du monde soviétique Mikhaïl Tal, quarante-huit ans, et le

grand maître néerlandais Jao Timman, trente-quatre ans, qui ont pris la quatrième place du Tournoi. En cas d'égalité, 3 à 3, c'est Timman qui serait qualifié selon le système de départage prévu.

Dans un communiqué publié samedi, la FIDE (Fédération internationale des échecs) indique que les matches des demi-finales se disputeront en dix parties. Ils opposeront Vaganian à Sokolov et Youssoupov à Tal ou Timman. Les finalistes se rencontreront ensuite dans un match en quatre parties.

Enfin, poursuit la FIDE, si Anatoli Karpov perd le championnat du monde, qui se

soit un score de 75 % ou de 100 %, et ils placent leurs sept représentants aux neuf premières places. Sont Spassky - mais de quelle école est-il issu ? - et Timman ont pu se glisser dans ce bloc.

éroule actuellement à Moscou, contre Garry Kasparov. « Il a droit à un match revanche dans un délai de deux mois ». C'est le perdant du match revanche qui sera qualifié pour affronter ultérieurement le vainqueur de la finale des prétendants, dans un match en quatre parties qui désignera le futur challenger du champion du monde en titre (2).

(1) Sont pris en compte : les résultats contre les participants ayant réalisé un score de plus de 50 % ; les résultats des parties entre ex aequo ; le nombre de victoires.

(2) Sur la foi d'informations officielles et comme tous nos confrères, nous avions annoncé (le Monde du 14 octobre) qu'un match triangulaire entre les vainqueurs des demi-finales et le perdant du match Karpov-Kasparov désignerait le challenger du champion du monde. La FIDE n'a donné aucune explication à ce changement de règlement.

Classement final. - 1. Youssoupov, 9 ; 2. Vaganian, 9 ; 3. Sokolov, 9 ; 4. Tal et Timman, 8,5 ; 5. Spassky et Belavsky, 8 ; 6. Smyslov et Tchernine, 7,5 ; 10. Portisch, Schwan et Short, 7 ; 13. Korchnik et Ribbi, 6,5 ; 15. Nogues, 6 ; 16. Spraggett, 5.

### TENNIS

## LENDL REMPORTE LE TOURNOI D'ANVERS

### Servie sertie

#### De notre envoyé spécial

Anvers. - En battant le 3 novembre en quatre manches (1-6, 7-6, 6-2, 6-2) l'Américain John McEnroe, numéro deux mondial, le Tchèque Yvan Lendl, numéro un mondial, a remporté pour la troisième fois en quatre ans, le tournoi sur invitation d'Anvers.

Cette victoire lui a permis d'empocher 300 000 dollars, et surtout de s'approprier une raquette en or sertie de diamants, estimée à 800 000 dollars.

C'était aussi le vingt-sixième match consécutif en cinq tournois, gagné depuis août par Lendl, qui s'affirme comme le candidat le plus sérieux au titre de champion du monde 1986.

Non loin des maisons où Rubens et Bruegel peignirent quelques-uns des chefs-d'œuvre de la peinture flamande, on peut découvrir en pénétrant la porte de petites échoppes, les secrets ancestraux des tailleurs de diamants. Une petite graine servait jadis dans le négoce des pierres précieuses : l'humble caroube qui est à l'origine du riche carat. Et les pesaient plus de 100 carats, les mille quatre cent quarante et un brillants sertis dans la raquette de six kilogrammes en or flo, qu'Yvan Lendl s'est appropriée dimanche 3 novembre. Les joailliers avaient en effet promis de donner ce trophée, estimé à 800 000 dollars, au joueur qui gagnerait le tournoi organisé depuis 1982, par Pierre Darnon, trois fois en cinq années.

En perdant cette raquette qualifiée de « plus cher trophée sportif au monde », les diamantaires flamands sont, paradoxalement, les grands vainqueurs de la journée.

D'abord parce que, en hommes d'affaires avisés, ils avaient pris la précaution de l'assurer contre le risque de victoire d'un joueur. Ensuite, parce que en quatre ans, ils ont fait de leur tournoi l'un des plus importants du monde, et créé un authentique événement.

#### Hégémonie

Cent quarante mille spectateurs ont, en effet, suivi les matches de la semaine (20 % de plus qu'en 1984). Cette affluence supérieure à celle du tournoi des Masters, qui est le couronnement annuel du Grand Prix dans le cadre prestigieux du Madison Square Garden de New-York, place, désormais, Anvers au quatrième rang mondial, derrière trois tournois du grand chelem, Flushing-Meadow (445 000 spectateurs), Wimbledon (330 000 spectateurs) et Roland-Garros (290 000), mais devant les internationaux d'Australie (120 000 spectateurs). C'est aussi le tournoi d'une semaine qui reçoit le plus de visiteurs.

Au moment où les différends entre les instances internationales du tennis et les promoteurs privés doivent être tranchés par les tribunaux américains, le tournoi d'Anvers crée une situation nouvelle. En l'espace de quatre ans, Proserv, la société promotrice, avec le concours de riches commanditaires mettant en jeu un trophée suffisamment prestigieux pour intéresser les joueurs, a fait la démonstration que des événements d'une véritable valeur sportive peuvent exister, hors du tennis officiel.

La finale Lendl-McEnroe n'a sans doute été d'un niveau rarement atteint entre les deux hommes, équilibrée certes par la perspective, pour l'un, de s'adjuger définitivement le trophée, mais pour l'autre de devenir un candidat sérieux à sa possession, en gagnant le tournoi pour la deuxième fois. L'Américain qui retrouvait le Tchèque après les internationaux des États-Unis, n'avait rien à voir avec le McEnroe indolent qui disputait une exhibition à Bercy, le dimanche précédent.

Il avait d'ailleurs fait la preuve de sa détermination, en battant le veille le jeune champion du monde de Wimbledon, Boris Becker. « J'avais à cœur de lui montrer qu'on ne devient pas numéro un avec deux médailles, à dix-sept ans, juste parce qu'on a gagné un tournoi du grand chelem », a-t-il dit, après l'avoir battu sèchement en deux manches.

Le lendemain, il avait à cœur de briser l'hégémonie mondiale qu'est en train d'établir Lendl. Mais ce fut



Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de haute lutte ce trésor aux profondeurs les plus secrètes de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et oser s'aventurer dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Instantanément elle s'est mise à la recherche des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Partout où la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses décennies d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, seuls ou en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.



En Group  
Recherche en profondeur.  
Réussite au sommet.



## culture

## CINÉMA

## Les Noces de Figaro, au grand écran

Ce film-opéra, réalisé en 1976 et diffusé, depuis, deux fois à la télévision française, sort seulement cette semaine dans une salle de cinéma spécialisée. On peut s'en étonner, mais enfin, il y a toujours un public pour les *Noces de Figaro*, sous la direction de Karl Böhm (mort en 1981). La distribution est éblouissante avec Hermann Prey (Figaro), Miralla Freni (Suzanne), Dietrich Fischer-Dieskau (Almaviva), Kiri Te Kanawa (la comtesse), Maria Ewing (Chérubin). Un accord idéal de voix et d'interprétation qu'on retrouverait difficilement aujourd'hui pour Mozart.

La mise en scène filmée conjugue les défauts et les qualités que l'on connaît, dans le genre, à Jean-Pierre Ponnelle (le *Barbier de Séville*, *Madame Butterfly*, le *Carnaval*, par exemple). Qualités : le respect de l'unité de lieu scénique, la lecture « des opéras » accordée à la conception musicale. Défauts : la surcharge des décors, et des procédés cinématographiques (ici, un retour en arrière, des monologues intérieurs, des plongées et contre-plongées de la caméra) qui ralentissent le rythme. Mieux vaut, en l'occurrence, passer sur les défauts.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

## THÉÂTRE

## La Bataille de Waterloo

Homme-grenouille de son état, Chéri-Alexandre est aussi le mari d'une femme qui n'a pas inventé la fil à couper le beurre, et le père de deux enfants. Un jour comme les autres, plein des mille et une choses de la vie et de conflits dérisoires anodins entre la mère (Judith Magre), complice de ses rejets (Vincent Vallier) et Zaira Benbadie), une voisine (Zaira Delem) aux colifantes affolantes, et le père (Raymond Jourdan), dont les crises d'autorité tombent à l'eau. Bref, il n'y a pas dans cette *Bataille de Waterloo* de quoi fover un chat. Mais il se glisse dans les dialogues de Louis Calaferte des incongruités, des bizarreries et des coq-à-l'âne, comme si le mot le plus simple refusait de retomber sur leurs pieds, bouleversant sur leur passage la banalité de la situation.

La mise en scène de Jean-Pierre Miquel se place exactement en parallèle avec ce texte. Elle suit, docile, le cours des phrases.

C. de B.

★ Studio des Champs-Élysées, 21 heures.

## DANSE

## Compagnies françaises en Allemagne

Pendant cinq semaines, les compagnies de Dominique Bagouet, Karine Saporta, Régine Chopinot, Maguy Marin, vont présenter dans quatorze grandes villes d'Allemagne un échantillon des diverses tendances de la jeune danse française. Une opération ambitieuse, préparée par le service culturel de l'ambassade de France à Bonn, et inaugurée le 30 octobre à Munich. L'initiative de ce premier festival revient à Chantal Colleux, curieuse de tout et très au fait de l'effervescence créatrice de la danse française.

Pour cette première manifestation, Chantal Colleux a voulu montrer au pays de Pina Bausch les compagnies françaises les plus représentatives (Jean-Claude Gallota, prévu, s'est désisté). En complément, des films, des vidéos, des expositions de photographies et des rencontres-débats.

C'est Maguy Marin qui a ouvert ce festival au Gasteig de Munich avec *May B*, évocation tragico-claustrophobe de l'univers de Beckett, fort appréciée par le public. La tournée se poursuivra jusqu'au 4 décembre (1). Paradoxalement, elle ne passera pas à Bonn, le directeur de l'Opéra de cette ville ayant refusé d'ouvrir son théâtre à une danse « moderne ».

M. M.

(1) Les directeurs de théâtre (Gasteig de Munich, Schauspielhaus de Karlsruhe, Brême, Cologne, Francfort, théâtres municipaux de Ludwigshafen, Stuttgart, Tübingen, Erlangen, Freiburg, Düsseldorf, Heidelberg, Operette Theater de Hambourg, Akademie der Künste de Berlin) acceptent d'assurer l'accueil. Adami s'est chargé de l'affiche.

## Deux étoiles sont nées

Rudolf Noureev, directeur de la danse à l'Opéra de Paris, a nommé samedi 2 novembre deux nouvelles étoiles du Ballet : Isabelle Guérin et Laurent Hilaire, à l'issue de la représentation de la *matinée du Lac des cygnes*. Le directeur de la danse, et, à ce titre, « patron » du Ballet, augmente par ces nominations — qui sont son seul fait et non le résultat d'un concours, comme les autres grades de la hiérarchie de la compagnie — le nombre des étoiles de quinze à dix-sept. En fait, ces nominations ont été rendues possibles par la nomination, à sa demande, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, de Patrice Bart comme répétiteur, et du départ, courant 1986, de Cyril Atanassoff, ce qui libère des postes.

Isabelle Guérin et Laurent Hilaire atteignent, avec ce titre, le grade le plus élevé auquel peut aspirer un danseur du Ballet de l'Opéra de Paris.

Les autres étoiles sont, chez les femmes, Florence Clerc, Claude de Volpian, Elisabeth Pierrat, Monique Loudières, Françoise Lagrée, Sylvia Guillem, les hommes, Cyril Atanassoff, qui part prochainement à la retraite, Patrice Bart, qui est nommé répétiteur, Georges Piletta, Jean-Pierre Franchetti, Jean Guizot, Michael Denard, Charles Jude, Patrick Dupond et Jean-Yves Lormeau.

Isabelle Guérin, née en 1961, de Rambouillet, est entrée dans le corps de ballet de l'Opéra en 1978, après être passée par le Conservatoire de Paris et l'école de danse de l'Opéra de Paris. Elle a été coréplée en 1979, sujet en 1981 avant de devenir première danseuse. Elle a été remarquée dans *Raymonde*, les *Mirages*, la *Bayadère*, Don Quichotte (Kiri).

Laurent Hilaire, né en 1962, est un pur produit de l'école de danse de l'Opéra de Paris, d'où il est passé au ballet en 1980, coréplée en 1981 et sujet en 1983, dansant rapidement les premiers grands rôles du répertoire : *Franz* (*Coppélia*), *Bernard* (*Raymonde*), *Roméo* et le prince Désiré dans la *Belle au bois dormant* à l'Opéra de Vienne.

## MUSIQUE

« MOÏSE ET AARON », au Liceo de Barcelone

## Les contrastes de Schoenberg

C'est à Barcelone qu'Arnald Schoenberg acheva et signa, le 10 mars 1932, le deuxième acte de *Moïse et Aaron*, qui devait être le dernier. Le tiers de l'œuvre, commencée à Legnano et Montreux, fut ainsi composé pendant les six mois qu'il passa dans la capitale catalane. Samedi, pour ouvrir sa saison, le fameux Théâtre de Liceo (ou plutôt le Liceo, puisqu'il a retrouvé son nom catalan) donnait pour la première fois en Espagne cet opéra dodecaphonique inachevé. Malgré son sujet et son langage austères, il a remporté un vif succès sur cette scène, plus habituée aux chefs-d'œuvre romantiques italiens : « Le Liceo de Montserrat Caballé », comme on dit, où la célèbre cantatrice règne depuis plus de vingt ans.

Le théâtre lyrique a une vieille histoire à Barcelone où l'on représentait dès 1708 un opéra de Caldara, puis de nombreuses partitions italiennes pendant tout le dix-huitième siècle, et *Carl Van Dine* lui-même, seulement après la création à Vienne. Mais on est stupéfait de lire que dès 1847 fut construit ce Liceo de trois mille places, calculé minutieusement pour être légèrement plus grand que la Scala de Milan... Et mieux, que dès le lendemain de l'incendie qui, en 1961, détruisit la salle et la scène, les patriarches et les hommes d'affaires de Barcelone

## Bouchons de champagne et contre-ut

Situé sur la fameuse Rambla qui descend jusqu'à la mer, perpétuellement battue par la foule entre deux rangées d'arbres, on conçoit que ce vaste édifice ait, mieux que le Palais Garnier, une double vocation aristocratique et populaire : tandis que les

uns font sauter les bouchons de champagne dans les loges, véritables appartements d'un luxe éblouissant, les autres, étagés sur cinq rangs de balcons, hurlent de bonheur au de-fureur pour qualifier un contre-ut.

Mais tout le monde jouit de la somptuosité du théâtre, de son atrium grec, de son foyer en style Renaissance italienne, où règne Apollon sur son trône du Parosasse, de cette salle enfin, dorée sur tranche, aux sièges cramoisis, dominée par une rosace ravissante. Au-dessus de la scène, des évocations de la *Walkyrie*, *Manon* et *Othello* symbolisent les trois styles — allemand, français, italien — qui triomphent au Liceo, dont le monogramme, éclairé avant chaque lever de rideau, évoque en carminement le cygne de Lohengrin.

Sans doute Schoenberg ne pensait-il pas à ce lieu grandiose quand il écrivait non loin de là *Moïse et Aaron*, et le contraste était extrême samedi entre ce théâtre flamboyant, ce public très habillé, comme toujours à Barcelone, et ce spectacle dépouillé, rigoureux, dit à Hans Neugebauer et au décorateur Achim Freyer, de l'Opéra de Cologne.

Point de brouillon ardent ni de Sinaï, mais une pièce fermée, un huis clos couleur de sable et de désert, comme tous les costumes de ces juifs regroupés dans quelque

ghetto du pharaon. C'est perché sur un escabeau que Moïse entend, à travers les chœurs tout à la fois chantés et parlés, la voix de l'« invisible et inimaginable Dieu ». Ainsi commence ce prodigieux dialogue religieux et philosophique sur l'essence divine, l'impossibilité et la nécessité de la traduire en images pour conduire le peuple, l'éternel débat entre mystique et politique.

Dans cette lumière et cet espace abstrait, avec ces chœurs d'oratorio massés en groupes denses, remarquablement modelés, et un minimum de gestes et d'attitudes d'une grande force symbolique (tel le discours d'Aaron, adossé à Moïse, dont il est le porte-parole), l'œuvre de Schoenberg éclate de toute sa puissance abrupte. Certes, les danses et les orgies autour du Veau d'or paraissent-elles un peu anecdotiques et confuses par contraste, problème quasi insoluble que pose cette irruption d'un expressionnisme bigarré dans un opéra aussi philosophique.

## Une liberté peut-être illusoire

Mais ensuite l'alternance entre Aaron et Moïse, brisant les Tables de la loi comme le château de cartes de son impuissance à communiquer le message de Dieu, puis la montagne bleutée que découvre une porte dans le huis clos enfin rompu, symbole de la terre promise par Aaron, le beau mouvement de la foule partant vers une liberté peut-être illusoire, tandis que Moïse seul se désespère (« O parole, parole qui me manque »), tout cela est d'une beauté aussi fulgurante que cette musique désertique où les mots, les mélodies tendues et le contrepoint instrumental s'enlacent, mais sont soutenus par un dynamisme dialectique prodigieux.

A côté du terrible Moïse de Franz Mazura, de Wolfgang Neumann, Aaron subtil, retors, à la voix éclatante, et de quelques excellents solistes, on retiendra surtout le travail extraordinaire des chœurs du Liceo qui ont assimilé cette œuvre et jouent avec une rare intensité dans un style qui leur est un peu familier, de même que l'orchestre, excellent sous la direction précise et chaleureuse d'Uwe Munn.

Le théâtre avait naguère la réputation de monter des spectacles quel que peu approximatifs. Voici une réalisation de grande classe qui oblige à réviser ce jugement. On s'accorde à dire ici que, depuis quatre ans déjà, le Liceo, sous la direction artistique de Luis Portabella et l'administration de Luis Andreu, se montre digne des meilleurs théâtres européens.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Il est question cependant de rendre au Théâtre Real de Madrid sa vocation lyrique abandonnée depuis 1925.

★ Prochaines représentations les 5, 7 et 10 novembre.

## D'ALBAN BERG A MESSIAEN

## Les Troisièmes Journées de Brême

On est surpris du changement opéré dans les mentalités lorsqu'on assiste à ces Journées de Brême. Des journées à dominante française (compositeurs et interprètes), assez largement suivies par un public jeune et visiblement dévoué, sans que le sobriété s'en mêle (1). Il s'agit là d'une entreprise assez audacieuse, tentée en solitaire par Bertrand Espouy, directeur de l'Institut français, et par Radio-Brême, à laquelle sont associées à présent tant d'organismes qu'il semblerait impossible d'en citer seulement la moitié ici, preuve de l'écho rencontré par le festival.

Ne revenant pas de compétition musicale particulière, Bertrand Espouy élabore ses programmes en écoutant ses goûts et en suivant, d'une année sur l'autre, un certain nombre de compositeurs avec lesquels s'est tissé, depuis 1983, d'estime et d'amitié. C'est plus sain que les échanges de brocs procédés qui régnent souvent, ailleurs, engagements et créations. Ainsi, sans autre motif que de rendre hommage à un compositeur qu'il admire, Bertrand Espouy a placé les Journées 1985 sous le signe d'Oliver Messiaen. On retiendra surtout l'exécution des *Vingt regards sur l'Enfant Jésus*, par Yvonne Loriod, et de *Et exspecto resurrectionem mortuorum* par les membres de la Philharmonie de Brême placés sous la direction d'un autre interprète privilégié : Kent Nagano. Les auditeurs de France-Musique ont pu juger en direct de

l'accueil réservé par les Brémiois à cette dernière œuvre, fascinante dans son dépouillement grandiose et sa simplicité apparente.

Au même programme figurait le concerto en la majeur de Mozart avec en soliste Michaël Levinas qui était, après son maître Olivier Messiaen, le second héros de ces journées. Un concert était consacré à une rétrospective de ses œuvres par les musiciens de l'ensemble Itinéraire.

## Sur la clavichord

A travers six partitions échelonnées de 1971 à 1981, on peut prendre la mesure d'un compositeur qui possède un univers acoustique parfaitement original ; on se choquait naguère de ce goût marqué pour les sonorités impures, les vibrations parasites, les cris instrumentaux, l'amplification systématique des sons, mais on en apprécie mieux la saveur aujourd'hui. Toutes ces œuvres existent d'ailleurs en disque grâce à la collection « Musique française d'aujourd'hui » INA-GRM. AM 821.10 et ADES 14.072 ; elles seront bientôt classiques. Cela signifie d'autant plus notre curiosité à l'égard de ce qui suivra, dans l'espoir que le compositeur élargira son horizon et concevra des ouvrages plus vastes, dont la *Conférence des oiseaux*, que France-culture rediffusera le 20 novembre, donne un avant

goût sans échapper pourtant à un certain maniérisme.

Parmi les temps forts de ces journées, il faut encore signaler le récital d'un étonnant violoniste, Igal Scharif, qui après avoir interrompu sa carrière pour repenser complètement sa technique (le violon représentant seulement sur la clavichord, sans mentonnière, et sur le pouce, selon les principes indiqués par Menuhin (2), fait actuellement de nouveaux débuts prometteurs. On a ainsi découvert une page inédite d'Alban Berg, *Chant*, esquissée d'un concerto couché sur le papier en 1925, riche d'enseignement parce que le premier mouvement du *Concerto à la mémoire d'un ange*, composé dix ans après, y est en germe : l'idée initiale des quintes à vide notamment. Berg n'en tire pas toujours tout les conséquences stylistiques — il faudra *Zelus* entre les deux — mais on comprend mieux, sachant que la graine a été plantée si tôt, que le concerto ait pu être conçu et écrit en quatre mois seulement.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Depuis l'an dernier, l'Institut abrite une antenne. Centre de documentation pour la musique contemporaine, où l'on peut écouter et consulter les partitions éditées des œuvres françaises ou créées en France depuis trente ans. (225, avenue Charles-de-Gaulle, Nanterre).

(2) Yehudi Menuhin, *Violon et Alto*, Ed. Hatier, 1978.

## THÉÂTRE

« EMILIA GALOTTI », d'Ephraïm Lessing

## L'assassin de sa fille

Jacques Lassalle présente, à partir du mardi 5 novembre, à la Maison des arts de Créteil, sa mise en scène de la pièce d'Ephraïm Lessing, *Emilia Galotti*, qui avait été l'un des grands événements du Festival d'Avignon cet été 1985.

Cette « tragédie bourgeoise », comme l'appelle l'auteur, qui fut créée en 1772 à Brunswick, est l'un des sommets du théâtre allemand. Elle est d'une beauté et d'une fraîcheur extraordinaires, chaque scène est un chef-d'œuvre. La traduction française de Bernard Dort y est, certes, pour quelque chose.

A un jeune peintre de grand talent, un souverain, le prince de Guastalla, a commandé le portrait d'une comtesse qu'il aime. Quand le peintre, quelques mois plus tard, apporte le portrait, le prince n'est pas satisfait. Il critique l'œuvre, il déclare que ce n'est pas ça, que le modèle a été très embelli. Le peintre ne devine pas, qu'en fait, le prince n'éprouve plus rien pour cette comtesse, parce qu'entre temps il est tombé amoureux, dans un bal, d'une jeune personne, Emilia Galotti, la fille d'un de ses officiers.

Le peintre est jeune, son art le passionne, il ose se rebeller devant le

prince, et, prenant la défense de son portrait, il prend aussi sans le savoir celle de la comtesse. Le prince, lui, n'est sensible qu'aux femmes, pas aux arts. Cette scène, déjà, est très belle, car elle accroche, avec une intelligence intense, plusieurs choses de la vie, et des moments de cet accord, de cette humilité, au théâtre, c'est tout de même très rare.

## Les raisons d'un meurtre

Par son chambellan, sorte de ministre parallèle, le prince apprend qu'Emilia Galotti se marie le lendemain avec un autre. Il va sortir, pour inventer un stratagème, un retard, quand paraît l'un des membres du conseil qui a pas l'air dans son assiette : il lui faut faire signer au prince une condamnation à mort.

Très volontiers, dit le Prince, en enfilant son manteau. — Mais, remarque le ministre, c'est une sentence de mort. — J'ai compris, dit le prince, c'est très volontiers. — Ah ! dit le ministre, blessé par tant de désobéissance, j'ai oublié le document. Cette scène aussi, pourtant courte, est d'une tenue rare.

Il en ira ainsi jusqu'à la scène finale. Allant très au-delà des projets du prince, le chambellan, au cours d'une embuscade, a fait assassiner le fiancé d'Emilia, et la jeune

fille est amenée, contre son gré, au château. Son père arrive pour la reprendre. Et, cédant à la prière de sa fille, qui veut échapper à la violence du prince, il la tue.

Tous les dialogues de cette pièce, entre Emilia et le prince, Emilia et ses deux parents, le père d'Emilia et le fiancé, etc., sont d'une richesse d'analyse surprenante, et, si l'on peut dire, très « moderne », en ce sens que Lessing, en 1772, entrelace des subconscients singuliers. Par exemple, il apparaît que le père d'Emilia, vieux militaire intrinsèque, aime très violemment sa fille, mais plus encore le fiancé de celle-ci, si bien que les raisons du meurtre d'Emilia, qui achève la pièce, ne sont pas toutes simples.

Jacques Lassalle accompli par ses mises en scène d'une rigueur, d'une clarté, et d'un tempo qui touchent la perfection. Celle d'*Emilia Galotti* est du nombre. La pièce est merveilleusement jouée par plusieurs acteurs de grande envergure, surtout Alain Olivier (le chambellan), Claude Degliame (la comtesse), Jean Dautremy (le fiancé), René Garral (le jeune peintre), Patrice Kerbrat (le prince).

MICHEL COURNOT.

★ Maison des arts de Créteil, 20 h 30.

HARPO MARX  
JOUÉ AUTENNIS  
LES CONTES  
de HOLLYWOOD  
47.42.67.27  
FRAGAGENCES

2  
Salle Pleyel  
09/11  
J. Kaltenbach - P. Badura-Skoda  
Solistes de l'E.O.P.  
Brahms - Beethoven  
Salle Pleyel  
23/11  
J.P. Walley - Beaux Arts Trio  
Beethoven  
Salle Pleyel  
30/11  
C. Scimone - D. Arrignon  
Vivaldi - Albinoni - Galuppi - Clementi  
Location : Agences  
et Salle Pleyel  
Loc. tél. : 45.62.67.57  
JEAN-PIERRE WALLEZ

Gérard Beaudoin  
Les Dogons  
du Mali  
Des agriculteurs, célèbres dans  
le monde entier par les  
masques richement travaillés  
que portent leurs danseurs.  
"Croniques", un vol. : 69 F  
ARMAND COLIN

هكذا من الأصل



هك:امن الاصل

# SPECTACLES

## théâtre

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

L'AMOUR EN VISITE : Antoinette (42-38-35-53), 20 h 30.

LE PASTAGA DES LOUPS : A. Dejazet (48-87-97-34), 20 h 30.

TRIPLE MIXTE : théâtre Fontaine (48-74-30-68), 21 h.

« Spectacles sélectionnés par le club de Monde des spectacles »

### Les salles subventionnées

**BEAUBOURG** (42-77-12-33). *Cinéma* : à 17 h 30 : *Great Weirton* de S. Al. de CP Di Borgo ; 19 h : *Roma* d'Amor, de J.-L. Roy ; à 15 h et 18 h : *Paul Klee. Les années 20* ; Films de W. Grohman et G. Van der Rode, R. Micha + films de H. Richter, V. Eggeling, W. Ruttman, W. Graeff, L. Moholy-Nagy, M. Ray, M. Duchamp, F. Léger, E. Deshay. *Le Cinéma indien à travers ses stars*. Se reporter à la rubrique Festival de Cinéma. *Danse* : Forum de la danse : 20 h : *Contemporary Dance Company* (Grèce) ; 21 h 30 : *Kim Bock-Hoe/Kim Waa-Suk Dance Company* (Corée du Sud) ; 18 h 30 : *Extemporary Dance Theatre* (Grande-Bretagne).

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-61-19-83). *Concerts* : 18 h 30 : *Ensemble orchestral de Paris* : J. P. Weller/R. Strach. Th. Hailliot (Rossini, Beethoven, Mozart) ; à 20 h 30 : *Philharmonie nationale de Varsovie* (K. Kord, E. Leonska) (Chopin, Stravinski).

### Les autres salles

**A DEJAZET** (48-87-97-34), 18 h 30 : Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ; 20 h 30 : *Le Pastaga des loups*.

**CLA** (46-72-43-38), 21 h 15 : *Tales*, Paris et Broadway.

**COMEDIE CAUMARTIN** (47-42-44-1), 21 h : *Reviens dormir à l'église*.

**DAUNOU** (42-61-69-14), 21 h : *As secours, elle me veut*.

**DIX HEURES** (46-06-07-48), 20 h 30 : Femmes.

**ESPACE GAITE** (42-77-95-94), 22 h 15 : *Le Kabbaliste d'East Broadway*.

**HUCHETTE** (43-26-38-99), 19 h 30 : *la Cantatrice chauve* ; 20 h 30 : *la Leçon* ; 21 h 30 : *Le Jardin des supplex*.

**LUCERNAIRE** (44-54-57-34), 18 h 30 : *Simone Weil 1909-1943* ; 21 h 45 : *Diabolos 1929-1939* ; 18 h 18 : *Pardons Monsieur Prévert* ; 20 h : *la Fête noire* ; 22 h 15 : *Dodo II*.

**MARAI** (42-78-03-53), 20 h 30 : *l'Eternel Mari*.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76), 20 h 30 : *Gigi*.

**QUAI DE LA GARE** (45-85-88-88), 21 h : *le Christ et le Vice*.

**SALLE DES FÊTES DE LA MAIRIE DU XIII** (47-07-13-13), 20 h 45 : *les Baladins de Marty*.

**TAI TH. D'ESSAI** (42-78-10-79), 18 h 30 : *l'Ecluse des jours* ; 19 h 30 : *l'Ecluse des jours* ; 20 h 30 : *Huis clos* ; 22 h 30 : *l'Est sans le divin enfant*.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (43-22-11-02), 18 h 30 : *Que faire de ces deux-là* ; 20 h 15 : *les Babas-ouïes* ; 22 h : *Nous on fait où on nous dit de faire*.

**TIL DU TEMPS** (43-55-10-88), 20 h 30 : *Lysistrata* Solomé.

### Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35), 20 h 15 : *le Bel Indifférent - le Menton* ; 21 h 45 : *Chant d'elles* ; 23 h : *Bano d'essai des jeunes*.

**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84), 18 h 30 : *Arnal* ; 21 h 30 : *les Démones Loulou* ; 22 h 30 : *l'Enfance des hirsutes* ; 23 h 15 : *les Sacrés Monstres* ; 21 h 30 : *Savez les bêtises femmes* ; 22 h 30 : *Deux pour le prix d'un*.

**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-85-11), 18 h 30 : *Tiens voilà deux bouddins* ; 21 h 30 : *Mangousses d'automne* ; 22 h 30 : *Oriens de secours* ; 23 h 15 : *Ce balance pas mal* ; 21 h 30 : *le Chromosome chatouilleux* ; 22 h 30 : *Elles nous veulent toutes*.

**CAFÉ DE LA GARE** (45-49-27-78), 22 h : *la Mort, le Moi, le Non*.

**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : *Nous, je n'ai pas disparu* ; 22 h 15 : *Nous, on sème*.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 18 h 30 : *Edouard d'un sorcier* ; 20 h 15 : *Moi je crague, mes parents raquent* ; 21 h 30 : *Coquette et Labiche en vacances* ; 22 h 30 : *Nos délices font désordre*.

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45), 21 h : *Touche pas à mon vote*.

**DEUX-ANES** (46-06-10-26), 21 h : *la France au clair de l'urne*.

### La danse

**TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-43-47-77), 20 h 30 : *Dance Theater of Harlem*.

### Le music-hall

**CAVEAU DES OULETTES** (45-54-94-97), 21 h 30 : *Chansons françaises*.

**ESPACE GAITE** (42-77-95-94), 20 h 30 : *Embrasse-moi bébé*.

### Jazz, pop, rock, folk

**BAISER SALE** (42-35-37-71), 23 h : A. Harris, D. Antoine, T. Baudou, Nema.

**CAVEAU DE LA TULCHETTE** (43-26-65-05), 21 h 30 : M. Sany.

**MEMPHIS MELODY** (45-29-60-73), 22 h : *Jeremy* ; 0 h 30 : M. Maria.

**MÉRIDIEN** (47-58-12-30), 22 h : *Wild Bill Davis*.

**MONTANA** (45-48-93-08), 22 h : R. Urtreger, R. Gallez.

**MONTGOLFIER** (45-54-95-00), 22 h : G. Badini.

**NEW MORNING** (45-23-51-41), 21 h 30 : *Wayne Shorter Quartet*.

**PETIT JOURNAL MONTPARNAISE** (43-21-56-70), 21 h : *Tout Thielemann*.

**PETIT OPPORTUN** (42-36-01-36), 23 h : J. Lovano, S. Lazarevitch, M. Benita, A. Romano.

**LA PINTA** (43-26-26-15), à 22 h : *Quartet B. Barbier*.

**SUNSET** (42-61-46-60), 23 h : B. Wilen, Ph. Petit, A. McKee, A. Lewis.

**ZENITH** (42-40-60-00), 20 h : *Venom*.

**Le Monde Informations Spectacles**  
**42-81-26-20**  
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)  
Réservation et prix préférentiels avec la Carta Club

### Lundi 4 novembre

#### Les concerts

**Eglise Saint-Germain-des-Prés**, 20 h 30 : *The Stars of Faith*.

**Théâtre de la Cité internationale**, 20 h 30 : E. Maza (Tarraga, Villa-Lobos, Albeniz).

**Conservatoire des Champs-Élysées**, 20 h 30 : S. Ramon (Bach).

**Salle Pleyel**, 20 h 30 : *Concertgebouw d'Amsterdam* (Prokofiev, Debussy).

**Théâtre des Mathurins**, 20 h 45 : I. Zaritskaya (Chopin, Tchaikovsky, Scriabine).

**Théâtre de Paris**, 20 h 30 : *Quatuor Arcana* (M. Poulet, D. Barbier, H. Chacour, S. Soufflard (Ravel, Beethoven, Milhaud)).

**Centre d'Action poétique**, 20 h 30 : *Ensemble Carmine Alterra*, dir. : J. Boyer (Vivaldi).

#### Festival d'automne

**Jardins d'été**, le 31 à 21 h, le 2 à 16 h et 21 h : *le songe au vieux soldat* ; les 30, 1<sup>er</sup> à 21 h : *Mes souvenirs*.

**Conservatoire-Français**, le 31 à 20 h 30 : *Bérénice*.

**Hôtel Scipion**, le 5 à 20 h 30 : *les Tablettes de bois*.

**SAINT-DENIS**, Th. C. Philippe (D. soir), 20 h 30, Dim. 17 h : *l'Intérieur* (dern. le 3).

#### En région parisienne

**MAINTES-LA-JOLIE**, salle Delamare (34-77-52-74), à 21 h : *Orchestre de chambre de Biscarosse*, Orchestre de chambre de France.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**, salle M. Deska, à 20 h 30 : A. Aurio, B. Fenchet, F. Flajolles, Cl. Chevallier, R. Endia (Ichijang), Tiane, Werner).

**VILLIERS-LE-BEL**, 2, rue Comand (49-90-54-86), le 5 à 21 h : D. Sorana (43-74-16-21) à 21 h : *les Précieuses*.

**VINCENNES**, Th. D. Sorana (43-74-16-21) à 21 h : *les Précieuses*.

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT** (47-84-34-34) : En présence de N. Mikhalov : 20 h 30, *Quelques jours dans la vie d'Obolov* (v.o., a.-f.), de N. Mikhalov.

**BEAUBOURG** (42-78-35-57) : 17 h *Cinéma japonais contemporain* : SPH, de M. Tomita (v.o.) ; 19 h *Carte blanche à Claude Brul* ; Ballet japonais, de F. Léger ; Une œuvre, de M. Le maître ; La femme qui se pend, de P. Bonanowski ; Hommage à Magritte, de A. Thacher ; *The Vegetarian*, de P. R. Babin ; *L'arbre qui gémit*, de M. Hanson ; *Dégringolade*, de F. Rebnaud ; *Violation*, de G. Patis ; *Kno*, de J.-P. Dupuis.

### Les exclusivités

**ALAMO BAY** (A. v.o.) : Quintette, 5 (46-33-79-38) ; Monte-Carlo, 8 (42-25-09-83) ; Espace Gaite, 14 (43-27-95-94).

**AMADEUS** (A. v.o.) : Pantheon (h.p.), 20 h 15 : *Arnal* ; 21 h 30 : *les Démones Loulou* ; 22 h 30 : *l'Enfance des hirsutes* ; 23 h 15 : *les Sacrés Monstres* ; 21 h 30 : *Savez les bêtises femmes* ; 22 h 30 : *Deux pour le prix d'un*.

**LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE** (A. v.o.) : Français, 9 (47-70-33-88) ; Parnassiens, 14 (43-35-21-21).

**LE BAISSER DE LA FEMME ARAIGNEE** (Bré. v.o.) : Studio Cujas, 9 (43-54-89-22).

**BERDY** (A. v.o.) : Quintette, 5 (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 6 (43-39-36-14).

#### ELLE A PASSÉ TANT D'HEURES SOUS LES SUNLIGHTS

(A. v.o.) : Gaumont Hallés, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70) ; Berlitz, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (42-35-56-70) ; Paramount Marivaux, 2<sup>e</sup> (42-96-80-40) ; Bretagne, 6 (42-25-57-97) ; UGC Dan-son, 6 (42-25-10-30) ; Ambassade, 8 (34-59-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 9 (45-65-16-16) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; Bastille, 11 (43-07-54-40) ; Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Paramount Galais, 13 (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15 (42-25-42-27) ; Victor-Hugo, 16 (47-27-49-75) ; Paramount Marivaux, 17 (47-58-24-24) ; Pathé Wexler, 18 (49-22-46-01) ; Francaise, 19 (42-41-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

#### L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE

(Fr.) : Laitina, 4 (42-78-47-36).

**HURLEVENT** (Fr.) : Cinoches, 6 (46-53-10-42).

**LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE** (A. v.o.) : Studio Galande (h.p.), 5 (43-54-72-71).

**LEGEND** (A. v.o.) : Studio Galande (h.p.), 5 (43-54-72-71) ; (v.o.-v.f.) : Espace Gaite, 14 (43-27-95-94).

**LITE FORCE** (A. v.o.) : Ermitage, 9 (45-65-16-16) ; V.I. : Gaite Boulevard, 2 (42-33-67-06).

**MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE** (A. v.o.) : Gaumont Hallés, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (42-35-56-70) ; Paramount Odéon, 6 (42-25-59-83) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 9 (43-63-16-16) ; V.I. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-32-30-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LE MARIAGE DU SIECLE** (Fr.) : Gaumont Hallés, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (42-35-56-70) ; Paramount Odéon, 6 (42-25-59-83) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 9 (43-63-16-16) ; V.I. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-32-30-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**MUSCLORE ET SHE-RA LE SECRETE DE L'ÉPIQUE** (A. v.o.) : Forum, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; Paramount Marivaux, 2<sup>e</sup> (42-96-80-40) ; Paramount Odéon, 6 (42-25-59-83) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-32-30-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

#### LE MYSTÈRE ALEXINA

(Fr.) : Cino Palace, 5 (43-54-07-76).

**LE NEVEU DE BEETHOVEN** (Fr.-All. v. angl. v.o.) : Epée de bois, 5 (43-37-57-47).

**LA NUIT PORTE JARRETTES** (Fr.) : République Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**NO MAN'S LAND** (Fr.-suis.) : 14 Juillet Paranaise, 6 (43-26-58-00).

**NOTRE MARIAGE** (Fr.-Port.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).

**ON NE MEURT QUE DEUX FOIS** (Fr.) : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; Cino Beaubourg, 3<sup>e</sup> (43-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-04-54) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Boule-

#### LES FILMS NOUVEAUX

**LES BÊTES FÉROCES ATTAQUENT** (\*), film américain de Franco Prosperi, v.o. : Paramount City, 8 (45-62-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2<sup>e</sup> (42-96-80-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-32-30-40) ; Paris Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00).

**LES NOCES DE FIGARO**, film allemand de Jean-Pierre Ponnelle, v.o. : Vendôme, 2 (47-42-97-52).

**RETOUR VERS LE FUTUR**, film américain de Robert Zemeckis, v.o. : forum, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; Cino Beaubourg, 3<sup>e</sup> (43-71-52-36) ; Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Paramount Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-30-40) ; 14 juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14 juillet Beaugrenelle, 19 (43-78-78-79) ; v.f. : Berlitz (2 salles), 2 (47-42-60-33) ; Grand Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; St-Lazare Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Francaise, 9 (47-70-33-88) ; Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Paramount Galais, 13 (45-80-18-03) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-32-30-40) ; Paramount Opéra, 14 (45-40-45-91) ; UGC Convention, 14 (45-74-93-40) ; Marat, 16 (46-51-99-75) ; Paramount Marivaux, 17 (47-58-24-24) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Secrétan, 19 (42-41-77-99).

#### REPRÉSENTATION SUPPLÉMENTAIRE le 11 novembre à 20 h 30

**AUBERVILLIERS GROUPE TSE**

à partir du 8 novembre :

**JEAN ROCHEFORT** dans

**BOULEVARD DU MELODRAME** de Juan PIÑERO

Mise en scène : Alfredo ARIAS

**THEATRE DE LA COMMUNE**

Tél. 48.34.67.67

en coproduction avec le Festival d'Automne

**CHAILLOT**

Atelier Lyrique du Rhin

**LA SEPTIEME PORTE**

Spectacle de Nicos Cornilios

**THÉÂTRE GÉMIER** 47 27 81 15

Du 7 au 17 novembre à 20h30.

DIMANCHE À 15h - Relâche dimanche soir et lundi

**MERCREDI**

GRAND PRIX SPECIAL DU JURY

**VENISE 85**

PRIX SPECIAL DU JURY

BIARRITZ 85

MARIE LAFORÊT PHILIPPE LÉONARD MIGUEL-ANGEL SOLA

**FRANCOS**

"L'ENI DE GARDEL"

UN FILM DE FERNANDO E SOLANAS

MARIA PANTOFEROU MARINA VLADY GEORGES WILSON

MUSIQUE ORIGINALE DE ASTOR PIAZZOLLA

**ODON VON HORVATH**

VEUT MARIER RONALD REAGAN AVEC UN CHIMPANZÉ

**LES CONTES HOLLYWOOD**

47.42.67.27

FNAC-AGENCES

Jeudi 7 novembre, à l'issue de la représentation, rencontre avec Christopher Hampton et les comédiens

**CHATELET**

THEATRE MUSICAL DE PARIS

coproduction top spectacles alap spectacles lumbroso festival d'automne tse chatelet

**BLACK AND BLUE**

REVUE NOIRE

A PARTIR DU 13 NOVEMBRE 85

LOCATION : 42.61.19.83 de 11 h à 19 h (sauf dimanche) aux caisses : tous les jours de 11 h à 19 h : 1, Place du Châtelet 75001 Paris

INFORMATIONS : 42.33.00.00



# 4 novembre anniversaire de Canal Plus

## ÇA FUSE TDF DIFFUSE



● TéléDiffusion de France

Avoir l'envergure technologique pour lancer une nouvelle chaîne de télévision, permettre son implantation progressive dans toute la France et sa distribution claire ou codée à 570.000 abonnés 24 heures sur 24, au bout de 365 jours seulement, c'est cela diffuser Canal Plus, c'est cela être TéléDiffusion de France. Bon Anniversaire Canal Plus!

هكذا من الأصل

CFM 89

LES  
première

LES  
TÉLÉCOM  
FRANCAIS  
Quel statut  
pour que  
G. Benoit

La première  
service public  
nationale  
CNET/ENST  
Collection Techn  
cables  
120 f  
Éditions  
LA  
DOCUMENT  
FRANCAIS  
31, quai Voltaire

5 PROJECTIONS

les 7-8  
INTO

Création de la «SUITE  
de ANTOINE DE  
ORCHESTRE DE  
une interprétation Raymou  
THEATRE DES AM



al Plus

SE  
DE

## SPECTACLES

FALE RIDER (A. v.a.) : Paramount City, 8 (45-62-43-75) - V.L. : Opéra Night, 2 (42-96-62-56).

PARA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (V.a. v.a.) : Gaumont Odéon, 1 (42-97-49-70) ; Berlioz, 2 (47-42-60-33) ; Germain Hachette, 5 (46-33-63-20) ; 3 Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; André-des-Arts, 8 (43-26-80-25) ; Pagode, 7 (47-45-12-15) ; Colisée, 9 (45-59-29-46) ; Rafet Balan, 8 (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Olympia Europô, 14 (45-43-93-41) ; P.L.M. St-Jacques, 14 (45-89-68-42) ; Parnassien, 14 (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.L. : Richelieu, 2 (43-35-60-70) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (43-22-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (42-24-01) ; Pathe Clichy, 18 (42-24-01).

PARIS, TEXAS (A. v.a.) : UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95).

PAROLE DE FILM (Fr.) : UGC Marbeuf, 8 (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40).

POLICE (Fr.) : Gaumont Odéon, 1 (42-97-49-70) ; Berlioz, 2 (47-42-60-33) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08).

POUR ROYAL (Royaume-Uni) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Richelieu, 2 (43-35-60-70) ; UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).

PROES (Fr.) : Rex, 2 (42-36-43-93) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; François, 9 (47-70-33-88) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Pathe Clichy, 18 (42-24-01).

LE POUVOIR (Fr.) : Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 1 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-24-01).

QUEEN KELLY (A.) : Rafet Balan, 8 (45-61-10-60).

QUE LA VÉRITÉ EST AMÈRE (Fr.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

RANBO H. (A.) : Forum, 1 (42-97-49-70) ; Parnassien, 14 (43-35-21-21) ; 3 Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Paramount City, 8 (45-62-43-75) ; Normandie, 8 (45-62-43-75) ; Parnassien, 14 (43-35-21-21) ; Kiosquisme, 15 (43-06-50-50) ; Murat, 16 (46-51-99-75) ; V.L. : Grand Rex, 2 (42-36-43-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Paramount City, 8 (45-62-43-75) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-39) ; Parnassien, 14 (43-35-21-21) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; Paramount Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Pathe Clichy, 18 (42-24-01) ; Secours, 19 (42-46-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

RAN (Esp. v.a.) : Gaumont Odéon, 1 (42-97-49-70) ; Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Le Capitaine Corcoran, 6 (42-22-87-23) ; Pagode, 7 (47-45-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 12 (43-59-04-67) ; Athènes, 12 (43-43-04-67) ; Escorial Parnassien, 13 (47-07-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.L. : Berlioz, 2 (47-42-60-33) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06).

RASPUTINE, L'AGONIE (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSPÉRÉMENT (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Publics Champs-Élysées, 12 (47-07-28-04) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-95-40) ; V.L. : Berlioz, 2 (47-42-60-33) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06).

LES RIPOUX (Fr.) : Capit, 2 (45-08-11-59) ; Lacornière, 6 (45-63-16-16) ; UGC Emile, 6 (45-63-16-16).

LE ROI DAVID (A. v.l.) : Galté Rochecourt, 2 (43-33-67-06) ; Galté Rochecourt, 2 (43-33-67-06).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08).

SHOAH (Fr.) : Olympia, 14 (45-43-93-41).

STOP MAKING SENSE (A. v.a.) : Escorial Parnassien, 13 (47-07-28-04) (h.sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) : Épée de Bois, 9 (47-47-47-47).

SURVIV (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (45-25-76-37).

LA TENTATION D'ISABELLE (Fr.) : Richelieu, 2 (43-35-60-70) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-95-40) ; V.L. : Berlioz, 2 (47-42-60-33) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06).

TECHNATO (A. v.l.) : Arcades, 2 (42-33-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A. v.a.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17 (43-80-24-81).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-56-70) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Richelieu, 2 (43-35-60-70) ; Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Pathe Saint-Germain, 6 (43-22-72-52) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; St-Lazare Parnassien, 13 (43-57-35-43) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Athènes, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-39) ; Parnassien, 14 (43-35-21-21) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-95-40) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-24-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

TROUS DE MÉMOIRE (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-65) ; Studio 43, 9 (47-70-43-40).

WITNESS (A. v.a.) : Quinzette, 5 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46).

DEPUIS LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

## CFM 89 utilise le satellite Telecom 1

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, CFM 89 utilise le satellite Telecom 1 pour transmettre aux radios locales privées de province les émissions qu'elles coproduisent avec la station parisienne. Ainsi, les stations de Saint-Nazaire, Lyon, Toulouse et Limoges ont installé une antenne parabolique pointée vers le ciel. CFM Bordeaux sera équipée très prochainement et douze autres stations seront dotées d'une réception satellite d'ici la fin de décembre. A cette date, le réseau de coproduction lancé par CFM devrait comprendre une vingtaine d'antennes. Ses responsables comptent l'étendre à une soixantaine de stations dans le courant de l'année prochaine.

Plus économique que la transmission par câbles téléphoniques des lors que le réseau de stations est

important, la diffusion par satellite offre aussi une meilleure qualité sonore. A partir du mois de décembre, Telecom 1 transmettra les émissions de CFM en stéréophonie.

Il y a un mois, le ministre des PTT avait décidé de ne pas donner suite aux contrats des réseaux radiophoniques avec le satellite Telecom 1. Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication entendait ainsi faire respecter la loi obligeant les radios locales à diffuser 80 % de programmes en propre. On indique aujourd'hui au ministère des PTT que ce « gel » du satellite ne concernait pas les contrats déjà signés. Il semble, par ailleurs, que le gouvernement soit sur le point de renoncer au blocus du satellite qui mettait dangereusement en cause la transparence nécessaire du transport de l'information par les PTT.

## Canal Plus

### premier anniversaire

Canal Plus, la première chaîne hertzienne européenne à péage, fête, ce lundi 4 novembre, sa première année d'existence. C'est à Bercy qu'elle célébrera cet anniversaire - diffusé en direct et en clair - et auquel elle a convié quinze mille personnes, dont plusieurs centaines

d'abonnés venus de toute la France. Parti avec 186 000 abonnés, le quatrième canal en compte aujourd'hui 630 000 (dont 50 000 ont réservé leurs décodeurs) et prévoit d'en avoir près de 800 000 d'ici la fin de l'année.

## LES TÉLÉCOMMUNICATIONS FRANÇAISES

### Quel statut pour quelle entreprise ?

G. Bonnetblanc

La première analyse exhaustive de la mission d'un service public engagé dans la concurrence internationale.

CNET/ENST  
Collection Technique et Scientifique des Télécommunications  
120 F

Editions  
LA  
DOCUMENTATION  
FRANÇAISE  
31, quai Voltaire PARIS 7

5 PROJECTIONS EXCEPTIONNELLES AVEC ORCHESTRE



les 7 - 8 - 12 - 13 novembre à 20h30  
le 10 novembre à 15h30

## INTOLERANCE

D.W. GRIFFITH

Création de la « SUITE SYMPHONIQUE POUR INTOLERANCE »

de ANTOINE DUHAMEL, PIERRE JANSEN. Commande de l'Etat

par l'ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE - Direction JACQUES MERCIER

une coproduction Raymond ROHAUER - NANTERRE AMANDIERS - FESTIVAL D'AVIGNON

Nouvelle RSR Nantier-Université-Théâtre

THEATRE DES AMANDIERS-NANTERRE - Loc. (1) 47.21.18.81

Billets de location par correspondance

Nom ..... Prénom .....

Adresse ..... Tél. ....

désire réserver pour «INTOLERANCE» : ..... places à F 85 ..... F

..... places à F 65 ..... F

Date : ..... TOTAL

Joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre de «NANTERRE AMANDIERS».

... LE MONDE - Mardi 5 novembre 1985 - Page 17

## COMMUNICATION

Lundi 4 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Cinéma : Filles de choc.  
Film français de J.-P. Desagnat (1983), avec P. Masini, C. Nobel, J.-L. Moreau, M. Desnoes.  
Un commissaire et sa brigade de choc (dont une femme) enquêtent sur de mystérieux assassinats, liés à un réseau de prostitution clandestine. Un polar qui retrouve le rythme de la série B américaine et ne se prend pas au sérieux.  
22 h 5 Etoiles et toiles.  
Magazine de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.  
Un entretien avec Alf Sjöberg, cinéaste suédois ; hommage à Nikita Mikhalokov ; présentation du film Tango.  
23 h 10 Journal.  
23 h 20 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Cinéma : Le Sang des autres.  
Film français de C. Chabrol (1984), avec J. Foster, M. Contoux, S. Neill.  
2 épisodes : Une femme dans la guerre, l'Occupation, la Résistance. Suite et fin de la version télévisée - plus courte qu'on ne le croyait - pour l'adaptation du roman de Simone de Beauvoir. Ni chair ni poisson.  
22 h 20 Série documentaire : le Cerveau.  
De M. Toullet, réal. J. Henningway.  
La deuxième volet de cette série traite de notre « cerveau animal », celui qui nous relie aux grands rythmes du cosmos : les mystères de la chronobiologie.  
23 h 5 Journal.  
23 h 30 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : l'Héritier.  
Film français de P. Labro (1972), avec J.-P. Belmondo, C. Gravano, J. Rochefort. (Rediffusion).  
L'héritier d'un magnat de la presse et des aciéries enquête sur la mort prétendument accidentelle de son père.

tout en essayant de réformer ses entreprises. Etude de mœurs aux implications politiques.

22 h 25 Journal.  
22 h 55 Urba.  
Magazine de la ville, de B. Bailland.  
Initié : Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. Les lois sur les nouveaux droits des travailleurs.  
23 h 30 Coup de cœur.  
23 h 35 Prélude à la nuit.  
Quatre mélodies de Moussorgski.

### FR 3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

16 h, Première séance (Ciné 16) : Un jour entre chiens et loups ; 17 h 50, Ciné API : La dernière aux images (Louis Delluc) ; 18 h, Magazine des sports ; 18 h 55, Hello Moin ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

### CANAL PLUS

20 h 35, Bercy beaucoup (spécial anniversaire Canal Plus, en direct de Bercy) ; 22 h 40, Kananer contre les images (Louis Delluc) ; 22 h 45, Mania, film de M. Lustig ; 1 h 55, Pavillons lointains.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 - L'Insurrection, de Michel Diaz.  
21 h 30 Latitudes : musiques traditionnelles.  
22 h 30 La nuit sur un plateau.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Sonate pour violoncelle et piano en ré majeur, de Beethoven ; Prohadas - pour violoncelle et piano, de Janczok ; Sonate pour violoncelle et piano, de Chopin, par Lynn Harrell, violoncelle, et Rudolf Firkusny, piano.  
23 h Les soirées de France-Musique : « Année de l'Inde » ; à 0 h 30, les Hollywoodiens : Victor Young.

Mardi 5 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h 20 ANTOPE 1 ; 9 h 30 Canal FIT/TF1 ; 10 h 55 Le chemin des écoliers (CNOP) ; 11 h 15 Le Une chez vous ; 11 h 30 Les jours heureux ; 12 h 20 Tournez... manège.

13 h 50 Série : Les faucheurs de marguerites.  
14 h 45 Transcontinental. Magazine des voyages.  
16 h 10 Repères : Contro-énergies.  
Magazine de Anne Hoang (diffusé le 29 octobre).  
17 h 10 La maison de TF 1.  
17 h 30 La chance aux chansons.  
18 h Salut les pétits loups.  
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.  
19 h 45 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19 h 50 Jeu : Anagramme.  
19 h 40 Expression directe : L'Assemblée nationale.  
20 h Journal.  
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).  
20 h 35 Les grands secrets de TF 1 : Commissaire Moulin.  
Fausset notes, de P. Andrieux (redif.).  
Cécile, jeune médecin psychologue, est persuadée que son père n'est pas suicidé, mais qu'il a été assassiné. Le commissaire Moulin enquête.  
22 h Document : l'Holocauste nucléaire.  
De S. Yasuma et M. Ophars.  
Quarante ans après l'explosion de la première bombe atomique sur Hiroshima, une équipe de télévision japonaise montre, avec l'appui de nombreux scientifiques, les conséquences catastrophiques d'un conflit nucléaire à l'échelle mondiale.  
23 h 15 Journal.  
23 h 30 C'est à lire.  
23 h 45 Tif, magazine de l'informatique.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

6 h 45 Télématin. 11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11 h 35 Les nouveaux du venturisme (races 84). 12 h, Journal et météo. 12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.  
12 h 45 Journal.  
13 h 30 Feuilleton : Rancune tenace.  
14 h Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : Hôtel.  
15 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.  
17 h 30 Révé A 2.  
Plein Image Imagine : Superdoo : Il était une fois le cirque : Robinson Crusoé : C'est chouette...  
18 h 25 Derby.  
18 h 30 C'est la vie.  
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Jeu : La trappe.  
20 h 30 Loto sportif.  
20 h 35 Les dossiers de l'écran : la Guerre du feu. Film franco-américano-canadien de J.-J. Annaud (1981), avec E. McGill, R. Dawn Chong, R. Perlman.  
Le feu, entretenu par la tribu des Elamu, s'étant éteint lors d'une attaque de Néanderthaliens, trois guerriers partent à la recherche d'une flamme pour le rallumer. D'après un roman de J.-H. Rosny aîné, la préhistoire comme si vous y étiez. Epreuves, dangers, animaux monstrueux, balbutiements d'une humanité primitive, éveil du sentiment amoureux. Une belle réussite.

22 h 15 Débat : Il y a 500 000 ans s'allume la flamme de la civilisation.  
Avec MM. Yves Coppens, professeur au Collège de France, Jacques Tixier, directeur de recherches au CNRS, Anne Langemy, biologiste, Mme Hélène Flischer, anthropologue, Catherine Perles, maître de conférences à l'université Paris X-Nanterre, Raymond Bonafille, directeur de recherches au CNRS. Le débat porte sur nos origines : à quel ressemblaient nos ancêtres ? Comment vivaient-ils et communiquaient-ils ? Comment ont-ils domestiqué le feu ?  
23 h 15 Journal.  
23 h 40 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Hadoques ; à 17 h 15 Dynastie ; à 18 h 55, Hello Moin ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.

19 h 55 Dessin animé : Les entrecuirs.  
19 h 5 Les jeux.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).  
20 h 35 Cinéma : la Java des ombres.  
Film français de R. Goupil (1983), avec T. Karyo, F. Camus, A. Alvarez, J.-P. Aumont.

Un ancien militant de mai 68, devenu terroriste, sort de prison et tombe dans une manipulation politico-policière. Dans ce récit de fiction, l'auteur de Mouri à trente ans a une manière bien à lui de filmer, avec fièvre, la fatalité, le malheur des idéalistes paumés, les décrets arbitraires piégés.  
22 h 10 Journal.  
22 h 40 Emissions régionales.  
Chaque station régionale présente son propre programme. L'Alsace, la Lorraine-Champagne-Ardenne et la Provence-Côte d'Azur présentent un dossier sur la presse quotidienne régionale ; l'Île-de-France célèbre l'anniversaire de Ronsard.  
23 h 35 Coup de cœur.  
23 h 40 Prélude à la nuit.  
- Le joueur de flûte -, de Roussel, interprété par Michel Debost et Christian Invald.

### CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 17 h 15) ; 7 h 40, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 8 h 30, Rue Carot ; 9 h, Viva la vie, film de C. Lelouch ; 11 h, Pavillons lointains ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, De plein fouet, film de B. Hutton ; 15 h 45, Le Cercle noir, film de M. Winner ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxine (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 49, Tout s'achève ; 20 h 15, Calchuchi ; 20 h 35, Les sous-doués en vacances, film de C. Zidi ; 22 h 15, New-York 1997, film de J. Carpenter ; 23 h 50, La Dame de Shanghai, film de O. Welles ; à 1 h 10, Un chien dans un jeu de quilles, film de B. Guillevin.

### FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Jacques Cœur ; (et à 10 h 50 : la tentation du vide) ; 9 h 5, La mathématique des autres : La femme du vide ; 10 h 30, Musique : maîtres de Mistia (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : Les pièges des décisions de justice ; 11 h 30, Feuilleton : Le loup pendu ; 12 h, Panoramas ; 13 h 40, Instantané : magazine musical : l'orchestre de l'Île-de-France ; 14 h, Un livre, des voix : Tout l'été, de Jean Béraud ; 14 h 30, Les nouvelles du crime : « Erreur sur la victime », de Horace MacCoy ; 15 h 30, Mardis du théâtre : de l'auteur à la compagnie ; 17 h 10, Le pays d'ici ; à Antibes ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : M. Tompkins explore lui-même ; 20 h, Musique, mode d'emploi : musique dans l'église d'aujourd'hui ; 20 h 30, Le journal du corps ; 21 h 30, Dialogues, Brenda Wotton.  
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment.  
23 h Gros plan, sur Charles Dullin.  
0 h 5 Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Musiques pour Shakespeare ; 7 h 10, L'opéra ; 9 h 5, Le matin des musiciens : C.W. von Gluck et la « réforme de l'opéra » ; 12 h 10, Le temps du jazz ; 12 h 30, Concert : œuvres de Mozart, Beethoven, Chopin, par David Ranks, piano ; 14 h 2, Repères contemporains : Ernest Bour ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Pour Ronsard - « De ce qui est français » ; à 16 h 30, Guido Canelli : les concerts de la NBC ; 18 h 2, Acoustique : Le vertige de tout - 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Lecture au laser ; 19 h 10, Magazine international ; 20 h 4, Sonnets de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.  
20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Ouverture d'« Inghilterra en Autile » de Wagner, Concerto pour violon et orchestre de Dutilleul, Symphonie fantastique de Berlioz par l'Orchestre national de France, dir. L. Manzel sol. I. Stern, violon.  
23 h Les soirées de France-Musique : Le chant de Brahms.

## TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 4 NOVEMBRE

- M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, est l'invité de l'émission « Face au public » de France Inter, à 19 h 15.

Pour mon Premier Anniversaire, Bercy à tous

Canal Plus

Ce soir, les stars de la chanson, du cinéma et du sport en direct de Bercy, de 20 h 30 à 22 h 30, sans décodeur. Tout est spectacle



	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	65,00	77,00
OFFRES D'EMPLOIS	19,00	22,53
DEMANDES D'EMPLOI	60,00	69,30
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Directeur général P.M.E. DECORATION DE LA MAISON

Notre entreprise, filiale du 1<sup>er</sup> groupe industriel français du secteur bricolage, occupe une large part de son créneau de marché, avec un positionnement de produits haut de gamme. Nous fabriquons nos articles, et notre savoir-faire "maison" est une de nos forces. La commercialisation de nos articles est assurée auprès des grandes surfaces de bricolage et des détaillants spécialisés. 30% du CA est réalisé à l'export (USA, RFA...). Nous avons besoin d'un "Preston" pour cette entreprise, capable de conduire son développement commercial au travers de la conception et de la mise en œuvre d'une stratégie marketing, d'une gestion rigoureuse et du choix pertinent des investissements industriels. Ce poste convient à un HEC ou équivalent de 35 ans environ ayant une expérience marketing et vente appliquée à des produits grand public, doté d'une sensibilité pour les produits à forte composante esthétique, capable de devenir un bon gestionnaire. Le poste est basé à Paris. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons de bien vouloir adresser votre dossier, sous référence 528.85 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.

**CB** Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

### Directeur administratif et financier



Filiale du groupe PUBLICIS, cette société spécialisée dans plusieurs secteurs de la communication est un des leaders sur ses marchés.

Directement rattaché au Président, vous prenez en charge aux plans technique et politique l'ensemble de la fonction (comptabilité, gestion, finance, juridique, personnel...). Bénéficiant de l'appui du groupe vous êtes le conseil des différents managers d'entités autonomes. Vous proposez des solutions, apportez un service, participez aux choix stratégiques et aux négociations diverses.

Vous assurez le reporting auprès du groupe. Sup de Co + DECS ou équivalent, vous bénéficiez à 30-35 ans d'une expérience de fonction polyvalente à dominante gestionnaire et comptable. Vous avez vécu au moins pour partie dans un des secteurs du tertiaire. Maîtrisant parfaitement votre technique vous l'avez déjà dépassée. Vous souhaitez continuer dans un contexte tout à fait valorisant.

**OC conseil**  
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 100 à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris à qui nous avons confié cette recherche.

PARIS - LYON

Lyon

### Jeune directeur du contrôle de gestion

jusqu'à 300 KF

Devenez membre de notre équipe de direction pour assurer toute la fonction économique de notre usine, en coordination étroite avec le contrôle de gestion de notre Groupe. Filiale d'un très grand groupe multinational français de renommée mondiale et leader en France dans notre spécialité (1 500 personnes - 850 MF de CA), nous fabriquons des produits industriels de grande série destinés au grand public. Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Gestion et rompu aux développements informatiques. Votre première expérience du contrôle

de gestion en milieu industriel, de préférence de grande série, est suffisamment riche pour vous permettre de maîtriser un service opérationnel de 11 personnes : Comptabilité Générale et Analytique, Reporting, Trésorerie et Relations Bancaires. Vos qualités de rigueur et de dynamisme à la fois, votre contact et votre faculté d'adaptation nous sont indispensables pour favoriser les relations

humaines et technologiques que nous concevons par de très importants investissements. L'esprit de notre management et les dimensions de notre groupe sont réellement de nature à motiver de jeunes candidats de grande valeur technique et humaine. **ARCHE CONSEIL**, notre Conseil en Recrutement, vous remercie d'envoyer votre dossier complet de candidature (avec votre rémunération actuelle), sous réf. 565 M à Francis Nicolet. Il s'engagera avec vous en toute discrétion et vous recevra soit à Paris, soit à Lyon.

68, rue Duquesne - **arche conseil** - 69006 LYON

PARIS  
GROUPE FINANCIER MULTINATIONAL

### Directeur technique de l'informatique

Votre mission : Occupant une position stratégique, en amont de nos secteurs d'applications, vous serez chargé :  
• De la conception et de la planification des grands projets techniques de notre Substantiel ;  
• De l'encadrement d'importantes équipes et de la coordination de leurs réalisations ;  
• De l'évolution de notre informatique vers des techniques de pointe.

Votre profil :  
• Formation supérieure (Ingénieurs Grandes Ecoles) ;  
• Expérience d'au moins 10 ans en informatique ;  
• Aptitude au management et à l'organisation ;  
• Esprit d'initiative développé ;  
• Anglais courant indispensable.

Notre conseil en recrutement :

**CAP SOGETI SELECTION**

83-85, boulevard Vincent Auriol - 75103 Paris.  
Envoyer votre CV + prétentions + photo à Any Bouleau en précisant la réf. NAT 11.



### Directeur administratif et juridique

Premier Européen dans le domaine de l'électroménager, le groupe suédois mène une politique industrielle qui remporte d'incontestables succès. Largement associée à son développement, la filiale française recherche pour sa holding un responsable de haut niveau.

Vous êtes juriste d'entreprise, possédez une solide expérience de la fonction acquise dans l'environnement d'un grand groupe, et maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Avec l'appui d'une équipe de collaborateurs, spécialistes du droit et de la fiscalité, vous aurez pour mission de piloter l'évolution des différentes structures juridiques (35 au total), de coordonner toutes les études et actions en matière

de droit des affaires, droit des sociétés, fiscalité, assurances. Vous traiterez certains dossiers importants impliquant des relations avec la Banque de France et les Pouvoirs Publics. Enfin vous jouerez un rôle dans les contacts établis avec les sociétés du Groupe. Sesil ou se situe le siège social, peut vous offrir les charmes de la province à 60 km de Paris.

Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande confidentialité par notre conseil à qui vous pouvez écrire ou téléphoner en rappelant la référence EF/06 : INFRAPLAN - 83 Bd Raspail - 75006 Paris (Tél. 45.48.14.50).

MEMBRE DE SYNTHEC

**INFRAPLAN**

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

URGENT  
recherche  
**DIRECTEUR PUBLICITÉ**  
5 ans d'exp. dans société publicitaire, angl., franc. exigées.  
Tél. : 48-24-19-28.

PROMOTEUR RECHERCHE  
**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
Vente programmes en bloc gde expérience investisseurs institutionnels exigée.  
Ad. C.V. en réf. n° 1.550 à L.T. ASSCOM 31, bd Bonne Nouvelle, 75002 PARIS.



**hutchinson**

10.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE  
3 MILLIARDS DE F. PAR AN  
recrute pour son Département

**CARROSSERIE**  
LEADER NATIONAL DANS SON MARCHÉ  
(CARROSSERIE AUTOMOBILE EN MATIÈRE PLASTIQUE, type polyuréthane)

**Responsable de la PRODUCTION (110 PERSONNES)**  
Chef d'Etablissement

Près Châtelleraut et Poitiers  
Dépendant du Directeur du Dépt basé à Paris  
APRÈS UN STAGE AUX U.S.A.

DOUBLE FONCTION LARGE DE  
• RESPONSABLE PRODUCTION : DIRIGE ET GÈRE un ensemble PERFORMANT : 3 ATeliers budgétés, Ordo/lancement, Méthodes, Devs, Expéditions, Facturation, Entretien-T.N.  
• CHEF D'ÉTABLISSEMENT indépendant de 120/150 personnes : relations avec les partenaires sociaux.

POSTE ÉVOLUTIF  
au sein d'une équipe jeune et qui force.

Indispensable

• INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN  
• JEUNE (- de la quarantaine), parlant ANGLAIS  
• DÉJA EU LA RESPONSABILITÉ DE DIRECTION ET GESTION D'UNE PRODUCTION DE SÉRIE (en titre ou en second selon taille de l'Usine)

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8332 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANT FABRICANT  
D'APPAREILS MÉNAGERS EN PROVINCE

recherche

### UN DIRECTEUR DES VENTES

VOUS AVEZ :

- 30 à 35 ans ;
- Une formation grandes écoles HEC, ESCP, ESSEC ou niveau équivalent ;
- L'expérience réussie de la vente de produits de consommation, électroménager, TV, meubles, chauffage ;
- Une grande autorité naturelle confirmée par quelques années d'expérience de direction d'équipes de terrain ;
- De l'ambition, une bonne organisation, le sens aigu de l'animation.

NOUS VOUS OFFRONS :

- Un poste évolutif dans une entreprise performante ;
- Une gamme de produits leader dans le chauffage ;
- Une force de vente exclusive de haut niveau ;
- L'opportunité de concrétiser vos idées sur le plan « produits-marchés » ;
- Une rémunération attractive.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à Agence PARTENAIRE  
27, rue Michel-le-Comte, 75003 PARIS, qui nous transmettra votre candidature.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
(CA 300 MILLIONS)  
A FORTE IMPLANTATION MONDIALE  
recherche

### SECRETAIRE GENERAL

En collaboration directe avec le Président il aura notamment la responsabilité des questions juridiques dont le contenu, de la fiscalité, des assurances, des relations avec les Administrations et de la gestion du patrimoine immobilier.

Pour être candidat, il faut avoir une formation supérieure (ENA, SCIENCES PO, HEC, MBA...), une très bonne connaissance du droit, une solide expérience (5 à 10 ans) dans un groupe industriel, un cabinet d'avocats, d'affaires, ou l'Administration et un goût prononcé pour les activités au niveau international.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES - 18, rue de la Paix, 75002 PARIS (réf. 2890).

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉE

**HILL AND KNOWLTON**  
AGENCE CONSEIL EN RELATIONS PUBLIQUES ET EN COMMUNICATION

recherche

### UN DIRECTEUR DE PROGRAMMES SENIOR (H/F)

Ce poste nécessite :

- une expérience confirmée de plus de 5 ans acquise dans une société de conseil ;
- l'aptitude au conseil de haut niveau ;
- des qualités de management pour entraîner et motiver une équipe de consultants ;
- la maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste doit conduire, en fonction du potentiel du candidat retenu, vers une prise de responsabilité au sein de l'équipe de Direction de la Société.

Carrère motivante et évolutive dans groupe leader dans le communication, disposant d'un réseau international de 60 agences dans 20 pays

Envoyer C.V. + photo à : **HILL AND KNOWLTON France**  
Direction des Ressources Humaines  
84 bis, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الأصل



مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 5 novembre 1985 - Page 19



emploi/regionaux emploi/regionaux emploi/regionaux emploi/regionaux

## Un chef du personnel novateur

Bourges

Une entreprise de plus de 500 personnes, spécialisée dans la production d'éléments destinés à l'automobile, l'armement et l'électronique, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche un chef de personnel qui soit un véritable responsable des ressources humaines. En plus du rôle classique de la fonction (administration et gestion du personnel, relations avec les partenaires sociaux et les organismes extérieurs), il aura pour mission essentielle d'élaborer et de mettre en place une politique de personnel dynamique et novatrice, particulièrement en ce qui concerne l'évolution du système de rémunération ouvriers et ETAM, et le développement de la communication.

Pour réussir dans cette fonction, outre un intérêt prononcé pour les relations humaines, il faut une formation supérieure, une bonne connaissance du droit du travail, et une première expérience d'au moins 3 ans dans un service de personnel d'usine.

Ecrivez à notre Conseil. M. PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous référence B 091 M.



65 avenue Kléber, 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

Entreprise industrielle et commerciale (2 000 personnes), leader sur son marché, recherche dans le cadre de son internationalisation :

## Assistante de direction

PARFAITEMENT TRILINGUE ANGLAIS - ESPAGNOL

Vous avez l'expérience réussie d'un secrétariat de direction (BTS ou équivalent minimum - sténodactylo irréprochable), si possible complétée d'une formation universitaire (licence de langues ou commerce international). Volontaire et enthousiaste, parfaitement organisée et autonome, vous assisterez, en BRETAGNE NORD, une équipe de direction jeune et motivée.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature rédigée si possible en anglais + C.V. + photo + rémunération actuelle sous référence 8192 a :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## INGENIEUR INFORMATICIEN

ESE - ENST INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Au cœur d'une région verdoyante, notre société (400 personnes), filiale du groupe ELF AQUITAINE, conçoit des appareils de mesure et régulation, des produits de comptage et automates de conduite de process.

Ayant une formation informatique, diplômé ESE/ENST ou similaire, le candidat recherchera une expérience de quelques années en informatique industrielle et temps réel.

Il supervisera le développement logiciel des nouveaux produits tels que : système de régulation, système de régulation décentralisé, régulateur mono et bi-boucle.

Nous demandons : la connaissance des microprocesseurs 8085/8088/6809/Z80, des langages ASSEMBLEUR et PASCAL, du système de développement HP 64000 et des réseaux de transmission industriels.

• Anglais souhaité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 8233 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

## Une opportunité de carrière... au centre de l'hexagone !

Notre société, filiale du groupe ELF AQUITAINE est spécialisée dans la fabrication d'appareils de mesure et régulation, de produits de comptage et automates de conduite de process. Situés au cœur de la France, nous recherchons pour notre Etablissement (400 personnes)

## ingénieur d'affaires position II

Diplôme INSA - AM ou équivalent, avec environ 5 ans d'expérience en Engineering, il possèdera de bonnes connaissances en théorie du comptage industriel et en micro-informatique industrielle. Pour ce poste de bonnes notions de chimie fine, pharmacie et agro-alimentaire seraient appréciées.

Il assistera l'ingénieur Commercial dans ses négociations avec la clientèle, la rédaction des devis, le planning de réalisation, son suivi financier et sera responsable du cahier des charges fonctionnel.

- Déplacements ponctuels à prévoir en France et à l'étranger.
- Bonne rémunération pour un candidat de fort potentiel.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 8234 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## emploi internationaux

(en départements d'Outre-Mer)

## FIELD SERVICE ENGINEER

MOTOROLA, a world wide leader in communications products offers an outstanding opportunity for an experienced service engineer with a solid background in electronics and microprocessors and the desire to travel (over 80 %) out of Europe, (mainly North and Central Africa).

A minimum of 5 years experience in the repair, maintenance and installation of a wide range of communications equipment is a must.

We offer a very attractive travel / R + R plan, and a competitive salary (25 - 32K dollars US).

Send your complete C.V. and detailed work experience to the Personnel Dept., MOTOROLA S.A., 14 allée du Cantal, Z.I. de la Petite Montagne-Sud, 91020 Evry.



GRUPE PETROLIER FRANCAIS recherche pour sa filiale ENERGIE

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCEAUX

DIRECTIONS REGIONALES DE NANCY ET DE BORDEAUX

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques gaz en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des ingénieurs diplômés ENSI, AM, INSA, LDN, et justifiant d'une expérience dans le domaine THERMIQUE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 18823 à CONTEXTE PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra. Confidentialité assurée.

## INSPECTEUR TECHNICO-COMMERCEAL

DIRECTION REGIONALE DE LILLE

Il aura en charge la conception et la réalisation des études techniques d'installations, le suivi et le développement de la clientèle, la négociation des contrats.

Secteur principal d'activité : l'Aisne (résidence indispensable dans ce secteur).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des D.U.T. ou B.T.S. thermique ou électromécanique. Une expérience dans une fonction similaire serait appréciée.

Importante société industrielle appartenant à un Groupe multinational 70 kms NORD PARIS, recherche

## 1 CADRE COMPTABLE EXPERIMENTE

Rattaché au Responsable des services comptables, vous serez chargé pour nos filiales françaises de : la tenue, le suivi et le contrôle de la comptabilité, l'élaboration des résultats mensuels, des déclarations fiscales et de l'analyse des comptes.

Vous avez environ 30 ans, vous êtes dynamique, vous possédez un DECS complet, une expérience pratique dans une entreprise à caractère industriel et multinational, de solides notions de comptabilité anglo-saxonne, de bonnes connaissances fiscales, de la rigueur, de la méthode, la sensibilité au travail en équipe.

Rémunération motivante et perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 56625 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.



spécialiste français de la commutation électronique de puissance et de la conversion d'énergie (alimentation à découpage, convertisseurs)

recherche plusieurs

## RESPONSABLES COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

très compétents dans le domaine de l'alimentation à découpage et connaissant bien l'ensemble du marché français.

Fortes rémunérations pour ces responsables particulièrement efficaces.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à A.G.D.E. électronique

69930 SAINT-LAURENT-DE-CHAMOUSSET.

Nous étudierons confidentiellement votre candidature.

## DES DEBOUCHES OUTRE-MER PETROLIERS ET PARAPETROLIERS

Overseas Technical Service (Harrow) Limited cherche des professionnels pétroliers et parapétroliers pour ses clients en Afrique de l'Ouest, dans les catégories suivantes :

- Ingénieurs de projet et de chantier ;
- Spécialistes de bureau d'études ;
- Personnel de contrôle des distillats ;
- Ingénieurs et techniciens de l'instrumentation, de l'électronique, et de la mécanique.

Envoyez votre C.V. (en précisant la référence PAR/GEN/038) à : Overseas Technical Service (Harrow) Ltd (Recruitment Consultants) 468 Church Lane, Kingsbury, Londres NW9 9TQ, Angleterre.

## POUR AFRIQUE FRANCOPHONE

Une très importante Société de Service Public (2000 personnes) équipée I.B.M. 4361 système DOS/VSE 4M 0 multipartitions, recherche pour son siège situé au bord de la mer dans une grande ville universitaire d'Afrique Noire son

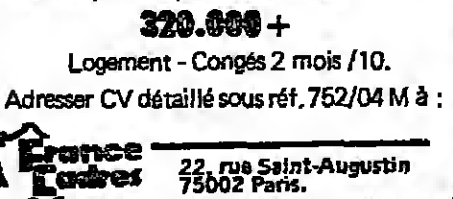
## Chef de Projet en informatique de gestion

Vous aurez la responsabilité d'une équipe pour mener à terme des projets en informatique de gestion (conception, avancement, mise en place de projets). Ingénieur ou universitaire de formation, vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans comme analyste dans un Service d'études informatique (des connaissances C.I.C.S. O.L.I.). Homme de dialogue, apte à comprendre les problèmes des utilisateurs vous aurez en outre une action de formation importante auprès du personnel local.

320.000 +

Logement - Congés 2 mois /10.

Adresser CV détaillé sous réf. 752/04 M à :



LYCÉE FRANÇAIS DE NEW-YORK

recherche

## PROFESSEURS

HAUTEMENT QUALIFIÉS

Agrégation, CAPES, doctorat 3 cycles, maîtrise

- Lettres classiques
- Allemand
- Espagnol
- Mathématiques
- Histoire et Géographie
- Sciences économiques
- Sciences physiques
- Institutions

Bibliothécaires - Informaticiens

Les fonctionnaires doivent demander leur mise en disponibilité.

Adresser C.V. très complet photo, diplômes, références et recommandations au double à :

Monsieur le Directeur du Personnel

LYCÉE FRANÇAIS DE NEW-YORK

3-5 East, 95th Street, New-York, N.Y. 10128, U.S.A.

ORGANISME  
DE RECHERCHE

## INGENIEUR GENIE CHIMIQUE (ENSIC, IGC...)

avec complément de formation ou quelques années d'expérience en :

- Mécanique des fluides ou
- Construction mécanique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 42724 à CONTEXTE

PUBLICITE 74, rue Bechevalin, 69363 LYON Cedex 07, qui transmettra.

## PHARMACOCINETIQUE OU TOXICOCINETIQUE

• Vous êtes un(e) spécialiste dans l'un ou l'autre de ces domaines.

• Vous êtes ingénieur, pharmacien ou vétérinaire. Si en plus vous possédez une qualification d'études relatives aux applications des radioéléments artificiels, votre candidature nous intéresse.

Il vous sera confié des études expérimentales de cinétique et de métabolisme des produits chimiques industriels.

Lieu de travail : NANCY.

A titre indicatif, pour un candidat possédant 6 années d'expérience professionnelle, le salaire brut annuel ne serait pas inférieur à 224.000 F.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae à : C.A. LEMAITRE - Chef du Personnel - I.N.R.S.

Avenue de Bourgogne, 54500 VANDOEUVRE.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## chef du service

### "ETUDES ELECTRONIQUES ET INFORMATIQUES" CENTRE DE LA FRANCE

Filiale du groupe **ELF AQUITAINE**, nous sommes spécialisés dans la fabrication d'appareils de mesure et régulation, de produits de comptage et d'automatisme de conduite de process.

Nous créons au sein de notre Etablissement (400 personnes) le poste de Chef du Service Etudes Electroniques et Informatiques. Vous êtes **INGENIEUR**, **ESE**, **ENST** ou **INSA** de formation Electronique et possédez une expérience professionnelle d'environ 5 ans en **E.E.** Vous avez des connaissances en Instrumentation, Micro-informatique (UP 6809/8088) et connaissez les langages **ASSEMBLEUR** et **PASCAL**. Au sein d'un Bureau d'Etudes regroupant une quinzaine de personnes, vous veillerez au développement de produits nouveaux en instrumentation industrielle et en bureautique et maîtriserez leurs aspects techniques : Electronique, Electronique digitale et analogique et Micro-informatique.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger.

Si notre offre vous intéresse, merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 8225 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## CHEF D'AGENCE

200 - 220.000 F

DIJON  
Représentation, négoce, distribution

Une Société filiale d'un groupe industriel français et spécialisée dans la représentation, le négoce et la distribution de biens d'équipement du secteur Electricité-Electronique, recherche un **CHEF D'AGENCE** pour la région de Bourgogne. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de la gestion complète de cette Agence et de ses résultats en chiffre d'affaires et en marge. Il assurera l'animation et le suivi des équipes commerciales et il sera lui-même chargé des relations avec les principaux clients en particulier ceux du département câbles. Il assurera les relations avec les fournisseurs. Il sera chargé de la gestion des magasins et des stocks. Il sera responsable de l'administration générale de l'Agence suivant les directives et avec l'appui des services comptable et financier du siège. Le candidat réuni, âgé de moins de 35 ans, possédant une formation de type technique (BTS ou DUT (option génie électrique)), et il aura acquis plusieurs années d'expérience dans le secteur de la distribution de matériels électriques ou de biens d'équipement Intermediaires destinés à une clientèle industrielle mais aussi de PME. Il sera un animateur d'hommes et un excellent gestionnaire. Ecrire sous référence 749/M à :

## GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

Importante Banque Privée, filiale d'un groupe international recherche pour son agence de Lille

## UN EXPLOITANT CONFIRME H/F

Ce collaborateur sera chargé du développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales. Le poste comporte à la fois l'entretien d'une clientèle existante et la recherche d'une nouvelle clientèle de bon niveau.

Il nécessite :  
• une bonne formation générale (école de commerce, diplôme universitaire ou équivalent),  
• de très bonnes connaissances professionnelles acquises grâce à une expérience de 5 ans minimum dans ces fonctions.

Une excellente présentation et un goût prononcé pour le démarchage sont indispensables.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions s/référence 18807 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

## laboratoire lachartre

Soin d'hépar  
Clearasil vicks Milton

### LE LABORATOIRE LACHARTRE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL RECHERCHE SON RESPONSABLE DISTRIBUTION PHYSIQUE

C'est un jeune ingénieur ou un diplômé d'une école supérieure de commerce ayant déjà une expérience opérationnelle de 2 à 4 ans comme numéro 1 ou 2 dans un service Distribution. Il est bilingue Français/Anglais et a une bonne expérience du Management des hommes sur le terrain. Sous l'autorité du Directeur de la Logistique, il sera chargé de la gestion d'un magasin automatisé, d'un magasin conventionnel, de la préparation des commandes, des expéditions/réceptions et de la négociation avec les transporteurs. Le volume annuel distribué est supérieur à 55 millions d'unités. L'effectif moyen est de 45 personnes. Notre style de management favorise l'initiative et la prise de responsabilités dans une société en développement rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au :  
Laboratoire LACHARTRE - 126, av. de Vendôme BP 839  
Service du Personnel 41008 BLOIS Cedex.

## Jeune ingénieur Arts et Métiers

Rhône-Alpes - Ce laboratoire pharmaceutique de très bonne notoriété recherche, dans le cadre du développement rapide de son centre de production, un jeune ingénieur. Sous l'autorité du pharmacien responsable de ce centre, il créera, animera et gèrera une structure entrecroisée, participera à l'élaboration des dossiers d'investissement et aux décisions relatives aux besoins futurs en termes de travaux neufs et d'outil de production. Il sera, en outre, chargé de l'implémentation et de la maintenance préventive de ce matériel. Cette réelle opportunité s'adresse à un jeune ingénieur diplômé justifiant, si possible, d'une première expérience professionnelle significative de deux à cinq ans, acquise, par exemple, au sein d'un service entretien-travaux neufs. Le rythme de croissance régulier et rapide de la société permettra à un ingénieur de valeur d'assumer avec vite des responsabilités importantes. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à PH. BONNEFOY en précisant la référence A/3866M

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63  
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Groupe du CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE vient de créer une banque destinée à compléter et à valoriser les services apportés à ses sociétaires.

Nous recherchons pour compléter notre équipe de responsables régionaux

## DES COLLABORATEURS

• Motivés par le développement et les négociations à un bon niveau.  
• Ayant une expérience certaine tant dans la gestion de clientèle P.M.E./P.M.I. importantes et performantes que dans la maîtrise des risques et techniques bancaires.  
• Diplômés de l'Enseignement Supérieur.

Ces postes, au sein du principal groupe bancaire de la région Bretagne, offrent de réelles perspectives de développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 3833 à HAVAS - B.P. 412, 29275 BREST Cedex - Réponse et discrétion assurées.

## Ingénieur Entretien et Travaux Neufs

dans les montagnes savoyardes

Nous en quelques chiffres  
Nous sommes l'un des grands producteurs mondiaux de métaux spéciaux. Notre CA est de 180 MF dont 1/3 à l'export.  
Nous employons 250 personnes, notre budget E/TN est de 23 MF par an pour une équipe de 80 professionnels.

Vous en quelques mots  
Ingénieur diplômé (génie chimique) d'au moins 28 ans, vous maîtrisez l'ensemble des problèmes technico-économiques de la fonction : gestion du budget, des hommes et des problèmes techniques.

Vous aurez en quelques lignes  
Avec l'ensemble des postes concernés, vous prenez en charge les études, l'installation, les essais et la mise en route des installations pilotes ou industrielles, gèrez et contrôlez votre budget et animez votre équipe. Bien-sûr, vous parlez anglais.  
Avec nos atouts : notre maison mère aussi est réputée dans le monde entier.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 413 M à notre Conseil : Alain LEROUX.



Soderhu  
MEMBRE DE SYNTIC

## LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG RECHERCHE UN INGENIEUR SUR CONTRAT

### ADJOINT A L'INGENIEUR « MOYENS INDUSTRIELS DE LA SECTION PRODUCTION »

- 1) FONCTIONS :
- Il définira et mettra en application la politique en matière de moyens industriels en tenant compte des perspectives du Plan de Charge à long terme et de l'évolution des techniques ;
  - Il étudiera les adaptations nécessaires de l'outil industriel existant ;
  - Il participera à la définition de l'infrastructure immobilière du nouveau chantier Construction ;
  - Il sera l'élément moteur de l'introduction de techniques nouvelles dans le système de production (FAO, robotisation, commande numérique) ;
  - Il procédera à l'élaboration et à l'entretien du plan d'investissement glissant.
- 2) PROFIL :
- Age : 30 à 40 ans.  
Formation : Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris ; Ecole Centrale de Lyon ou équivalent ;  
Pratique : Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine industriel orienté vers la grosse mécanique ou la chaudronnerie lourde.

Il est proposé pour ce poste une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 9 300 F.  
Ecrire en adressant c.v. à :  
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES  
Chef de section PERSONNEL  
B.P. n° 10, 50115 CHERBOURG NAVAL.

## Ingénieur Conseil votre Domaine : la Productique

CCI de la région Centre, notre rôle est de garantir la qualité de nos services reconnus : les industries de notre région nous sollicitent de plus en plus fréquemment car ils se préparent à passer le cap de la productique. Ingénieur consultant, vous irez les rencontrer dans leurs ateliers. L'éventail de vos prestations sera large : de la simple information au conseil, à l'innovation, à l'appui technique dans la mise en œuvre et les conditions d'application des nouveaux processus de la lebrication (automatismes, robotique, GPAO). Jeune ingénieur INSA, ECAM, ICAM, etc., vous avez déjà une première expérience de la gestion de production et des automatismes. Sans des relations humaines, disponibilité et créativité vous serez des atouts précieux pour réussir dans cette mission.

## Sup de Co à vous le Conseil et le Contrôle de Gestion

Une entreprise qui se crée ou qui investit, une autre qui s'équipe d'un outil informatique ou qui demande un audit de gestion, elles ont besoin de vous car vous avez l'esprit "financier gestion" et vous êtes passionné(e) par le conseil. Au sein d'une petite équipe vous traiterez des dossiers très divers avec une grande autonomie d'action. Intéressant, non ?

Votre dossier de candidature (comprenant photo et prétentions de salaire) portera la référence du poste choisi : productique B549/10 IP, gestion B550/10 CG.

Delalandre et Gautier Consultants  
3, rue du Maréchal Foch - 37000 TOURS

## LE CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE-LOIRE

envoie de recruter,  
par voie de détachement

## UN INGENIEUR (BATIMENT)

chargé de la Maîtrise d'ouvrage  
des bâtiments départementaux  
et des collèges.

Expérience professionnelle  
nécessaire.

Envoyer lettre de cand. avec  
C.V. et 1<sup>re</sup> photo à :  
Monsieur le Président du conseil gé-  
néral, 43, av. de la Libération,  
63031 LIMOGES Cedex.

Laboratoire universitaire situé  
en Alsace recherche, en colla-  
boration avec une société  
Suisse, chimiste ou physico-  
chimiste pour la réalisation  
d'une thèse de doctorat dans le  
domaine de la physico-chimie  
du traitement. Embarque  
sérieuse très probable.  
Ecr. sous le n° 7.950  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>

La ville de DELLE  
(Territoire de Belfort)  
recrute à compter du  
1<sup>er</sup> décembre 1985

## UN ADJOINT D'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Moniteur d'Evail dans les  
classes primaires. CONDITIONS  
STATUTAIRES  
DE RECRUTEMENT

Les candidatures devront être  
adressées à M. le maire de  
DELE pour le 15 novembre  
1985, délai de rigueur.

## URGENT

Société Promotion Immobilière  
recherche  
pour commercialisation impor-  
tante programme immobilier  
haut de gamme à Monaco

## NÉGOCIATEUR (TRICE)

des ventes

Expér. dans le secteur exigée.  
Pratique courante de la langue  
anglaise  
Ad. C.V., lettre manuscrite, à :  
SODIMO

32, rue des Sabotiers  
Port de Fontvieille  
M.C. 85000 MONACO.

Importante société  
allemande de la machine-outil,  
à marché potentiel élevé  
en France, recherche

## INGENIEUR TECHNO- COMMERCIAL

basé en région  
Lyon-GRENOBLE

Diplômé d'une grande école  
d'ingénieurs de machines,  
il a au moins 5 ans  
d'expérience industrielle  
ou commerciale  
dans le domaine.

Entière responsabilité régionale  
prévue. Permettent à l'usine en  
RFA. Position à salaire fixe  
+ intéressement.

Merci d'adresser votre dossier  
complet à notre conseil :  
Alm Industrieberatung  
am Wasserfall 18  
Q 7871 FELDBERG (RFA).

Important constructeur  
machines-outils  
recherche

pour poste de responsabilité  
régionale secteur Industrie

## UN INGENIEUR

chargé de la sécurité et des  
conditions de travail

Ecr. avec photo et présentations  
à : Sociéte Graffenden,  
156, route de Lyon,  
67401 ILLKIRCH Cedex.

## GROUPE IMPORTANT DU SECTEUR DE L'EMBALLAGE

recherche

des spécialistes intégrés

## UN RESPONSABLE DE PRODUCTION

INGENIEUR  
ou TECHNICIEN PAPETER

Expérimenté  
ayant une longue pratique  
de la conduite des machines

Ad. lettre manuscrite et c.v.  
à : REJOE-PRESSE  
e/r 313 454 M 7, r. de Montessuy,  
75032 Paris Cedex 07 q. tr.

## LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES

établissement public à caractère industriel  
et commercial, implanté en ré-  
gion CENTRE, recherche pour  
son département informatique à  
ORLÉANS-LA SOURCE

## UN/UNE INGENIEUR SYSTEME

au sein d'une équipe  
de 7 personnes.

Il/elle aura la responsabilité de  
l'adaptation, de l'utilisation des  
systèmes d'exploitation des or-  
dinateurs Mini 8/10 (BULL,  
POP 11/44, SEQUEL).

Il/elle participera également  
aux travaux sur les autres sys-  
tèmes de l'établissement :  
DPS 7, VAX, IBM, etc.

Une formation de type ingé-  
nieur ou maîtrise informatique  
est requise, langage FORTRAN  
soigné, connaissances PASCAL et  
ASSEMBLEUR apprises.

Expérience d'un an en école  
(souhaitée 4 à 5 ans).

LE POSTE EST A POURVOIR  
AU 30 DECEMBRE 1985.

Adresser lettre et candidatures  
avec C.V.  
références et prétentions  
sous réf. PEL/AP1 85-44 au :

B.R.G.M., B.P. 8005,  
45060 ORLÉANS CEDEX.

## ENTREPRISE BATIMENT RHONE-ALPES recherche

## CONDUCTEUR TRAVX GO

3<sup>e</sup> échelon - expérimenté.  
Envoyer C.V., et présentations  
à M. ou Mlle BLU 17, r. de la  
Sécherie, 63007 VINCENNES Cedex tel. 17.

## SOCIÉTÉS FABRICANTES DE PRODUITS DENTAIRES recherchent

## AGENTS COMMERCIAUX

ou V.P. multi-cartes.  
Toutes régions.

Connaiss. dom. socht.  
Commission importante.

Adresser C.V. et photo ret.  
à : CASTEL,  
rue du Pré-Commun,  
31200 MAZÈRES/SALAT.

## IMPORTANT COOPÉRATIVE CÉRÉALES-APPROS dans l'EST DE LA FRANCE recherche

## CONTROLEUR DE GESTION

Niveau ESSEC - 5 ans expé-  
rience dans la fonction  
Age 30 ans minimum - Rému-  
nération suivant expérience

Adresser C.V. + lettre manus-  
crite + photo + présentations à  
F.F.C.A.C.

Service Recrutement  
11 bis, rue des Halles  
75001 PARIS  
Discretion assurée.

## MOYENS CIVILS DE LYON recrute

## UN SPÉCIALISTE DE LA FORMALISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Maîtrisant parfaitement  
les bases de données et  
l'organisation.

Rémunération 180.000 F/an

Ad. C.V. à : Moyens Civils de Lyon  
Département de l'Information  
3, rue des Célestins  
69002 LYON.

## LA VILLE D'ARLES (BOUCHES-DU-RHÔNE) 50 000 HABITANTS

Recrute selon conditions statu-  
taires

## 1 BIBLIOTHÉCAIRE DE 1<sup>re</sup> CATÉGORIE

Ce bibliothécaire sera respon-  
sable de la Bibliothèque de  
l'Espace Van Gogh.

Au-delà des diplômes prévus  
par l'arrêté du 1<sup>er</sup> février du  
24 janvier 1985 relatif aux  
conditions de recrutement  
des personnels de bibliothé-  
ques communales, la préfé-  
rence sera donnée aux candi-  
dates titulaires d'un diplôme  
d'archiviste-pédagogue ou  
d'un diplôme supérieur de bi-  
bliothécaire, et ayant une ex-  
périence professionnelle dans un  
service de direction.

Les candidatures, accompa-  
gnées d'un curriculum vitae dé-  
taillé, des photocopies de di-  
plômes et d'une photo  
d'identité, doivent être adre-  
ssées à la Mairie d'ARLES,  
Service du personnel, 13637  
ARLES,

avant le 31 décembre 1985.

## D'EMPLOIS

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :

Adresser C.V. et photo à :



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## Organisme collecteur 1 % logement

suite à un départ en retraite

## RECRUTE

## CHEF COMPTABLE

- 5 à 7 ans d'expérience.
- Sachant utiliser l'informatique.
- Pouvoir encadrer équipe 4/5 personnes.
- Poste à pourvoir rapidement sur Paris.

UNE EXPERIENCE PREALABLE DANS UN C.I.L. EST SOUHAITEE

Adressez lettre manuscrite + c.v., prétentions et photo à :  
le Monde Pub., sous n° 310 334, 5, rue de Montessuy,  
75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

DISCRETION ABSOLUE

Important groupement inter-professionnel

recherche son :

RESPONSABLE du  
DEVELOPPEMENT  
INDUSTRIEL

Son action comporte trois axes :

- concevoir démarches et procédures facilitant créations et rapprochement d'entreprises ;
- amener les entreprises à travailler ensemble autour de projets communs ;
- piloter des interventions impliquant des partenaires multiples (sociaux, financiers, pouvoirs publics).

Il est aidé dans sa mission par une petite équipe d'intervenants et des correspondants régionaux.

?... Par exemple un ingénieur, formé par la grande entreprise, qui aurait dirigé une PME et souhaiterait faire bénéficier d'autres PME de son acquis.

Merci de signaler votre intérêt à Alain SARTON.

plein emploi  
10, rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines.

Paris 8

## JEUNE CHARGÉ D'ÉTUDES

Cette société, filiale d'un puissant groupe français, bénéficie d'une grande notoriété dans le domaine de la presse et de l'édition.

Rattaché au Directeur du Marketing et du Développement, le candidat doit pouvoir conduire de façon autonome les missions suivantes : études de marché (utilisation de l'outil informatique), études de faisabilité de projets de développement, contacts avec d'éventuels partenaires extérieurs.

Nous souhaitons rencontrer un débutant diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, ayant eu, grâce à ses stages, une première approche du marketing grande consommation ou Vente Par Correspondance.

Il est imaginatif, méthodique et capable de travailler en équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et prétentions sous réf. M 11/1221 E. a :

EGOR PROMOTION

63, rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

Conseil de direction

## CHARGÉE DE RECHERCHE

Le Groupe EGOR, avec sa filiale AGORA, assiste les entreprises dans leurs recrutements de Cadres dirigeants et d'ingénieurs hautement spécialisés, par la méthode d'approche directe.

Intégrée à une équipe de consultants, la Chargée de Recherche intervient pour définir et mettre en œuvre les stratégies d'analyse de marché, d'identification et de contacts.

Après une formation supérieure (Sciences Po, Sup de Co...) et une première expérience en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez valoriser vos qualités d'autonomie, de pragmatisme, d'implication. La diversité des missions et des interlocuteurs. L'ouverture sur le monde industriel assurent à cette fonction un contenu formateur. La taille et le développement de notre Groupe permettent d'envisager après une expérience réussie dans ce poste, une évolution dans les métiers du conseil.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M27/EPAG, à :

EGOR S.A.

8, rue de Berri - 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

## Intégrer la direction comptable d'un grand groupe industriel

## COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Niveau expertise

La maison-mère de l'un des premiers groupes industriels français (CA 14 milliards de francs) a acquis dans le domaine des produits de haute technologie une réputation mondiale de premier ordre. Elle propose le poste d'Adjoint du Responsable de la Comptabilité Générale.

Dans ce département de 47 personnes dont 4 cadres, l'adjoint se verra confier des responsabilités importantes : suivi de l'avancement des travaux comptables (usines et siège), établissement des résultats mensuels, bilans, déclarations sociales et fiscales, participation aux réunions de précision des résultats, suivi des interventions des commissaires aux comptes, etc. Il assurera également la gestion du personnel du service.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, Grande Ecole de gestion ou expertise comptable. Son expérience professionnelle a été acquise pour partie (5 ans minimum en comptabilité générale et analytique) dans un groupe industriel. Il y a déjà animé une équipe de bon niveau.

Ses compétences et sa personnalité doivent lui permettre de progresser dans le Groupe et de prétendre à des responsabilités encore plus étendues au siège ou dans l'une des unités industrielles.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11/1296 B a :

EGOR S.A.

8, rue de Berri 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

INFORMATIQUE DE GESTION

CONSEIL EN RECHERCHE  
DE CADRES

250.000 F +

Rechercher et trouver les informaticiens dont les entreprises ont besoin aujourd'hui pour encore mieux se développer demain, conseiller les dirigeants dans la gestion de leurs ressources humaines... Tout cela est difficile mais terriblement passionnant. Cela suppose d'être à l'écoute permanente de l'économie et en relation avec les hommes qui font son succès.

Cela demande opiniâtreté et imagination. En somme, beaucoup de professionnalisme. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis chez un constructeur ou en SS I, dans un poste fonctionnel ou opérationnel, une première expérience réussie de la gestion des ressources humaines (recrutement, animation, etc.).

Vous souhaitez maintenant vous épanouir dans une fonction à caractère libéral et vous partagez nos convictions.

Nous serions heureux de vous intégrer au sein de l'équipe d'EGOR TECHNOLOGIES et nous sommes prêts, à moyen terme, à vous confier la responsabilité du Département Informatique de Gestion.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF sous réf. M ET/32 a

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

## Société service et conseil en informatique

RECHERCHE URGENT

## 2 JEUNES DIPLOMÉS

Niveau MIAGE, maîtrise ou DEA informatique, débutant ou 1 an d'expérience.

INTÉRESSÉS PAR PÉDAGOGIE  
ET ENSEIGNEMENT ASSISTÉ  
PAR ORDINATEUR

Envoyer c.v. et photo et prétentions le Monde Pub.,  
sous n° 310 337 M, 5, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.



## emploi régional

DISTRIBUTEUR DE  
PRODUITS POUR  
L'INDUSTRIE  
ELECTRONIQUE  
LEADER DANS SON DOMAINE

recherche

2 JEUNES  
INGENIEURS  
TECHNICO  
COMMERCIAUXDiplômés grande école  
ou universitaire

Pour assurer le support technique auprès de la clientèle, en liaison étroite avec les fabricants représentés en exclusivité (U.S.A., Allemagne, G.B., France...).

Leurs aptitudes techniques en mécanique, chimie, électronique et leur goût du contact devront leur permettre de s'intégrer dans une équipe commerciale dynamique opérant dans un secteur de pointe : L'INTERCONNECTION.

Anglais indispensable - allemand souhaité.

Ces postes conviendront à des candidats désireux d'évoluer au sein d'une société en plein développement.

A un salaire fixe s'ajoutera un intéressement aux résultats. Voiture de fonction - Lieu : proche banlieue Sud.

Envoyer C.V. à N° 41835 COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

## ALLIEZ VOS CONNAISSANCES TECHNIQUES A VOTRE SENS COMMERCIAL

Voilà ce que vous propose une importante banque de marchés situés au cœur de PARIS.

Votre profil : • BAC + 4  
• 30 ans minimum  
• très bonnes notions des marchés financiers (le connaissance du marché obligataire est un atout supplémentaire)  
• bonne pratique de l'anglais

Votre mission : • conseiller, réaliser et vendre de l'ingénierie financière

Vos qualités : • un tempérament d'entrepreneur  
• d'authentiques qualités d'écoute et d'analyse  
• une capacité d'autonomie  
• et un sens affirmé de l'esprit d'équipe

Vous vous reconnaissez dans ce profil et vous offrez parfaitement des qualités de technicien en matière financière à celles d'un « battant ».

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 3829, c

MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS  
qui transmettra (totale discrétion assurée)

THOMSON SEMICONDUCTEURS  
RESPONSABLE MARKETING ACHATS

C'est pour répondre aux exigences de notre secteur d'activité que nous créons ce poste. Société industrielle de premier plan dans le domaine des technologies avancées, nous travaillons sur un marché international concurrentiel évoluant particulièrement rapidement.

Au sein du Service Achats du département Circuits Hybrides, le Responsable Marketing Achats participe à la politique de réduction des coûts, à l'objectif de qualité, et assure la sécurité des approvisionnements. Il recense les besoins futurs du département, suit l'évolution des fabricants et des produits, dialogue avec les fournisseurs français et étrangers, et apporte ainsi son appui technique aux acheteurs.

Notre futur collaborateur doit être Ingénieur électronicien (ENST, ESE, ENSERG...), et posséder une expérience de 6 ans au moins en milieu industriel (fonctions ventes, marketing ou gestion de la production...) qui a confirmé sa rigueur face aux données chiffrées et son talent de négociateur. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Le poste se situe à 80 km au sud de PARIS, dans une région agréable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 79225 LM, à la DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON  
SEMICONDUCTEURS

CREATION  
DE POSTE

Groupe SOLETANCHE  
Leader international dans le domaine  
des fondations spéciales

## Ingénieur Chef de Projet

Arts et Métiers ou formation équivalente

5 à 10 années d'expérience mécanique hydraulique de pointe. Ce technicien prendra en charge une étude détaillée d'un projet de foreuse sous-marine tout en étant intégré à une équipe de travail sur des sujets connexes.

Dans un deuxième temps, le poste devrait évoluer vers une responsabilité au niveau du service conception matériel du groupe.

Salaire en fonction de l'expérience.

Lieu de travail : Monterou (Bureau d'Etudes Mécaniques).

Anglais courant.

Cabinet  
Lecointe

nous garantissons la  
qualité de collaboration  
offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Réf. 50249



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## AERONAUTIQUE - ESPACE



## 1) Direction Organisation et Informatique :

La Direction de l'Organisation et de l'Informatique, implantée à Pleisir, est maître d'œuvre de vastes projets informatiques pour l'ensemble des sociétés du groupe INTERTECHNIQUE.

Organisée en petites équipes sectorielles très proches des préoccupations de chaque société, elle utilise largement les moyens informatiques conçus et commercialisés par la filiale IN-INFORMATIQUE : plusieurs centaines de terminaux déjà connectés sur des IN 5000 (système IN-PICK), bases de données réparties, réseau et bureautique.

L'expansion rapide du groupe permet d'offrir des opportunités à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur intéressés tant par les problèmes des secteurs de pointe que par les aspects techniques de leur solution et possédant l'un des profils suivants :

## ● CHEFS DE PROJET

(REF. M/DOI-91)

Ingenieurs Grandes Ecoles ou MIAGE ayant une première expérience de la conduite d'un projet de gestion industrielle, de préférence dans un secteur de haute technologie.

## ● INGENIEURS INFORMATIENS

(REF. M/DOI-92)

Ingenieurs ou MIAGE, débutants ou possédant un an d'expérience.

## ● ANALYSTES PROGRAMMEURS

(REF. M/DOI-93)

DUT ou équivalent, ayant au minimum trois ans d'expérience.

## 2) Département Mesures et Régulation :

## ● INGENIEUR ELECTRONICIEN

(REF. M/DA-94)

Débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, pour participer en équipe à la conception et au développement d'équipements aéronautiques. Bonne connaissance des circuits électroniques et de la micro-informatique demandée.

## ● INGENIEUR ELECTRONICIEN AUTOMATICIEN

(REF. M/DA-95)

Ayant quelques années d'expérience, pour mise au point d'équipements de régulation aéronautiques.

Déplacement de longue durée à Toulouse prévu (conviendrait à ingénieur habitant la région sud-ouest).

## ● AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN (BTS ou DUT)

(REF. M/DA-96)

Débutant ou ayant une première expérience pour travail en laboratoire d'étude et de mise au point de systèmes numériques aéronautiques.

## 3) Direction Qualité :

## ● LE RESPONSABLE

(REF. M 2/DO-91)

(niveau V de la Convention Collective de la Métallurgie) d'un groupe de contrôle de pièces mécaniques. De formation BTS-DUT micromécanique ou fabrication mécanique, il devra avoir au moins 5 ans d'expérience industrielle et une bonne pratique des techniques de contrôle dimensionnel.

## ● AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN

(REF. M/DO-97)

Titulaire BP ou diplôme FPA, pour assurer pendant une période de six mois le contrôle final d'équipements électroniques aéronautiques.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

## MID

## Stratégie - Diversification

## Société de conseil en stratégie d'entreprise en forte expansion

- Nous travaillons à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises performantes.
- Nous assistons nos clients dans l'élaboration et le choix de leur stratégie en prenant en compte leurs spécificités culturelles.
- Nous avons la volonté de devenir l'un des leaders du marché.

Nous recherchons des

## consultants de haut niveau

Diplômés de l'enseignement supérieur (type grandes écoles scientifiques ou commerciales)

- Possédant, de préférence, également un MBA Américain ou Européen.
- Ayant une expérience professionnelle réussie (même brève) dans les domaines de la stratégie, de la gestion, de la production.
- Maîtrisant parfaitement l'Anglais et une autre langue étrangère (Allemand, Italien).
- Dotés de rigueur analytique et de pouvoir de communication.
- Disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.

Nous offrons d'importantes possibilités de développement à des candidats de valeur désirant s'impliquer fortement dans la croissance de notre société.

Adresser votre dossier de candidature à Mme Dominique LODS  
MID  
1232, rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc.

## Ingénieurs consultants

SEMA-METRA l'un des premiers groupes en ingénierie informatique (2.300 personnes, 1 milliard de C.A.) renforce ses équipes d'intervention pour concevoir et planifier le développement de systèmes d'informatisation dans les entreprises et recherche des ingénieurs pour :

- réaliser des missions d'organisation et d'étude de schémas directeurs dans les secteurs suivants : banque et finance, gestion de production, distribution. Réf. 10634/M
- conduire des actions de formation et d'assistance méthodologique au sein d'opérations de schémas directeurs, d'études préalables et d'études détaillées : conception et animation de séminaire, assistance à la conduite d'opérations, monitoring méthodologique. Réf. 10635/M

Nous confions ces responsabilités à des femmes et des hommes de formation supérieure, expérimentés en informatique ou dans l'un des secteurs cités.

Nous leur proposons de les former à MERISE et RACINES, s'ils ne sont déjà rompus à ces méthodes, ce qui serait un atout pour eux. Leur carrière se déroulera dans le contexte du plein développement d'un groupe à dimension internationale.

Si ces opportunités de carrière vous intéressent, transmettez votre dossier de candidature en précisant la référence à R. COLLETTI, Directeur de la division Etudes et Conception de Systèmes.

SEMA-METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

## Ingénieur grande école

## Patron d'un centre de profit décentralisé

Usine métallurgique

Assumer l'ensemble des responsabilités de planification, de production et de commercialisation d'une gamme de produits métallurgiques ; superviser les fonctions qualité et contrôle de gestion ; assurer le commandement opérationnel d'une centaine de personnes avec leur encadrement.

C'est la mission autonome et complète que vous propose cette société, qui fait partie d'un important groupe industriel français, de dimension internationale. Cette entreprise connaît une expansion importante qui permet, à moyen terme, une évolution significative de carrière.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur confirmé (Mines, A & M, Centrale, ...) dont l'expérience significative s'est déroulée dans un contexte de fonction opérationnelle. La connaissance de la fabrication de produits métallurgiques non ferreux (marché à caractère spéculatif) serait un plus.

Les conditions offertes et notamment le niveau de rémunération sont de nature à motiver un candidat de grande valeur. Le poste est basé dans une ville universitaire, en Province, à proximité de Paris (région Ouest).

OC conseil  
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 4101 B à Arnold de Menditte, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

## Jeunes comptables

De formation supérieure, votre DECS en poche, vous êtes débutants ou vous avez déjà une première expérience d'un à deux ans de la comptabilité en entreprise ou en cabinet. L'outil informatique ne vous fait pas peur et vous souhaitez évoluer dans un groupe performant.

Rejoignez-nous !

Après une période de formation sur le terrain, vous deviendrez responsable au sein

de la Direction Comptable de l'une de nos Sociétés (Lyon, Aix-en-Provence ou Paris).

Votre potentiel et votre dynamisme vous permettront par la suite d'évoluer dans notre structure (8 sociétés de 800 personnes en moyenne en France et 40 implantations à l'étranger).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM1 à

Service Recrutement/Formation  
39 rue du Collège  
75008 Paris

COLAS

NCR France, un des leaders mondiaux de la construction informatique recherche pour son siège, situé à Paris-La Défense, un

## Juriste de haut niveau

qui prendra en charge le traitement complet des dossiers dans le domaine du contentieux au travers du Droit des Affaires et du Droit Informatique. De formation supérieure juridique (Maîtrise, DESS, DEA Droit des Affaires), une expérience de 5 à 10 ans dans ce type de fonction a développé les qualités afférentes à un conseil juridique efficace ainsi que vos capacités de négociateur. D'une grande rigueur intellectuelle, votre esprit d'analyse et votre aisance relationnelle vous permettront d'optimiser votre mission dans le cadre d'une liaison permanente avec l'ensemble de la structure commerciale. L'anglais courant est indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 3197/M, à Francis ETIENNE, Service Recrutement, NCR, Tour Neptune, 20, place de Seine - Cédex 20 - 92086 PARIS-LA DEFENSE.

NÉ POUR GAGNER  
NCR  
INFORMATIQUE

هكذا من الأصل



هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

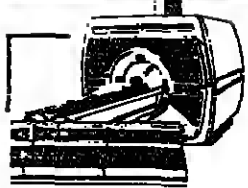
... LE MONDE - Mardi 5 novembre 1985 - Page 23

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



### THOMSON-CGR L'ELECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Nous concevons, produisons et commercialisons des équipements de haute technologie. Nous recherchons pour notre Direction Commerciale FRANCE un (e) :

#### RESPONSABLE PROMOTION-COMMUNICATION

Vous aurez pour mission la mise en forme, la diffusion des informations et des messages à destination de notre clientèle et de notre réseau de vente :

- vous participerez à l'élaboration des plans de promotion des lignes de produit.
- vous gèrerez le plan média.
- vous coordonnerez l'organisation des manifestations et serez responsable des publications (lettre au réseau et magazine pour la clientèle).

Vous avez une formation Ecole de Commerce et quelques années d'expérience du domaine médical acquise dans une direction publicité ou une agence.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à THOMSON-CGR - Service du Personnel - 33, avenue du Maine - B.P. 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON  
EQUIPEMENTS MEDICAUX

### BANQUE PRIVEE Quartier Champs-Élysées recherche pour sa DIRECTION INTERNATIONALE ZONE EXTREME-ORIENT

#### un EXPLOITANT

Le poste consistera :

- dans un premier temps, à assister le Responsable de zone à Paris pour :
- la recherche et la négociation d'opérations bancaires et financières à réaliser dans la zone concernée,
- l'étude du risque et la supervision du montage,
- l'animation des relations avec les correspondants et les représentants locaux.

- à terme de 12 à 24 mois, à évoluer vers une position en Asie dans le cadre du développement de la Banque dans cette zone en coordination avec ses actionnaires.

Le candidat :

- diplôme d'enseignement supérieur,
- expérience d'au moins 3 ans des pays de la zone concernée acquise :
  - impérativement dans la banque,
  - de préférence dans des fonctions similaires en France ou à l'étranger, sinon dans des fonctions (cure-études, études juridiques, analyse de risque, etc.) ayant familiarisé avec la pratique des affaires en Extrême-Orient.
- bon négociateur et sens du risque,
- anglais courant,
- nationalité indifférente,
- pouvant voyager.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., détail, photo et prétentions sous réf. 1319 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

CREUSOT-LOIRE INDUSTRIE,  
nouvelle filiale d'USINOR,  
cherche pour son usine du Creusot un

### ingénieur métallurgiste

A la tête d'une équipe d'une dizaine de techniciens métallurgistes, il a la responsabilité des spécifications, de l'amélioration des procédés et du contrôle pour les tôles ou aciers spéciaux de construction.

Il est en contact permanent avec le service commercial, la production, les clients et le centre de recherche.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé (Centrale ou Mines...), de 30-35 ans, ayant une très bonne expérience dans la métallurgie des aciers.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 425, à Jeanne Faivre d'Arcier - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

JACQUES TIXIER S.A.  
MEMBRE DE SYNTec

### responsable marketing et commercial logiciels de formation

Entreprise de production et de commercialisation de logiciels d'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR, filiale d'un grand groupe français du secteur tertiaire, nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre activité commerciale et marketing.

Homme ou femme, 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes un professionnel des relations humaines et un commercial. Vous avez par exemple, derrière vous, une expérience de conseil en organisation, ou en formation.

Convaincu de l'importance du développement de la formation dans l'entreprise et de l'efficacité de l'EAO appliqué à la pédagogie de l'adulte, vous êtes soucieux de mettre votre tempérament commercial au service de cette cause.

Votre tâche consiste à créer un marché autour d'une innovation pédagogique qui s'inscrit parmi les outils modernes de la gestion des ressources humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 439, à notre Conseil JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

JACQUES TIXIER S.A.  
MEMBRE DE SYNTec

### Les concepts nutritionnels de demain...

Anticiper, formaliser, convaincre...

Notre groupe, un très grand de la Chimie - hyper fine -, se lance dans les produits ALIMENTAIRES INTERMEDIAIRES... Sa puissance financière, son implantation mondiale, ses équipes de recherche (plusieurs milliers de personnes)... l'autorisent à s'entourer des

### Senior product managers \*

les plus performants de l'AGRO-ALIMENTAIRE. Prévoir la demande des I.A.A. et des consommateurs, l'inventer, en définir les contours, la préciser, définir les gammes de produits, parfois en liaison avec les services marketing des industriels eux-mêmes, les lancer, après avoir bâti le plan publicitaire promotionnel, voilà le rôle que nous leur assignerons. Un marketing complet ; STRATEGIQUE et OPERATIONNEL, une démarche itérative CONSUMMATEURS - INDUSTRIELS, un comportement positif, permettant de tirer le meilleur parti de la relation FORMULATION-PROCESS, permettront à des professionnels de s'investir pleinement. Pourquoi pas vous ?

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre resume de carrière, sous la référence V/CND/LM.

AFCOREM



Chefs de produits senior

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

### Payer, administrer... et être résolument moderne !

Parce que nos Laboratoires Pharmaceutiques - CA 350 MF., 680 personnes, Filiale d'un des premiers Groupes Internationaux de la Santé - sont en pleine expansion et ambitieux pour l'avenir, Parce que notre équipe est jeune et compétente,

le (ou la) RESPONSABLE PAIE et ADMINISTRATION que nous recherchons, maîtrise et développe son action à partir des propres outils informatiques de la Direction du Personnel... ceci dans un souci de prestation de services, de rigueur, de disponibilité et d'ouverture à la communication.

Vous êtes d'un bon niveau de formation - minimum D.U.T. - et votre expérience réussie dans la fonction vous permet d'être responsable et de proposer des solutions concrètes.

Ce poste est basé à 100 kms Ouest de Paris (Evreux).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à notre Conseil Michèle DUCHER qui vous garantit toute discrétion.  
RAYMOND POULAIN CONSULTANTS 74 rue de la Fédération 75015 Paris.

LABORATOIRES  
Glaxo

### GIRAVIONS DORAND INDUSTRIES

Société française à vocation internationale spécialisée en conception, réalisation et commercialisation de systèmes de haute technologie pour la simulation et l'EAO, recherche

#### 1) POUR SON SERVICE PRODUCTION INGENIEUR-ELECTRONICIEN

DIPLOME (Réf. SPI)

Expérience 5 ans minimum. Il sera chargé de l'industrialisation de nouveaux produits et optimisation des moyens existants.  
Ce poste requiert le goût des responsabilités, le dynamisme et la rigueur.

#### 2) POUR SON LABORATOIRE D'ETUDES ELECTRONIQUES INGENIEURS-ELECTRONICIENS

DIPLOMES (Réf. LEI)

Ayant minimum 4 à 5 ans d'expérience en étude et conception de matériel (vidéo, assemblages, microprocesseurs).  
Des connaissances en micro-informatique seront appréciées.

#### 3) POUR SON SERVICE TECHNIQUES NOUVELLES INGENIEUR

DIPLOME (Réf. TNI)

Ayant minimum 4 à 5 ans d'expérience (de préférence en électronique), intéressé par la recherche et la réalisation de solutions techniques originales appliquées à la simulation.

Envoyer C.V., photo et prétentions (en précisant la référence du poste) à :  
GIRAVIONS DORAND INDUSTRIES  
B.P. 30 - 92151 Suresnes Cedex

FIDUCIAIRE DE FRANCE  
recherche pour Paris et Région Parisienne

### Auditeur Confirmé 2 ans de Cabinet minimum

pour missions variées auprès de Sociétés de dimensions nationales et internationales.

### Collaborateur Confirmé 2 ans de Cabinet minimum

pour missions d'expertise comptable de haut niveau.

Envoyer C.V., photo et prétentions à FIDEX PARIS  
18 bis rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET

Importante société filiale d'un grand groupe industriel recherche

### INGENIEUR CHEF DE PROJET

Formation Grandes Ecoles.

Il dirigera une équipe de techniciens chargés de l'étude du durcissement de structures mobiles et de la réalisation de prototypes.

Anglais souhaité.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 18563 à CONTEXTE PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Electrolux

### Assistante du Directeur Financier

Filiale d'un groupe suédois de dimension internationale (8000 personnes en France), nous fabriquons et commercialisons des produits de marque renommés dans le domaine des biens d'équipements ménagers : Electrolux, Arthur-Martin, Faure, Tornado, Oceanic...

Vous intégrerez un département important du siège (180 personnes) pour y assurer le secrétariat de son directeur. Elément de liaison entre les services de la direction financière, vous aurez un rôle à jouer sur le plan de l'organisation administrative, assurerez les contacts avec les unités opérationnelles et la maison-mère en Suède. Pour les travaux de secrétariat courant, vous pourrez vous appuyer sur une cellule "bureaucratique".

Une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi qu'une première expérience similaire au sein d'une direction administrative ou financière étoffée, nous semblent indispensables pour réussir dans ce poste situé dans une structure internationale relativement complexe. Pour assurer vos déplacements à Sèvres, il est préférable que vous disposiez d'une voiture.

Merci d'adresser votre candidature (CV + prétentions) sous réf. EJ/05 à notre conseil : INFRAPLAN - 83 Bd Raspail 75006 Paris

INFRAPLAN

DISTRIBUTEUR DE  
PRODUITS POUR  
L'INDUSTRIE  
ELECTRONIQUE  
LEADER DANS SON DOMAINE  
recherche  
SON RESPONSABLE  
REGIONAL  
RHONE-ALPES

Base à LYON dans une agence autonome (liaison transpac), dépendant directement du siège à Paris, il assurera auprès de la clientèle électronique Rhône-Alpes et Sud-Est la commercialisation des produits des fabricants représentés en exclusivité (U.S.A., Allemagne, G.B., France...).

Son sens commercial et ses aptitudes techniques (mécanique, chimie, électronique) lui permettront de développer le chiffre d'affaires déjà important de ce secteur.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé grande école ou universitaire (5 ans d'expérience minimum) desirant évoluer au sein d'une société en pleine expansion.

Anglais et/ou allemand nécessaire

Déplacements fréquents.  
Salaire fixe + intéressement.  
Voiture de fonction.

Envoyer C.V. à N° 41834 COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR  
TECHNIQUE  
COMMERCIAL

### SORESE

INGENIERIE INFORMATIQUE  
23, Boulevard des Capucines - 75002 PARIS

Dans le cadre de notre activité CONSEIL EN RECRUTEMENT, nous recherchons des

### INFORMATIENS

pour le compte d'une GRANDE ENTREPRISE DU SECTEUR PUBLIC (PARISIEN). Ces postes s'adressent à des

### JEUNES INGENIEURS Grandes Ecoles

- Une année d'expérience constituerait un atout supplémentaire. Rémunération attractive.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à :  
SORESE - Département RECRUTEMENT sous la référence 1085/RA



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Charles of the Ritz

Parfums  
YVES SAINT LAURENT

ENTREPRISE RECONNUE PARMI LES 20 PLUS PERFORMANTES DE FRANCE  
recherche un jeune cadre pour créer le poste

### ATTACHE DE DIRECTION JURIDIQUE HF

Répondant au Directeur Juridique, il participe à la recherche de solutions, aux décisions et aux actions visant à défendre et à protéger les intérêts du Groupe. Il intervient comme conseil auprès des responsables de nos différents départements.

Cette fonction implique des contacts fréquents avec des conseils extérieurs ainsi qu'avec les membres du département juridique de notre maison mère à New-York.

Nous souhaiterions rencontrer pour ce poste un candidat justifiant d'une première expérience d'environ 2 ans, acquise dans une entreprise multinationale ou en cabinet de conseil après une maîtrise ou un D.E.S.S. de droit des affaires.

L'intégration et la réussite dans notre Groupe nécessitent dynamisme et rigueur intellectuelle, souplesse et ténacité alliées à un sens réel de la communication et bien sûr à la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 919 M  
au Service Central du Recrutement - 28-34, boulevard du Parc - 92520 NEUILLY SUR SEINE.

## DOLMEN FRANCE

DOLMEN FRANCE est la filiale française d'un groupe informatique européen. Le Département TERMINAUX PORTABLES commercialise la gamme complète des matériels NORAND. Ces terminaux portables ont de nombreuses applications telles que l'enregistrement des ventes en « laissez sur place », la prise de commandes, d'inventaires, le relevé de compteurs, etc., dans les grandes entreprises des secteurs clés.

Pour faire face à une expansion croissante, DOLMEN FRANCE recherche pour ce département un (n/f)

### INGENIEUR COMMERCIAL

De formation supérieure, il sera chargé de développer le marché existant, ce qui implique : prospection et analyse. Il établira des contacts à de très hauts niveaux. Son expérience commerciale en informatique (3 ans minimum) lui permettra de déterminer les besoins des clients et de les conseiller. Nous prévoyons pour cette fonction une rémunération motivante (fixe + %).

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé d'une école d'ingénieur, il sera chargé de l'analyse des besoins des clients en termes de logiciel. Expérimenté (il disposera d'une expérience d'environ 4 ans en informatique), il établira l'étude de la configuration et du réseau de télécommunication. Il participera, en outre, à la mise en place des matériels et des logiciels de télécommunication. Il bénéficiera pour cela d'une connaissance des protocoles de communication (BSC, ACK/NACK, ...).

Agé de 25 à 35 ans, il a une bonne connaissance de l'anglais. La rémunération sera fonction de son expérience.

Ces deux postes nécessitent des déplacements courts et fréquents en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (c.v., photo, prétentions) sous la référence RPV à DOLMEN FRANCE S.A., Centre d'Affaires Paris-Nord,

« Le Bonaparte »,  
rue A. Sigonneau,  
93153 Le Blanc-Mesnil.  
Tél.: 1/4865-4455.

**DOLMEN**  
COMPUTER APPLICATIONS

## SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

LA DIRECTION DES APPLICATIONS INFORMATIQUES ET TÉLÉMATIQUES DE SLIGOS, recherche

### UN CHEF DE PROJET RESPONSABLE DE LA CELLULE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

**MISSIONS :** - Analyse organique des chaînes à passer en production - Automatisation des applications - Planification des travaux - Définition des besoins en matière de logiciels - Dialogue permanent entre Développement et Exploitation - Formation de l'exploitation ou bon fonctionnement des chaînes - Animation d'une équipe de 4 personnes. Ce poste peut convenir à un jeune ingénieur de formation grande école ayant 2 à 3 ans d'expérience et très familier de l'environnement IBM - MVS.

Qualités recherchées : aptitude à l'encadrement, à l'animation et à la formation - savoir hiérarchiser les urgences, définir les priorités - autorité et autonomie. Lieu de travail : PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature sous référence 73798 LM (C.V., détaille, photo et rémunération souhaitée)  
à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204 Rond-Point du Pont de Sévres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

## SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

La Direction des Banques de Données de SLIGOS poursuit son expansion :  
50 personnes, C.A. 1984-1985 : + 30%.

### TÉLÉMATIQUE, MICRO INFORMATIQUE ET BANQUES DE DONNÉES

Vous êtes Ingénieur Grande École avec une première expérience (1 à 3 ans) connaissant les grands systèmes IBM-VM-CMS et si possible APL. Intégré à l'équipe de Développement de la Direction, vous travaillerez sur des projets complexes, mettant en jeu un grand serveur, des techniques télématiques, les réseaux et les micro ordinateurs. Votre compétence technique et votre autonomie, vous permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités importantes.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions), sous réf. 1815 LM à notre Conseil  
F.M.I. recrutement - 43, rue Lioncourt, 75014 PARIS - Tél (1) 43.20.69.29.

### Responsable de la consolidation une mission opérationnelle et d'organisation

Groupe français de dimension internationale, et coté à la Bourse de Paris, nous sommes spécialisés dans la production et la transformation des métaux de base. Nous employons aujourd'hui plus de 15.000 personnes dans 47 filiales, dont 30 à l'étranger, réalisant un chiffre d'affaires consolidé de 111 milliards de Francs.

Le Chef de service consolidation que nous recherchons est rattaché au Directeur Financier du Groupe. Il remplit une double mission opérationnelle et d'organisation :

- il est chargé d'une part d'établir la consolidation des comptes du groupe, d'en faire l'analyse et les commentaires,
- il détermine d'autre part les méthodes de consolidation, établit le recueil des procédures, en assure la mise en place et le suivi dans les filiales, développe les applications informatiques de son service.

A 30 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce, expert comptable ou mémorialiste. Vous avez acquis une expérience de 4 à 5 ans, qui vous a permis de bien connaître les opérations de consolidation, soit dans un groupe, soit dans un cabinet d'audit en exerçant des missions opérationnelles de définition et de mise en place de procédures de consolidation.

Les fonctions que nous vous proposons vous permettront de bien connaître notre Groupe, ses filiales et ses méthodes de gestion. Vos compétences et votre personnalité nous permettront alors de vous confier de nouvelles responsabilités opérationnelles et de vous offrir une évolution de carrière.

COFROR, notre Conseil en Recrutement, étudiera votre dossier en toute confidentialité et vous renseignera de l'adresser à Marc SIBOLD, sous la réf. 897/30 M (en indiquant votre rémunération actuelle).

**COFROR**  
Tour Fiat-Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

## SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

### DIVISION DES MOYENS DE PAIEMENT : DE L'INFORMATIQUE À LA MONÉTIQUE UN JEUNE INGÉNIEUR

SLIGOS, 2000 personnes, 730 MN de C.A., nous sommes une des premières SSI françaises et le leader européen de la monétique.

A Blois, nos équipes de spécialistes assurent la gestion de différents réseaux nationaux et internationaux utilisant les technologies SNA, TRANSPAC, THYMNET, etc., pour les cartes de paiement : compensation bancaire, autorisations, gestion des contrats... sur gros systèmes IBM.

Pour participer au développement de cette activité, nous recherchons un jeune collaborateur chargé d'assurer la recette des connexions informatiques entre le centre d'autorisations et nos nouveaux clients.

Il assurera ces fonctions en collaboration avec les équipes Commerciales, Production, Technique, Études et les services informatiques de nos clients. Il travaillera dans une équipe dynamique et motivée. Nous recherchons un ingénieur (ou niveau d'études supérieures équivalent), motivé par cette activité de pointe et souhaitant intégrer un groupe performant. Il recevra une formation complémentaire et son évolution sera garantie par notre développement.

Votre dossier de candidature, comprenant photo et prétentions de salaire, sera envoyé sous la référence LM 8547/10 X  
à notre Conseil DELALANDRE et GAUTIER CONSULTANTS 3 rue du Marchal-Fach 37000 TOURS

261.82.81  
oser, c'est réussir

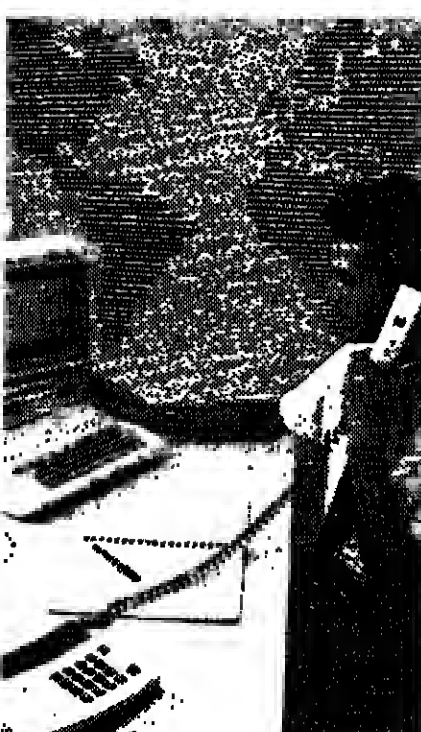
### CHARGÉS D'AFFAIRES

Votre expérience : Une réussite dans l'un de ces domaines : Systèmes, Missiles, Radar, Optique, Transmission de données, Calculateur, Automatismes, Logiciels.

Vos atouts : Organiser - Maîtriser - Conclure.

Nous avons su oser pour devenir l'un des premiers mondiaux des systèmes de défense. Nous vous donnerons les moyens de réussir.

Appelez Contact Téléphone (1) 42 61 82 81 ou écrivez sous réf. 11M au Service des Relations du Travail, 1, rue des Mathurins, 92223 BAGNEUX.



POUR NOUS L'AVENIR A UN SENS  
**THOMSON-CSF**  
DIVISION SYSTEMES ELECTRONIQUES

1<sup>er</sup> groupe français dans son secteur

### Auditeur interne

Prendre en charge au sein d'un jeune service Audit en plein essor, la réalisation complète de missions auprès de nos différents établissements. Participer à l'élaboration du plan d'Audit interne. Contrôler l'application des normes financières et comptables et proposer des actions correctives. C'est la mission que vous propose ce groupe français de toute 1<sup>re</sup> importance (CA 13 milliards).

De Formation Supérieure + DECS, vous bénéficierez de 3 à 5 ans d'expérience en Audit comptable, de préférence acquise dans un grand groupe. Vous voulez valoriser cet acquis en intégrant cette entité au moment le plus opportun.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 165 T à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**  
Ressources humaines  
PARIS - LYON

### Chef comptable

PROCHE BANLIEUE OUEST 200/250 000 FRANCS

La filiale française d'un groupe anglo-saxon distribuant en France du matériel informatique recherche à travers son chef comptable un futur CONTRÔLIER. Avec 150 personnes et 140 millions de Francs de chiffre d'affaires, sa croissance en 1986 sera de 30 %.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, le chef comptable, avec une équipe de 5 personnes, aura la responsabilité de la comptabilité française et anglo-saxonne, du reporting, de la fiscalité, de la trésorerie, de la paie ainsi que de l'amélioration de tous systèmes existants.

Le candidat, jeune, aura une expérience comptable en univers anglo-saxon avec responsabilité d'équipe. Il devra parler anglais.

Envoyer C.V. sous référence 8230 à :

**Organisation et Publicité**  
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الأصل



مكتبات الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 5 novembre 1986 - Page 25

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le Directeur d'une filiale parisienne du BATIMENT D'UN DES TOUT PREMIERS GROUPE FRANCAIS DU B.T.P. recherche :

### CHEF DE SERVICE FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Il prendra en charge l'activité commerciale de recherche, montage et négociation d'affaires à haut niveau avec l'aide d'une petite équipe d'ingénieurs d'affaires qu'il animera. Bien entendu, il sera assisté d'un département études de prix de grande technicité.

Ce poste convient à un commercial bâtiment confirmé, animateur d'hommes, à l'aise dans les contacts de haut niveau, habile négociateur, déjà bien introduit parmi les donneurs d'ordres parisiens, aimant l'autonomie et désireux d'élargir ses responsabilités. (réf. 20.1.11.CS)

### INGENIEUR D'AFFAIRES

Il renforcera l'équipe commerciale pour la recherche montage et négociation d'affaires sous la direction du Chef de Service Commercial.

Ce poste convient à un ingénieur d'affaires ayant une première expérience réussie de commercial, ayant quelques contacts, maîtrisant bien les prix et désireux de donner un nouvel élan à sa carrière en s'insérant dans une équipe aux méthodes éprouvées et qui favorise l'ascension des meilleurs. (réf. 20.2.11.IAF)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel et souhaité en précisant bien la référence du poste choisi à COFAP 39, rue de l'Arcade - 75008 Paris - qui assurera la confidentialité

Nous sommes une jeune société, filiale d'un grand groupe industriel, spécialisée dans les radiocommunications civiles.

Nous investissons dans le développement d'importants projets à vocation nationale et internationale. Participer à cette entreprise c'est ce que nous proposons à des

### INGENIEURS PROJETS - AFFAIRES (H/F)

Après une période de formation à nos produits, vous serez chargé de l'élaboration de projets techniques et de la rédaction de propositions en liaison avec les services commerciaux. De plus, vous serez responsable du suivi des propositions et des réalisations d'affaires "FRANCE ET EXPORT".

Ingénieur Electronicien, vous avez acquis une première expérience orientée télécommunications et/ou informatique (SOFT).

Ces postes sont à pourvoir au sein de notre établissement situé en proche banlieue Nord-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. - photo - prétentions) sous référence 79189/M, à HAWAS-CONTACT, 1, place du palais-Royal, 75001 PARIS.

Aujourd'hui pour  
les communications de demain

HAWAS CONTACT

### Procédures et audit comptables Chef de service

Une création, structure autonome pour les procédures et l'audit comptable au sein d'une Direction Financière, en plein centre de Paris, dans une institution gérant plus du milliard.

La décentralisation qui s'est accentuée ces dernières années, des systèmes comptables particulièrement complexes nécessitent que soit assurée, avec une plus grande fiabilité, l'exactitude des informations transmises à la Direction Générale. Pour la garantir s'est fait jour l'obligation de renforcer le contrôle interne comptable et, en amont, l'organisation et les procédures comptables.

Tout ceci demandera beaucoup de savoir-faire humain dans une maison qui n'a connu jusqu'ici que le contrôle d'auditeurs externes. Ces derniers continueront toutefois leur propre tâche mais en synergie avec le service de l'audit interne (4 personnes) dont est recherché le responsable. Ce poste est une opportunité intéressante pour un diplômé d'études supérieures, DECS, dans la trentaine, travaillant dans un cabinet d'audit depuis cinq-six ans. Sa candidature sera étudiée avec le plus grand soin par les consultants du Cabinet CLEAS auquel il écrira sous référence 8589 LM.

### CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS  
MEMBRE DE SYNTec

### SCHENCK S.A.

Filiale française d'un groupe allemand de renommée internationale dans la commercialisation des biens d'équipement industriel cherche son

### FUTUR CHEF COMPTABLE

Nous recherchons à cet effet une personne expérimentée :

- la comptabilité générale, budgétaire et analytique, y compris les bilans mensuels et annuels,
- les questions fiscales (déclarant, réglementaire, etc...),
- le reporting avec la maison mère en RFA (connaissance de la langue allemande indispensable).

Ce spécialiste animera une équipe de 3 personnes chargée du suivi et de l'élaboration de la comptabilité générale (bilans, fournisseurs, débiteurs, etc...) sur système informatisé en temps réel (type Nordjet 8870).

Le candidat aura déjà l'habitude de ce matériel ou d'un produit similaire en tant qu'outil de travail. Merci de nous adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions de salaire à : SCHENCK S.A. - Service du Personnel - M<sup>me</sup> AICHINGER - BP 17 - 78240 CHAMBOURCY.

PIERRE LEBLANC & A.

UN JEUNE

### INGENIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

De formation électronique, électromécanique ou électrotechnique.

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand et une grande disponibilité pour les voyages sont indispensables.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 1131 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Jeune diplômé

### Pour la fonction Personnel, partez du bon pied...

De formation supérieure (sciences politiques...) plus un 3<sup>e</sup> cycle de gestion de personnel, vous souhaitez « mettre le pied à l'étrier » ou valoriser une première expérience dans un poste formateur, un environnement jeune et performant... Et avec des perspectives d'évolution de carrière.

ASSISTANT A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, vous prendrez en charge les études juridiques et économiques, la gestion de la formation, la mise en place de projets (horaires variables, livret d'accueil...), les enquêtes, le suivi de l'expression des salariés, etc.

Nous sommes un Groupe français de sociétés pharmaceutiques et chimiques - effectif : 700 personnes - siège à Fresnes (banlieue Sud) - et recherchons de forts « potentiels » pour faire face à notre expansion.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. S/JFP/UM, à notre Conseil Michèle DUCHER qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants  
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

### GRAND CABINET FRANÇAIS D'AUDIT

Nous sommes réputés pour la qualité de notre clientèle et la variété de nos missions auprès d'entreprises de dimensions nationale et internationale.

Dans le cadre de notre développement, nous recrutons pour PARIS.

### AUDITEURS CONFIRMÉS

Expérience de 3 à 7 ans en Cabinet d'Audit HEC - ESSEC - ESCP - IEP ou similaire.

Merci d'adresser lettre manus., C.V. et photo à Michel SAVIOZ SALUSTRO, VINCENT, GAYET et ASSOCIES, 2 avenue Hoche 75008 PARIS. Réponse rapide - Discreté assurée.

### ADJOINT RESPONSABLE D'ÉQUIPEMENT

C'est pour secondier notre responsable D.R.E. que notre groupe puissant et structuré recherche un jeune candidat (licence ou maîtrise psychologie), témoignant d'un réel intérêt pour la fonction Personnel.

Sa mission consistera à soutenir notre effort de recrutement de commerciaux dans les nombreuses régions où nous sommes implantés. Mobilité géographique, aisance dans les contacts seront vos premiers atouts.

Si vous êtes intéressés par ce poste, adressez lettre, C.V., photo et prétentions à M<sup>me</sup> DUFORT, GROUPE MAISON FAMILIALE - 1.461, avenue du Catteau - 59542 CAMBRAI Cedex.



Importante Société filiale d'un grand groupe industriel recherche pour son activité d'entreprise à l'exportation dans le domaine de l'agro-industrie :

### CHEF DE PROJET RESPONSABLE COMMERCIAL

Formation Ingénieur INSA ou Agro. Anglais indispensable.

- Missions :
- appui au réseau commercial export dans la recherche et la sélection des projets,
- études préliminaires technico-économiques,
- suites technico-commercial et gestion des contrats.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE DE SERVICES  
implantation nationale  
recherche pour son siège social à  
BAGNOLET

### ANALYSTE- PROGRAMMEUR IBM 36

DUT + 4 ans expérience minimum ou équivalent.  
Poste évolutif.  
Restaurant d'entreprise.  
Accès Métro GALLIENI.

Adresser CV, Direction du Personnel CGST - SAVIE  
40, rue Jean Jaurès  
93170 BAGNOLET.

Groupe chimique français opérant au niveau international recherche pour sa filiale U.S.A.

### UN INGENIEUR CHIMISTE + MBA

pour poste  
ADJOINT AU PRESIDENT AMERICAIN

Après avoir fait ses preuves sur le terrain en FRANCE, il sera responsable :

- de la coordination avec l'Europe,
- du développement des ventes aux U.S.A.

Large expérience industrielle et commerciale indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions stréf. 10651 qui seront transmis par

Pierre LEBLANC S.A. - 10, rue du Louvre  
75003 PARIS Cedex 02

### Chef des ventes

Presse - édition - Un grand groupe de presse français employant 2000 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 800 millions de francs et éditeur plus d'une vingtaine de publications, souhaite renforcer et développer son activité « ventes » et en recherche le chef des ventes. Rapportant un responsable du département, il anime une équipe composée de 7 inspecteurs régionaux dont il appuie et contrôle l'action sur le terrain. De plus, en liaison étroite avec les différents titres du groupe, il a pour mission de concevoir et d'organiser des actions promotionnelles auprès du réseau de diffusion (maisons de la presse, kiosques...). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation commerciale supérieure, et justifiant d'une expérience réussie de l'animation d'un réseau de vente. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste peut déboucher, à terme, sur d'autres responsabilités au sein du groupe. Ecrire en précisant la référence S/8010M

### PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIETE DE BIENS D'EQUIPEMENTS  
à vocation internationale, nous recherchons

### CHEF DE BUREAU D'ETUDES

Pour prendre la direction d'un bureau d'études de 35 personnes et les activités de ce service (réalisation d'unités industrielles clés en mains, intégrant les spécialisations tuyauterie, chaudronnerie, génie civil et électricité, en conformité avec le cahier des charges). Vous travaillerez en liaison avec les ingénieurs d'études et le service montage.

Ingénieur électro-mécanique diplômé, vous avez une expérience d'environ 10 ans dans les études d'installations générales clés en mains et des connaissances dans les domaines de la chaudronnerie, de la tuyauterie, du génie civil et de l'électricité. Vous avez une bonne maîtrise de la CAO et du dessin isométrique. Votre autorité naturelle, alliée à votre sens de l'organisation, vous permet de vous imposer positivement. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire avec CV sous réf. 18795 à CONTESSA PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

### SILEC recherche pour sa filiale un SYSIN

### Ingénieur informaticien

Vous concevez et développez des applications spécifiques à partir de cahiers des charges élaborés par les utilisateurs.

Vous possédez une formation supérieure, et avez au moins deux ans d'expérience sur mini-ordinateur.

Le lieu de travail se situe à PLASIR (Yvelines).

Nous vous offrons l'opportunité de participer à l'expansion de notre filiale. Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à : Mme WEBER - SILEC - 69 rue Ampère - 75008 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**DIVISION AUTOMOBILE**

**LE GROUPE LUCHAIRE**  
propose à un

## ingénieur

**SPECIALISTE DES TECHNIQUES DE MISE EN FORME DES METAUX ET PLASTIQUES**

- D'assister son réseau de vente dans :
  - la définition des produits avec les clients,
  - la détermination du niveau de qualité,
  - la validation technique des offres commerciales.
- D'assister les usines de production dans :
  - le choix des techniques de fabrication,
  - l'établissement des prix de revient prévisionnels,
  - l'analyse de la valeur.

Ce poste charnière entre le commercial et la production nécessite des déplacements en usine et en clientèle. Il s'adresse à un ingénieur diplômé Arts & Métiers, ENSM... La pratique de l'anglais est indispensable. Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre, C.V. et prétentions sous la référence M.P. à LUCHAIRE  
Direction des Relations Humaines  
180, boulevard Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.

**GROUPE LUCHAIRE**

## Hautes technologies pour ingénieurs de pointe

Intelligence Artificielle  
Réseaux de communication multiservices,  
Applications Temps Réel,  
Logiciels de base, Génie logiciel...

5 domaines de pointe,  
5 opportunités de concevoir et développer des logiciels au sein des plus grands groupes sur des projets d'envergure nationale.  
5 façons de rejoindre les jeunes ingénieurs d'APSIDE TECHNOLOGIES.

X, Telecom, Supélec, Sup Aéro... Débutants ou déjà confirmés, saisissez cette chance d'acquies une expérience multiple et de très haut niveau dans un environnement humain varié.

Adresser votre dossier de candidature, sous réf. AT9, à Catherine SCHMITT, 4 rue de Balzac, 75008 Paris.

**APSIDE**  
TECHNOLOGIES

## CHEF DES SERVICES COMPTABILITE ET FACTURATION

280.000 F PARIS  
Constructions électriques

Une Société française (C.A. 120 M.F. - Effectif 500 personnes), filiale d'un groupe industriel et spécialisée dans la fabrication de matériels électriques et mécaniques de haute précision, recherche UN CHEF DES SERVICES COMPTABILITE ET FACTURATION. Sous l'autorité du Directeur Général et en rapport avec le Directeur Financier du Groupe, il sera chargé de la comptabilité générale jusqu'au bilan et de la comptabilité analytique. Il sera responsable des inventaires usine et de la valorisation des stocks. Il établira les prévisions de trésorerie et il en assurera le suivi. Il devra établir mensuellement des tableaux de bord de gestion. Il surveillera la facturation. Il assurera les relations courantes avec les banques et l'administration fiscale. Il sera responsable de la paie du personnel Siège. Il animera un service composé de 6 personnes. Il aura, après analyse, à redéfinir des procédures administratives et comptables et à veiller à leur application. Il sera chargé de la comptabilité de plusieurs petites filiales. Le candidat retenu, âgé d'au moins 40 ans, de formation type ESC option Finance-Gestion, D.E.C.S., possèdera impérativement une dizaine d'années d'expérience acquise dans une fonction semblable en milieu industriel et il justifiera d'une expérience réussie dans la mise en place d'une comptabilité analytique.

Ecrire sous référence 787/M à :

**GRH conseils**  
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

## Droit commercial Droit des sociétés

**UNE BANQUE PARISIENNE** renommée pour la qualité du service, rendu à une clientèle exigeante d'entreprise et de particuliers recherche

## JURISTE

pour prendre en charge au sein de la direction juridique les secteurs contentieux et secrétariat des sociétés.

De solide formation juridique (maîtrise minimum) il s'est, au cours de 5 années d'expérience (en cabinet, entreprise ou banque) spécialisé dans le droit commercial et le droit des sociétés. Il connaît la comptabilité des entreprises.

Sa personnalité, sa rigueur et son sens des responsabilités lui permettent de s'imposer auprès d'interlocuteurs de haut niveau.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 510 025 M (à mentionner sur l'enveloppe).

**BK&C** BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris

**TEXTEUEL**  
Textuel, Agence de journalistes,

## cherche journaliste

(25-35 ans) ayant expérience presse grand public et/ou formation école de journalisme. Il ou elle assurera esquisses, reportages, et suivi de réalisation de journaux clés en main. Envoyer lettre manuscrite + C.V. + Choix d'articles : CPM Christophe BAFST, 28 boulevard Poissonnière, 75009 PARIS.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PRODUITS VERRIERS**  
recherche pour PARIS

## JEUNE RESPONSABLE COMPTABILITE CLIENTS ET SERVICES GÉNÉRAUX DU SIÈGE

En collaboration avec le directeur des services comptables il devra, avec une équipe de 7 personnes, assurer la gestion informatisée de l'ensemble des comptes clients (1.500 personnes environ) Français et étrangers, le suivi analytique financier d'un échantillon test d'une centaine de clients et la responsabilité des Services Généraux du Siège (180 personnes environ) avec les activités diverses qui s'y rattachent.

Pour être candidat il faut avoir une bonne formation comptable de base (D.S.E.C. DUT, B.T.S...) et une première expérience similaire d'une durée suffisante pour avoir acquis la maîtrise des techniques modernes de gestion informatisée.

ANGLAIS COURANT SOUHAITÉ

**BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI RÉUSSIRA À CE POSTE ET ACCEPTERA LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE.**

Envoyer C.V., détail, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Ressources Humaines du COMET, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (réf. 2622).

**COMET**  
DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Filiale française d'un important groupe américain recherche, pour une durée de 6 mois minimum

## Biochimiste

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS pour effectuer des TRADUCTIONS ANGLAIS-FRANÇAIS de fiches techniques "Réactifs et Consommables". La pratique de la dactylo serait un atout pour assurer le traitement complet des dossiers.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence B173 à :

**Organisation et Publicité**  
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

**ORGANISME SOCIAL À STATUT PRIVÉ**  
(11 000 personnes) recherche : DEUX AUDITEURS INFORMATIQUES

- SYSTÈME ANALYSE ET PROGRAMMATION

Ces responsables de haut niveau, de formation ingénieur ou équivalente, justifieront d'une large pratique informatique dans les domaines indiqués.

- Auditer le bon fonctionnement d'importants centres BULL (DPS 8) et IBM (308 30, travaillant en temps réel et en bases de données IMS, IDS).
- Promouvoir les améliorations nécessaires dans la mise en place et l'utilisation des logiciels et matériels de ces centres.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS. Une formation complémentaire peut être assurée. Ecr. sous le n° 7 900 LE MONDE PUBLICITÉ 8, rue de Montessuy, Paris-7

Société d'accompagnement scolaire Crêches, recherche pour l'été 1986 CHARGÉS DE MISSION INFORMATION

relations publiques, promotion, expérience indispensable, bon contact, bonne connaissance en gestion et en informatique. Ad. c.v. détaillé, prétentions, photo, à SCHWARTZ, B.P. 35, 94000 CRETEIL.

**URGENT** expérience française longue durée, 10 h/m. T.E. : 47-63-46-36.

**SOCIÉTÉ** recherche pour Paris

## UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

pour assurer responsabilité bureau d'études et de dessin. Formation de base en mécanique avec bonnes connaissances en génie civil et hydraulique. Diplômé d'une école supérieure d'ingénierie, âgé d'environ 35 ans, le candidat devra avoir une expérience de quelques années dans la fonction, acquise dans une société d'ingénierie.

- Pratique du dessin informatique.
- Bonne connaissance de la langue anglaise.
- Déplacements réguliers.

Ad. C.V. + photo et rémunération sous réf. 1568, L'ESPRESSO, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 Paris Cedex 02.

Jeune fille française d'une industrie leader en B.T.A. recherche

## INGÉNIEUR COMMERCIAL MÉCANIQUE

Ayant :  
- une bonne connaissance en mécanique auto ou autre et des lubrifiants spéciaux ;  
- une parfaite connaissance de l'allemand.

Merci d'adresser C.V. détaillé accompagné d'une photo à : L'ESPRESSO, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 Paris Cedex 02.

## Responsable comptabilité générale et fournisseurs

Société de communication - 500 MF de C.A. filiale d'un groupe international - recherche pour la proche banlieue Ouest, son Responsable Comptabilité Générale et Fournisseurs.

Rattaché au Directeur des Services Comptables, il encadrera une équipe de 6 personnes et sera chargé de traiter la comptabilité générale, de contrôler la comptabilité fournisseurs, d'élaborer les comptes de résultats, le bilan et l'annexe.

Ce poste conviendrait à un praticien confirmé de la comptabilité sur gros Système Informatique, ayant une expérience de la comptabilité anglo-saxonne et connaissant l'anglais courant des affaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous réf. 3827/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Prestigieuse Société française de Parfums et Parfums de Luxe PARIS

## Responsable des licences

Rattaché (e) à la Direction Générale pour : « développer, gérer et suivre les différents contrats de licences existants (prêt-à-porter et accessoires), « coordonner les mises en œuvre des Collections et les actions publicitaires, « rechercher de nouveaux contrats sur le marché international.

Une expérience impérative de 5 ans minimum à un poste similaire dans une société performante est à justifier.

Très bonne maîtrise de l'italien et de l'anglais nécessaires.

Ce poste très opérationnel nécessitera environ 50% de déplacements. La rémunération motivante sera liée à l'acquis professionnel du candidat (e).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 25022-M

**MRI conseil**  
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Micheli, 92522 Neuilly.  
Toutes les candidatures seront traitées de façon très confidentielle.

LA VILLE DE VINCENNES (Vale-d'Arne) RECRUTE SUR TITRES

## UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

rattaché au Cabinet du Maire.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, Service du Personnel 94304 VINCENNES Cedex.

Société opérant dans le secteur SÉCURITÉ bancaire, avec nouveaux systèmes à haute technologie recherche

## AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL

Sera élément prépondérant, introduction d'agences dans le secteur bancaire. Offrons intéressant traitement relatif aux opérations.

**SURETÉ BANCAIRE**  
PÉRIAZZI S.A.  
35, rue des Ecoles, 77360 VOISENON.  
Tél. : 80-88-87-27.

**JOURNALISTE**  
Confirmé ou débutant, connaissant et intéressé par les problèmes de la Communication (presse, audiovisuel, relations publiques, publicité), pour s'occuper plus particulièrement du secteur de la publicité.

Adresser candidature à : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

# Emplois Cadres

CHACQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

**BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ X 11 F (taxe de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 3, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

**ES D'EMPLOIS**

**GRANDES ÉCOLES**

**APRÈS-VE**

**ERGONOME**

**BANQUE LOUIS DR**

**ENTREPRENEURS**

هكذا من الأصل







# LE CARNET DU Monde

## Mariages

— Béatrice JEAN et Olivier BRUE,  
ont la joie de vous faire part de leur mariage à Aix-en-Provence le 9 novembre 1985.

1, boulevard L.-Gamara  
13090 Luyes,  
17, avenue de Saxe,  
69006 Lyon.

## Décès

— M. Henri CAZAUX,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Raymond Hasler,  
Romain, Emily, Caroline et Géraldine,  
M. Thierry Cazaux,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Masson,  
Charlotte et Thomas,  
ses enfants et petits-enfants,  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
Dien de

M. Henri CAZAUX,

le 31 octobre 1985 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Contes (Gers), le mardi 5 novembre à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

124, boulevard Péreire,  
75017 Paris.  
1, rue Lavoisier,  
75008 Paris.  
23, allée des Jaspes,  
97400 Saint-Denis, la Réunion.

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Duchêne,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Duchêne,  
Le docteur Michel Brocard,  
ont la douleur de faire part du décès de

Catherine DUCHÊNE,  
docteur en médecine,

disparue en mer le 18 octobre 1985 à l'âge de vingt-neuf ans.  
Un service religieux sera célébré le 9 novembre 1985 à 10 h 30 en l'église de Saint-Germain-en-Laye.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

14, cité Ibn-Sina, appartement 12,  
Rabat-Agdal (Maroc).  
16, rue Fédéric David,  
78100 Saint-Germain-en-Laye.  
3, rue du Professeur-Judet,  
23000 Gafet.

— Les familles Hababou, Assal, Bel-  
laïche, Saida,  
— Les familles Cohen-Zardi, Solomon,  
Chouat, Pariente, Berda,  
Et la communauté israélite de  
Savigny-sur-Orge et environs,  
ont la douleur de faire part du décès de

Maître Charles HARABOU,  
avocat au barreau d'Evry,  
président fondateur  
de la communauté israélite  
de Savigny-sur-Orge et environs.

Les obsèques auront lieu le 4 novembre 1985.  
Réunion à la porte principale du cimetière de Thiais-Parisien à 15 heures.

— On nous prie d'annoncer les obsèques de

Yvonne HAGNAUER  
(1898-1985),  
chevalier de la Légion d'honneur,  
commandeur dans l'ordre  
des Palmes académiques,  
médaille des Justes en Israël.

Les obsèques auront lieu le mercredi 6 novembre, à 13 h 45, au cimetière de Trivaux, à Meudon.

De la part de  
Roger Hagauer,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Evry,  
ses frère et belle-sœur,  
Les anciens et anciennes de la Maison  
des enfants de Sévres,  
Ses amis.

(Lire le Monde daté 3-4 novembre.)

— M<sup>me</sup> Marie-Claire Lévy-Abégnoli,  
son épouse,  
Maxime et Céline,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Robert David,  
sa sœur et son beau-frère,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jules Lévy-  
Abégnoli,  
son frère et sa belle-sœur  
et leur enfants,  
M. Marcel Lévy-Abégnoli,  
son frère,  
M. et M<sup>me</sup> André Wolf,  
ses beaux-parents,  
Les familles Khoder, El-Hak,  
Les parents et amis,  
ont la douleur de faire part de la mort brutale du

docteur Gabriel LÉVY-ABÉGNOLI,  
survécant dans sa cinquante et unième  
année, à son domicile, le 30 octobre  
1985.  
On se réunira au cimetière de Sceaux,  
174, rue Houdeau, le mardi 5 novembre à  
10 h 45.

18, rue Queneau,  
92330 Sceaux.

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
**CAHEN & C<sup>e</sup>**  
43-20-74-52

— Frédérique Mani  
a la douleur d'annoncer le décès, dû à un  
cancer, de sa mère

Marguerite Esther MANI,  
née Bel-Alek,

survécant dans sa soixante-seizième  
année, le 17 octobre 1985, date anniversaire  
de la mort de son époux tendre-  
ment aimé

Arthur Mosché MANI.

Cette annonce tient lieu de faire-part.  
93, rue du Rocher,  
75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Renée J. Moine,  
son épouse,  
Le médecin principal et M<sup>me</sup> Claude  
Rouquette, née Marie-Joséphine Paillet,  
Ses petits-enfants,  
Ses arrière-petits-enfants,  
Les familles Kampmann, Caillaud,  
Bertou et Moine,  
ont la douleur de faire part du décès de  
docteur Jacques MOINET,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier du Mérite agricole,

survécant le 26 octobre à l'âge de quatre-  
vingt-trois ans.  
La cérémonie religieuse, célébrée le  
mardi 29 octobre en l'église Saint-  
Etienne d'Aras-en-Ré, a été suivie de  
l'inhumation au cimetière de Saint-  
Xandre.

34, rue du Havre,  
17590 Aras-en-Ré,  
10, avenue Georges-Clemenceau,  
40160 Parentis-en-Born.

— M. Antoine Perrin,  
M. et M<sup>me</sup> Antoine Robert,  
Emilie et Sébastien,  
M<sup>me</sup> Edgar de la Fontenelle,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Perrin,  
M<sup>me</sup> Marie-Antoinette Perrin,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Françoise PERRIN,  
née Monique Bilot,

survécant le 1<sup>er</sup> novembre 1985 dans sa  
soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 6 novembre à 13 h 45 en  
l'église Notre-Dame de Clignancourt,  
place Jules-Joffrin, Paris-18<sup>e</sup>, suivie de  
l'inhumation au cimetière de Montmar-  
tre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> André VEIL,  
née Alice Léon,

survécant le 1<sup>er</sup> novembre 1985 dans sa  
quatre-vingt-huitième année.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité.

De la part de ses enfants,  
Janine et Michel Philibert,  
Mylène et Robert Wall,  
Simone et Antoine Veil,  
Lise et Jean Maunon,  
De ses petits-enfants et arrière-  
petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue du Laos,  
75015 Paris.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Sébastien Lott,  
née Christine Courty,  
M. et M<sup>me</sup> J. Lott,  
M<sup>me</sup> Madeleine Lott,  
M. et M<sup>me</sup> Breton des Loys,  
Valentine et Alexandrine,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Lambert,  
très touchés des marques de sympathie  
qui leur ont été témoignées à l'occasion  
du décès de leur époux, fils, neveu,  
frère, beau-frère, oncle et grand-père,  
ont le plaisir de remercier les personnes  
qui leur ont témoigné leur soutien et  
partagé leur peine.

## Anniversaires

— En ce jour de premier anniversaire  
du décès de

M. Henri BLAUSTEIN,

tous ceux qui l'ont connu et aimé auront  
pour lui une pieuse pensée et garderont  
son souvenir.  
3 novembre 1985.

— Il y a trois ans disparaissait

Yves CIAMPI.

Que ceux qui l'ont connu et apprécié  
aient une pensée pour lui.

— Pour le cinquième anniversaire du  
décès de

docteur Jacques  
PODRABINEK-BERNACKI,

une pensée affectueuse de la part de  
ceux qui l'ont connu et aimé.

## Services religieux

— Un culte à la mémoire de  
Pierre BURGELIN,  
décédé le 12 octobre dernier, sera célé-  
bré le samedi 16 novembre 1985 à  
11 heures, en l'église réformée de  
Luxembourg, 58, rue Madame, à  
Paris-6.

## Avis de messes

— Une messe sera célébrée le jeudi  
7 novembre à 18 h 15 à Notre-Dame de  
Paris, à l'intention de

M. Jean-Pierre LABATUT,  
professeur d'université,

décédé le 5 juillet 1985.

— Un service religieux sera célébré le  
samedi 16 novembre à 15 heures à la  
mémoire de

M. Jean ROYON,  
professeur au Conservatoire national  
des arts et métiers,

décédé le 4 novembre 1984.  
Paroisse Notre-Dame-du-Rosaire,  
place des Martyrs, 5, Saint-  
Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

## Communications diverses

— M<sup>me</sup> Bernstein-Gruber, fille de  
Henri Bernstein, auteur dramatique,  
serait désireuse d'entrer en contact avec  
toute personne pouvant lui communi-  
quer des documents, lettres, photos ou  
souvenirs concernant la vie et l'œuvre de  
son père.  
Ecrire : 11, rue Antoine-Bourdelle,  
75015 Paris.

— Messagerie de la Grande Frater-  
nité blanche

Elizabeth CLARE PROPHET

viendra pour la première fois en France  
avec le message de saint Germain pour  
l'ère du Verseau.

Soyez présent et apprenez : « Des  
mantras et méditation pour la purifica-  
tion des chakras », « Les arts perdus de  
la guérison », « La science du Verbe »,  
« Saint Germain et la flamme violette ».

Paris, jeudi 7 novembre 1985,  
20 heures-23 heures, 20 francs.

ASIEM,  
6, rue A.-de-Lapparant,  
75007 Paris.  
Métro Ségur.

Informations à Paris : 43-28-95-59.

— Société des Etudes Renaissance :

vendredi 8 novembre à 17 h 15 dans la  
salle VIII du Collège de France, confé-  
rence de M. le recteur Marius-François  
Gayard, professeur à l'université de  
Paris-Sorbonne, sur « Ernest Renan et  
Victor Hugo ».

— Le Palais de Justice en activité,

14 h 30, métro Cité, côté marché aux  
fleurs (Ch. Merle).

— Hôtels de l'île Saint-Louis :

14 h 30, métro Saint-Paul.  
« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.  
« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Versailles : le couvent des Ursu-  
lines », 14 h 30, métro Saint-Paul.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4-11-85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en  
France entre le lundi 4 novembre à  
0 h et le mardi 5 novembre à  
24 heures.

An cours des prochaines quarante-  
huit heures, une perturbation importante  
balayera le pays en s'accompagnant de  
précipitations abondantes. Elle sera sui-  
vie mardi soir d'un front froid très actif.

Mardi matin, un temps doux et très  
nuageux prédominera sur la majeure  
partie du pays, mettant ainsi un terme  
aux gelées du Nord et du Nord-Est. Des  
précipitations assez abondantes se pro-  
duiront des frontières du Nord à l'Alsace,  
aux Alpes du nord et au Midi. Ailleurs,  
l'on observera seulement quel-  
ques brumes ou petites pluies éparse-  
es. Les vents de secteur sud-ouest sur les  
côtes, à sud dans l'intérieur, se renfor-  
ceront dès le matin pour atteindre  
80 kilomètres-heures sur les côtes bre-  
tonnes, et dépasser 60 kilomètres-heures  
dans l'intérieur.

Les températures minimales auseront  
une hausse avec des valeurs de 6 à  
8 degrés dans le Nord, 4 à 6 degrés dans  
l'Est, 8 à l'intérieur, 10 sur les côtes  
atlantiques, 10 à 12 degrés dans le Sud-  
Ouest, 12 à 14 degrés en Méditerranée.

Les températures maximales auseront  
une hausse de 8 degrés dans le Nord et 10 à  
12 degrés dans le Nord-Ouest, 18 à  
20 degrés en Méditerranée.

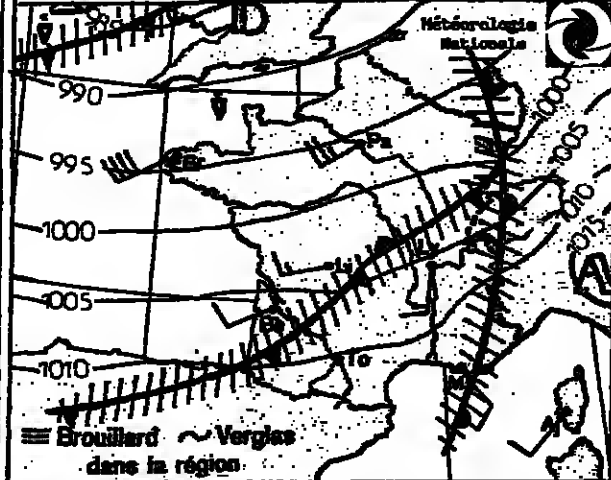
Températures (le premier chiffre  
indique le maximum enregistré dans la  
journée de 3 novembre, le second, le  
minimum de la nuit du 3 novembre au

4 novembre) : Ajaccio, 20 et 12 degrés ;  
Biarritz, 17 et 12 ; Bordeaux, 16 et 8 ;  
Brest, 12 et 6 ; Brest, 14 et 5 ; Cannes,  
18 et 7 ; Cherbourg, 10 et 3 ; Clermont-  
Ferrand, 10 et 4 ; Dijon, 11 et 0 ;  
Dijon, 12 et 3 ; Enlène, 11 et 0 ;  
Grenoble-St-M-H., 10 et 0 ; Grenoble-  
St-Geoirs, 10 et 1 ; La Rochelle, 15 et 5 ;  
Lille, 7 et -4 ; Limoges, 9 et 3 ;  
Lorient, 13 et 6 ; Lyon, 14 et 3 ;  
Marseille-Mariannes, 12 et 6 ; Nancy, 6  
et -2 ; Nantes, 14 et 10 ; Paris-Orly,  
10 et -1 ; Pau, 17 et 9 ; Perpignan, 18  
et 8 ; Rennes, 12 et 2 ; Rouen, 9 et 0 ;  
Saint-Etienne, 10 et 6 ; Strasbourg, 7 et  
-2 ; Toulouse, 16 et 7 ; Tours, 13 et -2.

Températures relevées à l'étranger :  
Alger, 23 et 13 degrés ; Genève, 9 et  
-1 ; Lisbonne, 20 et 17 ; Londres, 9 et  
4 ; Madrid, 15 et 11 ; Rome, 18 et 12 ;  
Stockholm, 3 et -1.

(Document établi  
avec le support technique spécial  
de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 05.11.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en  
France entre le lundi 4 novembre à  
0 h et le mardi 5 novembre à  
24 heures.

An cours des prochaines quarante-  
huit heures, une perturbation importante  
balayera le pays en s'accompagnant de  
précipitations abondantes. Elle sera sui-  
vie mardi soir d'un front froid très actif.

Mardi matin, un temps doux et très  
nuageux prédominera sur la majeure  
partie du pays, mettant ainsi un terme  
aux gelées du Nord et du Nord-Est. Des  
précipitations assez abondantes se pro-  
duiront des frontières du Nord à l'Alsace,  
aux Alpes du nord et au Midi. Ailleurs,  
l'on observera seulement quel-  
ques brumes ou petites pluies éparse-  
es. Les vents de secteur sud-ouest sur les  
côtes, à sud dans l'intérieur, se renfor-  
ceront dès le matin pour atteindre  
80 kilomètres-heures sur les côtes bre-  
tonnes, et dépasser 60 kilomètres-heures  
dans l'intérieur.

Les températures minimales auseront  
une hausse avec des valeurs de 6 à  
8 degrés dans le Nord, 4 à 6 degrés dans  
l'Est, 8 à l'intérieur, 10 sur les côtes  
atlantiques, 10 à 12 degrés dans le Sud-  
Ouest, 12 à 14 degrés en Méditerranée.

Les températures maximales auseront  
une hausse de 8 degrés dans le Nord et 10 à  
12 degrés dans le Nord-Ouest, 18 à  
20 degrés en Méditerranée.

Températures (le premier chiffre  
indique le maximum enregistré dans la  
journée de 3 novembre, le second, le  
minimum de la nuit du 3 novembre au

4 novembre) : Ajaccio, 20 et 12 degrés ;  
Biarritz, 17 et 12 ; Bordeaux, 16 et 8 ;  
Brest, 12 et 6 ; Brest, 14 et 5 ; Cannes,



VICES

هكذا من الأصل

# Le Monde ECONOMIE

## LA RÉGLEMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL

### Ces entreprises qui dérogent et dérangent

« Je sais que beaucoup d'entreprises en accord avec leurs salariés et leurs syndicats sont très près de l'illégalité. Entre l'illégalité et le droit, beaucoup d'entreprises préfèrent l'illégalité. » Le 22 octobre dernier, cette déclaration de M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, lors d'un débat organisé dans le cadre de l'Union sociale, faisait écho à un propos non moins véhément de M. Edmond Maire, qui, quinze jours plus tôt sur France-Inter, s'inquiétait d'une « déréglementation de fait » dans les entreprises, « vivement encouragée par le CNPF » et « admise » par le gouvernement.

Dans le domaine de l'aménagement du temps de travail, un certain nombre d'accords ont acquis leur renommée parce qu'ils s'éloignent peu ou prou de la réglementation du travail. Jeunesse en Vendée, Pernod-Ricard dans le Val-de-Marne, Soles à Chalon-sur-Saône, sont ainsi devenus, parmi d'autres, les avant-gardes « exemplaires » de la flexibilité des horaires.

Dans le monde patronal, des mouvements, comme Ethic et Entreprises et Progrès, se sont faits les promoteurs d'accords dérogeant à un code du travail jugé trop rigide. « Les conventions de branches », explique M. Philippe Demassez, le président d'Ethic, sont de moins en moins adaptées à la diversité croissante des entreprises. Elles fixent les normes sociales de la profession, mais dans chaque secteur se trouvent des entreprises très rentables et des entreprises en difficulté.

Il faut donc concevoir la souplesse nécessaire pour faire face aux besoins du marché, en confiant à l'entreprise « le pouvoir de négocier ses propres normes sociales ». Avec davantage de modération dans sa présentation, l'entreprise et Progrès a préconisé des accords collectifs d'entreprises permettant de « déroger en plus ou en moins favorable aux dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles qui ne sont pas d'ordre public intangible et qui deviendraient ainsi supérieures de la volonté des parties ».

Alors même que des décrets d'application de la loi de 1936 sur les quarante heures sont encore

valables, l'ordonnance du 16 janvier 1982 sur les trente-neuf heures — comme durée hebdomadaire légale — et la cinquième semaine de congés payés a pourtant introduit une certaine souplesse. Des accords collectifs d'entreprise ou d'établissement peuvent déroger aux dispositions de l'ordonnance, mais à condition qu'ils ne se heurtent pas au refus d'une ou des organisations syndicales non signataires et lorsque celles-ci représentent un nombre de voix supérieur à 50 % du nombre des électeurs inscrits aux dernières élections du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel. Mais encore faut-il, pour les heures supplémentaires, les horaires individualisés, la modulation de la durée hebdomadaire ou le travail de fin de semaine, respecter un certain nombre de règles au risque de sortir purement et simplement du cadre légal.

#### Au bout de l'illégalité

Parmi les accords dérogeatoires, il faut donc distinguer ceux qui ne constituent qu'un aménagement négocié de la réglementation et ceux qui dérogent jusqu'au bout et deviennent illégaux.

L'exemple de la modulation des horaires hebdomadaires est sur ce plan très significatif. Certaines entreprises ont décidé, pour honorer des commandes plus ou moins fournies selon les cycles de l'année, d'employer leurs salariés pendant des semaines longues durant une partie de l'année, puis sur des semaines courtes lorsque l'activité retombe. Elles ne peuvent ainsi se prévaloir d'une durée légale hebdomadaire de trente-neuf heures. L'ordonnance de 1982 a donc permis aux seules entreprises saisonnières de conclure des accords modulant la durée hebdomadaire au-dessous et au-dessus de la durée légale de trente-neuf heures, dès lors que sur une année cette durée légale se trouve respectée.

Toutefois, la modulation se heurte à un cactus qui est celui des heures supplémentaires. Les

entreprises qui modulent doivent majorer le paiement des heures supplémentaires (de 25 % pour les huit premières heures et de 50 % pour les suivantes), les semaines où les trente-neuf heures sont dépassées, et, au-delà de la quarante-deuxième heure, accorder un repos compensateur. Si elles ne se plient pas à cette règle, elles sont dans l'illégalité.

L'entreprise Jeunesse, qui fabrique des bateaux de plaisance, en Vendée, a conclu un accord avec le CFDT et le syndicat autonome qui fait passer la semaine de travail de trente-quatre heures trente en « période creuse » à quarante et une heures trente en « période forte » sans que les heures supplémentaires soient majorées uniformément au-delà de la durée légale. Or la direction du travail a donné un « avis favorable ». De quoi perdre son latin.

La jurisprudence semble pourtant interpréter avec souplesse le code du travail. En 1983, un arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation a donné raison aux fromageries Bel qui avaient mis en place une modulation avec récupération, mais non majoration des heures supplémentaires. La seule condition qui a été prescrite est, pour l'entreprise, de programmer ses cycles d'horaires sur l'année. L'ordonnance est donc quelque peu dépassée par la jurisprudence; mais, aux yeux de l'administration, une entreprise qui module sans informer son comité d'entreprise ou qui, pour les heures supplémentaires, ne majora pas ou... laisse la question sous silence (un cas sur trois), est dans l'illégalité.

#### La parole officielle

Le mouvement semble en fait beaucoup plus limité qu'on le dit dans le monde patronal. Pour 1985, sur six cents accords environ sur l'aménagement du temps de travail, seuls 10 % « dérogeant » en portent sur la modulation, la récupération des heures supplémentaires, ou l'annualisation des horaires. Et parmi eux, deux sur trois sont tout à fait légaux. Il n'en est pas moins vrai que le courant d'idées en faveur de ces accords, qui dérangent le

cadre légal et qui dérogent, est fort dans des entreprises qui expriment le besoin de pouvoir répondre avec souplesse aux coups d'accordéon conjoncturels. Si nombre de petites sociétés ne contractaient pas toujours leur flexibilité horaire, il apparaît que l'entreprise moyenne ou grande répugne à l'illégalité ouverte.

Face à cette situation, le ministre du travail, M. Michel Delebarre, a mané le bâton et la carotte. Voyant dans une dérogation systématique « de graves dangers », il a souligné, le 22 octobre, lors de l'ouverture du forum de l'Union sociale : « La multiplication des situations particulières conduirait à des évolutions contradictoires et dispersées en termes de statut et de protection des salariés au sein d'une même branche d'activité. » Le ministre a donc trouvé sa parade en se situant au niveau de la branche. Il a préparé un projet de loi — qui pourrait être examiné par le conseil des ministres du 13 novembre, si d'ici là il obtient le feu vert de M. Fabius.

Ce projet prévoit que des accords pourront déroger au code du travail (qui les intégrerait aussi), sur la modulation des horaires, la récupération des heures supplémentaires, l'annualisation du temps, etc., dès l'instant où ils seraient conclus au niveau d'une branche. Ils ne pourraient alors s'appliquer que dans la branche concernée.

M. Maire, qui se plaint amèrement que deux accords de branches, que son organisation a signés — dans l'hôtellerie et dans les travaux publics, — ne sont pas appliqués pour non-conformité à la loi, a réagi favorablement, et une consultation des syndicats devrait s'ouvrir prochainement. A travers ce débat, c'est cependant toute l'utilité du code du travail qui est en cause. Un code trop rigide bride la souplesse souhaitée parfois tant par les entreprises que par les salariés. Mais un code réduit à un chiffon de papier priverait les salariés d'un cadre minimum de garanties et laisserait les plus forts, les plus habiles dominer complètement la jeu social.

MICHEL NOBLECOURT.

### ARCIS-SUR-AUBE : pendant le week-end

PENDANT le week-end, dans l'usée déserte d'Arcis-sur-Aube, une partie des métiers de l'atelier de tricots continuent à tourner, alimentés par une demi-douzaine d'ouvriers : c'est le résultat du dernier accord d'aménagement du temps de travail signé il y a un mois chez Gérard Fortier, une entreprise moyenne de bonneterie (sept cents salariés en deux usines : Arcis-sur-Aube, où se trouve aussi le siège de la société, et Torgny, dans l'Aisne).

Dans cette entreprise, les accords sont aussi très tricotés : ce n'est pas le moindre paradoxe que cette société, qui avait déposé son bilan le 5 janvier 1981, se retrouve, cinq ans plus tard, plutôt en avance sur le plan de l'organisation du travail et des négociations. Depuis 1982, on y a pas signé moins de quatre accords (modulation des horaires, travail de week-end, expression et, récemment encore, mise sur pied d'un fonds salarial), avec l'accord, dans la plupart des cas, de tous les syndicats, dont la CGT.

Ce résultat est dû à l'habileté de la direction, qui a su présenter aux salariés des propositions avantageuses pour eux comme pour l'entreprise : « Il faut en donner pour en obtenir », dit le PDG, M. Jean Deshayes, — et se réalise des syndicats, qui, sans renier les principes, ont d'abord pesé les avantages offerts. Des syndicats dont la représentativité est très tranchée, de façon presque caricaturale.

La CGT domine largement chez les ouvriers et les ouvrières — elle déléguait trois sièges sur cinq au comité d'entreprise et trois postes sur quatre de délégués du personnel dans ce collège. Mais la majorité de ses élus appartient à l'atelier de tricots — un moyen masculin dans une main-d'œuvre aux deux tiers féminine. FO, minoritaire parmi les ouvriers, est en situation de monopole chez les employés, comme la CGC chez les cadres.

L'aménagement du temps de travail répond à la nécessité de suivre les variations de la production sur l'année en fonction des saisons et à la demande, fortes dans la bonneterie par suite des phénomènes de mode et de collection : « A chaque saison, nous remettons en cause 50 % à 70 % de notre activité », dit M. Alain Colbois, directeur du personnel.

Tout, cependant, a commencé en 1972 avec les horaires variables, une initiative exceptionnelle à cette époque dans la bonneterie. Valables pour tous les salariés, sauf les ouvriers de l'atelier de tricots qui travaillent en 3 x 8, ils permettent chaque jour de jouer sur deux heures, au début et à la fin du se-

Une direction habile et des syndicats réalistes face aux contraintes de la mode.

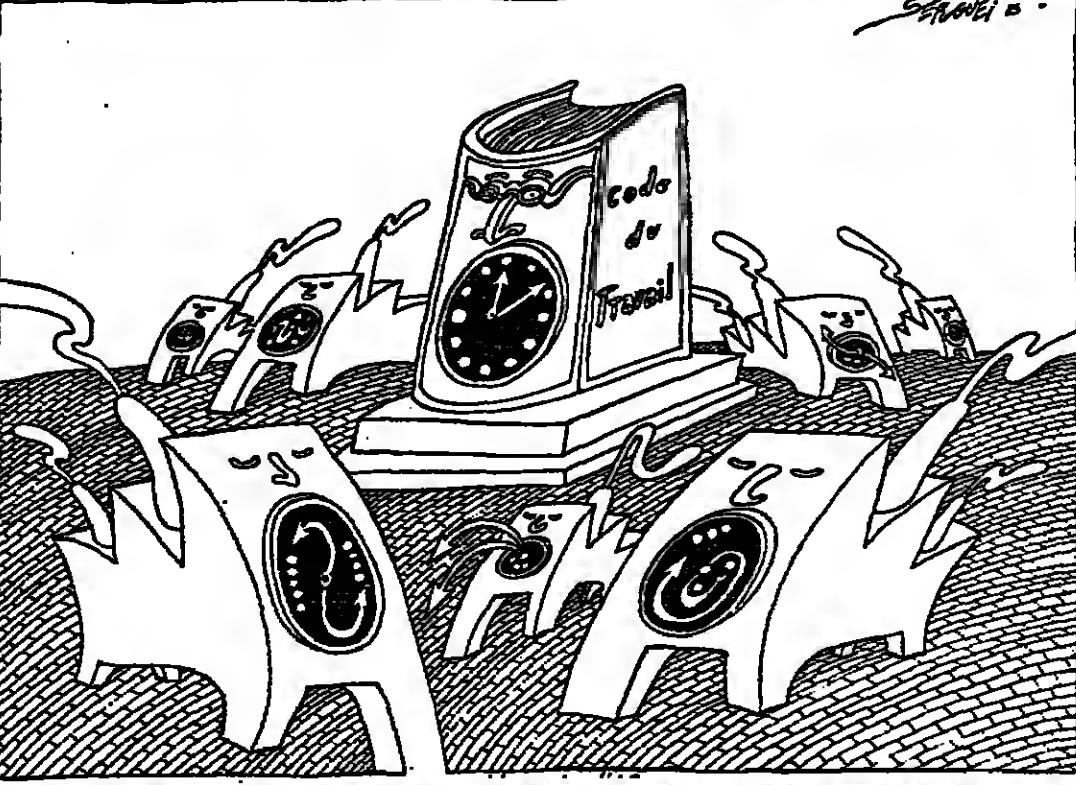
vice ; on peut accumuler jusqu'à une demi-journée d'avance, récupérable ensuite.

Appliqué avec souplesse (bien qu'il faille en principe annoncer son horaire hebdomadaire à l'avance), le système apparaît aujourd'hui aux salariés comme un coqûto : « Si l'on revenait dessus il y aurait une réaction générale », assurent les délégués syndicaux, naseimes.

les commandes, à faire des heures supplémentaires, et les creux entre deux collections, qui amènent à pratiquer le chômage technique, la direction a proposé une modulation de cinq heures de l'horaire de travail autour des 39 heures.

Trois heures seulement ont été acceptées par les syndicats : selon les services et les périodes, l'horaire varie donc entre 42 heures (généralement entre avril et juin et à l'automne) et 36 heures ; les heures au-delà de la trentième sont payées à 25 %. Normalement les modulations doivent s'équilibrer sur l'année : fin mars, on « remet le compteur à zéro ». En fait, si certains salariés ont travaillé moins de 39 heures en moyenne, l'avantage leur reste à ce moment noquis.

Cette modulation a été bien



Comme dans une bonneterie de Romilly (à une trentaine de kilomètres), où les salariés en sont pour cette raison, dit-on, à leur cinquième semaine de grève...

A travers le jeu des avances et des récupérations, les « horaires souples » permettraient déjà une « flexibilité », mais essentiellement à l'usage des salariés. Le deuxième stade, plus original, a été franchi fin 1982, lors du passage de la durée hebdomadaire de travail à 39 heures. Afin d'amortir les pointes, qui obligent, pour assurer

acceptée par les salariés : avec l'horaire souple elle permet, en groupant les heures, d'obtenir à certaines périodes des journées supplémentaires de liberté. D'autant que les ouvriers « postés » ont obtenu ensuite une formule spécifique alternant sur six semaines de 40 heures, et de 32 heures en période creuse (pour les ouvriers du tricots, les modulations sont sur trois ou six semaines).

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 31.)

### CASTRES : une « fleur » au patron

« UNE usine qui chôme, c'est pas bon. » Aussi soucieux du qu'en dira-t-on que de l'avenir de l'entreprise, le délégué syndical et le secrétaire du comité d'entreprise, tous deux CFDT, s'appuient sur cette appréciation pour justifier leur signature d'un accord de modulation d'horaires dans la plus grosse des trois usines (1) des Filatures Pierre Mailhé et Fils à Castres (Tarn).

« Pour l'entreprise, la modulation, c'est mieux que le chômage partiel », ajoutent-ils sous l'œil approbateur de M. A.H., élu du comité d'entreprise, qui, comme eux, se refuse à donner son nom par crainte de la répression syndicale dans cette ville tout entière

Il fallait aider au maintien des emplois dans une entreprise qui marche bien.

patron est pour le dialogue, nous on l'est aussi. » On l'a fait pour notre patron, continue M. J. P., un peu crispé, qui pense sans cesse à l'avenir de ses enfants qu'elle élève seule. Il est très humain, très social, et le contact avec lui est très bon.

Et les salariés, qu'en pensent-ils ? « Tout le monde était d'accord », souligne M. Jean Valero en reconnaissant que, plus réservé, il a finalement « été pris entre deux feux ». « On lui a fait une fleur, au patron. On a peut-être gagné du repos, mais on y perd de l'argent », regrette-t-il en développant un argument de choc : « Ici, on touche 28 F de l'heure en moyenne et le chômage partiel nous rapporterait 23 F. » Avec les heures supplémentaires payées pendant la haute saison et qui permettent de faire face « aux achats exceptionnels comme le réfrigérateur », cela

finir par faire une sacrée différence...

Seulement voilà, le chômage, même partiel, n'est pas un bon indice de vitalité pour une entreprise. Et le « patron » a repris il y a deux ans les filatures dirigées par son père et son oncle, et, un temps, a cumulé les fonctions commerciales, techniques et de gestion. « Il fallait bien l'aider », avouent les syndicalistes, qui, en 1984, ont signé un premier accord prévoyant que 32 h de travail supplémentaire sur l'année, non payées, donneraient droit à 40 h de coogés payés au mois de novembre. « Il fallait bien l'aider », répètent-ils pour expliquer le deuxième accord, intervenu pour 1985, qui stipulait cette fois que 56 h supplémentaires, toujours non payées, seraient remplacées par 88 h de coogé rétributées, l'heure de travail étant elle-même valorisée de 40 centimes.

ALAIN LEBEAUE.  
(Lire la suite page 31.)

(1) Trois usines composent les filatures Pierre Mailhé et Fils. La première, qui comprend le siège, compte 150 salariés, la deuxième 45 et la troisième 17. Dans chaque établissement, la production s'effectue en trois équipes, dont une de nuit.

## MAITRISE de L'ENERGIE

LA BAISSSE DES PRIX DE L'ENERGIE  
une occasion de préparer l'avenir

L'INVITE DE MAITRISE  
Robert Chapuis, député de l'Ardèche  
président de la Mission d'information parlementaire  
sur le bilan de la maîtrise de l'énergie

MARDI 5 NOVEMBRE  
DANS LE MONDE  
DATE 6

L'INNOVATION  
DANS LE BATIMENT

- La « domotique », vous connaissez ?
- La terre, nouveau matériau ?



## La réglementation du temps de travail TOURS : des horaires à la carte

« Plus les horaires sont courts  
et mieux les gens travaillent »

DANS la zone industrielle de Tours, l'usine Sprague-France (dont la maison mère se trouve dans le Massachusetts, aux États-Unis) n'a rien de particulier pour attirer l'attention. Elle n'a pas un « look » plus moderne qu'une autre. Elle n'est pas... à la campagne. Et ce n'est pas le fait qu'elle fabrique des composants électriques passifs — en particulier des condensateurs au tantale — qui peut vraiment raviver la curiosité.

Depuis qu'elle existe, c'est-à-dire depuis 1967, elle n'a connu qu'une « vraie » grève. Le chiffre d'affaires (500 millions de francs en 1985) comme l'emploi (712 salariés à Tours, 200 emplois créés en deux ans) connaissent une croissance régulière. La main-d'œuvre est jeune (trente et un ans de moyenne d'âge) et féminine (65 % de femmes, mais seulement 3 on 4 parmi les 68 cadres). Une entreprise banale comme les entreprises apparemment sans histoires, celles qui se portent bien...

Cependant, Sprague-France n'est pas tout à fait une entreprise comme les autres. On y cultive, avec autant de perfectionnement que pour les condensateurs au tantale, les systèmes individualisés. Déjà pour les salariés, à partir d'un pourcentage d'augmentation de la masse salariale qui est négocié chaque année (avec des accords pour 1983 et 1984 avec la CFDT, seul syndicat encore présent dans une entreprise fort peu syndicalisée), « la société récompense en fonction du mérite et de l'efficacité ». Mais, pour les horaires, le système est presque à la carte avec une dizaine d'horaires différents. A chacun de s'y retrouver.

Le directeur de l'établissement, M. Jean Levasseur, fait partie de ces chefs d'entreprise qui ont été déçus que les négociations sur la flexibilité de l'emploi au niveau national n'aboutissent pas à un accord. « Le rôle de l'entreprise,

affirme-t-il, est de servir le marché. Ce qui signifie que, dans son esprit, elle doit s'adapter en permanence et en souplesse aux contraintes dudit marché. Pour un peu, M. Levasseur, qui trouve que, « depuis 1974, les gouvernements se contentent de faire du « rustinage », sans mettre en œuvre un véritable projet », descendrait dans la rue pour revendiquer la semaine de 30 heures, mais à condition — et la condition a toute son importance — « que les équipements tournent plus ». Pour y arriver, souligne-t-il, il faut « que le patronat fasse un effort, que les syndicats ne bloquent pas et que le gouvernement soit un moteur ».

### Sept jours sur sept

Loin des négociations d'appareils et des initiatives législatives, l'usine Sprague de Tours a organisé son temps de travail. Si l'on met de côté huit jours fériés dans l'année, l'entreprise tourne 24 h sur 24, sept jours sur sept et 52 semaines par an. L'horaire moyen oscille entre 36 h et 36 h 30, mais, en déduisant les pauses rémunérées, il est, selon M. Jean-François Fritz, directeur « logistique », « en dessous de 35 heures », bien en dessous des 38 h 30 de l'accord national sur la durée du travail dans la métallurgie.

Dès 1967, deux équipes travaillaient en 2 x 8. En 1979 est apparue une équipe de nuit. En 1983, grâce à un accord avec la CFDT, alors présente dans l'entreprise, le travail du week-end a été élargi à la palette d'horaires dans l'entreprise.

Cette palette est aujourd'hui on ne peut plus étendue. Il y a tout d'abord un horaire de base — 38 h 30 comme pour l'ensemble de la métallurgie, — à raison de 7 h 42 par jour pendant cinq jours, qui concerne 226 personnes. 40 autres salariés travaillent éga-

lement sur cinq jours ouvrés, mais en horaires variables : ils doivent être présents entre 9 h et 15 h 20, mais peuvent arriver le matin entre 7 h 30 et 9 h et partir le soir entre 15 h 20 et 18 h en s'organisant comme ils veulent, à condition de faire 38 h 30 par semaine.

On trouve ensuite les fameuses « équipes de week-end » : 28 personnes (moitié hommes, moitié femmes) sont employées à l'usine le samedi et le dimanche à raison de 12 h par jour (une équipe de 5 h à 17 h et une autre de 17 h à 5 h). Six ou sept volontaires ont été trouvés dans l'entreprise, les autres ayant été recrutés à l'extérieur. Avantage : 24 h payées 39...

« On a dû repasser cinq ou six personnes dans des équipes de 2 x 8 », explique M. Fritz, et on a eu des difficultés. Une femme qui a des enfants a demandé de travailler le week-end, car elle se trouve toute la semaine chez elle avec un emploi du temps comme si elle n'avait pas d'activité salariée.

### Les 6 x 6 et la semaine de 30 heures

Une analyse que ne partage pas M<sup>me</sup> Yvette Quélin, déléguée syndicale CFDT depuis quatre ans. Lors de la grève de 1981, assurée-t-elle, la direction a voulu imposer le travail du samedi aux « bénéficiaires » de contrats à durée déterminée. « On a réussi à rejeter l'ultimatum. Pour les équipes de fin de semaine, il y a maintenant aussi des contrats à durée indéterminée. C'étaient des chômeurs à qui on a proposé cela et rien d'autre. Tous ceux que j'ai vus, ils auraient choisi un autre horaire s'ils avaient eu le choix. Ce sont surtout des personnes seules, pas mariées, sans enfants.

Quand il y a une vie de famille, c'est très mal vécu ».

Sans que ce système d'horaires fasse l'objet d'un accord d'entreprise, Sprague a ensuite inventé les 6 x 6 : il s'agit d'équipes qui travaillent 6 h par jour pendant six jours par semaine. Elles sont payées 36 h. Quatre équipes se relaient : 120 personnes, hommes et femmes, travaillent dans les trois premières équipes (5 h-11 h, 11 h-17 h, 17 h-23 h) et 26 hommes forment la quatrième (23 h-5 h), alors que selon M. Levasseur, adversaire de la « rigidité » de la réglementation sur le travail de nuit, « il y a des femmes candidates ». Une quinzaine de salariés (des femmes à 80 %) appliquent les 6 h par jour, mais seulement cinq jours. Elles expérimentent la semaine de 30 h payée sur la base de 30 h.

Les femmes, qui pour la plupart dans l'entreprise sont ouvrières qualifiées — une cinquantaine étant professionnelles, d'autres techniciennes, — se trouvent aussi parmi les plus intéressées pour travailler cinq jours par semaine, mais en troquant le samedi contre le lundi ou le mercredi. Une dizaine ont adopté ce système. Une dizaine aussi travaillent 32 h par semaine, à raison de 8 h par jour, mais avec un troisième jour de congé, le mercredi pour s'occuper des enfants. Certains services de l'usine (la qualité, les départements commerciaux, magnétique et informatique, le restaurant) ont échafaudé leurs propres horaires, en jouant sur la plage d'arrivée ou celle de départ, en étendant le temps du déjeuner ou encore en concentrant les heures pour éviter de travailler le lundi... Une gamme très flexible.

Pour appliquer ce système à la carte, Sprague a utilisé les « souplesses dérogatoires » de l'accord national de la métallurgie et a « informé » le comité d'entreprise, où la CFDT cohabite avec des élus sans étiquette syndicale. « On est resté », souligne M. Fritz, « totalement dans la légalité, même si on voudrait faire sauter le verrou pour le travail de nuit des femmes. On a été en marge de la légalité pendant six mois sur le travail du week-end. Mais nous ne sommes pas hors la loi ».

« On a laissé aux gens la possibilité de choisir un horaire à titre temporaire pour six mois », explique M. Patrick Darnault, chef du personnel, avec une option pour revenir à l'horaire initial. Cela permet d'adapter ses horaires aux contraintes extérieures. « La porte est ouverte à toute suggestion », précise M. Fritz. Si quelqu'un demande un horaire particulier, il y a un avis favorable si cela ne pose pas de problèmes au service.

### « Débrouillardise »

Le hilaire est pour le moment jugé positif par la direction. Des emplois ont été créés. L'absentéisme — de 5,6 % à 5,8 % — a baissé. La productivité a tendance à s'améliorer — « plus les horaires sont courts et mieux les gens travaillent », assure M. Fritz. Et si M. Levasseur juge « scandaleux » qu'un syndicat qui représente plus de 50 % des électeurs inscrits au comité d'entreprise puisse s'opposer à un accord dérogatoire, cela n'a nullement entamé sa liberté de mouvement.

Si elle avait cette force, M<sup>me</sup> Quélin l'utiliserait sans nul doute. Déléguée CFDT, elle n'est ni « moderniste » ni « maitrise » — « la confédération est devenue un syndicat de gestion, et ne tient pas compte des revendications des travailleurs », voyant dans l'expression des salariés « un leurre qui court-circuite les délégués du personnel. C'est de la poudre aux yeux, de la démagogie ». Elle se plaint qu'il n'y a pas de dialogue avec la direction — « quelle que soit la demande, c'est toujours non. C'est vraiment le mur » — et dénonce la signature par la CFDT de l'accord sur la durée du travail dans la métallurgie.

M<sup>me</sup> Quélin n'est pas davantage sensibilisée à la compétitivité des entreprises : « Elle se situe au niveau des machines. Je n'ai pas ce genre de logique. Les gens tra-

vailent bien, ils ne viennent pas pour saboter. Que l'entreprise fasse des bénéfices ou non, les salariés sont toujours aussi bas ». Adepte de l'horaire unique, elle est hostile à des horaires qui « saucissonnent » l'entreprise et comptent les salariés les uns des autres.

« C'est la débrouillardise poussée à l'extrême. Je travaille en journée normale. Les salariés de nuit, je ne les vois jamais. Les salariés du week-end disent qu'ils font tout ce que ceux de la semaine n'ont pas fait. C'est le travail en fonction des aléas de la production. Maintenant, il suffit d'informer le comité d'entreprise et on fait ce que l'on veut pour les horaires. On revient sur tous les acquis. C'est lamentable ».

Rien dans le système Sprague ne trouve grâce aux yeux de M<sup>me</sup> Quélin, arrivée dans l'entreprise en 1976, ni le 6 x 6 (c'est

« la disparition d'un acquis », ni le travail du week-end. « Dans les ateliers, affirme-t-elle, les personnes qui ont accepté de travailler le week-end, ce sont en grande majorité de nouveaux embauchés à contrat à durée déterminée. Ils ont un contrat de six mois renouvelé une fois, et après ils s'en vont ». L'entreprise emploierait, selon la déléguée CFDT, une centaine de contrats à durée déterminée. M<sup>me</sup> Quélin n'est pas « sûre » de son chiffre (1), mais elle voit cette précarité comme la sœur jumelle d'une flexibilité d'horaires qu'elle refuse.

M. N.

## NEUF-BRISACH : même le dimanche

Faire tourner l'outil au maximum  
mais pas à n'importe quel prix

INVESTISSEMENT, production, aménagement du temps de travail : trois notions étroitement liées, au centre des discussions menées depuis plusieurs mois entre la direction et les syndicats de Rhénalu à Neuf-Brisach (Haut-Rhin), leader français de la transformation de l'aluminium. Cette division du Cégédur-Pechiney vise ambitieusement une troisième place mondiale, alors qu'elle se situe actuellement peu ou prou à la sixième.

Un programme d'investissements (7 millions de francs) est actuellement mené à bien. Il doit permettre de doubler la capacité de production de l'usine pour atteindre 350 000 tonnes en 1990. La mise en place de tels investissements (deux fours de fonderie, deux laminoirs à froid, une ligne de dégrassement et un ensemble de fours de réchauffe) nécessite une meilleure organisation du temps de travail, ainsi qu'une augmentation sensible des effectifs. En hausse de 225 unités depuis 1983, ceux-ci devraient s'accroître de 150 autres l'an prochain, pour atteindre les 1 150 salariés.

Après une période de sensibilisation au cours de laquelle la tension au sein de l'entreprise fut parfois très vive (grèves de la faim, licenciements, etc.), tous les partenaires sont aujourd'hui conscients que le développement de l'usine passe par un gain de productivité, à la condition de réaliser simultanément trois choses : investissement, effectifs, organisation du travail. Toutefois, la direction et les syndicats ne se sont pas encore totalement rejoins sur la manière d'organiser le temps de travail.

Pour M. Philippe Aron, directeur des affaires sociales de l'usine, un impératif : faire tourner l'outil au maximum pour une rentabilité accrue. D'accord, répondent les syndicats, et notamment la CFDT, majoritaire, mais pas à n'importe quel prix. Aussi ont-ils donné leur accord négocié au passage de seize postes de huit heures à dix-huit postes. Ce changement, accompagné d'une réduction du temps de travail sans perte de salaire, a permis d'allonger la durée d'utilisation de l'outil en empiétant sur le week-end.

### « Un peu de prospective »

Aujourd'hui, l'usine tourne du dimanche 21 heures au samedi 21 heures. Reste une plage de vingt-quatre heures, que la direction aimerait bien mouler en introduisant vingt et un postes. Une nécessité, car, « dès l'année prochaine, nous ne pourrions plus passer ». Un nouveau cycle de négociations vient d'être entamé, avec de notre part, explique M. Aron, une volonté d'intégrer dans notre démarche une augmentation du temps de travail.

Pour M. Aron, il ne suffit pas de dire aux salariés : « Vous travaillez le dimanche, voilà ce que vous aurez en plus sur le plan financier ». « Il faut que nous entrions plus avant dans les termes généraux de l'organisation du travail et de la place des hommes dans les années 1987 à 1990. Nous devons faire un peu de prospective ».

Cette démarche est menée par la liste de groupes de réflexion (créés dans les ateliers et ouverts à toutes les instances de concertation de l'usine, rassemblant les chefs d'atelier, les employés, les techniciens et les agents de maîtrise (ETAM), ainsi que des délégués syndicaux) et d'une équipe de jeunes cadres. Une structure de consultation multidimensionnelle, apparemment lourde, mais génératrice de propositions de solutions aux problèmes recensés. Ce travail de réflexion mené à tous les niveaux du personnel, s'il ne peut qu'améliorer le climat au sein de l'entreprise, n'enlève cependant rien à la force revendicative des syndicats qui y sont largement associés.

La voie sur laquelle ils avancent est cependant étroite dans une des rares entreprises alsaciennes qui ne licencie pas, mais qui, au contraire, embauche — et pour une part non négligeable sur le plan local — grâce notamment à l'action syndicale. Conscients qu'ils ne peuvent pas s'opposer valablement aux vingt et un postes, donc au travail du dimanche (pratique réjetée en Alsace plus qu'ailleurs en France), les syndicats portent leurs revendications, pour la CFDT notamment, sur la suppression des contraintes dans lesquelles va se trouver le personnel à la suite de l'instauration des vingt et un postes.

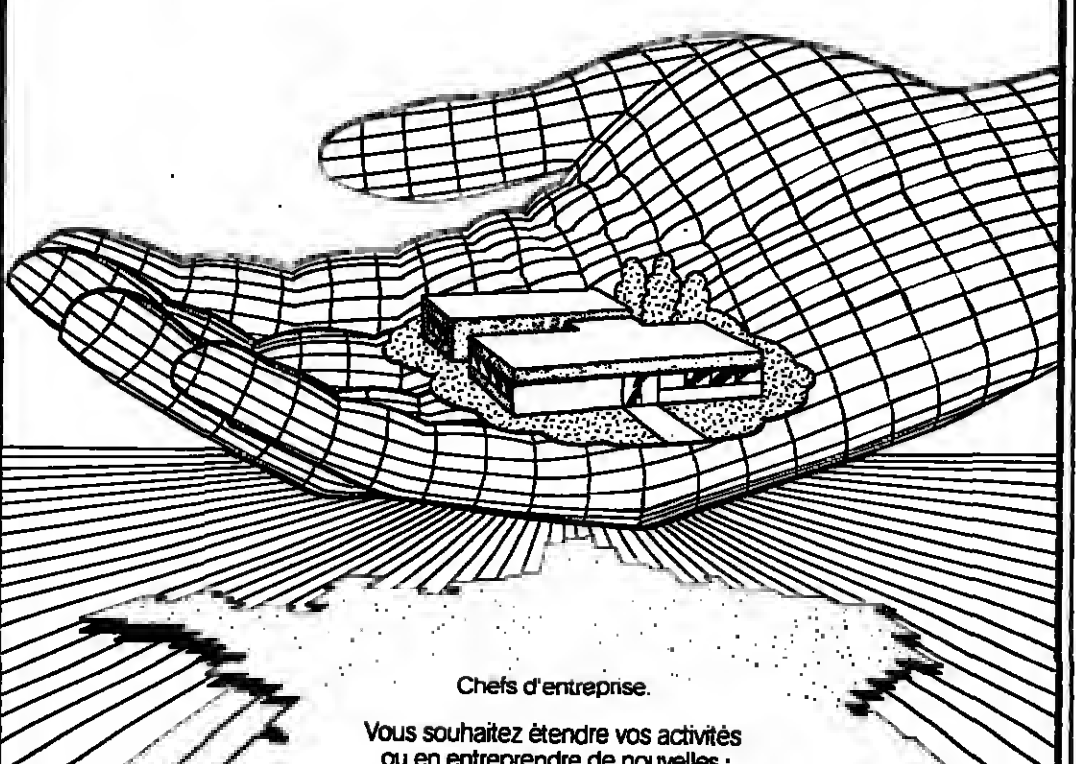
Sur cinq équipes, l'horaire théorique passera de trente-six heures à trente-trois heures vingt. Sur une base de trente-cinq heures hebdomadaires — qui est la revendication sine qua non pour la CFDT, — il restera une plage d'une heure quarante, qui ne doit pas apparaître comme une contrainte, mais servir par exemple à la formation.

La direction, pour sa part, déclare : « Oui à la réduction du temps de travail à trente-cinq heures, à condition qu'une part à définir de deux heures, que l'on travaillerait en moins, soit consacrée à la formation par cumul d'heures ». C'est-à-dire qu'un salarié viendrait à l'usine une ou deux fois l'an pour la formation.

Le fossé qui sépare la direction et les syndicats, même si n'est pas infranchissable, est encore bien profond. Mais les derniers mois de cohabitation, et surtout la leçon tirée du passage aux dix-huit postes, ont permis d'arrondir sensiblement les angles. A défaut de laminer les écussons comme des feuilles d'aluminium...

BERNARD LEDERER.

## Vous avez un projet ? Développez-le avec CGE.




Chefs d'entreprise.

Vous souhaitez étendre vos activités  
ou entreprendre de nouvelles :  
CGE Promotion Industrielle est prête à vous aider dans  
la réalisation de vos projets créateurs d'emplois.

Vous recherchez un appui technique, commercial ou financier :  
CGE Promotion Industrielle vous fera bénéficier  
des compétences de la CGE, groupe international performant dans  
les télécommunications, l'électronique, les transports, le nucléaire  
et bien d'autres secteurs de pointe.

CGE Promotion Industrielle : une équipe de professionnels réalisera avec vous :  
- Etudes du projet : Mise au point du produit, marketing.  
- Montage de l'opération : Choix de l'implantation, financements, dossiers administratifs, etc.

Vous avez un projet !  
Ne restez pas seul, gagnez du temps !



APPELEZ  
CGE Promotion Industrielle  
Tél. : (7) 45.53.14.14  
55, rue de la Bourse  
75002 Paris Cedex 08

GROUPE CGE

CGE-PROMOTION INDUSTRIELLE : UN APPUI POUR ENTREPRENDRE

مكتبة من الأصل



## La réglementation du temps de travail

## MOREUIL : semaines longues et semaines courtes

« **L**E 27 décembre 1984, au moment même où les partenaires sociaux entrent en vigueur, nous avons signé un accord sur l'aménagement du temps de travail. » M. Michel Caron (CFDT) ne craint pas le paradoxe lorsqu'il explique comment les syndicats - CGT incluse - de l'entreprise G 10 (spécialisée, avec 280 salariés, dans la vente sur catalogue) à Moreuil, dans la Somme, et la direction de l'entreprise sont parvenus à un compromis sur ce sujet.

En 1981, lorsque les discussions ont commencé, la CGT et la CFDT ont réclamé la réduction du temps de travail. Mais pour aboutir à un compromis, il a fallu que chaque partie y trouve son compte. « L'activité de l'entreprise est saisonnière (G 10 est grossiste de coopératives). Nous enregistrons des pointes d'activité en février, mars, octobre et novembre », explique M. René Huret, directeur de la société. Durant ces périodes, les salariés faisaient des heures supplémentaires - qui coûtaient cher à l'entreprise. Les autres mois de l'année, ils respectaient les horaires fixés par la loi, mais

Contre la tentation des pouvoirs publics d'intervenir directement.

« balayaient les locaux pour s'occuper ».

En 1982, l'application de la semaine de 39 heures a posé plus de problèmes qu'elle n'en a résolus. Il fallait donc trouver une solution. La direction propose alors d'alterner des semaines de 42 heures et des semaines de 36 h 45 ; mais si la CFDT accepte de dépasser les horaires durant la période de pointe, la CGT met son veto.

« En aucun cas nous n'acceptons de dépasser les quarante heures de travail par semaine », explique M. Jackie Pommier (CGT). La CGT est majoritaire dans l'entreprise, et une consultation organisée par ses soins auprès des salariés lui donne raison.

Finalement, le 9 décembre 1983 la CGT - avec l'accord de [sa] fédération », la CFDT, FO et la direction signent un premier accord - sur l'augmentation des salaires et sur la répartition de la durée du travail. Chacun tire

son épingle du jeu, mais fait des concessions au nom d'un « réalisme » que syndicats et direction mettent aujourd'hui en avant. Les syndicats ont obtenu une réduction du temps de travail (37 h 25 en moyenne par semaine). Seize semaines « longues » (39 heures) alternent avec trente-six semaines courtes et variables, mais les salariés sont payés toute l'année sur la base de trente-neuf heures. En échange, les syndicats admettent que l'augmentation des salaires ne dépassera pas le coût de la vie en 1984.

En période de pointe

Pour le personnel, la formule ne manque pas d'avantages, mais les services administratifs, moins soumis aux fluctuations des activités, ont refusé de tenter l'expérience. Pour la direction, « l'accord est positif, mais il n'est pas suffisant car en période de pointe, 39 heures de travail ne permettent pas de respecter le

plan de charge ». Aussi le recours aux heures supplémentaires assurées par des volontaires est-il venu compléter l'accord. Les syndicats ferment les yeux.

En décembre 1984, l'accord a été révisé. La nouvelle formule des horaires tient mieux compte des fluctuations d'activité (1). Mais les partenaires sociaux ont ajouté un avenant prévoyant que, durant les périodes de pointe, cinq contrats à durée déterminée (trois mois) seront offerts à « des chômeurs en fin de droits ».

Pour les syndicats de Moreuil le cas de l'entreprise G 10 est exemplaire. Il remet en cause les négociations nationales sur la flexibilité, ainsi que la tentation pour les pouvoirs publics d'intervenir directement, en se substituant aux partenaires sociaux. « De tels accords, de telles décisions doivent se borner à poser des principes, affirme M. Caron, sinon, ils bloqueraient les possibilités que les partenaires sociaux ont sur le terrain de trouver des solutions aux problèmes de l'entreprise ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Les semaines longues, les salariés travaillent 40 heures, les semaines courtes de 35 h 45 à 36 h 45.

## HALLUIN : à mi-temps

Une formule mal perçue par le personnel.

L'idée de travail à temps partiel au secours de l'emploi peut paraître séduisante, mais elle est très difficile à mettre en œuvre. La direction et le personnel de Dacfrance, les établissements Verkingra à Halluin, dans le Nord, en savent quelque chose, qui se sont vu à leur grande surprise citer en exemple dans la presse en illustration du rapport Taddai sur l'aménagement du temps de travail.

Deux formules étaient mises en œuvre au début de l'année dans cette entreprise de papier peint (trois cent cinquante salariés en butte à de graves difficultés économiques). Depuis plusieurs années, cette firme, qui a figuré au premier rang du secteur en France, voit sa croissance se ralentir. Elle a donc cherché à réduire sa main-d'œuvre par la suppression d'un poste de travail. Un plan social prévoit des départs en pré-retraite selon une convention FNE, des départs volontaires (avec une prime de deux mois de salaire en sus des indemnités de licenciement) et une réduction du temps de travail à 35 heures payées 38.

Il s'agit d'un horaire modulable : en effet, l'entreprise connaît une période de forte activité entre octobre et février, au moment de la confection des catalogues. A ce moment-là, le temps de travail peut être porté à 39 heures, toujours payées 38, les heures supplémentaires étant récupérées en temps au cours des autres mois de l'année. Cette diminution d'horaires permet de gagner 24 postes de travail, auxquels s'ajoutent les départs volontaires (18) et les préretraités (24). Cela permet d'abaisser le nombre de licenciements à 31.

La CGT, majoritaire depuis toujours dans l'entreprise, demande alors à la direction de mettre en place un système de travail à mi-temps. Le contrat proposé et mis au point par l'entreprise prévoit que les salariés travaillent 900 heures dans l'année pendant la période de forte activité, mais ils sont payés à mi-temps du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Ils demeurent ainsi membres du personnel de l'entreprise, même en dehors des périodes de travail, et bénéficient de la couverture sociale douze mois sur douze.

La formule, séduisante dans une entreprise de ce genre, sera mal perçue par le personnel, y

compris chez les salariés menacés de licenciement. Parmi ceux-ci, 5 seulement, dont 4 femmes, préféreront le mi-temps au chômage. Il est vrai qu'ils se trouvent ainsi licenciés pour le moins de leur emploi, sans bénéficier des dispositions légales prévues en matière de licenciement.

En couple

L'appel au volontariat et les propositions faites individuellement aux salariés travaillant en couple dans l'entreprise ont eu une situation jugée satisfaisante (sur quels critères ?) n'aura guère plus de succès. Le syndicat CFDT était hostile à la formule, reprochant notamment à la direction de rejeter ainsi la responsabilité des suppressions d'emplois sur le personnel. Force ouvrière, pour sa part, estimait qu'il aurait fallu donner davantage de garanties aux salariés qui choisissent le mi-temps quant au maintien de leur emploi.

Finalement 17 personnes ont répondu favorablement à la proposition, 13 femmes et 4 hommes, dont 2 étaient licenciées, et un connaissait des problèmes de santé, la plupart espérant ainsi échapper à de prochains licenciements ; mais aucun ne voyait pourquoi il ferait, individuellement, davantage que d'autres les frais d'une solidarité mal comprise. Finalement 22 licenciements ont eu lieu.

Ces propositions venaient après diverses mesures de radrassement économique s'avérant, les uns après les autres, insuffisantes : blocage des salaires, réduction du temps de travail, etc. « Toutes ces mesures ont remis nos salariés au niveau de septembre 1982, soit un recul de trois années », expliquent les syndicats, qui soulignent que l'effort ainsi consenti par le personnel n'est pas, à leurs yeux, suffisamment reconnu par la direction. Ils reprochent aujourd'hui à celle-ci de ne pas les associer à l'élaboration du plan de restructuration qui doit être de nouveau soumis au tribunal de commerce le 30 novembre prochain, au terme d'une période de suspension provisoire des poursuites de trois mois, plan qui se traduira sans nul doute par de nouvelles suppressions d'emplois.

JEAN-RENÉ LORÉ.

## CASTRES : une « fleur » au patron

(Suite de la page 29.)

« Cette année, ce ne sera pas pareil, préviennent-ils tous trois, assurés du soutien des trois quarts du personnel. A trop tirer sur la corde... » Un directeur des usines, M. Jean Fontès, est arrivé, qui s'est mis en tête d'améliorer le système obtenu pour un an à chaque fois par M. Alain Mailhé, le PDG. Voilà qu'aujourd'hui propose quatre-vingts heures de modulation dans l'année - un maximum - avec des amplitudes de quarante-quatre heures et surtout de quarante-huit heures par semaine au mois de mai pour une durée officielle de trente-neuf heures hebdomadaires avec, en compensation, treize heures de congé. « Il faudrait travailler le samedi après-midi ! », s'offusquent les syndicalistes, en laissant entendre que ce qui était possible avec M. Alain ne le serait pas avec son remplaçant...

« Valeur pédagogique »

Vue du côté du chef d'entreprise, l'aventure de la modulation ne repose pas sur les mêmes ressorts d'affection. M. Alain Mailhé, membre d'ETHIC par hasard, patron par vocation - à une époque où même les descendants d'une famille de filateurs rechignent à embrasser la carrière, ou à son paternalisme, comme on verra. Heureux et fier d'avoir survécu dans une profession où l'on compte trop d'éclipsés, décidé à surmonter la

fatalité qui décime les rangs de ses concurrents et confrères d'une « place » renommée - celle de Castres et Mazamet - il veut croire en ses facultés de gestionnaire toujours prêt à relever les défis et, surtout, se persuader de la « valeur pédagogique » de ses accords exemplaires qu'il signe avec son personnel. « Ils ont compris que notre métier avait évolué, affirme-t-il, et ils sont prêts à s'adapter ».

De fait, et observée lucidement comme il sait le faire, les conditions d'exercice de la profession de filateur - « forçatier », par opposition au « faconnier » - sont, traitées, sont désormais réglées par des lois nouvelles, même si l'on appartient à l'aristocratie, celle qui garde la laine et produit les qualités de haut de gamme « chaude » avec le cachemire, l'angora et le poil de chameau. « Depuis deux à trois ans maintenant, nos clients ne font plus de stocks, et nous n'en plus, explique-t-il. A moins de travailler à l'export, ce que nous faisons pour 50 % de notre chiffre d'affaires, nous avons une période de forte activité qui commence à la fin de l'hiver et se termine pendant les mois d'été ».

Au mois de mai, la production bat son plein, à grand renfort d'heures supplémentaires. En octobre et en novembre, les « ressorts » étant aujourd'hui abandonnés, le volume de travail diminue. D'où l'idée d'un accord qui permettrait de mobiliser tout le monde plus longtemps

pendant la forte saison, quitte à fermer les ateliers quand la production est tout sauf indispensable.

La première année, en 1984, et à titre d'expérience, l'objectif fut modeste. Il s'agissait d'abord d'expliquer, puis de convaincre. M. Alain Mailhé présente un premier projet, accepta qu'il fût combattu, puis modifié, et organisa, pour ce faire, de nombreuses réunions avec les ouvriers. Dans deux des trois établissements, un accord fut finalement signé et l'ancienne prime aux résultats sur le chiffre d'affaires versée.

La deuxième fois, le nouveau patron poussa son avantage et, mieux, obtint l'acquiescement à une loi de majorité de l'usine récalcitrante, où domine le syndicat CGT. En outre, il fit adopter le principe d'une prime individuelle, d'efficacité par établissement sur un coefficient lié à l'absentéisme. En moyenne 150 francs par personne et par mois ont été ainsi payés, avec une pointe jusqu'à 270 francs en mai dernier.

Souplesse

Pour le gestionnaire, et M. Alain Mailhé en convient, cette modulation d'horaires présente beaucoup d'avantages et peu d'inconvénients. L'entreprise tourne à son rythme, sans immobilisation coûteuse. Elle y a gagné en souplesse et - celle mieux - à la réalité d'un marché saisonnier. Elle ne paie pas d'indemnités de chômage partiel, « trap coûteuses

pour la collectivité, puisque l'Etat participe à leur financement », et a limité le recours aux heures supplémentaires majorées.

A l'inverse, certains services liés à la production - le magasin « fils », le magasin marchandises - se plaignent de la disparité ainsi introduite, tout comme une partie de l'administration, semblait-il. Surtout, les agents de maîtrise et les cadres ont à souffrir d'une organisation du travail qui les oblige à plus de présence. « Mais nous sommes une entreprise à taille humaine, note le PDG. Il y a toujours des arrangements possibles. Quand le contremaître veut faire l'ouverture de la chasse, il n'y a pas de problème... »

Reste - et il s'agit là du point le plus délicat - que ce type d'accord n'est pas légal. « Non seulement il prive les salariés d'un supplément de pouvoir d'achat produit par les heures supplémentaires », ainsi que le reconnaît M. Alain Mailhé lui-même, mais il contrevient à l'obligation de payer les heures supplémentaires au-delà de la durée hebdomadaire légale. « L'inspecteur du travail, lui, a cependant été favorable dès 1984 dans la mesure où il élimine le chômage partiel, note le PDG. L'accord lui a été soumis et remis, il en a prévenu la direction départementale du travail et de l'emploi ; mais il n'est pas venu sur place pour vérifier... »

« Je n'ai rien à cacher », assure M. Alain Mailhé, qui ne redoute pas les conséquences de son initiative et, au contraire, estime que « les accords sociaux participent de l'image de marque, de la notoriété ». En 1980, les réactions syndicales sont plus timorées. L'union locale CFDT avait donné un avis favorable à l'accord, puisque la majorité du personnel y était décidée.

« Quand la fédération Hacuitex l'a appris, elle a envoyé une lettre de reproches », raconte M. Jean Valéro. Et à l'union locale on a affirmé ne pas être au courant. On a ajouté que le secrétaire du comité d'entreprise pouvait signer, mais pas la déléguée syndicale. Bref, un accord dérogatoire s'accompagne aussi de tout un cérémonial discret où chacun ferme les yeux et ne tient pas à être repéré.

ALAIN LEBEAUE.

## LES HOMMES DE LA LOIRE

H. Dussourd-B. et C. Desjeux

De la source à l'embouchure, une histoire riche et passionnante

24 x 28 cm - 204 p. - 250 F. - 220 F.

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

## ARCIS-SUR-AUBE : pendant le week-end

(Suite de la page 29.)

Comme le note un délégué CGT à Arcis, il se trouve que « c'est quand il fait beau, en juin ou en septembre, qu'il y a le moins de travail... Tout le monde y trouve son compte ».

De surcroît, pour les délégués FO comme pour ceux de la CGT, c'est un moyen d'éviter le chômage technique : « Une précaution », comme dit M. Feltjean, délégué syndical FO, pour prévenir les difficultés éventuelles et les à-coups d'une entreprise dans un secteur délicat. En fait, s'il n'y a pratiquement pas de chômage technique à l'usine d'Arcis-sur-Aube, il subsiste à celle de Tergnier, qui produit des articles plus saisonniers (les pull-overs).

C'est le même souci qui a poussé la direction à former une équipe de week-end : la nécessité de faire tourner au maximum les machines pour les articles « porteurs ». Une nécessité reconnue par les syndicalistes (« Il faut en profiter », souligne un délégué CGT). Là encore, c'est la préoccupation de l'emploi qui a décidé les syndicats à signer (notamment FO).

En effet, la plupart des membres de l'équipe sont de nouveaux embauchés, et ils ont vocation à être intégrés dans les équipes normales et à suivre une formation pour utiliser les nouveaux métiers électroniques que l'entreprise achète. En outre, les travailleurs du week-end reçoivent le même salaire que les autres, pour

deux journées de douze heures (avec une heure de pause), ce qui enlève tout soupçon de « déstabilisation » du statut des salariés.

La direction d'entend pas toutefois s'en tenir là en matière de flexibilité. Elle souhaite élargir la plage de modulation jusqu'à cinq heures si possible, ce qui sera plus difficile à faire accepter par les syndicats, et raffiner encore plus cette flexibilité grâce à une nouvelle gestion informatisée des emplois du temps (aujourd'hui, tous les horaires sont établis « à la main », un véritable casse-tête pour le service du personnel). Elle aimerait aussi instaurer un travail à temps partiel « flexible », aussi sur la semaine ou sur l'année. Mais la société pourra-t-elle embaucher à nouveau ?

Recruter

Depuis 1980 et les réductions d'effectifs qui avaient suivi le dépôt de bilan, elle a recruté définitivement une centaine de personnes, dont la plus grande partie à Arcis-sur-Aube : un chiffre considérable dans cette zone où l'on ne compte, hormis Gérard Fortier, qu'une seule entreprise importante - une sucrerie - mais qui s'offre guère d'emplois féminins.

Une égale importance est accordée à deux autres accords récents sur l'expression des salariés et la création d'un fonds salarial. La première a pris le relais d'une pratique

qui existait déjà sous forme limitée à l'usine de Tergnier, lors de la présentation des collections. Aujourd'hui, deux fois par an, les salariés sont réunis par équipes ou services, sous la responsabilité des chefs de groupe, pour évoquer tous les problèmes rencontrés dans le travail (les questions de salaire sont exclues).

Toutes les demandes, synthétisées, reçoivent ensuite une réponse (positive ou négative) des services intéressés et de la direction. Celle-ci juge la pratique satisfaisante : elle a permis d'impliquer la maîtrise tout en faisant « sortir » des problèmes ignorés et en habituant les salariés à s'exprimer. Une observation partagée par les syndicalistes FO, de façon inattendue, mais non par la CGT, qui a refusé de signer l'accord parce que celui-ci confiait l'animation des réunions à la hiérarchie.

En revanche, on a retrouvé l'unité, le 28 octobre, pour la création d'un fonds salarial. Celui-ci a en effet été constitué par un reliquat de 20 % du treizième mois en 1984 et 1985. La somme, prêtée sur dix ans avec un intérêt supérieur de 1,5 % à celui du livret A, des Caisses d'épargne, permettra d'obtenir un prêt du FIM (Fonds industriel de modernisation) pour acheter de nouvelles machines. Un signe pour la direction que les salariés ne sont pas indifférents au sort de l'entreprise - qu'ils font vivre et qui leur fait vivre ».

GUY HERZLICH.

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »  
Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur  
LE SECTEUR BANCAIRE

L'organisation bancaire française présente les caractéristiques suivantes :  
- Une nationalisation à 90 % de l'activité ;  
- Une forte concentration se traduisant par la disparition de banques indépendantes et la constitution de grands groupes nationaux ;  
- Une internationalisation freinée par la moindreté des risques pays, après un fort développement de l'activité à l'étranger ;  
- Une banalisation totale de l'activité des établissements de crédit et la montée en puissance corrélatrice des réseaux mutualistes et coopératifs.

Face à la déspecialisation des divers réseaux financiers, consécutive à l'évolution économique des dix dernières années, l'ambition principale de la nouvelle loi bancaire a été d'homogénéiser toutes les réglementations applicables à l'intérieur d'un texte unique.

Les banques françaises peuvent être classées en 4 groupes en fonction de leurs activités :

- Les banques régionales, dont la majorité des ressources provient des dépôts de la clientèle ;  
- Les banques nationales, dont les activités avec la clientèle sont en équilibre avec les opérations interbancaires ;  
- Les banques ayant une activité de gestion de portefeuille type banque d'affaires ;  
- Les banques à activités très spécifiques ne collectant que très peu de dépôts.

L'analyse d'une quarantaine de banques permet de constater une croissance plus modérée du produit net bancaire, provoquée par :  
- l'achèvement de la bancarisation à la fin des années 70, taux de 95 % ;  
- le ralentissement de la demande de crédit liée aux difficultés économiques ;  
- le poids des intérêts sur les emprunts obligataires souscrits au début des années 80 empêchant une compensation intégrale de la baisse des taux en 1983 et 1984 sur le coût des ressources empruntées ;  
- la contraction des marges sur les marchés internationaux.

Malgré les efforts de réduction des frais généraux, particulièrement au niveau des frais de personnel (ces derniers représentent 67 % en 1984 des frais généraux contre 70 % les années antérieures), la rentabilité des opérations bancaires est en régression. En effet le taux moyen de variation annuelle du produit net bancaire (+ 9,6 %) depuis 1980 est inférieur à celui des frais généraux (+ 11,8 %).

Indépendamment de la dégradation des conditions d'exploitation, les résultats des banques, toujours largement positifs, sont amoindris par la constitution d'importantes provisions dues à la situation financière défavorable d'emprunteurs nationaux et étrangers.

Cette étude est disponible à DAFSA  
7, rue Bergère, 75009 PARIS. Tél. : 42-33-21-23.



## La chronique de Paul Fabra

C'est n'est pas seulement dans le domaine de la législation du travail que se manifeste un manque de flexibilité dommageable pour le développement des entreprises, et donc préjudiciable à l'emploi. Opportunément, un jeune banquier qui aime à réfléchir sur les données de son expérience professionnelle, André Levy-Lang, président du directoire de la Compagnie bancaire (groupe Paribas), s'interroge sur les rigidités, essentiellement d'ordre fiscal, qui s'opposent à la reconstitution des fonds propres des sociétés. Tel est le thème de l'analyse qu'il publie, sous le titre suggestif « La chronique et l'épargne », dans le dernier bulletin mensuel diffusé par l'établissement qu'il dirige.

La question mérite d'autant d'être posée que M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a pris, dans le cadre du budget 1986, deux mesures destinées à favoriser l'autofinancement et les augmentations de capital. L'une est la réduction de 50 % à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise, l'autre la suppression du droit de 1 % sur les augmentations de capital par apports de capitaux en espèces. Comment apprécier la valeur et la portée de ces dispositions, compte tenu du système en vigueur en France ?

A ce système, André Levy-Lang adresse deux critiques principales. Il constituerait une « véritable prime à l'endettement », dans la mesure où la fiscalité pèse beaucoup plus lourdement sur les dividendes que sur les intérêts des emprunts ; il favoriserait l'obsolescence de la dette, en permettant de verser 1 franc de dividende net d'impôt à un investisseur, une entreprise doit gagner, avant impôts, 4 F (elle paie 2 F d'impôts, l'investisseur reçoit un dividende de 3 F, avoir fiscal compris (2), et il lui reste un franc environ après impôt sur le revenu des personnes physiques). Pour assurer le même revenu à un obligataire, il suffit à l'entreprise de gagner 1,33 F (il reste 1 F après prélèvement libératoire de 26 %).

Remarquons que la comparaison serait un peu moins favorable pour un petit actionnaire, qui, contrairement à celui auquel se réfère M. Levy-Lang, ne serait pas imposé au taux le plus élevé du barème de l'impôt sur le revenu. Mais

entreprises. La critique de M. Lévy Lang n'en demeure pas moins pertinente dans un grand nombre de cas. L'entreprise française est « un piège à sous ». Une fois qu'on y a mis de l'argent, on ne peut le retirer que moyennant des prélèvements souvent prohibés. Le principal avantage pratique (il en est d'autres de nature plus fondamentale, mais qui sont en dehors de notre sujet) d'une économie de marché fondée sur l'appropriation privée des moyens de production, à savoir la faculté d'adaptation, s'en trouve amoindri d'autant.

En ce qui concerne l'autre objection soulevée par le directeur général de la Compagnie bancaire contre la fiscalité française des sociétés, à savoir la répartition favorable accordée au financement par l'emprunt, la cause, même si elle correspond à un vrai problème, est plus difficile à instruire.

Pour appuyer son raisonnement, l'auteur cite un exemple chiffré qui en dit effectivement long sur certaines distorsions de l'économie française et, quoi qu'il en dise, beaucoup d'autres économies souffrent. « En maintenant, écrit-il, l'imposition à 50 % des bénéfices distribués (1), rien n'est changé du point de vue de l'investisseur qui a un choix à faire entre actions et obligations. Le taux marginal d'imposition des dividendes reste environ trois fois supérieur à celui des intérêts obligataires. En effet, pour pouvoir verser 1 franc de dividende net d'impôt à un investisseur, une entreprise doit gagner, avant impôts, 4 F (elle paie 2 F d'impôts, l'investisseur reçoit un dividende de 3 F, avoir fiscal compris (2), et il lui reste un franc environ après impôt sur le revenu des personnes physiques). Pour assurer le même revenu à un obligataire, il suffit à l'entreprise de gagner 1,33 F (il reste 1 F après prélèvement libératoire de 26 %).

Remarquons que la comparaison serait un peu moins favorable pour un petit actionnaire, qui, contrairement à celui auquel se réfère M. Levy-Lang, ne serait pas imposé au taux le plus élevé du barème de l'impôt sur le revenu. Mais

## La flexibilité du capital

là n'est pas l'essentiel. Pour essayer d'y voir un peu plus clair, il conviendrait de distinguer plus nettement que ne le fait l'auteur de l'analyse l'incidence de la fiscalité de l'entreprise et celle de la fiscalité sur le revenu de l'investisseur (actionnaire ou porteur d'obligation).

Au sujet de la fiscalité de l'entreprise, l'auteur pose implicitement la question de savoir si elle ne devrait pas être « neutre », ou même si, par un complet renversement de situation, elle ne devrait pas avantager le financement par le voie royale de l'augmentation des fonds propres. La question ainsi formulée repose à son tour sur l'idée que le choix est largement ouvert à l'entreprise ; pour se procurer des ressources nouvelles, ou bien elle décide d'augmenter son capital par émission d'actions nouvelles, ou bien elle se résout à emprunter davantage. C'est parce que la deuxième solution serait fiscalement plus avantageuse qu'elle serait la plus souvent pratiquée. Mais ne serait-ce pas une longue habitude de l'inflation qui conduit à se représenter les choses de cette façon ?

DANS une économie non atteinte par ce mal, l'accroissement indéfini de l'endettement se heurte à deux limites. D'abord il faut pour emprunter une base suffisante de capital, ce qu'on a eu tendance à oublier quand on comptait sur la hausse permanente des prix pour assurer le service de la dette ; ensuite, les charges occasionnées par cette dernière épuisent les prix de revient, ce qui constitue un sérieux handicap sur un marché concurrentiel à monnaie stable. Cette double régulation a eu tendance à s'effrouer. Elle est en train de renouer de ses cendres à la faveur des progrès de la désinflation.

La « privatisation » fiscale dont bénéficie l'emprunt au regard de l'entreprise tient précisément au fait que cette dernière est habilitée à considérer le versement des intérêts comme une charge déductible de la matière imposable (au même titre que les salaires ou les achats de

fournitures). Faut-il accorder aux dividendes le même traitement ? C'est ce que le législateur, sans trop s'interroger sur la légitimité d'une telle assimilation, a commencé à faire depuis 1977. Sont déductibles sous certaines conditions les dividendes correspondant à une augmentation de capital. Plus le temps passe, plus cette disposition, si elle est maintenue, constituera un avantage grandissant pour les sociétés.

En ce qui concerne le régime fiscal appliqué aux investisseurs, le texte cité pose le problème économiquement et politiquement délicat de l'impôt fiscal, dont l'objectif est, on le sait, d'étendre — ou de supprimer — la superposition d'impôt dont l'actionnaire est censé être la victime, puisqu'il est taxé une première fois (indirectement), au titre de l'impôt sur les bénéfices de la société dont il est un des propriétaires, et une deuxième fois (directement) au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui frappe les dividendes perçus. L'impôt fiscal à 50 %, en vigueur depuis 1965, permet à l'actionnaire de récupérer la moitié de l'impôt sur les sociétés qui a frappé la fraction du bénéfice qui lui est distribuée.

Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout de cette logique et instituer un avoir fiscal à 100 %, comme en Allemagne (ou cette mesure ne joue pas, semble-t-il, à plein en faveur de l'actionnaire, par suite de l'incidence de la fiscalité locale) ? On sait à quelle résistance s'est heurtée jusqu'à maintenant cette suggestion, à laquelle la plupart des libéraux français n'ont pas renoncé. On commence à s'aviser que cette réforme pourrait, dans les années à venir, se faire sans crier gare. C'est ce que montre un simple calcul. Supposons que le taux de l'impôt sur les sociétés soit abaissé dans d'assez fortes proportions, moyennant la suppression d'autres avantages (concernant par exemple l'amortissement accéléré). C'est là une idée dans l'air que M<sup>me</sup> Thatcher a déjà réalisée (taux ramené l'an prochain à 35 %) et que M. Reagan a proposée. Si le taux en

question était en France ramené de 50 % à 33,33 % sans que soit modifié l'avoir fiscal actuel, l'actionnaire n'aurait plus à supporter le poids de l'impôt sur les sociétés.

Reprenons l'exemple déjà cité. Une entreprise qui encaisserait un profit de 4 F ne paierait plus qu'un impôt de 1,333 F. Dividende effectivement distribué à l'actionnaire : 4 F - 1,333 = 2,667 F ; celui-ci aurait droit à un avoir fiscal de 1,333 F (50 % du dividende), somme égale à la somme versée au fisc par la société sur son bénéfice.

DANS l'état actuel des choses, il n'est pas douteux que l'actionnaire soit défavorisé, car la limitation à 26 % du taux d'imposition des intérêts obligataires, instituée à une époque où l'inflation réduisait ces derniers à pratiquement rien, constitue aujourd'hui un avantage important pour le porteur d'obligation. Mais les récentes mesures adoptées par le gouvernement illustrent l'inconvénient d'une méthode consistant à n'apporter que des changements ponctuels. On prend tantôt des dispositions visant à encourager la répartition des bénéfices à l'intérieur de l'entreprise, comme on vient de le faire, tantôt des dispositions destinées, au contraire, à pousser à une large distribution (solution sans doute préférable, car ce devrait être au marché d'arbitrer entre les différents réinvestissements possibles).

On a joué successivement sur l'avoir fiscal et sur la déductibilité des dividendes. Il en résulte une partition quelque peu discordante. La fiscalité des sociétés et de l'épargne appelle une révision d'ensemble.

(1) Par opposition, bien sûr, aux 45 % sur les bénéfices non distribués dont il vient d'être question. Le taux de 50 % est, en France, le taux de droit commun pour l'impôt sur les sociétés.

(2) L'avoir fiscal s'analyse comme une créance sur le fisc, égale à la moitié du dividende perçu. Puisqu'il s'agit d'une créance, elle s'ajoute au revenu imposable. Si donc l'actionnaire touche un dividende de 2 F, il déclare au fisc 3 F (en ajoutant l'avoir fiscal de 50 %). Cette somme de 3 F lui sera restituée sous la forme d'une diminution à due concurrence de la cotisation d'impôt.

**Les Editions L'HERMÈS**  
31, rue Pasteur 23, rue du Départ  
69007 LYON 75014 PARIS  
Tél.: 78-72-45-50 Tél.: 335-03-30

**Collection de DROIT pour les étudiants**

II. ROLAND et L. BOYER:

- Dictionnaire des expressions juridiques 32 F
- Expressions latines du droit français 120 F
- Adages du droit français (2 vol.) 270 F
- Les Institutions judiciaires 140 F
- Dictionnaire des libertés publiques G. PRELLE 90 F

Cours de droit civil: P. GUIHO

- 1 - Introduction générale 66 F
- 2 - Les personnes 65 F
- 3 - La famille 125 F
- 4 - Les obligations 150 F
- 8 - Les successions - Libéralités 160 F

Travaux dirigés de droit civil:

- Tome II: Les obligations (nov. 1985) 125 F
- J. RIBELLIN-DEVICHI:
- Travaux dirigés de droit civil: Tome I: Introduction générale - Les personnes - Les biens 115 F

Droit constitutionnel et institutions politiques P. VIAU 135 F

**LE GUIDE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

80 domaines traités qui résument la vie économique, démographique et sociale de la France.

Une présentation claire, des utilisations multiples font des TEF 85 un ouvrage de référence nécessaire à la culture générale de chacun.

**TEF 85**

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

bon de commande à retourner à CNCP - INSEE - 23, rue Robert de Luzarche - BP 2718 - 80027 Amiens Cedex

Veuillez adresser \_\_\_\_\_ exemplaire(s) des TEF 85 - Prix : 34 F

Nom ou raison sociale: \_\_\_\_\_

Activité: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

C-joint en règlement la somme de \_\_\_\_\_ F

☐ Mandat ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal à l'ordre de l'INSEE.

**LE TRIOMPHE!**

LA TECHNOLOGIE QUI VA PLUS LOIN.

**GOODYEAR**

**Alain Prost et Goodyear champions du monde de Formule 1 sur pneus Eagle.**

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...s de la dette  
des recettes

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F

...se à 7 90 F



50.10.1985

# économie

## REPÈRES

### Dollar : nouvelle baisse à 7,90 F

En l'absence d'indications en provenance de Tokyo (le marché des changes et la Bourse étaient fermés le 4 novembre), la monnaie japonaise se traitait aux environs de 206 yens pour un dollar sur les places européennes, soit à l'intérieur de la fourchette définie par les autorités nipponnes (200 à 210 yens), dans le cadre de la politique suivie par la Banque du Japon pour rendre les placements en yens plus attractifs. A Paris, le dollar se traitait aux alentours de 7,90 F en fin de matinée (contre un cours officiel de 7,9740 F le 30 octobre et un cours indicatif de 7,775 F le lendemain). A Francfort, la devise américaine repassait au-dessous de la barre des 2,60 DM, pour s'établir à 2,5830/5940 DM (contre 2,6040/6060 à la précédente cotation).

### Mexique : les intérêts de la dette pétrolière absorbent 83 % des recettes

Au cours du premier semestre 1985, le paiement des intérêts de la dette extérieure a atteint 5,2 milliards de dollars, soit l'équivalent de 83,3 % des recettes tirées des exportations de pétrole (6,24 milliards de dollars), a indiqué, dimanche 3 novembre, le ministre mexicain des finances. Au total, la dette du secteur public vis-à-vis de l'étranger atteint 71 milliards de dollars, soit 3,8 % de la valeur des réserves pétrolières du pays. Elle représente, au rythme actuel, deux ans et huit mois de production de pétrole du pays ; soit 2,74 milliards de barils (375,3 millions de tonnes).

## GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE EN AFRIQUE DU SUD

### M. de Kock veut restaurer la confiance en son pays

C'est par une reprise de la croissance économique que le gouverneur de la Banque centrale d'Afrique du Sud espère démontrer leur erreur aux entreprises qui se sont retirées du pays par crainte des troubles politiques. « Que s'est-il passé ? », s'interroge M. Gerhard de Kock, dans une interview publiée par le *Wall Street Journal* du 30 octobre. « Un banquier n'a dit qu'il n'aurait pas investi dans un pays qu'il voyait s'enflammer dans son salon, sur son écran de télévision. Je ne suis pas d'accord avec cette vision des choses [même si] ce que je pense n'a rien d'invraisemblable ».

Toujours est-il que l'Afrique du Sud a révisé sa stratégie économique. Entre la lutte contre l'inflation et le retour à la confiance internationale dans le pays, Pretoria a choisi la confiance et adopté un plan de relance de l'activité, confirme M. de Kock. Le gouvernement a lancé un vaste programme d'emplois, la Banque centrale a baissé son taux d'escompte à 14 %, provoquant une chute des taux d'intérêts à 17 1/2 %, depuis un maximum de 25 %. Enfin, le ministre des finances étudie la possibilité de réduire les impôts sur les hauts revenus. « Nous ne pouvons pas nous laisser aller à la dépression économique », a déclaré le gouverneur. « Nous devons maintenir la confiance dans les possibilités de croissance de l'économie sud-africaine ».

Le prix à payer sera un maintien de l'inflation à son niveau actuel, concède M. de Kock, qui, en août, espérait encore réduire le rythme de la hausse des prix. Au moins espérait-il que la crise, en réduisant la

consommation, rendra moins probable une nouvelle flambée des prix.

Quant à l'affaiblissement du rand intervenu à la suite de retraits de capitaux par les entreprises étrangères, le gouverneur précise que la Banque centrale continuera de ne pas intervenir. « Un rand bon marché n'est pas un baromètre de l'économie, c'est une partie du remède », considère-t-il. Il est vrai qu'une monnaie faible entretient l'inflation. Mais elle augmente aussi les revenus gouvernementaux provenant des ventes d'or, encourage les investissements et améliore encore l'équilibre de la balance des paiements courants, nécessaire pour rembourser la dette extérieure du pays.

Les banques n'ont pas à craindre un non-remboursement, a expliqué M. de Kock, résumant les critiques selon lesquelles Pretoria serait responsable de la crise financière en laissant les emprunts à court terme croître jusqu'à atteindre près de 60 % de la dette totale (24 milliards de dollars). « 14 milliards, ce n'est pas trop quand il faut le rembourser [d'un coup]... En fait, nous n'avons même pas pu rembourser 3 milliards » à la cadence à laquelle les créanciers l'exigent, précise-t-il.

C'est pourquoi les créanciers ont tout intérêt à prolonger le moratoire sur le remboursement de la dette sud-africaine, imposé, jusqu'à la fin de l'année, par Pretoria. Ainsi, ils ne pourront pas être accusés d'aider l'Afrique du Sud en signant avec lui un accord de rééchelonnement, et l'Afrique du Sud n'a pas à craindre de retraits de capitaux.

## FAITS ET CHIFFRES

### Etranger

#### GRÈCE

● Pas de demande de rééchelonnement de la dette. — Le ministre grec de l'économie nationale, M. Costas Simitis, a affirmé récemment que la capacité d'emprunt de la Grèce était « satisfaisante » et que « le gouvernement n'avait aucune raison de demander le rééchelonnement de sa dette extérieure ». Il a ajouté que la Grèce n'avait pas demandé de prêt à la CEE. Cette question sera étudiée « dans les prochaines semaines en regard des évolutions », a-t-il précisé. — (AFP)

#### CHINE

● La Banque mondiale prête 3 milliards de dollars à la Chine sur cinq ans. — La Banque mondiale accorde à la Chine des prêts pour un montant de 3 milliards de dollars sur les cinq années à venir, a annoncé, récemment à Pékin, le vice-premier

ministre des finances, M. Tian Yimong, cité par l'agence Chine nouvelle. Ces nouveaux prêts sont d'un montant équivalent à ceux déjà accordés par l'institution internationale à la Chine depuis qu'elle en est devenue membre en 1980.

#### Finances

● Réserves de change : + 4,4 milliards en août. — Les avoirs officiels de change s'élevaient, fin septembre, à 460,3 milliards de francs, soit une augmentation de 4,4 milliards de francs par rapport à la fin d'août. En un an (c'est-à-dire par rapport à fin septembre 1984), l'augmentation des réserves atteint 12,9 milliards de francs.

En septembre, les avoirs en or ont augmenté de 3 millions de francs à la suite d'achats effectués auprès de la Direction générale des douanes. Les avoirs en devises ont augmenté de 4,3 milliards de francs à la suite des opérations effectuées par le Fonds de stabilisation des changes au cours du mois.

## Le gouvernement britannique serait opposé à la reprise des opérations de soutien du marché de l'étain

### De notre correspondant

Londres. — Alors que le gouvernement britannique avait, pendant des jours, gardé le silence, ne faisant ainsi qu'aggraver l'inquiétude dans la City, la déclaration faite, le 1<sup>er</sup> novembre, par M. Léon Brittan, ministre du commerce et de l'industrie, vient de redonner un faible espoir de solution à la crise du marché de l'étain. Mais la position du cabinet de Mme Thatcher — qui à divers titres peut jouer un rôle déterminant — demeure très incertaine, et les spécialistes continuent de se demander quelle sera vraiment l'attitude de la délégation britannique lorsque se réuniront, mercredi 6 novembre, les représentants des vingt-trois Etats membres du Conseil international de l'étain (CIE).

M. Brittan a obtenu que cette réunion soit avancée et il a dit que la Grande-Bretagne était disposée à payer sa part pour régler les dettes actuelles du CIE. Mais il a également souligné qu'à son avis cela ne devrait pas aller au-delà et que le CIE « ne devrait pas prendre d'autres engagements ».

Pour de nombreux experts, cette petite phrase, pour le moins sibylline, signifierait que le gouvernement Thatcher entend arrêter les frais et serait opposé, dans les circonstances présentes, à la reprise des opérations de soutien du marché. Il serait donc prêt à voir les prix baisser considérablement, bien en dessous du cours de 8 500 dollars la tonne maintenu jusqu'à un moment où a éclaté la crise le 24 octobre — on persiste à parler dans la City d'une possible stabilisation aux alentours de 4 000 dollars au cas où les transactions reprendraient. Certains spécialistes vont même jusqu'à soupçonner le gouvernement d'être favorable à une dissolution du CIE une fois ses « obligations » remplies, c'est-à-dire le paiement des quelque 500 millions de livres de dettes et la création d'un nouvel organisme sur des bases entièrement nouvelles.

Si le point de vue du gouvernement britannique est difficile à cerner, c'est que ce dernier se trouve lui-même dans une situation délicate et complexe ayant à tenir compte d'intérêts divergents. En général très soucieux de libéralisme et enclin à laisser faire les lois du marché, quel qu'elles soient, le cabinet de M<sup>me</sup> Thatcher n'a aucune envie de déroger à sa doctrine en donnant l'impression de subventionner des prix, et cela, en l'occurrence, ne l'incite évidemment pas à participer à une coûteuse intervention de sauvetage.

D'autre part, le gouvernement représente un pays à la fois consommateur et producteur, plus exactement grand consommateur et petit producteur. Dans les six dernières années, on a extrait avec des moyens onéreux 5 500 tonnes d'étain par an. C'est apparemment insignifiant, mais si les cours s'effondrent (chaque tonne produite coûte plus de 7 000 dollars), c'est la fermeture définitive et le chômage pour près de 2 000 ouvriers dans une région qui manque d'industries. L'opposition ne s'est déjà pas privée de faire valoir ce danger.

Néanmoins la Grande-Bretagne devrait prêter bien davantage attention à ses intérêts de pays consommateur et préférer une baisse sensible des prix. De toute façon, la marge de manœuvre du gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher est limitée par le fait que les pays de la CEE doivent en principe s'exprimer avec une seule et même voix dans une organisation telle que le CIE.

Les contradictions deviennent plus embarrassantes encore quand le cabinet doit songer à défendre les banques et les institutions financières de la City, qui risquent d'être rapidement affectées par le prolongement d'une crise dont on dit qu'elle pourrait s'étendre rapidement au reste de la célèbre bourse des métaux, si une solution n'est pas trouvée pour l'étain à brève échéance.

C'est toute la place de Londres qui serait alors menacée. M<sup>me</sup> Thatcher ne peut rester indifférente devant une telle perspective d'autant que le développement de la City, comme celui de l'ensemble du secteur des services, est un élément très important dans sa conception de l'avenir économique de la Grande-Bretagne.

Les banquiers anglais impliqués dans le marché de l'étain et inquiets de récupérer leurs créances auprès du CIE aimeraient que le gouvernement et la Banque d'Angleterre apportent une quelconque garantie, mais l'un et l'autre sont très réticents, surtout depuis que la Banque d'Angleterre, l'an dernier, a dû venir au secours de la Banque Johnson Mathiey, opération qui a été très critiquée et exception que l'on ne voudrait pas du tout renouveler.

FRANCIS CORNU.

● La Malaisie suspend la perception de la taxe à l'exportation sur l'étain. — Le gouvernement de Malaisie suspend la perception des taxes à l'exportation sur l'étain jusqu'à ce que les échanges reprennent sur le marché de l'étain de Kuala Lumpur (KLTM), a annoncé samedi 2 novembre un fonctionnaire du département du Trésor.

Les producteurs d'étain devront toutefois payer des droits rétroactifs lorsque l'étain sera à nouveau coté sur le KLTM.

En 1984, les droits à l'exportation sur l'étain ont rapporté au pays 35 millions de dollars malais (14 millions de dollars américains). — (AFP)

● Offensive espagnole sur le marché britannique. — Le constructeur automobile espagnol SEAT va s'attaquer à son tour au marché britannique des voitures particulières, déjà approvisionné à 58,5 % par des importations. Il va y lancer, à grands renforts de publicité, deux de ses modèles, l'Ibiza et la Malaga, à des prix inférieurs d'une centaine de livres sterling à ceux des principaux modèles concurrents. Son concessionnaire, SEAT UK, fondé par le conglomérat britannique Lonrho, s'est doté d'un budget publicitaire de 2 millions de livres. Cependant, son objectif de vente reste modeste : entre 7 000 et 9 000 voitures pour 1986. SEAT UK veut en effet éviter d'encourager les protestations des constructeurs et syndicats britanniques qui se plaignent déjà constamment du niveau élevé des importations de voitures construites en Espagne par General Motors et Ford.

## PLUS DE 1 MILLIARD DE DOLLARS DE NOUVEAUX PRETS ACCORDES AU CHILI

Le Chili a signé le 1<sup>er</sup> novembre à New-York un accord financier avec des banques internationales et la Banque mondiale qui comprend notamment plus de 1 milliard de dollars de nouveaux prêts.

Ce programme prévoit des crédits bancaires de 785 millions de dollars ainsi qu'un programme de cofinancement de 300 millions, assuré par des banques commerciales et dont 150 millions seront garantis par la Banque mondiale. En outre, les facilités financières à court terme de 1,7 milliard de dollars de soutien au commerce extérieur seront prolongées jusqu'en 1987.

Selon un communiqué de la Manufacturera Hanover, cet accord est plus favorable que l'accord de refinancement de 1983/1984, reflétant ainsi les performances de l'économie chilienne et reprend de nombreux principes exposés par le secrétaire américain du Trésor, M. James Baker, lors de l'Assemblée générale du FMI à Séoul.

## La « guerre des spaghetti »

### PAS DE MESURES DE RÉTORSION ITALIENNES CONTRE LES ETATS-UNIS

Rome. — L'Italie ne prendra pas de mesures de rétorsion unilatérales contre les Etats-Unis, qui ont relancé la « guerre des spaghetti » en décidant de relever les droits de douane sur leurs importations de pâtes alimentaires, a déclaré, samedi 2 novembre, M. Nicola Capria, ministre du commerce extérieur italien. En revanche, il est intervenu auprès de la CEE pour lui demander de rétablir l'aide à l'exportation de 350 livres par kilo, qui n'avait pas été renouvelée. Les ventes de pâtes italiennes aux Etats-Unis représentent 85 % des exportations européennes. En 1984, l'Italie a exporté aux Etats-Unis 460 000 quintaux, soit 30 % de plus que l'année précédente. Les exportations italiennes vers les Etats-Unis représentent 3,5 % de la consommation américaine, évaluée à 13 millions de quintaux. — (AFP)

# GALERIES LAFAYETTE

-10% sur tout avec cette



10 % du 2 au 30 novembre sur tout le magasin, grâce à la carte Galeries Lafayette sauf la micro-informatique, l'audio-visuel, la librairie, l'alimentation/restauration et les services. (Non cumulables avec d'autres escomptes ou avantages promotionnels en vigueur et points rouges). Cette carte est gratuite dès acceptation de votre dossier.

**GALERIES LAFAYETTE**  
Haussmann - Montmartre - Belle-Etoile  
Lyon - Montpellier - Nice - Nantes - Marseille  
Toulon - Bayonne - Bordeaux - Toulouse  
La Marse - Angoulême

**Chez nous, chaque cours est un cas particulier**

En parlant avec vous, nous trouverons ensemble la meilleure formule pour vous enseigner la matière de votre choix :

- LANGUES VIVANTES (Anglais, Allemand, Espagnol, Américain, Grec, Italien, Portugais et Français pour étrangers)
- SECRETARIAT (dactylo, sténo, télé, traitement de textes)

Horaires à la carte ; toute l'année de 9h à 20h

**cours audiovisuel lafayette** (cours privés)

36 bis, Bd Haussmann 75008 Paris (778.99.50)  
8, place des Jacobins 69002 Lyon (42.75.77)



# ÉTRANGER

## EN TURQUIE

### Avec un budget en stagnation Ankara reste fidèle au FMI

De notre correspondant

Ankara. — Le premier ministre, M. Özal, aura beau déclarer que la Turquie s'apprête à signer un accord avec le Fonds monétaire international, le projet de budget pour 1986, qui vient d'être présenté devant l'Assemblée nationale, n'en demeure pas moins très fidèle aux recettes classiques de l'organisation de Washington. Ce budget, qui s'élève à 7 251 milliards de livres turques (soit, au cours actuel de 0,015 F, 108 milliards de francs français), représente 19,9 % du produit national brut et risque d'être encore une fois celui de la stagnation : 17,9 % des crédits sont affectés aux investissements, alors que 42 % iront aux dépenses de fonctionnement (dont 21,4 % pour le personnel) et 40,1 % aux transferts.

Le monétarisme, auquel les dirigeants turcs restent attachés depuis janvier 1980, se reflète surtout dans le rétrécissement progressif des dépenses dites sociales : l'éducation avec 618,4 milliards de francs (8,5 %) et la santé avec 192,7 milliards (2,6 %) sont en dessous des niveaux respectifs de 11 % et 4 % antérieurs au virage libéral de 1980. En revanche, la défense se taille, comme toujours, la part du lion avec 1 307 milliards de francs, auxquelles s'ajoutent 130 milliards pour la gendarmerie, soit 1 437 milliards, représentant 19,8 % du total.

« La politique budgétaire n'est qu'une mauvaise copie de celle des pays capitalistes avancés, incompatible avec les conditions de la Turquie », affirme le professeur Senatalar, de l'université d'Istanbul, soulignant que la réduction du taux de croissance, la progression du chômage et la détérioration de la redistribution du revenu national en sont les conséquences inévitables. Toutefois, le ministre des finances, M. Alptemur, a déclaré : « Nous sommes résolus à poursuivre la lutte contre l'inflation. »

#### Un optimisme de rigueur

Il est curieux à ce sujet de constater que le projet de loi de finances — qui comporte un déficit de 500 milliards de livres — est fondé sur une prévision de hausse des prix de 25 % en 1986, alors que le taux risque d'atteindre au moins 45 % à la fin du présent exercice, au lieu des 25 % également prévus l'an dernier. Selon l'Institut national des statistiques, les prix à la consommation ont augmenté, entre septembre 1984 et septembre 1985, de 46,7 %.

L'optimisme officiel est cependant de rigueur : M. Özal se félicite de l'accroissement de 10,7 % des exportations durant les huit premiers mois de l'année, couvrant 73,4 % des importations, contre 66,3 % pendant la même période en 1984. Il souligne aussi la diminution progressive du déficit de la balance

des paiements courants, facilitée par l'accroissement des revenus du tourisme et des mandats envoyés par les ouvriers turcs travaillant à l'étranger.

Toutefois, l'inflation est inévitablement accompagnée de la dépréciation de la livre turque : 34,1 % par rapport à la livre sterling et 19,7 % par rapport au dollar depuis le début de l'année. Cette détérioration rend les importations plus chères, accentuant la dégradation des termes de l'échange. Les taux d'intérêt très élevés aidant, les investissements se ralentissent tandis que s'érode le pouvoir d'achat de la population. Les capitaux étrangers se montrent toujours hésitants, alors que la dette extérieure dépasse 23 milliards de dollars, dont un tiers à court terme.

La diminution du taux de croissance — de 5,9 % en 1984 à 3,8 % en 1985, selon les dernières estimations officielles — ne fut pas une surprise. Pour sa part, le taux de progression démographique annuel est de 2,8 %, comme l'indique le recensement du 20 octobre dernier. Enfin, le chômage, qui représente déjà 20 % de la population active, ne peut que s'aggraver. Les salariés et les agriculteurs, peu sensibles aux fromages hollandais, aux parfums français et aux voitures japonaises, maintenant librement importés, sont les grands perdants de la politique économique actuelle.

ARTUN UNSAL.

## Selon une étude de la BRI

### Les banques boudent l'Amérique latine

Les banques des pays riches ont repris leurs crédits au reste du monde mais font preuve d'une extrême prudence à l'égard des économies les plus endettées, d'Amérique latine surtout, révèle l'étude trimestrielle publiée le 29 octobre par la Banque des règlements internationaux (BRI). Les banques du monde industriel non communiste ont accordé 5,8 milliards de dollars leurs créances aux autres pays, d'avril à juin, au bénéfice quasi exclusif des pays socialistes, URSS en tête, de l'Asie et du Proche-Orient.

L'Amérique latine, où se trouvent les pays les plus endettés (Mexique, Brésil, Argentine, notamment), n'a droit de son côté à aucune augmentation, et les créances sur cette région des banques qui « déclarent » à la BRI sont restées inchangées au deuxième trimestre. Les banques « sont restées réticentes à augmenter leurs engagements à l'égard des pays fortement endettés », constate la « banque des banques centrales ».

Les experts de la BRI font également écho aux préoccupations sur l'avenir du système bancaire international récemment exprimées par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

L'éclatement par monnaies des opérations bancaires internationales confirme par ailleurs le moindre intérêt porté au dollar. Les créances extérieures des banques des pays industriels (Etats-Unis compris) libellées dans cette monnaie se sont ainsi réduites de 2,2 milliards au deuxième trimestre.

## AUX ETATS-UNIS

### Le richissime roi du rabais

Revanche du commerce sur l'industrie pétrolière, de la province sur la grande ville, M. Sam M. Walton, de Bentonville (Arkansas) a été sacré l'homme le plus riche des Etats-Unis par le magazine économique Forbes. Le roi du discount — vente au rabais — dont les sept cent quarante-cinq magasins Wal-Mart sont éparpillés dans le Sun Belt américain, a commencé en vendant des chaussures après l'école. Il « vaut » aujourd'hui 2,8 milliards de dollars, estime Forbes, soit 500 millions de plus que l'an dernier.

S'il s'est, certes, enrichi, il n'en doit pas moins la première place au démantèlement de la fortune de l'ancien tenant du titre, M. Paul Getty, le magnat pétrolier, ramené en un an de 4,1 milliards de dollars à 950 millions. Outre 1,1 milliard payés au fisc américain, M. Getty s'est vu contraint par un tribunal à partager avec sa famille l'héritage de son père, décédé en 1976.

Au deuxième rang derrière M. Walton, mais avec 1 milliard de dollars en moins, figure le fondateur de l'empire Electronic Data System (EDS), Henry Ross Perot (44,8 milliards), de Dallas, au Texas. Au début de sa carrière, M. Perot avait démissionné de IBM, où il était représentant, déçu d'avoir été capable de remplir son quota annuel de ventes en dix-neuf jours seulement. Depuis, il a inventé l'EDS, consistant à louer les capacités d'un ordinateur pendant le temps où celui-ci n'est pas utilisé.

La période continue d'alimenter les grosses fortunes. En tête désormais, des barons de l'or noir — mais en quatrième et en cinquième position du classement général — viennent respectivement Margaret Hunt Hill (1,4 milliard) et sa sœur Caroline Hunt Shook (1,3 milliard). Les deux héritières Hunt restent donc les femmes les plus riches des Etats-Unis. Mais si le pétrole continue d'alimenter certaines

grosses fortunes américaines, il est devenu moins rentable : des soixante-quatre noms présents sur la liste des quatre cents plus riches Américains de 1984, six ont été exclus en 1985.

Les patrons des grands groupes « médias » ont fait, cette année, une formidable montée en puissance. En sixième position ex aequo se trouvent désormais les frères Samuel et Donald Newhouse (éditeurs de Vogue, Vanity Fair, New Yorker, et propriétaires de compagnies de câbles). Mais, là encore, le fisc et la famille réclament leur dû au cours d'une série de procès. John W. Kluge (à la tête du groupe Mafromedia) est tout juste milliardaire, grâce à la vente de sept stations de télévision à un autre millionnaire, Rupert Murdoch (300 millions de dollars).

Les bonbons aussi prennent du poids. En effet, grâce aux ventes de Milky Way (dont la recette date de 1923) et aux M. & M. — les Smarties américains — la famille Mars s'est constituée un empire de 2,8 milliards de dollars.

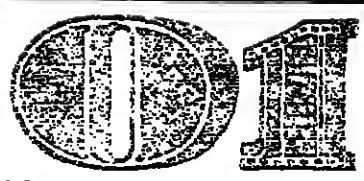
Globalement, l'industrie n'a fait plus de riches que l'année dernière. 113, contre 95, ainsi que l'immobilier (83 contre 71), surtout à New-York, où trente-deux richissimes ont déclaré y avoir fait fortune. Par contre, la Bourse ne paie plus (45 grosses fortunes contre 48), pas plus que l'agriculture (16 contre 21), ni même la haute technologie (12 contre 15).

D'entre toutes les villes américaines, c'est New-York qui abrite le plus de millionnaires (81), contre 25 seulement à Dallas, et 23 à Los Angeles. Enfin, détail important pour toutes les Marilyn cherchant « comment épouser un milliardaire », seuls 41 des hommes les 38 des femmes du Who's Who de l'argent s'en sont fait par Forbes sont célibataires, 113 sont divorcés... et ils ont en moyenne soixante-deux ans et demi.

## L'INFORMATION LUMIÈRE SUR L'INFORMATIQUE



Depuis 20 ans, L'Information Lumière, c'est l'information plane de l'informatique. Trois éditions : un hebdo, un mensuel et un annuaire pour le panorama le plus complet de l'information en informatique. Plus de 9000 événements couverts chaque année dans 32 hebdo. Les études de fond et l'information technique dans l'édition mensuelle. Le recensement exhaustif des fournisseurs dans l'annuaire. Dans 20000 entreprises près de 200 000 lecteurs appréhendent ainsi l'information.



01 Informatique 5, place du Colonel Fabien - 75491 PARIS CEDEX 10 Tél.: (1) 42.40.22.01

Le N° 1 de la presse informatique professionnelle

## ENTREPRISES

COMMENT  
RASSEMBLER  
5 EXPERTS ET PRATICIENS  
DE L'ÉCONOMIE  
POUR FORMER  
VOS CADRES ?

avec  
**UNE PLANÈTE SANS FRONTIÈRES**  
**UN FILM DE FORMATION**  
**A L'ÉCONOMIE MONDIALE**

qui réunit  
**Michel CUCUREL, Jean KLEIN,**  
**Charles-Albert MICHALET,**  
**François RACHLINE,**  
**Christian STOFFAES**

Conception : **François RACHLINE**  
Réalisation : **Patrick CABOUAT**  
(J.L. ORMIERES/ORCA/Productions)

Disponible tous supports : Film ou Vidéo.  
en complément :  
Le livre **UNE ÉCONOMIE MONDIALE**,  
qui reprend et développe les 5 parties du film.  
Parution en novembre, Hachette (Ptiartel).

**DÉCIDEURS**  
Renseignements et documentations :  
**ÉCONOMICS**

19, rue Louis-le-Grand - 75002 Paris - Tél.: 42.65.55.60

فكرنا من الأصل



مركز الامم



# Empire du Soleil Levant.

La France produit des machines à écrire qui sont parmi les meilleures du monde. En Ile-et-Vilaine. A Liffre. Ce sont des Canon. Canon joue la carte française. Canon joue la carte de l'Europe.

Avec plus de 1800 salariés et une usine ultra-moderne au cœur de la Bretagne, technologie et savoir-faire japonais sont désormais des produits de France. La mise en commun des qualités françaises

et japonaises inquiète nos concurrents.

Chez Canon, à Liffre, nous disons simplement: "Que le meilleur gagne". Nous avons notre petite idée sur le nom du vainqueur.

**Canon**  
MACHINES A ECRIRE ELECTRONIQUES



# SOCIAL

A LA CAISSE D'ACTIVITÉS SOCIALES D'EDF

## L'« apprentissage » syndical de la gestion

De notre envoyée spéciale

Kaysersberg. — M. Louis Buid, maire (sans étiquette) de Kaysersberg (Haut-Rhin), est un homme heureux. Le secret de sa réussite ? Il ne fait pas de politique. Cela a permis à ce patron de PME (quarante salariés), qui « n'a jamais voulu entendre parler de syndicat dans son entreprise », d'accueillir à bras ouverts sur sa commune une institution de la CCAS (Caisse centrale d'activités sociales d'EDF-GDF), gérée par la CGT.

La CCAS, qui organisait un voyage avec l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), afin de mettre en relief les retombées économiques de ses activités, ne pouvait pas trouver en la personne de ce maire plus fervent défenseur. « Les Français, souligne-t-il, versent 1 % de leur facture EDF-GDF pour les œuvres sociales de l'entreprise, mais à Kaysersberg les trois mille habitants de la commune en bénéficient également, alors que l'Etat a créé de multiples taxes, dont nous n'avons jamais vu les effets ».

Depuis 1982, la CCAS a acheté un terrain communal de 3 millions de francs et installé un centre de vacances avec trois cents lits en bungalow ou en maison familiale. Pour certains travaux, elle a fait appel à des entreprises locales. La Caisse

emploie neuf habitants de la commune et achète l'essentiel de sa restauration (74 %) dans un rayon de 30 kilomètres. Le nombre de commerces est passé de cent à cent soixante-quinze. L'institution verse des taxes foncières et de séjour. Pour un maire qui défend « l'économie locale avant tout », il vaut effectivement mieux accueillir un tel centre de vacances « qu'une entreprise bidon qui s'installe pour recueillir des subventions et disparaît à la première occasion ».

Un budget de 1,7 milliard de francs pour la période avril 1985-avril 1986, plus de 700 000 ayants droit (les salariés et leur famille, les retraités), la CCAS est une véritable entreprise, qui gère selon son président, M. Pierre Rumeau (CGT), « un plaisir social de 6 000 F par salarié et par an ». Elle est propriétaire de 55 000 lits dans des villages de vacances (de toile ou en bungalow). Elle a assuré, en 1984, 4,2 millions de nuitées.

La CCAS emploie 4 221 permanents et 12 000 saisonniers. Elle a des maisons d'accueil pour les enfants, les handicapés, les retraités. Elle gère 283 points de restauration d'entreprise, dans lesquels elle sert chaque année 4 millions de repas (13 millions avec les centres de vacances). Elle a six centres de soins et met à la disposition de ses 15 000 « sportifs » des stades, des courts de tennis, des piscines. Si, au

niveau central, la CCAS gère 75 % du 1 % prélevé sur les factures des consommateurs, les CAS (Caisse mutuelles complémentaires d'action sociale) décentralisées gèrent les 25 % restants.

L'ampleur de ce budget « social » ne fait pas oublier que l'histoire de la CCAS est indissociable de celle de la CGT, qui fait de la caisse un enjeu stratégique et où ebemp d'action syndicale. Au moment de la guerre froide, en 1951, la gestion des activités sociales a été retirée à l'organisme présidé par Marcel Paul, secrétaire de la Fédération de l'éclairage CGT et membre du comité central du PC, ancien ministre de la production industrielle. Mais en 1964 la gestion de la caisse était totalement rendue aux syndicats.

### L'affaire de la CGT

Aujourd'hui, en dépit de la diversification syndicale, la CCAS reste l'affaire de la CGT, puisque aux dernières élections qui servent de référence pour la constitution du conseil d'administration de la caisse, en 1983, elle a recueilli 53,9 % des voix, la CFDT 19,1 %, FO 15,6 %, la CFTC 4,1 %, l'UNCM (CGC) 7,3 %. Elle a néanmoins enregistré un recul par rapport aux élections de 1980 (56,4 % pour la CGT, 17,9 % pour la CFDT, 15,7 % pour FO, 6,4 % pour la CFTC, 3,9 % pour la CFDT). Plus encore, les salariés de la CCAS sont en majorité cégétistes (deux mille quatre cents parmi le personnel permanent, 72,5 % des voix aux élections des délégués du personnel de la caisse).

Mais le syndicat refuse toute aliation aux liens privilégiés qui pourraient lier la CCAS au PC via la CGT. « Du reste », affirme M. Rumeau, nous avons en permanence dans nos bureaux un représentant de notre ministère de tutelle, qui voit chacune de nos décisions, et nous ne sommes pas d'accord. Cela n'empêche pas d'autres syndicats de remarquer que la CCAS traite plus facilement ses marchés avec des associations proches de la CGT.

An sein d'une telle structure, les autres organisations syndicales ont bien du mal à se faire entendre. La CFDT, notamment, qui souhaite faire de la CCAS (et des CE en général) un lieu d'ouverture pour les salariés, propose qu'il l'acquisition d'un patrimoine immobilier onéreux vienne désormais se substituer des achats de lits en co-gestion avec d'autres CE. Dans d'autres secteurs, une CAS à majorité CFDT a cofinancé avec une municipalité (celle de Metz) un équipement sportif ouvert à tous.

La CGT ne cae pas l'importance de l'enjeu que représente pour elle la CCAS. « Les activités sociales permettent aux syndicats d'apprendre à gérer et de démontrer qu'ils peuvent le faire eux-mêmes », remarque l'un des responsables de la caissevine de la gestion ouvrière. La CCAS est aussi un ehump d'action syndicale. La CGT y remet en cause, par exemple, la politique de la direction en matière de cantine (l'entreprise construit les bâtiments, la caisse gère le fonctionnement).

La CCAS est à no tournant de son existence. Elle a souhaité, il y a quelques années, renforcer ses structures (et par conséquent la CGT) sur le terrain, mais elle s'est heurtée à la réticence des pouvoirs publics, qui voulaient en profiter pour réviser totalement le statut et les ressources de la caisse. Devant cette menace, la CGT a préféré le statu quo... Jusqu'à quand durera-t-il ?

C. F.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

VOICI LA SECONDE QUI FAIT GAGNER DE PRÉCIEUSES MINUTES.

**RATP**  
C - U U 2  
METRO  
**RATP**  
LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

## A Beauvais

### Locaux délabrés pour l'inspection du travail

De notre correspondant

Beauvais. — Les cordonniers, les plus mal chaussés... Le bon sens populaire n'aura, une fois de plus, été vérifié à Beauvais, où les locaux de l'inspection du travail sont dans un tel état de délabrement que la section CFDT n'a décidé récemment de mener une action. Ainsi, la presque totalité des onze personnes qui travaillent dans cette belle maison bourgeoise datant de 1850 a arrêté le travail une demi-heure. D'autres actions sont prévues si aucune solution n'est trouvée avant le début de 1986.

En effet, la « maison bourgeoise » est belle que de l'extérieur. A l'intérieur, les planchers s'affaissent à cause d'une rupture des solives consécutive à des infiltrations d'eau. Les boiseries sont pourries, les fenêtres ferment mal. A telle enseigne que deux des sept pièces aménagées en bureaux ont dû être interdites d'accès. Le bureau des contrôleurs du travail a été transféré dans une salle de documentation, et la machine de traitement de textes dans un couloir...

« Ici, tout s'effondre, explique une jeune femme inspectrice du travail. Il m'est arrivé de prendre des morceaux de plâtre sur la tête. Dans l'exercice de ma profession, si je découvre des locaux en si mauvais état, je demanderais une mise en demeure et dresserais un procès-verbal ».

En fait, la situation dure depuis fin 1983, date à laquelle deux expertises ont été menées. La première par la direction départementale de l'équipement ; la seconde par la commission communale de sécurité de la ville de Beauvais, qui ne put

que constater le pitoyable état des lieux.

L'administration a proposé diverses solutions de relogement à la direction départementale du travail : la réfection des bâtiments ou la construction de nouveaux locaux, mais rien jusqu'ici n'a abouti. La CFDT qualifie ces propositions de « poudre aux yeux ». « La sécurité n'est-elle plus que pour les autres ? », demandent les employés en colère.

PHILIPPE LACOCHE.

• Une fédération de maisons de chômeurs. — Une assemblée constitutive d'une fédération nationale des maisons de chômeurs va avoir lieu à la maison des chômeurs de Paris, le mardi 5 et mercredi 6 novembre, annonce M. Michel Vergely, un non d'un bureau national provisoire constitué, le 26 septembre, par les comités du chômage de neuf régions (Aquitaine, Bretagne, Centre, Charente, Franche-Comté, Nord, Normandie, Poitou et Ile-de-France). Ce bureau est né de divergences au sein du Syndicat des chômeurs avec le fondateur de celui-ci, M. Maurice Pagat, à propos du fonctionnement de l'organisation, de ses finances, de la création de « permanents », des structures de la maison des chômeurs de Paris, et de l'administration du château de Bois (Mayenne), qui doit être transféré en maison des chômeurs. Soixante délégués venus de dix-neuf régions doivent participer à cette assemblée, qui doit élaborer les statuts de la fédération et une « plateforme minimale », examiner la réforme de l'assurance-chômage et les mesures prises contre la précarité.

## L'UCC-CFDT DEMANDE UN BILAN DU « CONTRAT DE CONFIANCE » DES CADRES

M. Daniel Croquette, secrétaire général de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT, vient d'écrire à M. Laurent Fabius pour demander à le rencontrer. Il souhaite que le premier ministre accepte de réaliser très rapidement un bilan d'ensemble du « contrat de confiance » lancé pour le personnel d'encadrement, avec toute une série de mesures pour cette catégorie, le 18 avril 1984 conformément au souhait du président de la République. M. Fabius étant directement en charge des problèmes de l'encadrement, M. Croquette lui demande de procéder à ce bilan et d'en examiner les éventuels prolongements.

M. Croquette pourrait également être reçu dans les prochaines semaines par M. Yvon Gattaz, président de CNPF, auprès duquel il avait sollicité une entrevue après sa conférence de presse du 25 septembre sur la « participation active » dans l'entreprise. Dans sa lettre à M. Gattaz, le secrétaire général de l'UCC-CFDT avait mis en avant quatre conditions à une meilleure participation dans l'entreprise : une « participation effective » des cadres à la préparation des décisions, afin de stimuler « l'initiative, la créativité avec évidemment un droit à l'erreur » ; la mise en œuvre d'une expression spécifique pour les cadres et la maîtrise ; « une action continue pour une organisation du travail qualifiante » ; la reconnaissance des différents niveaux de l'entreprise, ce qui suppose « une règle du jeu satisfaisante », les directions devant être « des interlocuteurs crédibles pour des partenaires qui doivent jouer pleinement leur rôle de propositions et de contre-pouvoir ».

## AFFAIRES

### ÉLECTRONIQUE

## Philips donne la parole aux cartes routières

L'assistance à la navigation routière n'est plus un mythe ni une vue du futur. Elle existe et ça marche. Analogues aux systèmes employés en aéronautique pour guider par tous les temps et en toute sécurité les avions, elle permettra demain aux automobilistes de rejoindre l'endroit préalablement choisi sans avoir à recourir aux cartes routières et aux plans de ville parfaitement incommodes. C'est la dernière promesse de la fée électronique, promesse encore au stade de l'enfance, mais que le groupe néerlandais Philips s'emploie à développer très vite et qu'il a présentée en première mondiale le 29 octobre à la presse.

De quoi s'agit-il ? Du mariage judicieux du disque compact (transformé en mémoire morte) et de l'informatique. Au premier revient la tâche, jusqu'alors impossible avec la bande magnétique, de stocker les informations — le technicien parle d'une mémoire de 5 gigabits, ce qui, en langage clair, correspond à l'accumulation de données contenues dans une pile de 15 mètres de hauteur de feuilles au format 21 x 27 — et surtout de les repérer presque instantanément en fonction des besoins.

A lui seul, il est ainsi capable d'emmagasiner toutes les cartes routières d'un pays entier comme la France et, en même temps, de mémoriser les détails du plan d'une ville comme Paris (0,04 % de la capacité de stockage). La charge de gérer cette masse de données est confiée à l'informatique. L'automobiliste n'a plus qu'à des lors, formuler ses ordres en introduisant ses instructions dans la machine au moyen d'un clavier.

Il devra, dans l'ordre, introduire le disque compact dans l'appareil, fournir les coordonnées de son point de départ et de son point d'arrivée. A partir de là, la machine s'occupe de tout. L'ordinateur calcule le parcours le mieux adapté. Une carte s'imprime sur l'écran où le trajet à suivre est figuré en gros avec un repère mobile matérialisant le véhicule et se déplaçant avec lui. Suprême raffinement : une voix synthétique formule ses conseils (allez tout droit, prenez la première à gauche, la troisième à droite, etc.), suffisamment tôt pour permettre au conducteur d'anticiper.

Le cœur du système est, pour l'instant, constitué d'une boussole électronique sur laquelle l'ordinateur se recalcule pour ne pas perdre le nord. Ultérieurement, CARIN (prononcez Carline), puisque tel est le nom donné à ce nouvel équipement (pour Car Information and Navigation) sera équipé des moyens de capter des informations fournies par satellites, ces nouveaux radiophones de l'espace, pour la conservation de cap, ainsi que par diverses balises terrestres procurant des renseignements

sur la circulation, l'état des routes, la météo, etc., dont l'installation en France fait notamment l'objet d'études entre la régie Renault et TDF dans le cadre du projet « Atlas ».

Philips travaille-t-il en liaison avec Billancourt ? « Nous avons des lettres d'intention avec divers constructeurs », se borne à dire M. D. Bothof, directeur du marketing de la division « industries automobiles » de Philips. Avec CARIN, Philips ambitionne de proposer de vitesse tous ses concurrents (le groupe allemand Bosch, les Japonais), qui travaillent sur l'assistance routière.

Équipé d'un prototype, un véhicule sillonne déjà les rues d'Eindhoven.

ven, mais une expérience en vraie grandeur sera faite à Paris au début de 1986. Le lancement du produit est programmé pour la fin de 1987. D'ici là, Philips devra miniaturiser ce système, encore volumineux — pas de problème, assure-t-on à Eindhoven — et en abaisser le coût (près de 18 000 F).

Est-ce la fin des cartes et des guides, Michelin notamment ? Philips ne se pose pas en concurrent de la firme de Clermont-Ferrand, mais cette nouvelle et prometteuse application du disque compact pourrait bien, à l'horizon 2000, porter un coup sévère à une activité qui a fait la notoriété de Bibendum.

ANDRÉ DESSOT.

## ENTREPRISES

### Paribas crée une société américaine de courtage sur marchés à terme

Le groupe Paribas a créé une société de courtage chargée de négocier des contrats sur les marchés à terme de produits financiers et de matières premières. Baptisée Paribas Futures, cette société, filiale de Paribas North America, et dont le siège est à New-York, va s'installer, dans un premier temps, aux contrats pétroliers négociés sur l'une des places spécialisées, le New-York Mercantile Exchange. Première banque à se lancer dans ce type d'activité (montage des dossiers de financement des transactions pétrolières, conseil sur les couvertures de risques, mise en place de ces garanties par intervention sur les marchés à terme), Paribas Futures prendra appui sur le réseau international du groupe français en collaboration avec Paribas Suisse, qui a été la première banque à s'installer au financement des activités de négoce pétrolier. La Suisse est d'ailleurs l'un des grands centres internationaux de transactions sur le brut.

### L'Abeille Paix Réassurances double son capital

Cette filiale de la Compagnie financière du groupe Victoire a décidé de doubler son capital pour le porter à 150 millions de francs afin de faire face aux exigences du marché international et d'être en mesure de profiter de la rapia qui s'annonce très difficile. Cette opération a été réalisée par l'apport de 2,2 milliards de francs. Abeille Paix Réassurances qui pratique la réassurance au niveau international, va procéder à une incorporation de réserves à hauteur de 15 millions de francs et une émission de 80 millions de francs entièrement souscrite par le groupe.

Rallye reprend en partie les Coop de Bretagne L'Union des coopérateurs de Bretagne (UCB), dont le siège se

trouve à Lorient (Morbihan), vient d'accepter le plan de reprise partielle présenté par le groupe Rallye, dont le siège est à Brest (Finistère). Ce plan prévoit 270 suppressions d'emplois dans les organisations syndicales estimant à 400 sur les 850 salariés de l'UCB. Rallye reprendra à son compte les 79 millions de francs de dettes de l'UCB, investira 40 millions de francs et acquerra les 2 hypermarchés Rond-Point de Lorient et de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), ainsi que 8 supermarchés, un Mixicoop et 24 des 133 petits magasins du groupe. L'UCB, qui connaît des difficultés financières depuis 1977, avait déposé son bilan au début de 1982 et connu une restructuration sous la houlette des instances centrales coopératives. Les difficultés du groupe Coop expliquent les décisions actuelles. Le groupe Rallye emploie 7 500 salariés et réalise environ 7 milliards de francs de chiffre d'affaires.

هكذا من الأصل



[illegible]

# role es

1. 1940  
 2. 1941  
 3. 1942  
 4. 1943  
 5. 1944  
 6. 1945  
 7. 1946  
 8. 1947  
 9. 1948  
 10. 1949  
 11. 1950  
 12. 1951  
 13. 1952  
 14. 1953  
 15. 1954  
 16. 1955  
 17. 1956  
 18. 1957  
 19. 1958  
 20. 1959  
 21. 1960  
 22. 1961  
 23. 1962  
 24. 1963  
 25. 1964  
 26. 1965  
 27. 1966  
 28. 1967  
 29. 1968  
 30. 1969  
 31. 1970  
 32. 1971  
 33. 1972  
 34. 1973  
 35. 1974  
 36. 1975  
 37. 1976  
 38. 1977  
 39. 1978  
 40. 1979  
 41. 1980  
 42. 1981  
 43. 1982  
 44. 1983  
 45. 1984  
 46. 1985  
 47. 1986  
 48. 1987  
 49. 1988  
 50. 1989  
 51. 1990  
 52. 1991  
 53. 1992  
 54. 1993  
 55. 1994  
 56. 1995  
 57. 1996  
 58. 1997  
 59. 1998  
 60. 1999  
 61. 2000  
 62. 2001  
 63. 2002  
 64. 2003  
 65. 2004  
 66. 2005  
 67. 2006  
 68. 2007  
 69. 2008  
 70. 2009  
 71. 2010  
 72. 2011  
 73. 2012  
 74. 2013  
 75. 2014  
 76. 2015  
 77. 2016  
 78. 2017  
 79. 2018  
 80. 2019  
 81. 2020  
 82. 2021  
 83. 2022  
 84. 2023  
 85. 2024  
 86. 2025  
 87. 2026  
 88. 2027  
 89. 2028  
 90. 2029  
 91. 2030  
 92. 2031  
 93. 2032  
 94. 2033  
 95. 2034  
 96. 2035  
 97. 2036  
 98. 2037  
 99. 2038  
 100. 2039  
 101. 2040  
 102. 2041  
 103. 2042  
 104. 2043  
 105. 2044  
 106. 2045  
 107. 2046  
 108. 2047  
 109. 2048  
 110. 2049  
 111. 2050  
 112. 2051  
 113. 2052  
 114. 2053  
 115. 2054  
 116. 2055  
 117. 2056  
 118. 2057  
 119. 2058  
 120. 2059  
 121. 2060  
 122. 2061  
 123. 2062  
 124. 2063  
 125. 2064  
 126. 2065  
 127. 2066  
 128. 2067  
 129. 2068  
 130. 2069  
 131. 2070  
 132. 2071  
 133. 2072  
 134. 2073  
 135. 2074  
 136. 2075  
 137. 2076  
 138. 2077  
 139. 2078  
 140. 2079  
 141. 2080  
 142. 2081  
 143. 2082  
 144. 2083  
 145. 2084  
 146. 2085  
 147. 2086  
 148. 2087  
 149. 2088  
 150. 2089  
 151. 2090  
 152. 2091  
 153. 2092  
 154. 2093  
 155. 2094  
 156. 2095  
 157. 2096  
 158. 2097  
 159. 2098  
 160. 2099  
 161. 2100  
 162. 2101  
 163. 2102  
 164. 2103  
 165. 2104  
 166. 2105  
 167. 2106  
 168. 2107  
 169. 2108  
 170. 2109  
 171. 2110  
 172. 2111  
 173. 2112  
 174. 2113  
 175. 2114  
 176. 2115  
 177. 2116  
 178. 2117  
 179. 2118  
 180. 2119  
 181. 2120  
 182. 2121  
 183. 2122  
 184. 2123  
 185. 2124  
 186. 2125  
 187. 2126  
 188. 2127  
 189. 2128  
 190. 2129  
 191. 2130  
 192. 2131  
 193. 2132  
 194. 2133  
 195. 2134  
 196. 2135  
 197. 2136  
 198. 2137  
 199. 2138  
 200. 2139  
 201. 2140  
 202. 2141  
 203. 2142  
 204. 2143  
 205. 2144  
 206. 2145  
 207. 2146  
 208. 2147  
 209. 2148  
 210. 2149  
 211. 2150  
 212. 2151  
 213. 2152  
 214. 2153  
 215. 2154  
 216. 2155  
 217. 2156  
 218. 2157  
 219. 2158  
 220. 2159  
 221. 2160

[illegible]

*[Faint handwritten notes at the bottom of the page, mostly illegible.]*

## Bolloré : l'ultra-mince au second marché de Paris

« *Very, very small is beautiful* », tel semble être le nouveau slogan de Bolloré Technologies, cette entreprise familiale qui occupe dans son secteur — les comparais pour condensateurs en films de polypropylène, produits métallisés, capteurs, spéciaux électrolytiques — le premier rang mondial, at qui fait son entrée le 5 novembre au second marché de la Bourse de Paris.

Le tour petit, l'ultra-mince (elle fait 20 microns), c'est en effet la spécialité de cette société, fondée en Bretagne en 1922, et qui s'est adaptée à l'évolution de la consommation en passant du papier à cigarettes en bruto à la campagne anti-tabac, le papier camouflage détourné par la photocollage, et ... le papier bible, dont la chute a accompagné celle de la cigarette. Les papiersiers Bolloré ont donc, de la papeterie, c'est-à-dire une vieille vocation, fait une belle - histoire. A présent, Bolloré Technologies ne réalise plus que 10 % de son chiffre d'affaires (480 millions de francs en 1984) dans la papier; et encore ne s'agit-il essentiellement que de papier pour les condensateurs électroniques.

Et tant dans Job, le fabricant de papier à cigarettes, producteur unique de cigarettes pour tout l'Afrique francophone.

Animée par un jeune président de trente-trois ans, M. Vincent Gattegno, la Gattegno & Co emploie 850 personnes, dont plus d'une centaine aux Etats-Unis, a été baptisée meilleur accord « salarié-patronat » du dernier magazine économique d'Antenna 2, « Actions », par jury composé de MM. Michel Delebarre, ministre du travail, et du président de l'Uil et Louis Viannet, secrétaire de la CGT.

Elle prévoit de réaliser ce année un chiffre d'affaires de 550 millions de francs et un bénéfice net de 38 millions de

Pour le reste, la société, qui détient 30 % du marché mondial des composants pour condensateurs (accumulant et restituant la chaleur), réalise les derniers bords de la chaîne : produits d'usage spécialisés tels que les sachets à thé, les filtres pour cigarette, les films d'emballage... Outre son incontestable avance technologique, acquise par ses investissements dans cinq années, qui ont permis, entre 1983 et 1984, six sections seront introduites au public en 1985, sous l'égide de Lazard Frères et C<sup>e</sup>, de la 8<sup>ème</sup> de la Compagnia Italiana (Edmond de Rothschild) et de charge d'agents de change S. M. C. Méditerranée, en disposition du capital porteur 15,2% du capital et 12,5% après conversion d'obligations.

S. M. C.

De petits commerçants ou le dimanche. — A Valence (ôme), soixante-cinq des petits-dix commerçants de la gacommence de l'hypermarché « Rond-Point » ont ouvert leurs portes dimanche 3 novembre. L'opération menée avec une action de concertation importante et accompa-

March 1960

$\frac{d}{dt} \left( \frac{\partial L}{\partial \dot{x}} \right) = \frac{\partial L}{\partial x}$

[illegible]

1.  $\frac{1}{2}$   
 2.  $\frac{1}{2}$   
 3.  $\frac{1}{2}$   
 4.  $\frac{1}{2}$   
 5.  $\frac{1}{2}$   
 6.  $\frac{1}{2}$   
 7.  $\frac{1}{2}$   
 8.  $\frac{1}{2}$   
 9.  $\frac{1}{2}$   
 10.  $\frac{1}{2}$

$\frac{d}{dt} \left( \frac{1}{r^2} \right) = -\frac{2}{r^3} \frac{dr}{dt}$











# Le Monde

## En Chine

### La ruée sur les obligations

Pour la première fois depuis la fondation de la République populaire de Chine, en 1949, une banque vient de proposer au public une émission d'obligations qui a déclenché une véritable ruée sur les guichets de cet établissement.

Cet engouement confirme l'évolution de ce pays, marquée récemment par la création de la première société d'investissement depuis la dynastie Mand-

choue (le Monde daté 3-4 novembre). De même, la première filiale d'une banque étrangère à s'installer en Chine, la Hongkong and Shanghai Banking Corporation, vient d'ouvrir ses portes dans la zone économique de Shenzhen.

Trois autres banques étrangères (dont la banque française Indosuez) ont également reçu l'autorisation de s'installer dans ce pays.

La première émission d'obligations effectuée par la Banque industrielle et commerciale de Shanghai depuis la fondation de la Chine populaire provoque, depuis lundi dernier, un véritable vent de folie devant les quatorze guichets de cette banque, rapporte le *China Daily*. Les milliers de personnes qui se pressent devant les succursales ont acheté jusqu'à présent 10 millions de yuans (3,14 millions de dollars) d'obligations qui comportent un intérêt annuel de 9 %, l'émission totale devant porter sur 15 millions de yuans (4,7 millions de dollars), a précisé le quotidien de langue anglaise.

M. Mao Yindong, directeur de la banque, a indiqué que chaque client pouvait acheter un maximum de

### L'OPPOSITION ET LE PCF COMMENTENT LA SANCTION PRISE CONTRE LE GÉNÉRAL ARNOLD

Les propos du général Philippe Arnold sur le retard de l'équipement de l'armée blindée en France et la décision gouvernementale de le suspendre de son commandement de la 1<sup>re</sup> division blindée (le Monde daté 2 et 3-4 novembre) ont suscité les commentaires de nombreux hommes politiques, dans l'opposition et au PCF, qui, dans leur majorité, relèvent que les arguments développés par l'officier général ne sont pas dénués de fondement technique.

Pour M. Jean Lecanet, sénateur UDF de la Seine-Maritime et président de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, « le général Arnold n'a rien dit qui mérite sanction, et je crois que M. Quilès est allé au-delà de ce qui était nécessaire. A mon avis, le général Arnold n'est pas sorti de son devoir de réserve. Il a franchement parlé d'un matériel qui est maintenant insuffisant. Il n'a pas critiqué la stratégie choisie par le gouvernement ». M. François Létard, député UDF du Var et secrétaire général du PR, estime, de son côté, que « malheureusement le général Arnold a dit des choses qui sont perçues comme vraies par la plupart des cadres militaires français aujourd'hui ».

Enfin, le député communiste de la Corrèze et rapporteur du budget de l'armée de terre à l'Assemblée nationale, M. Jean Combastel, a donné raison « sur le fond » au général Arnold, mais pas « sur la forme ». « Un officier a le devoir de réserve », a-t-il ajouté, tout en reconnaissant « le retard technologique des chars ancienne formule et les retards dans l'équipement des forces en raison de la priorité donnée à la Force d'action rapide ».

#### Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à St-Nazaire-La Baule (94,8)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 4 NOVEMBRE  
Allô « le Monde »  
préparé par FRANÇOIS KOCH  
47-20-82-97  
Télévision, radio  
et satellites de communication  
avec JEAN-FRANÇOIS LACAN

MARDI 5 NOVEMBRE  
« le Monde » reçoit  
FRANCINE GOMEZ  
PDG de Waterman  
avec PHILIPPE BOUCHER



Panorama du Monde Arabe  
du lundi au vendredi  
à 13h30 avec  
VICTOR BERCIN  
sur  
RADIO ORIENT  
FM-104.30 MHz

## Au Liban

### RETARD DANS LA CONCLUSION D'UN ACCORD ENTRE LES MILICES

Les négociations entamées il y a plus d'un mois à Damas entre les trois principales milices libanaises pour mettre un terme à dix ans de guerre au Liban ont échoué sur différents problèmes, dimanche 3 novembre, retardant la signature d'un accord. Tous les participants - druzes du PSP, chrétiens d'Amal, chrétiens des Forces libanaises - ont tenté de minimiser ces obstacles de dernière minute. Selon une source proche des négociations musulmanes, la délégation des FL a fait samedi plusieurs remarques quant à la durée de la période transitoire devant précéder la mise en œuvre d'une réforme profonde du système politique au Liban et quant aux prérogatives du chef de l'État (qui doivent être diminuées).

Selon d'autres sources, la signature de l'accord - qui aurait dû intervenir dimanche - a été retardée du fait de réserves émises par les représentants de la communauté sunnite, le premier ministre M. Karamé, et deux anciens chefs du gouvernement, MM. Selim Hoss et Rachid Solh. Tous trois ont été reçus samedi par le vice-président syrien, M. Abdel Alim Khaddam, à qui ils ont fait valoir le point de vue de la communauté sunnite qui n'a pas été partie aux négociations.

D'autre part, une voiture bourrée de 200 kilos d'explosifs a sauté lundi 3 novembre au Liban du Sud, à Aracoun, tuant apparemment le conducteur. (AFP, Reuters.)

Explosion d'une voiture piégée à Téhéran. - Plusieurs personnes ont été blessées dans l'explosion d'une voiture piégée, dimanche 3 novembre, dans le quartier Vostaf-Ashraf, au nord de Téhéran. L'explosion, entendue dans un large périmètre, a été confirmée par les services de sécurité, qui n'ont fourni aucun autre détail. D'autre part, l'agence officielle IRNA a annoncé qu'une tentative de détournement d'un avion des lignes intérieures iraniennes, entre du sud du pays et Téhéran, avait été déjouée samedi par les Gardiens de la révolution qui se trouvaient à bord.

### Pékin adopte le système métrique

Pékin (AFP). - Le Chine va abandonner son ancien système de poids et de mesures pour adopter les grammes et les mètres, a annoncé l'agence Chine nouvelle.

L'application graduelle du nouveau système débutera en janvier 1986, avec les coupons de rationnement des céréales et des huiles de cuisine, quantifiés jusqu'alors à partir du système traditionnel. Les mesures de poids actuelles, le catt (500 grammes) et l'once chinoise (un

dième de catt) seront remplacées par le kilogramme et les grammes.

Le pied chinois (un tiers de mètre) et le pouce chinois (un dixième du pied chinois) seront remplacés par le mètre et le centimètre. La Chine utilise déjà, dans certains cas, le système métrique, mais le système traditionnel est préféré pour la plupart des transactions.

Le système ancien avait été instauré par le premier empereur de Chine, Qin Shihuangdi, il y a plus de deux mille ans.

### Les universités réforment leurs statuts

#### Une course de lenteur

Les universités sont-elles encore dirigées par des instances représentatives ? La question se pose lorsque l'on constate que leurs conseils, normalement renouvelés chaque année, ne l'ont pas été depuis trois ans. Des enseignants ont échangé d'affectation, de nombreux élus étudiants ont fini leurs études et ont donc quitté les instances où ils étaient censés représenter leurs camarades. Bien des conseils ont du mal à obtenir le quorum lors de leurs réunions. Dans huit universités, des administrateurs provisoires ont été nommés pour remplacer des présidents démissionnaires ou appelés à d'autres fonctions. Ailleurs, à présidents ont été maintenus dans leur poste après la fin de leur mandat. Les universités françaises semblent oublier un des principes de la loi de 1968 : la participation.

Cette situation figée depuis 1983 tient aux difficultés d'application de la loi Savary sur l'enseignement supérieur, promulguée en janvier 1984, qui modifiait le nombre et la composition des organes de gestion des établissements. En attendant sa mise en place, l'administration avait invité les établissements à ne pas modifier leurs instances et donc à ne pas procéder à des élections.

L'article 22 de la loi du 26 janvier 1984 précisait que les établissements déterminent eux-mêmes leurs statuts et leurs structures internes. Une disposition transitoire (article 67) ajoutait que « le mandat de l'ensemble des membres des conseils actuellement en fonction ne prend fin qu'après l'élection des nouveaux conseils suivant la réforme des statuts ».

Or cette réforme des statuts s'est effectuée sans enthousiasme dans les établissements. L'organisation des

Le ministère examine les nouveaux statuts rédigés par les universités en application de la loi Savary. Mais plusieurs d'entre elles sont toujours en panne.

instances centrales en trois conseils (le conseil d'administration, le conseil scientifique, le conseil des étudiants et de la vie universitaire), la définition de nouvelles unités de formation et de recherche demandaient un travail précis. Il fallait définir le nombre de représentants de chaque catégorie de personnels ou d'usagers et doser les équilibres entre les disciplines.

« Désuète et impopulaire »

Le ministre de l'éducation nationale n'ayant jamais fixé clairement de date ultime à une révision des statuts, les conseils ont pris leur temps. Les associations d'universitaires proches de l'opposition ont aussi appelé les enseignants à s'abstenir de collaborer. « La loi elle-même, explique le président de l'Union nationale interuniversitaire (UNI), organisation anti-marché, permet aux universités de ne pas adopter de statuts en prenant le risque de s'en faire imposer par le ministre. Dans la pratique, la période pré-électorale est peu propice à l'emploi de la contrainte gouvernementale pour faire appliquer une loi désuète et impopulaire ».

Mais les enseignants se sont montrés finalement plus légalistes que contestataires. Au printemps, puis lors de la rentrée des conseils d'université, certains ont révisé leurs sta-

tuts pour les mettre en conformité avec la loi. A la mi-octobre, M. Roger-Gérard Schwartzberg affirmait que, sur soixante-quatorze universités, cinquante-huit avaient adopté leur projet de statuts à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Quatre universités (Lille-III, Montpellier-I, Paris-I et Paris-V) ont adopté leurs statuts article par article, mais n'ont pu se mettre d'accord sur l'ensemble du texte, souvent pour des raisons d'équilibre entre les grandes disciplines. Dans cinq établissements, aucune majorité ne s'est dégagée pour approuver des nouveaux statuts (Amiens, Bordeaux-II, Paris-II, Poitiers, Toulouse-I). Une université (Paris-IV) n'a pas élaboré de statuts et d'autres (Lille-II et Nantes) ont déclaré « ne pas être en mesure d'adopter actuellement un projet de statut ». Enfin, dans quatre établissements (Aix-Marseille-II, Angers, Rennes-I et Valenciennes), les conseils doivent délibérer prochainement.

Les propositions des universités sont actuellement examinées par la direction des enseignements supérieurs. Elle déterminera leur conformité avec la loi. M. Schwartzberg est confiant : « Les établissements ne peuvent demeurer indéfiniment en situation transitoire ».

Alors, les élections universitaires pourront-elles avoir lieu en décembre ou en janvier ? C'est possible pour les établissements qui se seront mis en règle. Pour les autres, il faudra que le ministre tranche. Mais, à quelques mois d'échéances électorales nationales, une intervention brutale est peu envisageable.

SERGE BOLLOCH.

Le numéro de « le Monde » daté 3-4 novembre 1985 a été tiré à 416032 exemplaires

A B C D E F G

### STAGE LECTURE RAPIDE

19-20-21 novembre 1985

GEICA-FORMATION / 42-96-41-12  
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## Sur le vif

### Pauvres mecs

Dura, dure, la condition masculine ! Tuente. Littéralement. Dire qu'il y a des femmes qui veulent avoir un garçon ! Elles sont complètement folles. C'est fragile, le garçon, c'est délicat, ça vit moins longtemps que la fille. Ça n'a pas de santé, c'est pas résistant. Ça clique au moindre courant d'air, et ça se démolit pour un rien. C'est condamné dès la naissance. Et même avant. Un faux mouvement et c'est la fausse couche.

Je lisais l'autre jour dans 24 heures, le journal de Lausanne, un article intitulé : « Une espèce en voie de disparition : l'homme ». Ils citaient des chiffres effrayants : un gamin de moins d'un an a deux fois plus de pépins qu'une gamine. Forcément, il est plus casse-cou, plus touche-à-tout, tout ce qui coupe, brûle, infecte, étouffe et supprime.

Après, c'est pareil. Les adolescents n'arrivent pas de sauter. La moto, la cinquième étage, la bagnole, le fusil de chasse, le soleil, le kalachnikov, les barbituriques... Ou ils se suicident ou ils se battent ou ils se bousillent sur les routes. Le jour des morts, c'est l'hécatombe. A le fleur de l'âge... Tehlaci ! Ensuite l'alcool, la bouffe, le tabac, les sports violents, le stress, les méfiers à risques, la course au rendement, le plan de carrière et la retraite-couperet

vous les détruisent très efficacement. Un vrai massacre. Autre cause de surmortalité masculine : le chômage. Et, encore plus meurtrier, le divorce. Ça, ils ont beau crâner, ils ne supportent pas. Ils trébuchent au bout de six mois. Nous, pas. Nous, on gaîne, on pleurniche, on se plaint, mais on survit. Et on les enterre, à tous les coups.

Le plus marquant, n'est l'indignation des Suisses - la protection de la nature, ils ne pensent qu'à ça - devant la conscription du silence qui entoure les résultats catastrophiques des études entreprises depuis vingt ans sur ce sujet tabou. On n'ose pas le leur dire, aux mecs, qu'ils n'en ont pas pour longtemps. Déjà qu'ils se chochottent comme c'est pas permis, au moindre bobo, un coryza, un panaris, un lumbago, ils s'effritent. Là, ce serait le panique.

Ils sont débiles, mais ils ne sont pas idiots. Si on en fabrique plus que de filles, c'est à cause de la casse, justement. Ils le savent. Maintenant, avec les banques de sperme et l'insémination artificielle, la demande va diminuer et la production va baisser. Ils le savent aussi. Non, ils sont mal partis, les pauvres. Paris pour l'autre monde. Le meilleur des mondes.

CLAUDE SARRAUTE.

Gamma TV retrouve son matériel. - Le matériel utilisé par Gamma TV pour ses reportages autour de Muroro lors de la campagne de Grecopeace et qui avait été saisi par les douanes de Papete puis restitué après jugement en référé est arrivé en France. Ce matériel de transmission et de prise de vues avait été embarqué sur un appareil de l'UITA, puis débarqué à Los Angeles et embarqué, à nouveau, sur un avion d'Air France à destination de la métropole, ce qui entraîne, pour Gamma TV, le paiement des frais de location supplémentaires (le Monde du 31 octobre).

Nouvelle-Calédonie : trois blessés à Lifou. - Trois habitants de l'île de Lifou ont été blessés, lundi 4 novembre, en Nouvelle-Calédonie, au cours d'une fusillade entre militants de fractions rivales du mouvement indépendantiste. Selon les premiers éléments de

l'enquête, les coups de feu ont été tirés dans la tribu de Hnau, à l'est de l'île, et les trois blessés seraient membres de l'Union calédonienne. Le 20 octobre, une fusillade avait fait dans la même île une dizaine de blessés par balles parmi les militants du PALIKA.

Le président salvadorien Duarte en visite privée à Paris. - M. Duarte, président du Salvador, est arrivé ce lundi 4 novembre à Paris, venant des Etats-Unis, pour un bref séjour privé, avant de se rendre à Madrid. M. Duarte devait être reçu dans l'après-midi par MM. Polier et Roland Dumas.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

### Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ?

#### ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier ouaté de poussière et de silence ?

Dehors, le reste de la bande s'ébattait dans la piscine de cette grande et belle demeure où m'avait invité mon ami François. Mais je ne m'étais jamais senti très à mon aise dans la compagnie des autres.

Nous, j'étais là, au milieu de ces meubles qui avaient cessé de plaire, je détaillais l'esthétisme des souvenirs d'une vie qui, visiblement, avait été brillante.

J'aurais plusieurs tiroirs et découverts dans l'un d'eux un petit livre que je feuilletais machinalement.

Mais bientôt, m'asseyant sur l'osier grimpant d'une péniche, je continuai ma lecture. Page après page. Négligent même la lumière du jour qui baissait.

Dans ce livre j'apprenais que tout le monde possède une mémoire fantastique, mais que seule quelques-uns savent l'utiliser.

J'étais sceptique, bien sûr, mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un vrai annuaire du téléphone oublié là, pour constater qu'en suivant la méthode, effectivement, j'étais capable après une seule lecture attentive de tout retenir : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'abonnés.

Oserais-je dire qu'alors je me pinçai, avant de me livrer à d'autres expériences. Mais toutes furent aussi convaincantes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (car je les avais comptés), je n'en avais toujours qu'un seul en tête.

C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier merle qui, avec un jour nouveau, me donna que j'avais rêvé.

Or j'avais tort. Tout était toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour cela, en fut transformée.

Mon ami François me dit : « Mais on t'a changé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'avais pourtant rien de plus. Simplement j'étais autre, instable et serein. Répondant du tac au tac, après n'avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.

Et plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'apprenais même l'anglais en quelques mois.

A partir de cette simple méthode, je me souvenais de tout : des visages, des noms, des musiques, de poèmes entiers dont j'étais capable de reproduire l'exacte transcription dans un dîner en ville.

Depuis, le temps a passé. Même les médias m'accrochent aujourd'hui l'autorité que donnent conjointement le talent et l'assurance et j'écris cet article pour rendre hommage à un être exceptionnel, qui a révélé en moi l'homme qui était au-delà de l'homme.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale, qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, prenez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Eternelles du Succès », intéressant petit ouvrage que W.R. Borg écrit comme introduction à sa Méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer sa mémoire. Voir l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 720 - 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

#### BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 720 - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

مكتبة من الأصل